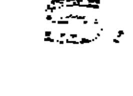
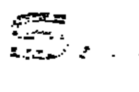
e

Nice

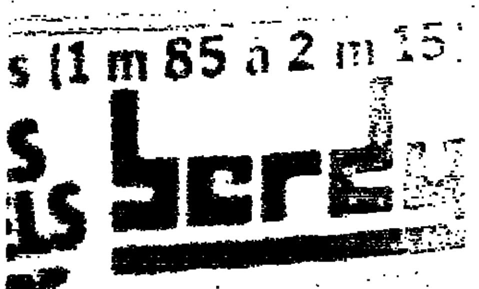
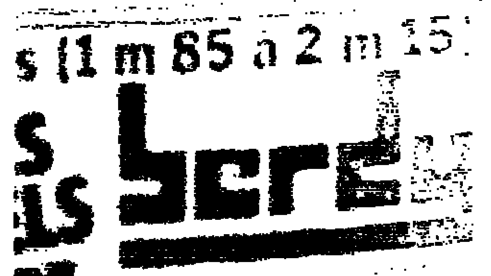
ait prendre date

on présidentielle

ève à la

s (1 m 85 à 2 m 15

TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 10 874 — MARDI 15 JANVIER 1980

La grève de la S.N.C.F. est très largement suivie

LIRE PAGE 46



Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algérie, 1,30 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ; Allemagne, 1,30 DM ; Autriche, 13 sch. ; Belgique, 15 f. ; Canada, $ 0,95 ; Côte-d'Ivoire, 220 F CFA ; Danemark, 4 kr. ; Espagne, 50 pes. ; Grande-Bretagne, 30 p. ; Grèce, 35 dr. ; Iran, 95 ris. ; Italie, 600 L. ; Liban, 275 p. ; Luxembourg, 15 fr. ; Norvège, 3,75 kr. ; Pays-Bas, 1,25 fl. ; Portugal, 30 esc. ; Sénégal, 190 F CFA ; Suède, 3,50 kr. ; Suisse, 1,20 fr. ; U.S.A., 95 cts ; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 14

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

Le président Carter se prépare à définir une nouvelle «doctrine» à l'égard de l'U.R.S.S.

M. Brejnev et l'Europe

Les dirigeants soviétiques sont-ils surpris par la vigueur des réactions américaines à l'invasion de l'Afghanistan ? Avaient-ils gravement sous-estimé M. Carter ? Avaient-ils misé sur les hésitations et les incertitudes d'un président dont les premières années d'exercice du pouvoir ont été marquées par le doute, les volte-face multiples, une certaine impuissance à définir une politique, puis à l'appliquer ?

On peut légitimement se poser ces questions en lisant les déclarations de M. Brejnev publiées dimanche 13 janvier par la « Pravda ». Officiellement, il s'agit d'une interview du numéro un soviétique, mais on peut être sûr que tous les termes des réponses comme des questions en ont été soigneusement pesés. Exception faite des explications invraisemblables avancées une fois de plus pour tenter de justifier l'intervention soviétique, les propos du secrétaire général confirment l'étonnement de l'U.R.S.S. devant les sanctions décrétées par M. Carter et, sans doute aussi, devant les condamnations du « coup de Kaboul » par la totalité des capitales européennes et bon nombre de pays non alignés.

L'intervention en Afghanistan, fait valoir M. Brejnev non sans fausse naïveté, n'affecte pourtant pas « les intérêts nationaux ou la sécurité des Etats-Unis (...). » « Les allégations selon lesquelles l'Union soviétique aurait des projets expansionnistes à l'encontre du Pakistan, de l'Iran ou d'autres pays de cette région sont mensongères », ajoute encore le secrétaire général.

L'inquiétude qui ressort des propos de M. Brejnev est compréhensible. En quelques jours, le Kremlin a réussi à renforcer un rapprochement américano-chinois qui n'était pas évident il y a quelques semaines encore, à compromettre sans doute définitivement la ratification des accords SALT 2, à atténuer considérablement les tensions entre Washington et Islamabad, à indisposer profondément les pays ouest-européens, à inquiéter grand nombre de nations du tiers-monde, à compliquer les rapports soviéto-iraniens et surtout à accentuer le « réveil patriotique » des Etats-Unis, déjà amorcé par l'ayatollah Khomeiny.

Voilà un bilan plus que « globalement négatif », auquel il ne faut pas oublier d'ajouter le coût — financier mais surtout humain — des opérations militaires en Afghanistan. On a coutume de dire qu'il n'existe pas d'opinion publique en U.R.S.S. Ce n'est vrai qu'en partie : on peut être certain que le retour des cercueils en provenance de l'Afghanistan va créer un profond malaise parmi les Soviétiques.

Devant de tels résultats, il est normal que le Kremlin tente de passer à l'offensive diplomatique. L'Europe occidentale, de ce point de vue, paraît le lieu le plus approprié pour lancer une ouverture, faire oublier l'invasion de l'Afghanistan, enfoncer un coin dans la solidarité atlantique et essayer de prouver que la détente est toujours d'actualité. Voilà pourquoi Moscou a pris soin de concentrer jusqu'ici ses attaques sur Washington et d'épargner les dirigeants européens, pourtant « coupables » d'avoir condamné le coup de force de Kaboul. Voilà pourquoi M. Brejnev, renversant les responsabilités, accuse les Etats-Unis de prendre prétexte des événements d'Afghanistan pour compromettre la détente. Voilà pourquoi les déclarations du secrétaire général à la « Pravda » se terminent par une exhortation aux Européens « à renforcer la sécurité et à développer la coopération pacifique sur le continent ».

Manifestement, on en est au début d'une campagne diplomatique qui devrait s'intensifier dans les jours et les semaines qui viennent. M. Carter l'a compris, qui vient d'envoyer son secrétaire d'Etat adjoint encourager les Européens à ne pas céder au nouveau langage soviétique. Il ne restera plus à l'Europe, profondément embarrassée, qu'à se situer sur ce nouvel échiquier.

Les Soviétiques ont installé six bases et cinq aéroports en Afghanistan

Les troupes soviétiques continuent à affluer en Afghanistan, où le commandement de l'armée rouge a installé six bases, près de Kaboul, et construit cinq aéroports. Le régime de M. Babrak Karmal a annoncé la constitution d'organes dirigeants de l'Etat et du parti calqués sur ceux de l'U.R.S.S.

A Moscou, M. Brejnev, dans des réponses à des « questions » de la Pravda, *a, de nouveau, justifié l'intervention de l'armée rouge en la présentant comme la conséquence de l'action des « forces impérialistes », et a invité l'Europe à ne pas se laisser entraîner par les Etats-Unis dans la* « voie des aventures ».

Pour sa part, M. Carter va présenter, dans un grand discours, la nouvelle « doctrine » américaine à l'égard de l'U.R.S.S. Washington se félicite du soutien de ses alliés à l'embargo décidé sur les céréales, et cherche à élargir ses appuis politiques.

Le chef de l'Etat pakistanais, le général Zia Ul Haq, a assuré dimanche que son pays avait le « soutien d'amis sûrs », *et entretenait* « de très bonnes relations avec la Chine », *lui permettant de faire face à une* « situation très critique ».

Au Conseil de sécurité de l'ONU, la résolution américaine sur des sanctions à l'égard de Téhéran s'est heurtée au veto soviétique, mais a eu le soutien de dix des quinze membres du Conseil. L'Assemblée générale poursuit, ce lundi, l'examen de la crise afghane.

En Iran, l'imam Khomeiny a qualifié d' « injurieuse » *une suggestion avancée par un diplomate soviétique à Mexico sur l'aide que son pays pourrait apporter à Téhéran. Un calme précaire règne à Tabriz après les émeutes de vendredi.*

De notre correspondant

Washington. — Après le sursaut, la mobilisation. M. Carter entend non seulement continuer sur la lancée de son discours du 4 janvier et maintenir la pression contre Moscou, mais aussi donner une forme plus durable et « *doctrinale* » à sa nouvelle politique par un grand discours, dont les premiers projets circulent à la *Maison Blanche.*

Selon le *New York Times*, le président verrait dans sa situation un « *parallélisme* » avec celle que connut « *Harry Truman et sa sévère réaction aux menaces soviétiques contre la Grèce et la Turquie en 1947* ». Son prochain discours énoncerait une sorte de « *doctrine Carter* » analogue à celle par laquelle le successeur de Roosevelt avait promis l'« *endiguement* » *(containment)* du communisme. Accessoirement, M. Carter répondrait aussi aux accusations de Moscou selon lesquelles sa réponse à la crise de l'Afghanistan a été « *émotionnelle* » et « *capricieuse* ».

L'actuel président a en tout cas besoin, pour ce faire, de l'appui de ses alliés. C'est dans ce but que M. Christopher, secrétaire d'Etat adjoint, a entrepris, dimanche 13 janvier, une nouvelle tournée qui le conduira, après Londres, à Rome, à Paris, à Bonn et à Bruxelles.

Le *New-York Times* croit savoir *que le numéro deux du département d'Etat* cherchera à mettre au point avec les alliés une déclaration commune réaffirmant les intentions occidentales face au défi soviétique et demandant à Moscou de retirer ses troupes d'Afghanistan. Toujours selon ce journal, M. Carter aurait eu cette idée après avoir eu avec M. Giscard d'Estaing une conversation téléphonique qui lui serait apparue plus encourageante que la réaction « *équivoque* » et « *décevante* » exprimée dans un premier temps par M. François-Poncet.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 3.)

Le «projet socialiste» laisse entières les interrogations sur la stratégie de la gauche

Réunis samedi et dimanche en convention nationale, les socialistes ont gommé leurs divergences pour approuver à plus de 90 % des mandats leur charte pour les dix années à venir : le projet socialiste. Cette quasi-unanimité n'a quand même pas caché leurs différentes manières d'appréhender l'avenir de la gauche, compte tenu de la conjoncture internationale et des choix du P.C.F. L'échéance présidentielle a été occultée et la désignation du candidat socialiste n'aura pas lieu avant l'automne.

Aux attaques que tous les dirigeants socialistes ont portées contre le P.C.F. et son « alignement » sur l'U.R.S.S., « l'Humanité » répond en affirmant que le P.S. s'est mis « à l'unisson de la droite ». L'organe du P.C. consacre son éditorial et une grande partie de son numéro du 14 janvier à dénoncer et illustrer l'ampleur de la campagne anticommuniste et « un déchaînement hystérique » qui va « de la droite au P.S. ».

Des issues pour une impasse

Le « projet socialiste », adopté dans un élan quasi unanime qui masque bien des divergences ou, pour le moins, des différences, à qui, à quoi servira-t-il ? La convention du P.S., qui l'a voté, n'a donné aucune réponse convaincante à ces questions essentielles. Elle ne pouvait pas les fournir car l'avenir prévisible ne lui appartient pas.

Le « projet socialiste » se présente, d'abord, comme un instrument du combat politique, un moyen de conquérir une audience de plus en plus large, bien que tous les socialistes ne soient pas d'accord sur son efficience à cet égard. Il trace ensuite les orientations d'une action gouvernementale. Enfin, il définit les forces sociales et politiques qui soutiendront cette action, puisque le P.S. n'a pas la prétention de rassembler à lui seul la base électorale nécessaire, c'est-à-dire une majorité de gauche dans le pays. Or la gauche englobe le parti communiste, qui a mis entre parenthèses son alliance avec le P.S.

La rupture consommée en 1977, avant les élections législatives de 1978, est, au début de 1980, à un peu plus d'un an de la prochaine élection présidentielle, plus patente que jamais. On a beau dire, comme M. Lionel Jospin, qu'il n'y a là rien qui puisse troubler des esprits prévenus, que le comportement du P.C.F. avait été convenablement analysé, il n'empêche : à Moscou, M. Georges Marchais a porté plus qu'un mauvais coup supplémentaire à l'union de la gauche. Reste l'union des forces populaires, mais cette appellation commode n'occulte pas la question : que faire avec le P.C. et, dans l'immédiat, sans lui ?

Les dirigeants socialistes ont conscience de se trouver dans une impasse. Comme ils rejettent la solution de rechange qui consisterait à revenir sur leurs pays — sur le passé récent de ce parti nouveau — en cherchant d'autres alliances, les voici *contraints d'imaginer des issues* incertaines.

Théoriquement, le P.C. n'a pas changé. La résolution votée par le vingt-troisième congrès, en mai 1979, confirme l'attachement à « l'union de toutes les forces populaires, l'union du peuple de France » et à l'alliance indispensable avec les formations œuvrant pour un changement démocratique, en particulier socialiste. Mais pour parvenir à une union de la gauche forte, durable et loyale, le P.C. estime qu'il convient de développer préalablement l'essor du mouvement populaire à partir de l'action *à la base.*

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 11.)

L'once d'or approche les 650 dollars

La hausse de l'or a repris, lundi 14 janvier, sur les marchés internationaux, où le cours de l'once s'est approché de 650 dollars, battant ainsi son précédent record de 634 dollars établi le 3 janvier et égalé le 7 janvier suivant, après être retombé un peu en dessous de 600 dollars.

Ainsi le métal précieux, non seulement consolide sa vertigineuse ascension des dernières semaines, mais encore continue à monter, en dépit des ventes bénéficiaires de la spéculation.

A vrai dire, ces ventes sont peu abondantes, les opérateurs ayant le sentiment que la retombée des cours n'est pas pour demain. C'est le sentiment de M. Frey, directeur général de la Société de banque suisse, la banque helvétique la plus active dans le commerce des métaux précieux.

Dans un entretien acordé à la Schweizerische Handelszeitung, il estime que « *le prix de l'or devrait encore fortement augmenter, aussi longtemps que la situation politique ne sera pas meilleure* ».

De fait, les marchés mondiaux sont devenus extrêmement sensibles à toute aggravation, même minimale, de la tension internationale. Ainsi, les cours de l'or se sont vivement redressés à la fin de la semaine dernière sur la rumeur, démentie implicitement par la suite, que les dockers égyptiens bloquaient deux navires soviétiques dans le canal de Suez, ce qui laissait craindre une interdiction à tous les bâtiments *soviétiques* de transiter par ledit canal. Autre élément aggravant, les menaces iraniennes selon lesquelles un blocus de l'Iran constituerait un cas de guerre.

Pour l'instant, le dollar résiste assez bien aux alentours de 1,71-1,72 DM à Francfort et de 4,02-4,03 F à Paris, avec, il est vrai, le soutien très actif des banques centrales. Les milieux financiers internationaux, néanmoins, jugent précaire cette résistance et estiment assez probable un nouveau recul du dollar.

Les casinos sur le tapis

I. — Un monde secret

Le casino Ruhl, à Nice, vient de fermer ses portes après la décision du ministère de l'intérieur de suspendre l'autorisation des jeux. Auparavant, le casino de Trouville était mis en règlement judiciaire. L'établissement a, depuis, cessé toute activité. Ce ne sont là que deux des derniers faits importants qui ont marqué une année riche en événements dans l'univers secret des jeux.

En une dizaine de mois, les affaires se sont succédé à un rythme inquiétant dans les établissements de jeux français. Plus de soixante croupiers ont été inculpés pour fraude, des roulettes truquées ont été découvertes, des barons (joueurs complices) confondus, des exploitants de casinos accusés de malversations. Il y a eu Dieppe, Forges-les-Eaux, Enghien, la Grande-Motte. Dans cette avalanche de scandales, la loi des séries, la ténacité des policiers de la sous-direction des courses et des jeux n'expliquent pas tout.

par

MICHEL BOLE-RICHARD

Etonnant empire que celui du jeu ! Un monde hermétique, replié sur lui-même, avec ses règles, ses pratiques réservées aux initiés. Un monde étrange où le voile ne se soulève qu'à peine, le temps d'un scandale, avant que, bien vite, un silence feutré retombe sur les salles de jeux. L'univers des tapis verts est un jardin secret qui entend bien le rester. Les dirigeants des casinos n'aiment guère que l'on s'intéresse à leurs établissements. « *C'est mauvais pour la clientèle,* disent-ils. *Et puis vous n'écrivez que pour dénoncer ce qui ne va pas.* » Méfiance et prudence sont de règle dans les temples du hasard !

Pourtant les choses ont bien changé depuis les périodes dorées de la Belle Epoque puis des années 30. Le temps est bien fini où seuls les héritiers et les femmes fortunées venaient écorner ou dilapider leur richesse dans les les salles aux murs couverts de marbre ; les casinos se sont, depuis longtemps, « démocratisés ». Aujourd'hui, le modeste employé et la secrétaire n'hésitent plus à franchir la porte de cet univers de rêve avec, tout au plus, l'espoir de gagner en un soir l'équivalent d'un treizième mois de salaire. Les flambeurs viennent de tous les horizons sociaux.

Si l'homme d'affaires a succédé au grand bourgeois et à l'aristocrate d'antan, le porteur de pétro-dollars a largement contribué à internationaliser la clientèle des salons, où la moquette a remplacé le tapis et le chrome le bois verni. Seule l'importance des mises, voire le vêtement, différencie encore ceux qui peuvent perdre de ceux qui ne pourront se « *refaire* ». Mais tous croient au bon jour, à la martingale infaillible ou à la persistance d'une chance qui ne dure qu'un instant. Une passion, mille déboires avant que la boule d'ivoire vienne se loger, après le cliquetis des dernières *hésitations, dans* l'alvéole espéré.

(Lire la suite page 13.)

AU JOUR LE JOUR

CUL-DE-SAC

Comment le P.S., sachant que le P.C. ne veut plus, et pour longtemps, de l'union, peut-il encore, comme il vient de le faire à Alfortville, continuer à se prétendre unitaire pour deux ?

Il est vrai que le passé a appris aux socialistes que les accords conclus avec le centre se terminaient toujours pour eux par la perte de leur âme et de leurs militants.

Si bien que l'union, pour le P.S., représente peut-être la moins mauvaise solution, comme la démocratie pour Churchill, qui disait qu'elle est « le plus mauvais des systèmes, à l'exception de tous les autres. »

MICHEL CASTE.

En Grande-Bretagne

TRAVAILLISTES ET CONSERVATEURS PRESSENT Mme THATCHER D'INTERVENIR DANS LA GRÈVE DE LA SIDÉRURGIE

(Lire page 44.)

«UNE FILLE A BRULER», de Joseph Delteil

Plus loin que le mirage

« Une fille à brûler », de Joseph Delteil, avec Micheline Uzan et Viviane Theophilidès, a été créé pour l'Année des abbayes normandes. Le spectacle s'est donné ensuite à Avignon, dans la cour de l'Oratoire, séparée en deux par un chemin en fines lattes de bois clair. Aux deux extrémités, veillent deux figures féminines : une statue bleue, une grande Vierge à l'enfant saint-sulpicienne, qu'une tiare transforme en reine de théâtre ; et une femme vivante, au sourire rassurant, idole vêtue de voiles, venue des temps étrangers. A ses pied, comme un jouet : une église. Jeanne d'Arc, la petite Jeanne de Domrémy, à treize ans, elle écoute exaltée les effrayantes histoires de guerre. Son imagination court au-devant des voix qui viennent de la terre, du ciel, des arbres au parfum de fruits. Elle s'en va sur son chemin avec la certitude de l'innocence. Elle ne sait pas ce qui va arriver, elle sait ce qu'elle doit faire. Jouant avec les chevaux de bois et les petits soldats peints, séduite par l'aventure, troublée par les corps d'hommes abandonnés au sommeil, elle va et mène le Dauphin jusqu'au sacre dans un envol de cloches et de soie bleue. Tout est ludique et tragique.

Joseph Delteil invente un épisode où Jeanne, ayant découvert le monde et son ingratitude, fuit sur une route, est frappée d'insolation. Quand elle revient à elle, blessée par le choc de son rêve avec le réel, avec le pouvoir, la trahison, elle choisit de ne pas céder, de poursuivre son but, de vaincre sa peur, de chercher la mort en délivrant les places de la Loire.

COLETTE GODARD.

(Lire la suite page 17.)

Le Monde

idées

AFGHANISTAN - IRAN

Deux degrés d'une même bataille

par SALAH BECHIR (*)

CE que les Etats-Unis n'ont pas osé en Iran, l'U.R.S.S. l'a accompli en Afghanistan. Alors que les uns se trouvent dans l'incapacité d'intervenir militairement pour sauver leur prestige, l'autre a pu le faire pour sauver un satellite.

Du point de vue des populations intéressées, cet aspect international des événements est certes déterminant puisqu'il influence directement le sort de la bataille engagée contre les Etats-Unis dans un cas, contre l'U.R.S.S. dans l'autre, mais il est également secondaire, parce que la contradiction entre les deux grandes puissances n'est bien souvent, aux yeux des Iraniens et des Afghans, qu'une affaire de nuances... parfois difficilement discernables.

L'Occidental ou l'Européen de l'Est est habitué à vivre l'événement politique mondial d'une façon manichéenne — comme un différend qui oppose le dieu du mal, Ahriman au dieu du bien, Ahrimazda (tour à tour socialistes ou capitalistes). Or ce qui se passe en Afghanistan et en Iran — le mouvement islamique afghan ou la révolution guidée par Khomeiny — n'est ni plus ni moins qu'une même bataille contre l'Occident, dans l'acception culturelle globale de cette notion, et pas seulement dans son acception politique et restrictive qui le fait commencer au mur de Berlin. Aux yeux de ces deux peuples, il n'y a là, fondamentalement qu'un seul monde, et la contradiction du discours politique, socialiste dans un cas, pluraliste et démocratique dans l'autre, n'est que « subtilités d'Occidentaux », quitte pour eux, comme pour l'ensemble des peuples du tiers-monde, à en subir les effets.

La même tendance à nier l'autre

Là où l'Occidental de l'Est comme de l'Ouest voit une lutte sans répit entre deux systèmes tendant à se supplanter, l'Iranien, l'Afghan, l'Arabo-musulman, et peut-être bien tout homme du tiers-monde, voit deux degrés, deux moments, du même processus d'occidentalisation qui le guette, de la même tendance de l'Occident à s'imposer universellement, à *nier l'autre*.

Si le socialisme est perçu à l'Ouest comme l'aboutissement d'un capitalisme qui a atteint son paroxysme sinon dans la réalité, du moins dans le discours des marxistes de tous bords, l'expérience historique des pays arabo-musulmans et peut-être du tiers-monde le fait apparaître comme une tentative pour ouvrir la voie vers une occidentalisation plus poussée, vers le capitalisme. De telle sorte qu'on pourrait dire que les élites modernisées arabo-musulmanes, outils et agents de l'occidentalisation, vivent l'histoire occidentale à l'envers.

1) La plupart des pays de la région sont passés, ou passent, par des périodes (plus ou moins longues) de socialisme et de collectivisme (plus ou moins prononcé) avec ou sans marxisme. On peut aussi bien citer l'Egypte de Nasser, la Syrie du Baas, la Tunisie d'Ahmed Ben Salah dans les années 60 que le Yémen du Sud marxiste-léniniste...

2) Les seuls pays qui ont échappé à ce schéma sont ceux qui ont commencé très tôt leur occidentalisation poussée (la Turquie d'Ataturk ou l'Iran de Reza Chah, le père de Mohamed Réza Pahlavi) ou ceux qui sont parvenus, par un concours de circonstances, à rester à l'écart du monde occidental (l'Afghanistan d'avant le coup d'Etat de 1978 ou l'Arabie Saoudite wahabite) ;

3) Le degré de radicalisation de ces régimes progressistes est en proportion inverse du degré de modernisation du pays concerné, c'est-à-dire que plus le pays est éloigné du modèle occidental, plus sa « révolution progressiste » est à gauche. C'est ce qui explique peut-être que les pays qui ont accompli le plus récemment leur « révolution progressiste », c'est-à-dire ceux qui sont restés le plus à l'écart d'un modèle occidental en perpétuel développement, ont fait le saut directement vers le marxisme : exemple : Ethiopie, Somalie d'avant la volte-face, Afghanistan.

Aussi, ceux des pays arabo-musulmans qui ont commencé le processus d'occidentalisation plus tôt, se sont contentés du socialisme de Nasser ou de celui du Baas, alors que ceux qui l'ont entamé plus tardivement, face à un Occident encore plus développé, ont adopté le marxisme.

Mais dans les deux cas, une fois l'occidentalisation accomplie à travers le capitalisme d'Etat, le résultat est le même : Nasser a engendré Sadate, et le président somalien Siad Barre d'avant la guerre d'Ogaden, marxiste-léniniste et prosoviétique, le Siad Barre d'aujourd'hui, capitaliste et pro-occidental.

Le socialisme ne constitue pas dans cette région une réplique égalitaire au capitalisme exploiteur, mais bien au contraire une réplique capitaliste à l'absence de capitalisme, à ce qui se situe en dehors de l'univers économique, culturel et politique occidental.

Et c'est pour cette raison que l'événement soviéto-afghan et l'événement irano-américain sont vécus par les peuples arabo-musulmans de la région comme deux degrés d'une même bataille.

Les tribus afghanes qui luttent contre les régimes marxistes de Taraki, Amin et Babrak Karmal, combattent les tentatives de l'Etat moderne pour détruire leur univers resté vierge.

La révolution iranienne est celle d'un pays qui a douloureusement connu l'offensive occidentalisante, dans ses villes par le biais de la modernisation frénétique, dans ses campagnes par le biais de la « révolution blanche » du chah. Elle est dirigée contre une occidentalisation qui a commencé dans les années 20 avec Reza Chah.

Dans les deux cas, Iraniens et Afghans, ce sont les « muztasafins » qui engagent une lutte à vie ou à mort pour préserver leur culture, leur religion et leur mode de vie.

Car les muztasafins ne sont pas uniquement ceux qui sont économiquement déshérités (comme le laisse entendre la traduction économiste occidentale de ce terme), mais tout le peuple « mis en position de faiblesse » sur tous les plans. Sur le plan économique, par la destruction ou l'hégémonie exercée sur son mode économique propre. Sur le plan politique, par la non-reconnaissance de toute expression politique se situant en dehors des institutions modernes (partis, armées, universités...). Sur le plan culturel, par le mépris de toute manifestation « indigène », par sa réclusion dans le domaine du folklore, et sa commercialisation, sous cette dernière forme, à l'usage des touristes occidentaux gourmands d'exotisme. C'est sur cette base que dans les deux sociétés, afghane et iranienne, les muztasafins ont engagé leur lutte.

Si les similitudes entre les deux mouvements islamiques sont nombreuses, il n'en demeure pas moins qu'ils présentent, au niveau de leurs expressions politiques respectives, deux visages différents dans leurs relations conflictuelles avec l'Occident.

Les muztasafins de l'Iran, étudiants, ouvriers, paysans, chômeurs, commerçants du Bazar, qui ont été soumis pendant longtemps sous le règne du chah et de son père à l'offensive occidentale, se reconnaissent dans le clergé chiite, et dans l'imam Khomeiny, c'est-à-dire dans un homme qui n'a pratiquement pas connu l'Occident (même du temps de son bref séjour à Neauphle-le-Château), et qui a profondément éprouvé la déchéance culturelle de son pays. Professeur à l'université religieuse d'Annadjaf, en Irak, il n'a jamais été accepté dans le cadre de la culture de l'élite moderne, ni lui ni l'établissement où il enseignait. Les muztasafins de l'Iran, en se reconnaissant en Khomeiny, tendent au retour à la pureté originelle, symbolisée par le dignitaire religieux de Qom.

La révolution iranienne met en lumière la complémentarité entre son expression politique, puisée directement dans le discours politico-religieux d'avant les réformes modernisantes, et son expression sociale, dont les agents sont des couches de catégories sociales qui ont connu l'Occident du côté du dominé, alors que l'élite qui entourait le chah le connaissait du côté du dominant.

Pour l'Afghanistan, le même phénomène se reproduit, mais inversé. Ce sont les représentants d'une certaine élite — laquelle, non occidentalisée, a tout de même connu l'Occident — qui sont l'expression politique de la révolution afghane. Les différentes formations politiques musulmanes qui mènent la guerre contre les régimes communistes successifs de Kaboul sont guidées par des hommes qui ont fait leurs études dans des universités, soit modernes, soit modernisées comme celle d'Al-Azhar au Caire.

Bien que faisant partie d'un mouvement islamique, ils n'appartiennent pas, dans leur majorité, au clergé de leur pays. Les expressions sociales de la révolution afghane sont des tribus restées presque complètement en dehors du circuit du modernisme. Aussi, dans le cas afghan, c'est l'expression politique qui recherche dans l'espace social la même pureté originelle.

Dans les deux versions de ce phénomène, axé sur le refus violent et intransigeant de l'Occident, on peut facilement déceler un moment de « trahison », de besoin de connaître (ou de reconnaître) l'Occident, moment peut-être vaguement perçu par les deux mouvements frères puisqu'ils essaient tous les deux de s'immuniser contre lui, l'un (l'Iran), par la « pureté » de l'expression politique, l'autre (l'Aghanistan) par la « pureté » de son expression sociale.

Ces deux révolutions fondamentalistes secouent toute la région de l'Asie centrale et menacent un équilibre mondial déjà précaire. Elles présentent autant de similitudes que de différences, mais s'inscrivent l'une et l'autre dans le cadre d'une même bataille contre les « deux vagues » d'un même Occident : issue l'une des révolutions « bourgeoises » du dix-huitième siècle — et l'autre des révolutions « socialistes » du vingtième siècle. Car c'est bien ainsi que les choses se présentent pour ceux qui ont pris les armes en Iran et en Afghanistan... Y aura-t-il en Occident des « *porteurs de valises* » culturels capables de comprendre la signification profonde de ces événements ?

(*) Responsable du service arabe de l'hebdomadaire *Ad Dastour*, publié à Londres.

Lorsque le moine se mit à marcher

par LIONEL TACCOEN (*)

DE l'autre côté du Soleil tourne une planète jumelle de la Terre. Nous ne la verrons jamais. Ses continents ont les mêmes contours et les habitants qui les peuplent ont le même aspect que sur notre monde. Pour plus de commodité, je leur donnerai les mêmes noms. L'histoire s'y déroule comme ici-bas, avec d'étranges dissemblances et de bizarres analogies. Au Moyen Age la peste y dévasta l'Europe. *Yersinia pestis*, le bacille mortel, y fut plus virulent que chez nous. Le Vieux Continent, exsangue, mit trois siècles à s'en remettre. Il était trop tard. L'islam avait conquis le monde, découvert l'Amérique et accumulé les découvertes scientifiques.

L'Europe mit longtemps à se débarrasser du joug civilisateur de l'islam. Il ne s'agissait plus, depuis longtemps, de religion. La culture islamique avait tout envahi. On ne parlait que de science islamique. De technologie islamique. De business islamique. Des philosophies islamiques. Des idéologies islamiques. Les salons et les révolutionnaires de Bagdad et du Caire pensaient pour le monde entier.

Le tyran qui régnait à Rome avait honte du retard de la chrétienté. Il résolut de suivre la voie des lumières ouverte par les peuples de l'islam. Des experts orientaux se répandirent à travers l'Europe. Des myriades d'étudiants partirent pour les universités de Fez ou d'Istanbul. Des armées de paysans quittèrent leurs houes pour construire usines et buildings jusqu'aux portes des cathédrales. Automobiles, télévisions en couleurs et ordinateurs firent leur entrée dans Rome. Une police impitoyable veillait à ce que la politique civilisatrice du tyran soit respectée à la lettre. Flatté, mais un peu effrayé, l'Orient voyait se construire une puissance à son image.

C'est alors que le moine se mit à marcher. Il partit d'Armorique, province lointaine perdue dans les brumes de l'Extrême-Orient, où la civilisation avait peu pénétré. Deux ans lui furent nécessaires pour atteindre Rome. Des foules immenses venaient l'écouter. Elles criaient « *Christ est roi* ». Il leur disait que la vérité était dans leurs vieilles églises de pierre. Le tyran envoya des armées pour arrêter le moine. A son contact, elles s'évanouirent comme des rêves.

Aujourd'hui, la chrétienté est devenue folle. Des experts islamiques, savants ou ingénieurs, venus construire des usines ou enseigner dans des écoles, ont été molestés et humiliés. Le tyran s'est enfui. Le moine s'est installé sur la Colline sainte, au milieu de Rome. La flotte arabe se renforce dans ses bases de Malte et de Corfou. Le pain commence à manquer dans les bidonvilles où s'entasse la main-d'œuvre à bon marché que le tyran avait fait venir de la campagne pour construire l'Europe nouvelle.

Sur leurs écrans de télévision, les musulmans découvrent avec stupeur les processions gigantesques qui convergent vers la Colline sainte, au cœur de la chrétienté. Des millions d'hommes et de femmes derrière leurs prêtres crottés brandissent des croix de bois et des bannières de la Sainte Vierge. Tout un attirail dérisoire et hétéroclite sorti des entrailles d'un monde qui n'a pas voulu mourir.

(*) Auteur de *La guerre de l'énergie est commencée*. Ed. Flammarion.

L'islam face à l'U.R.S.S.

par CHERIF MECHERI (*)

UN champion de jeu d'échecs, devant un damier désorganisé par la crise iranienne et encombré par les rivalités du monde islamique, l'U.R.S.S. vient de saisir, sans coup férir, la case de l'Afghanistan qu'elle n'occupait jusqu'alors que par personne interposée et par intermittence.

Se présentant en défenseur attitré du tiers-monde et en allié national de l'islam, l'U.R.S.S. parvenait généralement à combiner ses visées politiques et ses impératifs économiques, en vendant des armements et en drainant des matières premières. Mais cette stratégie n'allait pas sans erreur de calcul et sans risque d'échec ; ainsi, sur le damier mondial, l'U.R.S.S. a-t-elle perdu tour à tour ses atouts d'Egypte, du Soudan, de la Somalie et bientôt de la Libye.

La partie est engagée aujourd'hui en Afghanistan, où le Kremlin, cessant d'agir, selon sa tactique habituelle, par l'intermédiaire de tiers, a fait irruption avec ses blindés, son aviation, son armée, au mépris des règles les plus élémentaires du droit et de la morale internationale. L'agression d'aujourd'hui est plus grave que celle de Hongrie et de Tchécoslovaquie, ces deux pays appartenant depuis longtemps à sa sphère d'influence. L'invasion de l'Afghanistan, telle qu'elle est conduite, est une sorte de « première » dans la conquête d'un pays musulman, au risque d'une grave déstabilisation en Asie et au Proche-Orient.

L'impérialisme soviétique, qui s'applique à contrôler progressivement les champs pétroliers du Proche-Orient et, dans cette perspective, l'Ethiopie et Aden, comme les zones de recherche ou les lignes de transport, va se heurter désormais, en Afghanistan, à la farouche résistance de rudes montagnards. Déjà, les deux formations politiques Kerb Islam et Jamial Islam, partisans de la démocratie sociale et de la liberté politique, ont fusionné pour faire honneur à leur « pacte de sang ». Les montagnards de Harzardjat (4 000 mètres d'altitude) ont proclamé la Djihad, la guerre sainte, et les combattants de Kanabad font déjà appel à leurs frères des républiques islamiques russes.

Les républiques islamiques n'ont pas oublié que beaucoup de leurs mosquées ont été supprimées et transformées en lieux de réunions sportives ou en restaurants. On retrouve cette attitude partout où le communisme parvient à s'installer. Récemment, le prince Sihanouk me confiait que l'islam, deuxième religion du Cambodge après le bouddhisme, avait vu ses mosquées transformées par Pol Pot en véritables porcheries. Le cheikh El Harkame, d'Arabie Saoudite, secrétaire général de la Ligue islamique mondiale, me confiait à Rome, à l'occasion de sa visite à Paul VI à la tête d'une délégation d'ulémas envoyée auprès du pape par le roi Fayçal : « *L'Union soviétique marxiste-léniniste est athée, donc anti-religieuse. C'est pourquoi la Ligue islamique combattra toujours ce pays, même si nous devons recourir à la guerre sainte.* »

L'Occident semble oublier que l'islam, qui compte six cent millions de croyants, a commencé de s'éveiller. L'alerte de la grande mosquée de La Mecque, l'invasion de l'Afghanistan, l'ont déterminé à faire face aux ennemis de la religion, et au premier rang aux entreprises du Kremlin. Sunnites, chiites, dominant leurs différences liturgiques et leurs oppositions historiques, forment aujourd'hui un bloc compact, celui de la foi islamique.

L'émotion considérable que soulèvent les événements d'Afghanistan témoigne de la conscience profonde de tous les musulmans du monde (Pakistanais, Indonésiens, Malaisiens, Philippins, Africains), de leur appartenance sacrée à l' « Umma », seul et indivisible, pour n'avoir en ce début d'année 1980 qu'un objectif majeur, celui de venir en aide aux patriotes afghans pour les libérer de la domination soviétique.

C'est sans doute une chance à saisir lucidement par l'Occident pour maîtriser, dans le monde islamique et bien au-delà, toute tentation de subir le fait accompli, d'unir des forces dispersées pour dresser enfin une limite infranchissable à l'expansionnisme du Kremlin, et, pour la première fois depuis longtemps, de le mettre échec et mat.

(*) Préfet honoraire, ancien secrétaire général de l'Elysée.

Le Coran et la guerre

par EVE DE VITRAY MEYEROVITCH (*)

LE climat émotionnel dans lequel sont souvent vécus et perçus les événements actuels ne devrait pas influer sur l'objectivité avec laquelle il convient de rappeler les *principes*, ni sur l'exactitude de la traduction des termes employés.

C'est ainsi que l'on trouve constamment l'expression de « guerre sainte » utilisée pour désigner le *Djihad*. A ce propos, j'aimerais citer un ouvrage faisant autorité, dû à un juriste international suisse : « *Le terme générique de « Djihad » signifie « effort », nullement spécifiquement militaire. Seule, son acception guerrière semble avoir été retenue par l'opinion publique occidentale non informée* (1). » De son côté, l'orientaliste chrétien Louis Gardet, dont il est inutile de rappeler la notoriété, écrit : « *Il ne s'agit point en islam de « guerre sainte » proprement dite, mais d'un « effort sur le chemin de Dieu.* » A l'âge moderne, le *Djihad* prit souvent figure d'une autodéfense et d'une lutte pour la liberté. Même chez les plus extrémiste des Kharidjites, la notion dominante est celle de « sacrifice » (2).

Il n'est de guerre légitime que défensive

En fait, un principe domine tout le droit musulman en la matière : *Il n'est de guerre légitime que défensive*. Le Coran est formel.

« *Combattez dans le chemin de Dieu ceux qui vous combattent, mais ne soyez pas transgresseurs. Dieu n'aime pas les transgresseurs.* » (Coran, II, 190.) Et encore : « *L'autorisation de se défendre est donnée à ceux qui ont été attaqués, parce qu'ils ont été injustement opprimés.* » (Coran, XXII, 39.)

Il multipliait les exhortations à éviter toute cruauté inutile : « *Ne tuez ni vieillard, ni enfant, ni petit, ni femme. Agissez dans le droit chemin. Ne soyez pas excessif, ne les trahissez pas, ne les effrayez pas, ne les mutilez pas.* » Il est défendu de tuer les travailleurs, les hommes de religion ; de détruire (d'arracher les arbres, de déraciner les palmiers) ; de tuer le bétail, sauf pour s'en nourrir. Défense de torturer. Défense de frapper les ennemis au visage et de les défigurer. Défense d'abandonner les cadavres des combattants en pâture aux bêtes féroces. (Le Prophète en donna l'exemple, notamment lors de la bataille de Badr.) Défense de piller. L'islam ne permet pas de punir les prisonniers pour leurs actes de belligérance normale. Comme tels, ils ne peuvent être punis de mort (Cf. Ibn Ruch, *Bidâyah*, I., 351). On doit soulager leurs souffrances (Tabari, I., 1341). Selon le Coran, ils doivent être soit libérés gratuitement, soit contre une rançon ou en échange d'autres captifs (Coran, XLVII, 5).

En outre, il est formellement interdit d'avoir recours aux armes pour imposer à autrui sa religion : « *Nulle contrainte en la religion* », déclare le Coran. *Il faut au contraire se montrer « bons et équitables envers ceux qui, en religion, ne vous ont* pas combattus ».

Religion de justice et de miséricorde, l'islam s'oppose à l'injustice et à la violence. Le Prophète, revenu en triomphateur à La Mecque, après avoir subi pendant des années une persécution cruelle, décréta une amnistie générale. Que des pays musulmans n'aient pas toujours obéi à ces prescriptions ni suivi un tel modèle découle de la politique et de l'histoire. Dans le monde occidental, attribuera-t-on à l'esprit du christianisme les atrocités des croisades, des guerres de Religion, des génocides ? Ce sont des principes, répétons-le, non de leur application, qu'il est question ici.

(*) Ancien professeur à l'université d'Al-Azhar (Le Caire) ; membre du C.N.R.S., Paris.

(1) Marcel Boisard : *l'Humanisme de l'islam*. Ed. Albin Michel, 1979, p. 229.

(2) Louis Gardet : *les Hommes de l'islam*. Ed. Hachette, 1977, p. 320.

Lorsque le moine se mit à marcher

L'islam face

Le Monde

étranger

L'ÉVOLUTION DES CRISES D'ASIE CENTRALE

Le conseil atlantique tiendra, mardi 15 janvier, à Bruxelles, une réunion consacrée aux affaires d'Asie : Afghanistan et Iran (suite à donner à la demande américaine de sanction approuvée par la majorité du Conseil de sécurité de l'ONU et annulée par un veto soviétique). Les Etats-Unis seront représentés par le secrétaire d'Etat adjoint, M. Warren Christopher. Le Canada, la Grande-Bretagne, l'Italie et la R.F.A. seront également représentés « à un niveau plus élevé que celui des ambassadeurs ». M. Christopher a commencé dimanche par Londres une tournée européenne qui le conduira notamment à Paris. Le conseil atlantique sera précédé par une réunion de coopération politique des ministres des affaires étrangères de l'Europe des Neuf, également consacrée à l'Asie.

● *A L'ONU, la session spéciale d'urgence de l'Assemblée* des Nations unies sur l'intervention soviétique en Afghanistan s'est poursuivie samedi 12 janvier, et reprend ce lundi après-midi. Le représentant américain, M. McHenry, a notamment déclaré : « C'est de la pure hypocrisie de la part des Soviétiques *de dire que leur présence était nécessaire pour éviter* le renversement d'un régime populaire démocratique par une prétendue agression impérialiste. La vérité est que l'Union soviétique a envahi l'Afghanistan pour écraser une opposition déterminée du peuple afghan contre son propre gouvernement. L'Union soviétique a remplacé un dirigeant afghan par un autre de son choix. »

● A WASHINGTON, dans le texte d'un discours qu'il doit prononcer ce lundi sur « la situation des petites entreprises », et qui a été distribué à la presse, M. Carter réaffirme qu'il « ne cédera pas au terrorisme » et « préservera la paix, si cela est possible », « même dans le meilleur des cas — ajoute-t-il, — le commerce normal avec l'Union soviétique ne reprendra pas dans un avenir proche ».

● LE SECRETAIRE AU FOREIGN OFFICE, lord Carrington, est arrivé ce lundi au Pakistan, venant d'Arabie Saoudite. « La Communauté européenne, a-t-il dit dimanche à Ryad, étudie diverses mesures, toutes de nature économique contre l'Union soviétique. » Après la visite de lord Carrington à Oman, le sultan Qabous, chef de l'Etat, a déclaré que son pays se sentait menacé « en raison du traité d'amitié conclu par Moscou avec le régime pro-soviétique du Yémen du Sud ».

● EN VISITE A SOFIA, M. Farouk Kaddoumi, *chef de la section politique du comité exécutif* de l'O.L.P., a assuré que « l'U.R.S.S. a apporté une aide désintéressée à l'Afghanistan dans sa lutte contre la réaction et pour son indépendance ».

● A OTTAWA, Mlle MacDonald, ministre canadien des affaires extérieures, a déclaré dimanche : « J'ai le sentiment qu'un mouvement en direction de l'Iran ou du Pakistan est, à terme, dans les intentions de l'Union soviétique, et je pense que cela ne devrait pas nous surprendre si l'on considère que l'enjeu est le pétrole ». Si l'intervention soviétique débordait l'Afghanistan, *a-t-elle ajouté, il y aurait « risque de guerre ».*

● A STOCKHOLM, M. Palme, chef du parti social-démocrate, a déclaré samedi que l'intervention soviétique « porte un coup sévère au monde non aligné et constitue une violation flagrante du droit de chaque nation à disposer d'elle-même ».

● LE SECRETAIRE AMERICAIN A LA DEFENSE, M. Brown, a fait, dimanche et lundi matin, une brève visite à Tokyo, venant de Chine. Il a encouragé les dirigeants japonais à aider le Pakistan.

● LE MINISTRE CHINOIS DES AFFAIRES ETRANGERES, M. Huang Hua, se rendra le 18 janvier au Pakistan pour une visite *officielle* de quatre jours.

Des renforts soviétiques en hommes et en matériel continuent à affluer à Kaboul

De notre envoyé spécial

Kaboul. — Si, pendant la journée, les *soldats* soviétiques sont pratiquement invisibles dans le centre de Kaboul, ils sont en train de s'implanter — durablement, semble-t-il — *tout autour, à une distance* variant de 6 à 10 kilomètres. Selon la nature du relief, ils creusent des tranchées, construisent des casemates, installent des centres de communication, enterrent canons et matériels. Une partie de cet armement est pointée vers la campagne, comme si les Soviétiques craignaient une attaque, bien improbable, des rebelles contre Kaboul ; une autre vers le centre de la ville, parfois même sur des casernes de l'armée afghane.

Comme nous cherchions à atteindre *la route du nord menant vers* la frontière avec l'U.R.S.S., et construite il y a une quinzaine d'années par les Soviétiques, nous avons été arrêtés à 6 kilomètres du centre de Kaboul par les soldats soviétiques qui surveillent le trafic. En cherchant sa route, notre chauffeur afghan était en effet passé deux fois devant le dispositif militaire. Après nous avoir fait descendre du véhicule, une quinzaine de soldats, venant en grande majorité d'Asie centrale, d'ailleurs, se pressaient autour de la Land Rover plus par curiosité que pour nous surveiller. Nous avons attendu une demi-heure l'arrivée du commissaire politique, seul habilité à statuer sur notre cas. Quand il apprit que nous venions de Moscou, le lieutenant commandant cette unité — lui-même originaire de la capitale — se détendit et commença une conversation sur la pluie et le beau temps, en glissant toutefois que l'armée rouge avait été bien accueillie par la population locale et qu'il n'y avait « *aucun problème* ».

Le commissaire politique arrivé entre temps interrogea ses subordonnés *pour savoir si nous* avions pris des photographies. Sur la réponse négative d'un soldat, il rappela que les ordres étaient d'arrêter seulement les gens qui photographieraient le dispositif militaire soviétique, et il nous a laissé repartir en nous interdisant cependant de *poursuivre vers le nord, où l'on* entendait distinctement des coups de canon tirés dans la montagne. Le même incident pourrait se reproduire à toutes les sorties de Kaboul *contrôlées par les Soviétiques.*

Six bases et cinq aéroports

Sur la route de Jalalabad qui conduit à la frontière pakistanaise, l'armée soviétique a installé, sur les crêtes, des radars, des batteries antiaériennes et des pièces d'artillerie qui devraient lui permettre de tenir les vallées. De temps à autre *on croise des automitrailleuses* patrouillant dans les gorges. Selon les témoins, la route du nord est encore plus sévèrement gardée. C'est pourtant là que passent un grand nombre de convois de ravitaillement venus d'U.R.S.S. Trois semaines après le pont aérien et le coup d'Etat qui a renversé Amin, le matériel militaire et les troupes soviétiques continuent à arriver. Les Antonov 22 poursuivent leur ronde sur l'aéroport de Kaboul. L'un d'eux s'est écrasé à l'atterrissage *le lundi 7 janvier en fin de matinée.*

Les Soviétiques ont installé six bases dans la périphérie de la capitale afghane. Selon des sources *occidentales*, leurs forces à Kaboul s'élèveraient à dix-huit mille hommes, dont une demi-division de parachutistes. *D'autre part*, ils ont construit cinq aéroports dans l'ensemble du pays, dont deux dans le sud, à vingt minutes de vol du Golfe.

En ville même, les troupes étrangères sont retranchées à l'intérieur des bâtiments publics. Elles laissent le soin aux militaires ou policiers afghans d'apparaître devant les grilles, encore que devant la résidence du nouveau président, M. Babrak Karmal, on puisse voir des soldats russes portant l'uniforme afghan. Dans la cour du ministère de l'intérieur stationnent en permanence une quinzaine d'automitrailleuses soviétiques avec leurs équipages. Pendant la nuit — le couvre-feu restant en vigueur de 23 heures à 4 h. 30, — ce sont les forces soviétiques qui quadrillent la ville. Dès le coucher du soleil, on rencontre dans les rues des *patrouilles* motorisées et des blindés postés aux principaux carrefours.

Les Occidentaux s'en vont

Les Occidentaux s'en vont. Certains pour des raisons politiques, parce que leur gouvernement a décider de « geler » ou de réduire *ses relations* avec *l'Afghanistan*, d'autres pour des raisons de sécurité. La plupart des ambassadeurs occidentaux ont été rappelés en consultation. Les Américains (diplo*mates, enseignants, coopérants, etc.*) qui étaient cent cinquante-quatre en février 1979, au moment de l'assassinat de l'ambassadeur Dubs, n'étaient déjà plus que trente-deux lors du coup d'Etat. Ils ne doivent rester qu'une quinzaine, dont sept « marines » chargés de la protection de l'ambassade.

La coopération entre Kaboul et Bonn va également être réduite. la vingtaine de professeurs enseignant au lycée Amani, largement financé par la R.F.A., ne rentreront pas à Kaboul après leurs vacances. Siemens, qui avait d'importants projets dans le domaine des télécommunications, quitte le pays, au moins provisoirement.

Du côté français, on attend de connaître l'attitude du nouveau gou*vernement* afghan. *Les vingt-cinq* professeurs du lycée Istiqlal, appelé improprement « franco-afghan », sont en vacances jusqu'au 21 mars, et devraient normalement *rentrer Qu'adviendra-t-il du centre culturel* français, dont les locaux se trouvent dans ce lycée ? Déjà avant le coup d'Etat, les Soviétiques avaient tendance à traiter cavalièrement ses activités, et, en novembre, ils avaient retiré du hall du lycée une exposition de peinture française pour présenter les œuvres des jeunesses communistes de l'U.R.S.S. Les nouveaux dirigeants afghans ont demandé, en outre, de suspendre la distribution de toute publication, ce qui ne peut qu'entraver l'activité du centre culturel.

La plupart des étrangers ont été officiellement priés de ne pas sortir après 20 heures et, si possible, de *rentrer* chez eux dès le coucher du soleil et d'éviter de se promener dans les ruelles de la vieille ville. *Cette mesure traduit la crainte que* ne se développe un terrorisme aveugle, ne frappant pas seulement les Soviétiques. comme c'est déjà le cas, mais tous les étrangers sans *distinction.*

DANIEL VERNET.

● *Le vol Moscou - New-York* de la compagnie soviétique Aeroflot a atterri normalement dimanche 13 janvier, à New-York, malgré le boycottage des appareils soviétiques par certains personnels américains au sol de l'aéroport Kennedy. Des employés d'Aeroflot ont remplacé les personnels américains. — *(A.F.P.)*

L'objectif des insurgés : tenir jusqu'au printemps

Torkham (frontière pakistano-afghane) (A.F.P.). — « Si nous tenons ces deux mois d'hiver, les Russes devront partir d'Afghanistan », nous affirme avec espoir l'un de ces « moudjahidin » afghans qui ont combattu depuis plus d'un an les divers gouvernements pro-soviétiques qui se sont succédé à Kaboul.

Pour lui, l'hiver est une mauvaise période. Il fait froid et sa maigre couverture le protège mal. Son terrain de combat préféré, la montagne, est enneigé. On ne s'y déplace plus à pied que difficilement. Parfois, même de jour, il faut allumer un feu, et on peut devenir une cible *pour les hélicoptères d'assaut* MI-24 qui tournoient dans le ciel.

Cependant, l'hiver afghan n'est pas non plus favorable aux brigades mécanisées des armées afghane et *soviétique : les pistes* ne sont plus que des fondrières. Il suffit de voir les engins et les camions soviétiques qui se sont écartés des routes principales autour de Kaboul pour comprendre que *la* neige et la mécanique font mauvais ménage. Chaque véhicule transporte des arbres et des fagots hâtivement coupés pour les placer sous les roues quand elles s'embourbent.

Les rebelles afghans, au contraire, doivent être mobiles... Et ils n'ont pas d'hélicoptères pour se ravitailler sur un front mouvant. Les deux principaux soucis des « moudjahidin » sont l'approvisionnement en nourriture et en munitions.

On mange mal dans les maquis. Bien souvent, on ne *grignote* que des racines, des brins d'herbe. Parfois, avec de la chance, un pain et un peu de thé très sucré font croire que la guerre n'est pas là.

Les balles coûtent cher : 2 dollars. Ceux des « moudjahidin » qui appartiennent à un groupe bien structuré et organisé peuvent s'attendre à en recevoir régulièrement des arrières ou d'autres groupes voisins. Mais la plupart des combattants sont des paysans qui ont vendu. Il y a plus d'un an, leur maigre bien pour obtenir des balles.

La guerre se poursuivant, il faut économiser les munitions et surtout en prendre aux soldats afghans dans les combats *ou au moment où ils désertent.* C'est pourquoi la rébellion ne procède que rarement en attaques frontales. Il s'y dépense trop de munitions L'embuscade est plus fréquente. Qu'un convoi s'aventure *sans protection* suffisante, et c'en est fait de lui.

Ailleurs, des groupes armés, à la limite du banditisme, s'attaquent aux caravanes pour avoir *des fonds* ou se font entretenir par les villages alentour.

Pour la rébellion pachtoue, qui affecte tout l'est du pays, le Pakistan constitue un refuge et une base arrière idéale. Profitant de ce qu'Islamabad n'exerce qu'un contrôle lâche sur toute la zone frontalière (dite tribale) de son territoire, les rebelles vont et viennent entre les deux pays sans le moindre contrôle. Des camions poussifs véhiculent les hommes. Dans les autobus aux plaques minéralogiques afghanes, il n'est pas rare de trouver quelques dizaines de fusils artisanaux liés en paquet sur *le sol*, entre deux banquettes.

En zone tribale, il est normal que les armes circulent. Il s'agit d'un commerce centenaire. Mais les responsables de la rébellion souhaiteraient des armes plus sophistiquées. « Donnez-nous quelque chose d'efficace contre les hélicoptères blindés et nous raccompagnerons les Russes à la frontière », affirment-ils le plus sérieusement du monde. Cependant, jusqu'à présent, aucune puissance ne les a aidés L'argent récolté auprès d'organisations musulmanes du Golfe est *loin de couler à flots.* Pour l'instant, il s'agit de « tenir » face aux Soviétiques. Jusqu'à ce que l'aide espérée arrive et que le printemps permette aux opérations de guérilla de repartir sur une *grande échelle.*

Le président Carter se prépare à définir une nouvelle « doctrine » à l'égard de l'U.R.S.S.

(Suite de la première page.)

Sur le plan pratique, M. Christopher cherchera d'abord à établir, comme il l'a dit à son départ, une coopération « *sur le plus grand nombre de fronts possibles* » dans les sanctions contre Moscou afin d'aboutir à une réponse occidentale « *unifiée et forte* ». Pour les Américains, il *s'agira notamment de mettre sur* pied un front commun pour la limitation des transferts de technologies à l'U.R.S.S. et pour envisager l'organisation des Jeux olympiques dans un autre site que Moscou.

Après la suggestion lancée en ce sens par M. Mondale, vice-président, M. Carter a confirmé son intention d'obtenir le transfert des Jeux vers Montréal, Munich ou d'autres lieux « *si les troupes soviétiques sont toujours en Afghanistan* ». Si ce transfert n'était pas possible, un boycottage des Jeux par les athlètes américains *ne serait plus à exclure.* M. Kissinger s'est prononcé lui aussi en ce sens au cours d'une intervention télévisée, dimanche, après avoir soutenu M. Carter — à la différence de presque tous les rivaux de celui-ci dans la course à la présidence — pour sa décision d'embargo sur les céréales.

L'embargo céréalier

C'est précisément à propos des céréales que le front commun a été réalisé entre alliés, à la grande satisfaction des Américains. La *conférence qui s'est tenue samedi,* à Washington, avec la participation d'experts agricoles des Etats-Unis, de la Communauté européenne, du Canada, de l'Australie et de l'Argentine, a abouti à un *accord général aux termes duquel* la C.E.E. s'est engagée à ne pas remplacer — « *ni directement ni indirectement* » — les fournitures refusées à Moscou par les Etats-Unis. Le pays qui s'était montré jusque-là le plus réticent, l'Argentine, a fait savoir dans le communiqué final qu'elle « *ne recherchera en aucun cas à tirer des avantages commerciaux de la situation internationale actuelle* » et « *ne tentera pas de modifier artificiellement les demandes courantes des divers marchés* ».

Malgré le caractère un peu général de ces formules, les experts américains sont convaincus maintenant que l'U.R.S.S. ne pourra trouver nulle part les 17 millions de tonnes de grain que lui refuse M. Carter et dont la perte devrait causer, selon M. Bergland, ministre américain de l'agriculture, une pénurie de viande « *vers le milieu de l'été* » — c'est-à-dire au moment des Jeux olympiques.

A eux seuls, les treize pays participant à la conférence de *samedi contrôlent plus* de 90 % du commerce international des céréales, avec une quantité exportable totale estimée à 163 millions de tonnes cette année. Dans cette liste, les Etats-Unis sont de loin les principaux fournisseurs de l'U.R.S.S., suivis par l'Argentine (1,4 million de tonnes) le Canada et l'Australie Toutes les apparences plaident dans le sens d'un cartel des exportateurs de grain, à l'instar de l'OPEP pour les pétroliers. Mais on se défend ici de vouloir constituer une telle machine de guerre. Cela n'empêchera pas les même pays de se retrouver au sein d'un groupe de travail mis sur pied pour examiner en permanence les courants commerciaux en matière de céréales.

La conférence s'est d'ailleurs beaucoup intéressée aux mesures prises par les Etats-Unis pour soutenir les cours des céréales à Chicago et sur les autres marchés du Middle West. Ceux-ci avaient connu une remarquable remontée, vendredi, après la panique des deux journées précédentes, au point que M. Bergland a assuré, dimanche, à la télévision, que le gouvernement fédéral n'aura sans doute pas à racheter toutes les quantités commandées par les Soviétiques. Selon lui, d'autres acheteurs se présenteront, soit à l'intérieur (notamment pour la conversion du grain en carburant automobile dit « *gasohol* », un programme pour lequel la Maison Blanche a prévu, la semaine dernière, des investissements de 3 milliards de dollars en dix ans), soit à l'étranger, sans qu'on ait à redouter des transferts illégaux vers l'U.R.S.S. : la Communauté européenne, notamment, a promis d'utiliser les rigoureux moyens de contrôle à sa disposition pour empêcher de tels détournements.

Le soutien au Pakistan

Les autres partenaires des Etats-Unis dans la « *nouvelle guerre froide* » ne sont pas oubliés. Le ministre des affaires étrangères du Pakistan, M. Agha Shahi, a été reçu à Washington, samedi, accompagné d'une importante délégation d'experts militaires. Aucune précision n'a été communiquée sur les trois heures d'entretiens que la mission a eus avec M. Vance et les quarante minutes d'audience qui ont suivi à la Maison Blanche, mais les conversations ont été qualifiées de « *très positives* » du côté américain. On croit savoir que les Pakistanais ont enfin fait connaître la liste de leurs besoins d'équipements et que la réponse américaine a été généreuse, sous réserve des arrangements législatifs qui devront être négociés avec le Congrès dès sa rentrée, la semaine prochaine.

Quant à la Chine, elle a fait l'objet des appréciations élo*gieuses de M. Harold Brown*, qui parlait à la télévision, dimanche, juste après avoir quitté Pékin. Le secrétaire à la défense a évoqué les « *actions parallèles* » qui pourront être menées avec la République populaire, actions pouvant aller jusqu'à des « *relations de partenaires* » (partnership), mais tout de même pas jusqu'à une « *alliance* ». M. Brown n'a pas caché que certains échanges technologiques envisagés avec la Chine pourront avoir des implications militaires et que des échanges de vues auront lieu « *sur les doctrines et tactiques militaires* » des deux pays.

Il a enfin affirmé que l'augmentation du budget de la défense américain, sur laquelle tout le monde est d'accord à Washington, n'aura de sens que si elle s'applique à une longue période Selon lui, un taux d'expansion de 4,5 % à 5 % par an en termes réels pendant cinq années au moins sera « *très raisonnable* » pour répondre aux besoins à long terme du Pentagone, notamment pour mettre sur pied la « *force à déploiement rapide* ». Une équipe d'experts, a-t-il révélé, est actuellement à pied d'œuvre dans la région de l'océan Indien — no*tamment* à *Oman*, au *Kenya et* en Somalie, pays déjà visités par une première délégation américaine à la fin de l'an dernier — pour inspecter les « *facilités* » offertes aux forces américaines.

MICHEL TATU.

L'EMBARGO AGRICOLE CONTRE MOSCOU

Réticences argentines et brésiliennes

Le délégué argentin à la réu*nion des experts des pays exportateurs* de céréales à Washington, M. David Lacroze, a démenti, le dimanche soir 13 janvier, — selon l'A.F.P. — que son pays soit parvenu à un accord avec les Etats-Unis Selon M. Lacroze, l'adoption par l'Argentine des termes du communiqué signifie simplement que le gouvernement de Buenos-Aires n'entend pas intervenir dans le processus naturel du marché.

« *Si l'Etat soviétique se porte demandeur de céréales argentines, il appartiendra aux exportateurs argentins de prendre les décisions appropriées* », a précisé M. Lacroze. Au cours de la réunion de Washington, le délégué argentin avait laissé entendre que son pays ne disposait pas d'un système administratif lui permettant de maîtriser la situation commerciale et la destination des expor*tation. Et que, en outre, son pays* n'était pas favorable à des sanctions économiques dans une affaire politique.

Le Brésil, qui est, comme l'Argentine, *invité par les Etats-Unis* à une réunion ce lundi 14 janvier à Washington, pour discuter de l'opportunité de suspendre les exportations de soja vers l'Union soviétique, ne semble pas plus disposé que son voisin d'Amérique du Sud à participer à des représailles de nature économique, à moins qu'une décision en ce sens ne soit prise dans le cadre de l'ONU, éventualité peu probable du fait du droit de veto dont dispose l'U.R.S.S. Vendredi 11 janvier, le ministre des finances brésilien avait déclaré que le Brésil pourrait tirer profit de la crise américano-soviétique.

M. CHEYSSON : les Européens n'ont pas intérêt à brandir l'arme alimentaire.

Interrogé sur les répliques possibles à l'intervention soviétique en Afghanistan, M. Claude Cheysson, membre de la Commission européenne, a déclaré, dimanche 13 janvier, au « Club de la Presse » d'« Europe 1 » « *Nous ne sommes pas solidaires des Américains, comme eux, nous avons nos intérêts et nous les exprimons parallèlement, souvent comme eux. Lorsqu'ils discutent avec les Russes, les Américains s'expriment en termes de puissance · puissance militaire, utilisation des autres armes dont ils disposent. Il y a bien longtemps que les Américains parlent de l'arme alimentaire. Je n'ai jamais entendu dire qu'aucun de nos pays n'ait jamais utilisé cette expression de l'arme alimentaire*

Je ne crois pas qu'il soit dans l'intérêt de nos pays d'envisager les problèmes de l'alimentation du monde en termes de puissance. Nous n'avons certainement pas intérêt à ce que tous les circuits commerciaux dans ce domaine soient bouleversés, à ce que la pénurie alimentaire — qui est la deuxième après l'énergie et qui se dessine dans la même perspective, — soit aggravée par des modifications brutales des courants commerciaux, par des fermetures ou des ouvertures. Nous avons protesté contre le boycott pétrolier. A mon avis, nous devons avoir la même aproche en ce qui concerne un boycott alimentaire.

Je serais très étonné que les pays européens — il leur appartient certes d'en décider, ce n'est pas à la Commission ou à la Communauté européenne que la décision revient, — envisagent de brandir une telle arme.

Le stockage de l'aide au Cambodge

Répondant à des questions sur la situation au Cambodge et à l'aide à ce pays, M. Claude Cheysson a déclaré :

« *Au Cambodge même, ce qui se passe est affreux. Nous avons mis des moyens très importants en jeu : c'est quelque 160 millions de dollars qui sont disponibles à l'heure actuelle au niveau mondial, dont 40 % venant de l'Europe. Ces moyens, nous sommes arrivés à les amener à pied d'œuvre : 70 000 tonnes de riz sont actuellement physiquement présentes à Phnom-Penh et à l'intérieur du Cambodge.* »

A un journaliste qui lui demandait si cette aide était distribuée, M. Cheysson a répondu : « *Sur ce que nous avons contribué à faire par l'intermédiaire de la Croix-Rouge et de l'UNICEF, 48 000 tonnes sont là-bas, deux cent cinquante camions sont au pied de ces stocks ; 600 tonnes ont été distribuées, 600 tonnes sur nos 48 000 ! Tout le reste est stocké.*

هكذا من الأصل

L'ÉVOLUTION DES CRISES D'ASIE CENTRALE

DANS UNE DÉCLARATION A LA « PRAVDA »

M. Brejnev estime que « la détente a toutes les chances de demeurer la tendance déterminante »

Moscou. — En répondant à deux « questions » posées par le collaborateur de la *Pravda*, M. Leonid Brejnev a tenté, dimanche 13 janvier, de justifier la politique soviétique en Afghanistan et de rejeter sur les Etats-Unis la responsabilité de la crise des relations Est-Ouest. En même temps, il a lancé aux Européens un appel à ne pas se laisser entraîner par les Américains dans la « voie des aventures ». Le secrétaire général du P.C. soviétique n'a apporté, dans ses ongues réponses, aucun argument nouveau, mais il a clairement défini l'attitude de son pays.

La situation internationale s'est sensiblement compliquée, a-t-il d'abord affirmé. « *Les peuples doivent savoir qui en est responsable* »; ce sont « *les forces impérialistes (...) qui sont profondément habituées à se comporter sans façon avec d'autres Etats, à agir dans l'arène internationale comme si tout leur était permis* ». Pour M. Brejnev, la détérioration du climat n'est évidemment pas due à l'« aide » que l'U.R.S.S. apporte au « *nouvel Afghanistan pour défendre son indépendance nationale, sa liberté et son honneur* ». « *Si ce n'avait pas été l'Afghanistan,* a-t-il dit, *certains milieux aux Etats-Unis et certains milieux de l'OTAN auraient incontestablement trouvé un autre prétexte pour envenimer le climat international.* » La crise a des racines plus profondes : l'accroissement des dépenses militaires des pays de l'OTAN, l'ajournement du débat de ratification du traité SALT 2, la décision d'implanter en Europe occidentale de nouveaux missiles à moyenne portée.

La justification de l'intervention en Afghanistan n'est pas non plus très originale : le peuple

De notre correspondant

afghan serait venu tout seul à bout des forces hostiles à la révolution d'avril, a déclaré M. Brejnev, s'il ne s'était pas heurté « *à une agression étrangère, à une ingérence grossière du dehors dans ses affaires intérieures. (...) L'impérialisme a déclenché une guerre non déclarée contre l'Afghanistan révolutionnaire. Le peuple afghan insistait pour que soit arrêtée l'agression favorisée par Amin. Aanimé par le parti populaire démocratique, avec à sa tête Babrak Karmal, le peuple s'est insurgé contre la tyrannie d'Amin, et il y a mis fin. L'heure est venue où nous n'avons pas pu ne pas satisfaire la demande formulée par le gouvernement de l'Afghanistan ami : agir autrement aurait signifié observer passivement l'apparition à notre frontière méridionale d'un foyer de menaces sérieuses pour la sécurité de notre Etat.* »

Si cette dernière inquiétude peut être considérée comme réelle, la présentation des événements n'en est pas moins confuse. Comment le parti populaire démocratique afghan, dirigé par M. Karmal, aurait-il pu mettre fin à la tyrannie d'Amin, puisque M. Karmal n'a été désigné à la tête du parti qu'après l'élimination de ce même Amin ? M. Brejnev se garde bien, d'autre part, de préciser quel gouvernement a fait appel à l'aide soviétique et à quel moment.

« L'approvisionnement en pain ne sera pas réduit »

Le chef du parti et de l'Etat soviétiques a affirmé une nouvelle fois que « *le seul objectif du contingent de l'U.R.S.S. consiste à apporter son concours aux Afghans pour repousser l'agression étrangère. Ce contingent sera retiré d'Afghanistan dès que les causes qui ont poussé les dirigeants afghans à nous adresser des demandes d'envoi de troupes auront été éliminées* ». Il a estimé ensuite que les intérêts nationaux ou la sécurité des Etats-Unis ne sont nullement affectés par les événements d'Afghanistan, et il a dénoncé l'« ingérence » dans les affaires intérieures de ce pays perpétrée par les Nations unies.

M. Brejnev a accusé enfin Washington de vouloir parler avec Moscou le « *langage de la guerre froide* ». Mais il a averti les Américains que les mesures de rétorsion « *ne nous causerons pas le préjudice qu'espèrent clairement leurs inspirateurs* » (...). *En particulier, je peux vous certifier que les plans d'approvisionnement des Soviétiques en pain ne seront pas réduits, ne serait-ce que d'un seul kilogramme* ».

S'adressant aux Européens, le secrétaire général du P.C. soviétique a déclaré que les intérêts vitaux des peuples de l'Europe étaient « *indéflectiblement liés à la détente* », et il a rappelé les propositions soviétiques visant à développer la coopération sur ce continent : « *Nous préconisons résolument de consolider et de multiplier tout ce que les efforts collectifs des pays, grands et petits, ont créé de positif en Europe au fil des années. Nous persévérerons dans l'application de la politique de paix et d'amitié entre les peuples.* » M. Brejnev s'est déclaré optimiste sur les chances de cette politique, puisque « *la détente a toutes les chances de demeurer la tendance déterminante dans les relations entre les Etats* ». — D. V.

Les nouveaux organes dirigeants de Kaboul sont calqués sur ceux de l'Union soviétique

Le régime de M. Babrak Karmal tente d'éargir sa base politique en prenant quelques mesures de « *libéralisation* », tandis que la présence soviétique demeure très sensible, y compris dans la capitale.

La nouvelle organisation du pouvoir est calquée sur celle de l'Union soviétique. Elle comprend six organes : un comité central du Parti démocratique et populaire d'Afghanistan de trente-six membres, un conseil révolutionnaire de cinquante-sept membres, un présidium du conseil révolutionnaire composé de sept membres, un cabinet ou gouvernement *maintenant définitivement* constitué (il comprend vingt ministres), un politburo et un secrétariat du comité central l'instance la plus importante puisqu'elle ne comprend que trois membres : MM. Babrak Karmal, Mohammed /aeri — qui appartint aux précédentes équipes dirigeantes, mais a fait volte-face à la fin décembre, — et M. Nur Mohammed Nur. En outre, M. Assadullah SarWari qui fut chef des services secrets sous le président Taraki et est tenu, à ce titre, pour directement responsable de la mort de centaines de détenus, est membre du politburo. Les principaux dirigeants du nouveau régime, une demi-douzaine de personnalités, sont issus du Parcham (le Drapeau) une fraction du P.D.P.A. Les militaires ne sont en force qu'au sein du conseil révolutionnaire et du présidium.

Le conseil révolutionnaire comprend également quelques « nationalistes » et plusieurs membres du Khalq (le Peuple), l'autre faction du P.D.P.A. Ces changements ont été accompagnés d'importantes purges dans les organes d'information et notamment la radio et la télévision. Le manque de cadres est souligné par le fait qu'un spécialiste de l'alimentation animale a été nommé à la tête du *New Kaboul Times* parce qu'il connaît l'anglais.

Dimanche, les mosquées de Kaboul s'étaient remplies à l'occasion de la « *journée nationale de deuil* » proclamée par le gouvernement prosoviétique de M. Karmal en « *hommage aux dizaines de milliers de victimes* » du régime précédent. On était sans nouvelle, le même jour à Kaboul, des deux ou trois mille manifestants arrêtés vendredi à la prison de Puli Charki (*le Monde* daté 13 et 14 janvier).

Le président Karmal a adressé un message à l'imam Khomeiny, a annoncé, samedi, l'agence Tass, dans une dépêche de Kaboul. Il s'y déclare prêt à « *envoyer en Iran des délégations de bonne volonté* » pour « *normaliser et les deux pays* ». « *A notre avis,* poursuit le message, *il n'existe pas de facteur qui puisse être une raison de divergences entre les peuples frères musulmans de l'Afghanistan et de la République islamique d'Iran.* »

L'attention s'est portée, dimanche, sur le Pakistan où sont installés les réfugiés afghans. Le chef de l'Etat, le général Zia Ul Haq, qui effectuait une visite de routine dans la région occidentale du pays où se trouvent les dirigeants, à l'extérieur, de la résistance afghane, a déclaré devant une asemblée de notables, que le Pakistan n'était pas seul et qu'il avait « *le soutien d'amis sûrs* ». Il a assuré, notamment, que son pays avait de « *très bonnes relations avec la Chine* » qui, a-t-il dit, « *s'est toujours tenue aux côtés de nous lorsque cela était nécessaire* ». Il a clairement mis en cause l'U.R.S.S. pour son intervention militaire en Afghanistan et dit qu'une « *super-puissance s'était emparée au grand jour de l'Afghanistan* » et que les « *frontières soviétiques atteignaient désormais Torkham et Chaman* » (postes frontières pakistanoi-afghans). Il a ajouté que la situation de son pays était devenue « *très critique* » et qu'il définirait dans les jours à venir « *une réponse de la nation* ».

« *Nous avons essayé,* a-t-il encore précisé, *d'avoir des liens amicaux et fraternels avec l'Afghanistan mais dans les circonstances présentes nous aimerions savoir quels sont les desseins de l'autre partie au sujet de ce pays.* »

Le général Zia a d'autre part indiqué que le Pakistan n'avait pas déployé de troupes le long de sa frontière avec l'Afghanistan. Cependant certains observateurs estiment que les défenses pakistanaises ont été renforcées dans la province du Balouchistan bordant le sud de l'Afghanistan. Il a démenti catégoriquement les informations selon lesquelles le Pakistan fournirait un entraînement aux rebelles afghans.

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

● DES ELECTIONS GENERALES auront lieu le 29 juin prochain, a décidé le samedi 12 janvier le Parlement bolivien. La consultation permettra la désignation du président et du vice-président de la République, de vingt-sept sénateurs et de cent quatorze députés. Ce sera la troisième fois en deux ans que les Boliviens se rendront aux urnes pour choisir un chef d'Etat

Chine

● LA REPRESSION DE LA CONTESTATION POLITIQUE se poursuit dans les provinces chinoises. Un contestataire a été condamné récemment à huit ans de prison dans la province du Henan (centre) pour avoir pris la défense du dissident politique Wei Jingsheng, condamné à quinze ans de prison en octobre dernier, a rapporté samedi 12 janvier la radio provinciale. Cet opposant, nommé Guo Shuzhang, était accusé d'avoir, le 25 octobre, « *envoyé des lettres et affiché des dazibaos contre-révolutionnaires* » en « *prenant ouvertement la défense de Wei Jingsheng* ». — *(A.F.P.)*

États-Unis

● LES ACTIVITES DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT. — M. Walter Huddleston, président de la sous-commission du Sénat sur les activités des services de renseignement, a déclaré, vendredi 11 janvier, que le Sénat allait étudier en priorité l'élaboration d'un texte atténuant les effets de la loi Hughes-Ryan qui institue un contrôle sévère du législatif dans ce domaine. Cette loi, qui date de 1974, impose aux services de renseignement de présenter à l'avance et devant huit commissions du Congrès les opérations secrètes qu'ils projettent à l'étranger. Cette procédure a abouti en pratique à réduire presque à zéro de telles opérations. Une étude publiée jeudi par les professeurs Lederer et Godson, de l'université Georgetown, de Washington, aboutit à des conclusions semblables. « *L'expérience jusqu'à présent tend à montrer que la loi Hughes-Ryan a exclu des opérations clandestines efficaces* », estiment-ils. — *(A.F.P., A.P.)*

● ATTENTAT CONTRE AEROFLOT. — Un attentat à la bombe contre la compagnie aérienne soviétique Aeroflot a été commis, le dimanche 13 janvier, à New-York. Trois personnes ont été blessées. Deux groupes terroristes différents l'ont revendiqué : une Ligue de défense juive et une organisation anticastriste qui s'intitule Omega 7. La police a arrêté un suspect. — *(A.F.P., A.P.)*

Grande-Bretagne

● UN NOUVEAU PARTI POLITIQUE a été fondé dimanche 13 janvier à Cardiff (Pays de Galles). Il s'agit du Mouvement républicain socialiste gallois, qui se propose de défendre la *personnalité régionale* et les intérêts économiques du Pays de Galles. Il sera dirigé par M. Tim Richards, âgé de vingt-neuf ans, maître de conférences à l'université de Cardiff et ancien candidat du parti nationaliste gallois, le Plaid Cymru, aux élections générales. — *(A.F.P.)*

Irlande du Nord

● UN POLICIER a été tué par balles, samedi 12 janvier, à Belfast, au cours d'un match de football. L'IRA provisoire a revendiqué la responsabilité de l'attentat. D'autre part, une importante cache d'armes — destinées à l'IRA selon toute vraisemblance — a été découverte le même jour en République d'Irlande, dans une maison abandonnée, non loin de la frontière avec l'Ulster. Enfin, au cours d'un entretien avec des parlementaires irlandais, M. Yasser Arafat a indiqué que l'O.L.P., qu'il préside, n'entretenait aucune relation avec l'organisation séparatiste d'Ulster. — *(A.F.P., Reuter.)*

Nicaragua

● UNE PREMIERE CONDAMNATION a été prononcée le samedi 12 janvier à Managua par un tribunal révolutionnaire. M. Emilio Paez Bone, reconnu coupable d'avoir appartenu à l'ancien bureau de la sécurité nationale qui exécutait des militants de gauche sous la dictature du général Somoza, a été condamné à trente ans de prison. Environ sept mille cinq cents personnes attendent d'être jugées pour leurs activités sous le précédent régime. — *(A.P.)*

Ouganda

● NOUVELLE VAGUE DE VIOLENCES. — Le pays serait depuis plusieurs semaines le théâtre d'une nouvelle vague de violences, et, selon le *Citizen*, quotidien indépendant de Kampala, des « *milliers* » de gens ont été tués. Le motif principal de ces meurtres serait le vol. Des soldats ougandais et tanzaniens seraient impliqués dans ces exactions. D'autres sources font état de raids effectués par de petits groupes de partisans armés du maréchal Amin dans le nord du pays. — *(A.F.P., U.P.I.)*

Union soviétique

● LA FAMILLE DU DISSIDENT ALEXANDRE GUINZBOURG a accepté, le samedi 12 janvier, de quitter l'U.R.S.S. pour les Etats-Unis sans le fils adoptif de celui-ci, Serge Chibaev, dix-neuf ans, que les autorités soviétiques refusent toujours de considérer comme membre de la famille. Mme Arina Guinzbourg, dont le mari avait fait l'objet d'un échange de prisonniers avec les Etats-Unis en avril 1979, s'était toujours refusée jusqu'à présent à quitter l'Union soviétique sans son fils adoptif. — *(A.F.P.)*

L'ÉVOLUTION DES CRISES D'ASIE CENTRALE

MALGRÉ LE VETO DE MOSCOU AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Washington est décidé à appliquer des sanctions économiques contre Téhéran

De notre correspondante

New-York. — L'Union soviétique a, comme on s'y attendait, opposé dimanche 13 janvier son veto à la sévère résolution de sanctions contre l'Iran soumise par les États-Unis, jeudi, au Conseil de sécurité des Nations unies. La résolution américaine a cependant recueilli dix voix (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Norvège, Portugal, Jamaïque, Zambie, Philippines, Tunisie et Niger) contre deux (U.R.S.S. et République démocratique allemande). Le Bangladesh et le Mexique se sont abstenus, et la Chine n'a pas pris part au vote.

Le scrutin avait été repoussé deux fois, vendredi et samedi, en raison des nouveaux espoirs que M. Waldheim paraissait entretenir à l'égard de la situation des otages à Téhéran. Le secrétaire général des Nations unies avait en effet déclaré avoir eu de nouveaux contacts avec les dirigeants iraniens qui poutaien laisser entrevoir une solution. En fait, ainsi que le représentant permanent des États-Unis, M. Mc Henry devait l'indiquer après le scrutin du Conseil de sécurité, le représentant iranien aux Nations unies, M. Fahrang, avait remis une lettre à M. Waldhiem dont la teneur était sensiblement différente du texte qui devait être publié dimanche à Téhéran. « *Si nous avions connu ce texte samedi*, a déclaré M. McHenry avec humeur, *nous n'aurions pas attendu davantage pour réunir le Conseil de sécurité.* » On apprenait d'ailleurs, dimanche, de Téhéran, que, contrairement à ce que M. Ghotzbadeh, le ministre des affaires étrangères, avait laissé entendre à M. Waldhiem, les étudiants islamiques refusaient purement et simplement d'envisager de libérer les otages contre la promesse que les Nations unies organiseraient des auditions de témoins sur les méfaits du régime du chah en Iran.

Dimanche soir, les Américains, peut-être assurés d'avoir gagné, en faisant preuve de patience, les voix des pays non-alignés du Conseil de sécurité nécessaires à leur démonstration, sont allés de l'avant et le discours de M. Mc Henry a été particulièrement dur.

L'avenir de l'indépendance iranienne

« *Au bout de soixante-dix jours*, a dit M. McHenry, *les cinquante personnes de notre ambassade qui ont été prises en otages par une populace en proie à l'anarchie sont toujours détenues, et nous ateindons encore que les autorités iraniennes condamnent leur emprisonnement.* » M. McHenry a passé en revue les « *cinq étapes au cours desquelles la communauté internationale, par l'intermédiaire des organismes officiels des Nations unies, a demandé au gouvernement et au peuple d'Iran (...) de libérer les otages* ». « *Il est évident*, a-t-il poursuivi, *que les temps de mesures efficaces est arrivé (...). Nous espérons que les sanctions renforceront les voix de ceux qui, en Iran, sont opposés à la détention des otages et estiment qu'elle ne peut que provoquer un isolement grandissant du pays.* »

Repoussant l'argument de ceux qui suggèrent de minimiser maintenant l'affaire d'Iran pour que l'attention de la communauté internationale se porte sur l'intervention soviétique en Afghanistan, M. McHenry a estimé que cette « *agression devrait, au contraire, inciter l'Iran à s'interroger sur son avenir de nation indépendante. Elle devrait amener les Iraniens à la conclusion qu'ils doivent reconstruire rapidement leur pays et se préparer à défendre leurs frontières* ». M. McHenry a terminé son discours en adjurant une fois de plus l'Iran de libérer les otages.

Le représentant permanent de l'Union soviétique, M. Troyanosky, dont tout le monde attendait des prises de position plus que fermes, a commencé par rappeler que son pays était fermement opposé à la prise d'otages et qu'il avait appuyé, en général, les positions du Conseil de sécurité sur cette affaire. Cependant, a poursuivi M. Troyanovsky, nous considérons l'affaire de Téhéran comme une querelle purement bilatérale. En conséquence, toute application de sanctions ou recours à la force contre l'Iran deviendrait, en fait, une menace pour la paix, et M. Troyanovsky a accusé les États-Unis, précisément, de porter atteinte à cette paix en menaçant l'Iran de représailles économiques et en concentrant ses forces navales au large de ses côtes.

La France pour les sanctions

Pour expliquer son abstention, le représentant permanent du Mexique, M. Munoz Ledo, a déclaré que les sanctions risquaient d'affaiblir la position de ceux des dirigeants iraniens qui cherchent à maintenir le dialogue avec le monde extérieur. D'autre part, comme on a pu le voir pour Cuba et la Rhodésie, les effets de ce type de représailles restent douteux et ne peuvent se constater qu'à long terme. M. Munoz Laredo a demandé, en conséquence, que le Conseil de sécurité envisage d'autres mesures et attende, de toute façon, l'élection, le 25 janvier, du nouveau président de la République d'Iran et la constitution d'un nouveau gouvernement.

Dans leurs explications de vote, plusieurs non-alignés, qui ont soutenu la proposition américaine, ont fait part de leurs hésitations : la Tunisie, au nom de la « *solidarité islamique* », la Jamaïque, parce que le Conseil de sécurité n'a jamais pu voter de sanctions contre l'Afrique du Sud et Israël.

Le représentant permanent de la France, M. Leprette, a précisé : « *Mon gouvernement n'entend nullement s'en prendre au peuple iranien, avec lequel le peuple français a des liens d'amitié anciens. Il ne s'agit pas plus de tenter de modifier le cours de la révolution. Les Iraniens seuls peuvent et doivent, nous l'avons dit maintes fois, décider de leur destin. Nous espérons que les sanctions économiques que pourra adopter le Conseil de sécurité ce soir, et qui sont uniquement provoquées par la violation du droit international que constitue la prise d'otages, s'avéreront très prochainement sans objet dès lors que la raison pour laquelle elles ont été préconisées aura elle-même disparu.* »

Pour expliquer sa non-participation au vote, le représentant permanent de la Chine, M. Chen Chu, a déclaré que, en raison de l'« *agression soviétique contre l'Afghanistan* », le vote de sanctions contre l'Iran était dangereux car il pouvait permettre aux Soviétiques de se poser en défenseurs du peuple iranien.

Avant la levée de la séance, Américains et Soviétiques ont eu une nouvelle occasion de s'affronter violemment.

M. McHenry a demandé la parole après le scrutin pour déclarer : « *Le vote soviétique est un exercice cynique et irresponsable du droit de veto. Le motif en est transparent : en bloquant les sanctions, les Soviétiques espèrent distraire l'attention* (internationale) *de leur mainmise sur l'Afghanistan, et gagner la faveur du gouvernement et du peuple d'Iran, qui sont parmi les premiers concernés par l'invasion de l'Afghanistan (...)* ». Et M. Mc Henry a précisé que, si les otages n'étaient pas libérés, son gouvernement, malgré le veto soviétique, appliquerait les sanctions économiques qu'il a mis au point et demanderait aux pays membres des Nations unies d'en faire autant.

M. Troyanovski, ayant demandé un droit de réponse, a affirmé que le veto soviétique était destiné à « *protéger les intérêts des pays socialistes et non alignés* », en particulier les intérêts du peuple iranien, » *comme le veto soviétique dans les débats sur le traité égypto-israélien avait été destiné à défendre les intérêts des États arabes* ».

Tenant un peu plus tard une conférence de presse, M. McHenry a déclaré que, sanctions ou pas, il ne voyait, pour l'instant, « *aucun signe que les Iraniens soient disposés à négocier la libération des otages* ».

NICOLE BERNHEIM.

L'imam Khomeiny qualifie d'« injurieuse » une proposition d'aide soviétique

L'imam Khomeiny a réagi vigoureusement à une déclaration faite, samedi 12 janvier, par le chargé d'affaires d'Union soviétique à Mexico, M. Eugène Ruszov, selon laquelle l'U.R.S.S. était disposée à accorder son aide, y compris militaire, à l'Iran, afin de lui permettre de rompre un éventuel blocus américain.

« Il faut, ajoute l'imam, que l'Amérique criminelle et l'U.R.S.S. sachent que nous résisterons de toutes nos forces à toute violation de l'intégrité de notre pays. »

L'imam Khomeiny a chargé le Conseil de la révolution et le ministère iranien des affaires étrangères de communiquer sa protestation à l'ambassade d'U.R.S.S. à Téhéran.

D'autre part, dans un discours prononcé récemment devant les étudiants islamiques de l'ambassade des États-Unis, l'imam s'est déclaré convaincu que les « ennemis de l'Iran » n'interviendraient pas militairement et n'organiseraient pas de blocus. « Ils ont pris un chemin plus radical et travaillent à l'intérieur du pays pour nous détruire. »

A propos de l'élection présidentielle qui doit se dérouler le 25 janvier en Iran, il a déclaré que, parmi la centaine de candidats, à peine dix étaient connus de la population et que, parmi les candidats, des « fous » voulaient créer « des troubles ». Quant aux élections législatives prévues pour le 15 février, « Dieu seul sait comment cela va se passer... » — (A.F.P.)

Lendemain d'émeute à Tabriz

De notre envoyé spécial

Tabriz. — Cette grande bâtisse sans grâce, qui regarde de toutes ses fenêtres béantes aux vitres brisées une place nue que le piétinement des assaillants puis des curieux a très vite changée en bourbier, c'est — ou plutôt c'était — le siège du parti républicain du peuple musulman (P.R.P.M.), le parti des Azerbaïdjanais fidèles à l'ayatollah Chariat Madari. Les centaines d'impacts de balles de tout calibre qui ont écaillé le crépi de la façade et écorné la toiture, les sacs de sable qui faisaient de chaque balcon un poste de tir, les carcasses noircies de cinq véhicules incendiés, attestent de la violence des combats qui se sont déroulés ici, pendant plus de trois heures, dans la soirée du 11 janvier. Les « madaristes » ont mis fin, dans l'après-midi, à une trêve passagère. En effet, c'est sans incident que la grande prière de midi dirigée par l'ayotallah Madani, le pistolet mitrailleur au poing pendant toute la durée de son prêche, avait été faite par cinq à six mille partisans de l'imam Khomeiny, se prosternant sous la protection de quelque quatre cents gardiens de la révolution en armes, non pas dans la mosquée qui aurait bien pu se changer en souricière, mais sur une grande place de la ville couverte de neige.

Vers 17 heures, les « hostilités » reprenaient. Les « madaristes » se portaient en force vers le bazar Amir Al Kabir et s'employaient aussitôt à briser, à coups de gourdins, les vitrines des boutiques dont les propriétaires sont connus comme « khomeinistes », avant de s'en prendre aux miliciens accourus sur les lieux pour tenter de les disperser. Une heure plus tard, le siège des locaux du P.R.P.M. commençait, et, vers 21 heures, les miliciens parvenaient à investir le bâtiment. Au cours des affrontements, l'un des leurs a été tué, tandis que l'on comptait deux morts et six blessés graves dans les rangs des assiégés, au nombre de trente, qui furent aussitôt arrêtés. Onze d'entre eux devaient être fusillés au terme d'un procès sommaire (*le Monde* daté 13-14 janvier).

Selon l'agence officielle Pars, les onze suppliciés auraient été condamnés, après avoir passé des « *aveux complets* », pour « *complot contre l'Islam, le saint Coran, le Prophète et Dieu ; trouble de la sécurité publique, rebellion armée contre la République islamique ; meurtres et tortures de musulmans à Tabriz ; corruption; détention d'armes, collaboration avec l'ancien régime* ». Si l'on en croit les autorités, on aurait découvert dans les locaux tenus par ces « tristes individus », outre des armes et des munitions, des « *milliers* (sic !) *de portraits du chah* ». Comme on demandait au porte-parole du tribunal islamique dans quel but, selon lui, les accusés avaient pu conserver de tels documents, celui-ci a répondu sans sourciller que, « *à l'évidence, ces infects personnages avaient l'intention de rétablir en Azerbaïdjan un régime favorable à l'ancien monarque et qu'ils auraient distribué l'effigie de cet immonde individu leur but aussitôt atteint...* »

L'imam Khomeiny « pire que Hitler »

On conçoit que les autorités de Tabriz aient voulu épargner aux journalistes occidentaux d'aussi désolantes constatations et qu'elles les aient priés, une fois de plus, de déguerpir sur le champ. Dans une déclaration à l'agence Pars, le gouverneur de l'Azerbaïdjan orientale, M. Gharavi, a déploré que « *les journaux étrangers se montrent aussi impudiques et impudents dans leurs relations, analyses et commentaires des événements de Tabriz* ». Le *Tehran Times* de ce lundi annonce que l'accès de la ville est désormais interdit à tout journaliste étranger et qu'ils seront refoulés à l'aéroport. Ils pourront, peut-être, comme nous l'avons fait, emprunter l'un des nombreux autocars qui assurent, de jour comme de nuit, la liaison entre toutes les grandes villes du pays, quitte à endurer douze heures de voyage pour un peu moins de six cents kilomètres de route.

Quand nous avons parcouru, dimanche matin, la ville couverte de neige, toutes les boutiques étaient ouvertes, comme les écoles, et le bazar grouillait comme à l'accoutumée d'une foule très dense. Dans les gargotes, on pouvait voir la clientèle habituelle des hommes en chapeau mou, tétant leur narguilé ou sirotant du thé. Seules marques des choix politico-religieux des Azerbaïdjanais, les portraits au pochoir de l'imam Khomeiny sont systématiquement oblitérés d'une épaisse croix tracée à la peinture rouge, et partout, dans les magasins, sur les arbres, les murs, les portes, les fenêtres, les fontaines, les véhicules, des affiches s'étalent où sourit, énigmatique, un vieillard à barbe blanche et turban noir, l'œil malicieux derrière des lunettes rondes, l'ayatollah Chariat Madari.

Pour nos interlocuteurs, il ne faisait pas de doute que, une fois encore, le calme apparent régnant dans la ville était provisoire. On nous a dit, à plusieurs reprises, que les onze fusillés de samedi seraient vengés ; que l'imam Khomeiny était « *pire encore que Hitler* » ; que les Azerbaïdjanais ne se tenaient pas pour vaincus.

Comme nous leur demandions ce qu'ils espéraient pouvoir faire face aux miliciens et à leurs armes automatiques, avec leurs bâtons, leurs couteaux et leurs sabres, l'un de nos interlocuteurs nous dit, mais cette fois en baissant le ton, que « *plus de six mille hommes de la tribu des Dadchemoran, disposant, eux, d'un armement autrement redoutable, allaient descendre de la montagne, et que très bientôt la province entière suivrait le mouvement à son tour* ».

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

AMÉRIQUES

Panama

La crise sociale se double d'un certain désenchantement politique

De notre envoyé spécial

Panama. — Invités du gouvernement panaméen, MM. Joël Le Theule, ministre français des transports, et Neil Goldschmidt, secrétaire américain aux transports, ont participé, le vendredi 11 janvier, aux cérémonies marquant le centenaire du début des travaux de percement du canal de Panama. En présence du président panaméen, M. Aristides Royo, une plaque commémorative a été inaugurée sur une pelouse de Fort-Amador pour rappeler le rôle de la France, des États-Unis et de Panama dans la construction de la voie d'eau interocéanique. C'est à cet emplacement que Ferdinant de Lesseps avait donné le premier coup de pioche il y a un siècle. Ce geste symbolique devait ouvrir la voie à la réalisation d'un rêve déjà caressé par Charles Quint et Simon Bolivar.

« *La France*, a déclaré M. Le Theule, *a été associée dès le début à cette grandiose entreprise. (...) D'autres avaient déjà envisagé de percer l'isthme. Mais c'est des milieux savants français que vint l'initiative de commencer les premières recherches scientifiques.* »

M. Le Theule n'a pas manqué de « *rendre hommage aux descendants de Martiniquais et de Guadeloupéens, qui étaient jusqu'à quarante mille en 1886, venus travailler au creusement du canal* ». Après une brève allusion au scandale financier, « *dont le souvenir ternit malheureusement cette gigantesque réalisation* », le ministre a estimé que le mérite de Lesseps était d'avoir compris que « *par sa position géographique, Panama avait vocation d'unir* ».

Représentant personnel du président Carter, M. Goldschmidt a évoqué l'achèvement par les États-Unis de la construction du canal, de 1904 jusqu'à son ouverture à la navigation en 1914. Le secrétaire américain aux transport a également rappelé que ce centenaire coïncidait avec les cent premiers jours de l'entrée en vigueur des traités Carter — torvigueur des traités Carter-Torrijos, qui « *ont inauguré une nouvelle ère de relations amicales entre les États-Unis et la République de Panama. L'engagement du Panama*, a-t-il ajouté, *de maintenir la neutralité du canal garantit son utilisation continue par toutes les nations du monde pour le commerce et les échanges internationaux* ». Cette cérémonie a été l'occasion pour les participants de traverser l'ancienne zone du canal, où flotte désormais le drapeau panaméen.

Frictions avec les États-Unis

Autre changement perceptible, la base de Fort-Amador est maintenant défendue conjointement par des soldats américains et panaméens. Mais les États-Unis conservent toujours le long du canal quatre bases, ainsi que l'École des Amériques et le Southern Command. Au demeurant, l'application des traités ne va pas sans difficultés ni sans provoquer quelques frictions avec Washington. Ainsi, dans une lettre ouverte adressée le 9 janvier au président Carter, le président panaméen reproche-t-il aux Américains de violer certaines dispositions des textes signés. Il est vrai que les Américains, qui gardent provisoirement le contrôle de la voie d'eau, se font tirer l'oreille et leurs atermoiments ont le don d'irriter leurs nouveaux associés.

Les Panaméens s'aperçoivent aussi que le nouveau statut, s'il reconnaît leurs droits, ne leur apporte pas que des avantages. Depuis le 1er octobre, Panama a pris en charge des services assurés jusqu'alors par les Américains : entretien de l'ancienne zone, ports et chemins de fer, postes et télécommunications, police et pompiers.

Les incertitudes économiques ne facilitent pas la tâche du gouvernement. Certes, l'infrastructure a été considérablement améliorée au cours des dernières années, mais au prix d'un endettement croissant. L'inflation se poursuit et, pour protester contre de nouvelles hausses des prix des produits de première nécessité, les syndicats ont lancé un mot d'ordre de grève générale pour la fin de janvier. Le mécontentement social avait déjà éclaté au grand jour lors de la grève de deux mois menée par les enseignants.

Une baisse de crédibilité

Le 10 octobre, quelque deux cent cinquante mille personnes, soit une foule trois fois plus nombreuse que lors des cérémonies marquant le début de la restitution du canal à Panama, étaient descendues dans la rue en signe de solidarité avec les grévistes. En revanche, quelques milliers de personnes seulement ont participé aux manifestations du 9 janvier, commémorant les émeutes anti-américaines de 1964, au cours desquelles une vingtaine de jeunes Panaméens avaient trouvé la mort. Le gouvernement a subi une baisse sensible de crédibilité. Même le général Torrijos, l'« homme fort » de Panama, a vu sa popularité s'effriter pour avoir donné son aval au séjour du chah et pour sa bienveillance envers les États-Unis. Certes, même si elle commence à donner de la voix, l'opposition est encore trop disparate pour prétendre offrir une solution de rechange. Mais Panama semble peu à peu gagné par le désenchantement.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Cuba

Mme CELIA SANCHEZ EST MORTE

La Havane (A.F.P.). — *Mme Celia Sanchez, figure historique de la révolution castriste dans laquelle elle avait joué un rôle militaire important, est morte vendredi à La Havane.*

Acquise dès le début à l'action de M. Fidel Castro, elle contribua à l'implantation des maquis castristes dans la montagne et devint, tout en restant chef de guérilla, la secrétaire personnelle de M. Fidel Castro.

Après avoir occupé divers postes au gouvernement, elle était encore à sa mort secrétaire du conseil des ministres, membre du comité central du P.C. cubain, et députée à l'Assemblée populaire.

Canada

Certaines propositions des libéraux québécois sont accueillies favorablement par M. Clark

Correspondance

Montréal. — M. Lévesque, premier ministre du Québec, a sévèrement critiqué vendredi 11 janvier les propositions constitutionnelles pour le renouvellement de la Fédération canadienne rendues publiques le 9 janvier par son principal adversaire politique, M. Claude Ryan, le chef des libéraux provinciaux (*le Monde* du 11 janvier). Estimant que ce projet de réforme marque un recul par rapport aux demandes traditionnelles du Québec, M. Lévesque pense qu'il s'agit « *d'un piège qui sera rejeté à la fois par les Québécois et par le Canada anglais, lequel n'acceptera pas une limitation des pouvoirs d'Ottawa* ».

Après avoir subi de nombreuses attaques à la suite de la parution, il y a quelques semaines, du Livre blanc de son gouvernement sur la souveraineté-association, M. Lévesque a semblé très heureux de pouvoir à son tour critiquer l'alternative fédérale présentée par M. Ryan. Dans le reste du pays, le document du parti libéral du Québec a été relativement bien accueilli. Pour le premier ministre du Canada, M. Clark, qui gère les affaires courantes dans l'attente des élections du 18 février, la réforme proposée par M. Ryan constitue une base valable de discussion. Le chef du gouvernement fédéral a indiqué que ce texte contenait des points « *très intéressants* », mais qu'il en désapprouvait certaines parties, sans préciser lesquelles.

M. Ed Broadbent, le chef des néo-démocrates fédéraux, s'est contenté de dire que la réforme constitutionnelle proposée par M. Ryan et les libéraux québécois est une meilleure solution pour l'avenir du fédéralisme dans cette province que la philosophie du premier ministre M. Lévesque. Des commentaires plus élogieux ont été émis par des dirigeants provinciaux, notamment ceux de Terre-Neuve et de l'île du Prince-Édouard.

Dans l'entourage de M. Pierre-Elliott Trudeau, on évite de trop commenter les idées de M. Ryan, tout en soulignant l'intérêt de son initiative.

Pour leur part, les Amérindiens ont applaudi à l'une des propositions du document, qui veut rendre les autochtones maîtres de leur destinée. Enfin, la Fédération des francophones hors Québec considère que les propositions de M. Ryan sont la dernière chance offerte au Canada anglais de se préoccuper sérieusement d'une révision constitutionnelle.

ALAIN BORGOGNON.

La société soviétique à travers chiffres et témoignages

La vie à Moscou en tableaux statistiques

De notre correspondant

Moscou. — Pour austère que soit sa lecture — plus de deux cents pages de statistiques sans le moindre commentaire, — la nouvelle édition du recueil *Moscou en chiffres* qui vient de paraître en U.R.S.S. apporte d'intéressantes précisions sur l'évolution de la vie dans la capitale. Sa population totale était au 17 janvier 1979, jour du recensement, de 8.011.000 habitants, mais cette population est en voie de vieillissement. Depuis 1965, le taux de mortalité est passé de 8,5 à 11,3 pour mille tandis que le taux de natalité n'augmentait que de 10,8 à 12,7 pour mille : autrement dit, la croissance naturelle de la population moscovite a tendance à diminuer. Ce vieillissement est confirmé par la baisse du nombre des élèves dans les écoles secondaires, qui a diminué de 14 % de 1965 à 1978.

Les statisticiens soviétiques vont toujours chercher très loin leurs points de référence, ce qui permet généralement de présenter des indices flatteurs. Ainsi l'ouvrage apporte des comparaisons avec 1913. Or on s'aperçoit dans certains secteurs de la vie sociale que, proportionnellement, les résultats chiffrés sont peu différents d'avant la révolution. De 1913 à 1978, la population de Moscou a été multipliée par cinq, la surface disponible en logements par 7,7, le nombre de logements par 13, ce qui indique une diminution de la surface moyenne des appartements, coupés en deux et même parfois en trois pour faire des logements communautaires (par rapport à 1940, la situation est la même : le nombre des logements a augmenté plus vite que la surface habitable totale). Le nombre des élèves dans les écoles secondaires a été multiplié par 5,9, ce qui veut dire que, par rapport à la période pré-révolutionnaire, leur proportion dans la population de la ville a à peine augmenté.

La situation est sensiblement différente en ce qui concerne les transports en commun, le nombre des médecins, les lits d'hôpitaux et bien entendu la production industrielle, qui a été multipliée par 223.

Dans les comparaisons avec 1965, il est intéressant de noter que la production industrielle de la capitale et la productivité du travail ont augmenté au même rythme (multipliées par 2). Ces chiffres témoignent du changement qualitatif de la structure industrielle de Moscou. La population a augmenté de 20 %, le nombre des logements de 77 %, mais la surface habitable de 65 % seulement. D'ailleurs la construction de logements est en légère régression depuis quinze ans, bien que la crise soit loin d'être terminée.

Hausse du niveau de vie

Une autre série de chiffres donne une idée du gonflement de la *demande non satisfaite* — phénomène qui n'est pas propre à Moscou où cependant le salaire moyen est plus élevé que dans le reste de l'U.R.S.S. : la rémunération moyenne a augmenté de 50 %, mais les dépôts dans les caisses d'épargne ont été multipliés par quatre. Même phénomène au cours des trois dernières années : salaire moyen, plus 8 % ; dépôts dans les caisse d'épargne, plus 37 %. Cette épargne est quasiment « *forcée* » du fait de la pénurie de biens de consommation. On remarque toutefois que, depuis 1965, les ventes à crédit ont globalement diminué de 35 % et que leur structure s'est modifiée. Alors qu'il y a quinze ans les vêtements et les biens de consommation durables (réfrigérateurs, électrophones, etc.) étaient à peu près à égalité, actuellement, les ventes à crédit de biens de consommation représentent les trois cinquièmes des crédits et l'habillement un cinquième seulement.

Côté approvisionnement de la capitale, le tableau est assez contrasté. A Moscou même, la production de tissus stagne depuis 1965, celle de machines à laver également, les chaussures de cuir sont en légère régression ainsi que le savon ; la production de téléviseurs a augmenté de 40 %, celle de réfrigérateurs de 15 % ; par contre, celle de viande a baissé de 12 %. La hausse du niveau de vie a provoqué pourtant des changements dans la structure de l'alimentation. Ainsi, sur les marchés kholkoziens, la vente des pommes de terre reste à peu près constante tandis que celle de viande a augmenté de 68 % depuis 1965, celle de légumes de 72 % et que celle de fruits a été multipliée par quatre.

Toujours par rapport à 1965, le tirage total des livres s'est élevé de 42 %, celui des journaux et des magazines respectivement de 55 et 78 % — ce qui ne signifie pas que l'on ait mis fin à une pénurie relative, — mais le nombre des places de théâtre a à peine augmenté de même que le nombre des spectateurs — ce dernier a même tendance à diminuer depuis 1975. Ce phénomène s'explique moins par le désintérêt que par la saturation des principales salles de spectacles.

D. V.

BIBLIOGRAPHIE

La grande illusion des voyages

« Les étrangers qui ont décrit la Russie sont d'accord avec les Russes pour tromper le monde. » « *Cette remarque amère de Custine s'applique à plus d'un voyageur* », commente dans sa préface l'auteur d'*Au pays des Soviets*, qui poursuit : « *Signatures illustres et témoignages d'obscurs, le moulin de la propagande ne fait pas le tri. Inlassablement, on redit les mérites de l'expérience, on vante le bonheur soviétique. Qui peut dire : « Vous mentez ?... »*

Dans un précieux petit livre aussi concis que pertinent et documenté, Fred Kupferman, un historien qui enseigne à Paris-I, confronte les témoignages des *voyageurs* français en U.R.S.S. entre la Révolution et la déclaration de guerre : pèlerins en voyage initiatique, hommes d'affaires, politiciens, reporters, simples curieux, qui furent à peu près les seules sources d'information sur le monde qui se construisait là-bas et qui élaborait l'« homme nouveau »... On pourra regretter que l'auteur se soit arrêté en 1939, car l'attitude des voyageurs, favorables ou hostiles, n'a pour ainsi dire pas varié pendant les quarante dernières années, quelles que soient les « révélations » de l'histoire.

Par attraction autant que par répulsion, la Russie soviétique fut le voyage à la mode, comme *la Chine aujourd'hui. Dans les* premières années, on n'y entre que sur invitation parce que la Russie nouvelle ne laisse entrer que ses amis ; plus tard, le voyageur rend visite au socialisme, sans même se douter qu'il est *entre les mains de professionnels* de l'accueil. Parce qu'il est mieux traité qu'il ne s'y attendait, et parce que cela le rassure, il en conclut qu'on vit mieux, qu'on mange mieux, qu'on s'habille mieux, etc. D'ailleurs, « *le voyageur hostile n'est pas plus sûr de son fait que le visiteur extasié* », explique Fred Kupferman, car la plupart n'ont qu'une connaissance insignifiante de la vie russe et presque tous croient à la vertu magique des « choses vues ». Et tous, ou presque, rapportent *leur* livre.

A travers quelque cent vingt-cinq récits publiés à l'époque — à l'exclusion des romans et des témoignages d'étrangers, — Fred Kupferman dresse un recensement des attitudes : ceux qui participent à l'événement, comme le capitaine Jacques Sadoul ou le normalien Pierre Pascal, ceux qui viennent pour s'informer, puis, après 1930, pour communier avec les masses, ceux qui pensent à leur livre, ceux qui ont des certitudes, comme Romain Rolland, Barbusse ou Aragon, ceux qui diffusent les certitudes, comme Georges Duhamel ou Edouard Herriot, qui après un long tour d'Ukraine en 1933, écrit : « *Je n'ai constaté que la prospérité* » ; (selon les statistiques soviétiques publiées beaucoup plus tard, la famine fit alors trois millions de morts !...).

Il y a aussi le témoignage de Gide, le compagnon de route adulé, dont les convictions ne résistent pas à la réalité, et qui dénonce, au risque d'être traité de renégat, le mensonge officiel. On peut se demander s'il fut cru quand on constate que, après le premier succès de surprise (146 300 exemplaires en 1936-1937), son *Retour d'U.R.S.S.* ne se vendit plus, et qu'une réédition à 11 000 exemplaires, en 1950, n'est pas encore épuisée actuellement...

C'est finalement à une réflexion plus large sur le voyage que nous incite ce petit livre. Tous les récits de voyageurs sont *sujets à caution, nous* le savions — et plus encore quand la visite est organisée pour recruter des zélotes. Quel crédit accorder au « j'y suis allé, j'ai vu, je connais » des témoins de bonne foi, ou non ? Là est l'illusion du voyage. Les Russes le savent bien, dont un proverbe ancien affirme : « *Menteur comme un témoin oculaire* ».

NICOLE ZAND.

★ *Au pays des Soviets. Le Voyage français en Union soviétique, 1917-1939*, présenté par Fred Kupferman. Coll. « Archives », Gallimard-Julliard, 192 pages.

EUROPE

Yougoslavie

APRÈS L'INTERVENTION CHIRURGICALE

Les médecins ont donné peu d'informations sur l'évolution de l'état de santé du président Tito

De notre correspondant

Belgrade. — Dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 janvier, le président Tito a subi, au centre-clinique de Ljubljana, une opération des vaisseaux sanguins de la jambe gauche. Il était arrivé à l'hôpital dans l'après-midi de samedi, après avoir reçu au château de Brdo, près de Kranj, où il se trouvait depuis le 5 janvier, plusieurs dirigeants, notamment MM. Lazare Kolichevski, vice-président de la direction collégiale de l'Etat, Stevan Doronjski, président en exercice de la Ligue des communistes, et Josip Vrhovets, secrétaire aux affaires étrangères.

La nouvelle de cette opération a été annoncée dans la matinée de dimanche par un communiqué signé des six médecins du maréchal, qui déclaraient que le patient avait bien supporté l'intervention et que l'évolution post-opératoire était normale. Mais, après ce premier communiqué, aucune autre information officielle n'était venue de l'hôpital de Ljubljana lundi matin. Les nouvelles sont pourtant attendues avec impatience. Beaucoup de gens, en effet, laissent leur appareil de radio constamment ouvert, dans l'espoir d'entendre encore quelques détails, mais la radio ne fait que répéter le communiqué de dimanche matin.

Apaiser l'émotion

A la campagne, des paysans qui n'ont pas d'appareil de télévision ont fait à pied, dimanche soir, des kilomètres à travers l'abondante neige qui depuis une dizaine de jours couvre le pays, rendant la circulation des plus difficiles, pour pouvoir suivre, à 19 h. 30, chez leurs voisins les plus proches, la principale émission de nouvelles de la journée. Mais elle aussi fut limitée à la seule lecture du communiqué de la matinée, et aucune image du patient, soit avant soit après l'opération, n'a été montrée.

On commence à trouver un peu inquiétant ce manque de précisions sur ce qui se passe et que l'on n'arrive pas à expliquer, d'autant que des informations souvent contradictoires circulent. L'unanimité semble cependant se faire sur un point : les raisons véritables de l'intervention chirurgicale. En effet, celle-ci aurait porté sur une partie détériorée d'une artère de la jambe gauche, qui aurait été enlevée et remplacée par une prothèse en matière plastique.

La presse de ce lundi matin ne reproduit, elle aussi, que le communiqué de dimanche matin, sous des titres visiblement destinés à apaiser l'émotion que la maladie du chef de l'Etat ne cesse de susciter dans l'opinion publique depuis le 3 janvier, lorsqu'elle fut annoncée pour la première fois.

L'état du malade fait également l'objet de toutes les conversations dans les bureaux et les entreprises, où les organisations sociales, notamment les syndicats, ont convoqué des réunions pour rédiger des télégrammes de bons vœux à adresser au malade. Celui-ci a d'ailleurs déjà reçu un télégramme des directions collégiales de l'Etat et du parti, dans lequel ces plus hautes instances du régime expriment le vœu de le voir rapidement rétabli pour poursuivre *« sa grande œuvre d'édification de notre époque »*. Un autre télégramme lui souhaitant un prompt rétablissement a été adressé par le général Nikolas Ljoubitchitch, secrétaire à la défense nationale, au nom de l'armée, dont le président Tito est le commandant en chef.

PAUL YANKOVITCH.

Tchécoslovaquie

JIRI LEDERER A ÉTÉ LIBÉRÉ

Prague *(A.F.P.)* — Le journaliste tchécoslovaque Jiri Lederer, signataire de la Charte 77 a été libéré, le dimanche 13 janvier, après avoir purgé une peine de trois ans de prison.

Jiri Lederer avait été arrêté en janvier 1977 et condamné en octobre d'*« activités nuisibles aux fondements de la République de Tchécoslovaquie »* pour avoir fait parvenir des œuvres littéraires à l'étranger. Bien que plusieurs organisations aient réclamé des mesures de clémence en sa faveur, l'ancien journaliste a purgé toute sa peine en régime sévère. Il serait actuellement en mauvaise santé.

D'autre part, deux prêtres et trois laïcs catholiques arrêtés en septembre dernier ont fait l'objet d'une mesure d'élargissement le 10 janvier, mais demeurent poursuivis pour production de littérature clandestine et entrave au contrôle de l'Etat sur l'Eglise. On apprend enfin que Mᵉ Joseph Danisz, ancien avocat au barreau de Prague, comparaîtra le 24 janvier devant le tribunal de Hradec pour insulte à agent. Le défenseur des signataires de la Charte 77 risque une peine pouvant atteindre trois ans de prison.

Turquie

MM. DEMIREL ET ECEVIT DÉCIDENT « UNE COOPÉRATION SUR LES GRANDS PROBLÈMES »

Ankara *(A.F.P.)*. — Le premier ministre turc, M. Suleyman Demirel, a eu, le samedi 12 janvier, un long entretien avec M. Bülent Ecevit, chef du Parti républicain du peuple (principale formation de l'opposition).

« Nous sommes tombés d'accord sur le principe d'une coopération portant sur les grands problèmes du pays », a déclaré M. Demirel. Il a précisé que la lutte contre le terrorisme, les difficultés économiques et les derniers développements dans la région avaient été abordés au cours de l'entretien.

Le train de mesures contre le terrorisme pourra être adopté sans difficultés au Parlement, a estimé M. Demirel. Mais il a noté qu'il ne s'était pas entendu avec M. Ecevit au sujet de la création de tribunaux de sécurité de l'Etat.

Pour M. Bülent Ecevit, l'entrevue peut être considérée comme le *« début d'un bon dialogue »*. Si un accord ne se réalise pas sur certains points, *« nous continuerons à exercer notre devoir de parti d'opposition sans adopter une attitude pouvant causer un accroissement de la tension »*, a dit M. Ecevit.

Belgique

POUR ÉCHAPPER A LA RÉQUISITION

De très nombreux médecins en grève sont partis à l'étranger

De notre correspondant

Bruxelles. — Des centaines, et peut-être des milliers, de médecins et dentistes belges ont entamé l'exode, au cours du weed-end, pour échapper à la réquisition par le gouvernement. La grève médicale déclenchée le 21 décembre 1979 est entrée dans sa quatrième semaine, dépassant ainsi la durée de la grève de 1964, qui s'était poursuivie pendant dix-huit jours. Comme il y a quinze ans, les médecins font leurs valises et franchissent les frontières pour se réfugier en France, au Grand-Duché du Luxembourg ou aux Pays-Bas.

Pendant trois semaines, la grève s'est déroulée sans trop de heurts et sans trop d'inconvénients pour la population. Tous les malades ont été soignés, parfois avec un retard considérable. Des services de garde avaient été mis sur pied par la fédération du docteur Wynen, organisatrice de la grève, par le gouvernement et par des médecins antigrévistes, membres du Comité pour la continuité des soins.

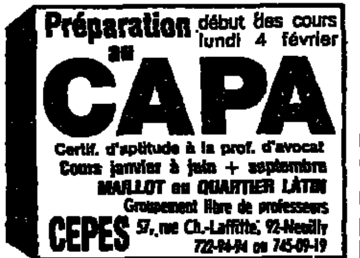
A plusieurs reprises un contact a été établi entre les grévistes et les ministres responsables, mais sans résultat. Les médecins continuent à exiger la reconnaissance de trois principes fondamentaux de l'éthique médicale : le libre choix du médecin par le malade, la liberté thérapeutique du médecin et la protection du secret médical. Ces principes avaient été mis en cause dans le projet de loi d'austérité du gouvernement, la « loi-programme » de M. Wilfried Marten.

Le dimanche 13 janvier, le premier ministre a admis à la télévision que les partenaires sociaux, qui participent aux négociations, continuent à s'opposer aux exigences des médecins. Les syndicats veulent coûte que coûte que le corps médical accepte d'importants sacrifices. Cette déclaration a été le véritable signal de l'« opération - valise » et, dès dimanche après-midi, des centaines de médecins ont franchi les frontières. A Liège, des départs en groupes, en autocars, étaient prévus pour lundi. Le corps médical de Liège a demandé l'ouverture de l'hôpital militaire. Celui de Bruxelles accueille des civils depuis une dizaine de jours déjà.

Les responsables de la grève eux-mêmes lancent maintenant un cri d'alarme et demandent des négociations de toute urgence. *« Nous avons de plus en plus de difficultés à calmer les médecins qui ne veulent plus assurer la garde »*, a déclaré le docteur Wynen, tandis que le docteur Doms, responsable du service national de garde, annonce : *« Nous sommes confrontés à un nombre croissant d'abandons de poste, et nous essayons de colmater les brèches. »*

Les dentistes, quant à eux, ont décidé d'abandonner les gardes et de ne plus prodiguer de soins, partant du principe que les médecins généralistes sont capables d'intervenir à leur place en cas d'urgence.

PIERRE DE VOS.



AFRIQUE

Algérie

M. Bouteflika quitte le gouvernement M. Benhamouda devient ministre de l'intérieur

De notre correspondant

Alger. — La présidence de la République a annoncé le dimanche soir 13 janvier une série de nominations visant à compléter le gouvernement et à doter d'un nouveau responsable deux commissions de l'appareil central du F.L.N.

M. Boualem Benhamouda, membre du bureau politique et président de la commission de l'éducation, de la formation et de la culture du parti unique, se voit confier le ministère de l'intérieur que détenait le premier ministre, M. Abdelghani.

M. Benhamouda est remplacé par le docteur Ahmed Taleb Ibrahimi, qui abandonne son poste de ministre conseiller du président de la République, et qui dirigera également la commission de l'information restée jusqu'à présent sans titulaire.

Le ministère de l'hydraulique, vacant depuis la mise à l'écart, le 14 octobre, pour « indiscipline gouvernementale », de M. Ahmed Ghozali, revient au commandant Brahim Brahimi qui en assurait déjà l'intérim ; il abandonne le secrétariat d'Etat aux forêts et au reboisement qui est confié à un membre du comité central, un ingénieur agronome de trente-huit ans, M. Mohamed Rouighi.

Enfin les fonctions de ministre conseiller du président de la République sont supprimées. Deux hommes avaient ce titre au sein du gouvernement, le docteur Taleb Ibrahimi et M. Abdelaziz Bouteflika, ancien ministre des affaires étrangères. Ne se voyant confier aucune responsabilité nouvelle, ce dernier se trouve purement et simplement évincé du gouvernement, ce qui ne modifie guère la situation qui prévalait depuis près d'un an. Candidat malheureux à la succession de Houari Boumediène, il avait, en effet, pris du champ et n'assistait plus aux réunions du conseil des ministres, non plus d'ailleurs qu'à celles du bureau politique dont il reste membre. Il a fait de fréquents séjours à l'étranger, notamment pour se faire opérer de calculs aux reins. Sa présence à la fin décembre aux travaux du comité central du F.L.N. avait pu faire croire à une rentrée politique. La mesure qui le frappe dément cette interprétation et prouve que ses adversaires n'ont pas désarmé.

A l'effacement de M. Bouteflika correspond au contraire la montrée du docteur Taleb Ibrahimi, également membre du bureau politique, président de la cour des comptes, à qui est remis le redoutable dossier de l'éducation, alors que les étudiants arabisants de l'université poursuivent depuis plus d'un mois et demi une grève pour réclamer l'arabisation de la fonction publique. Il devra coordonner l'action des ministères concernés et mettre en œuvre les décisions du comité central (*le Monde* du 5 janvier). La tâche ne sera pas facile.

L'action des étudiants « arabisants », qui refusent obstinément tout dialogue et réclament — ce qui paraît impossible — une arabisation immédiate et totale, suscite de plus en plus des réactions hostiles dans différents milieux. Les partisans du bilinguisme, refusent tout terrorisme culturel, relèvente la tête. Ils auraient marqué quelques points lors de la réunion du comité central. Certains milieux kabyles supportent mal l'*« impérialisme linguistique »* des *« arabisants »* et évoquent à nouveau ouvertement la *« répression »* exercée selon eux à l'encontre du berbère.

Le docteur Taleb ne manque pas toutefois d'atouts pour maîtriser ce dossier explosif : fils d'un des inspirateurs du nationalisme algérien, le cheikh Ibrahimi, qui dirigeait l'association des ulemas, parfaitement bilingue, cet homme de grande culture, qui concilie modernisme et tradition, a exercé de 1965 à 1970 les fonctions de ministre de l'éducation.

La nomination, enfin, de M. Benhamouda comme ministre de l'intérieur, contribue à réduire les prérogatives et les moyens d'action du premier ministre, considéré, par certains, comme le principal responsable de la vigueur avec laquelle a été conduite, à l'automne dernier, la campagne d'« assainissement » menée par les forces de l'ordre et qui n'a pas été exempte de « bavures ». Le coup est d'autant plus sensible pour M. Abdelghani que son rôle de premier ministre est limité. Aux termes d'un décret du 7 avril 1979, il *« assiste »* seulement le président Chadli Benjedid *« dans la coordination de l'action gouvernementale et la mise en œuvre des décisions prises »* et ne préside pas le conseil des ministres.

Bien que portant sur un petit nombre de postes, les nominations annoncées par la présidence sont donc de nature à modifier le jeu politique. Elles restent cependant très en deçà des rumeurs qui avaient couru ces derniers temps sur un remaniement que l'on annonçait beaucoup plus vaste. Mais les dirigeants ne semblent pas vouloir procéder à de grands réaménagements avant le congrès du F.L.N. qui devrait être réuni d'ici l'été pour adopter le prochain plan de développement.

DANIEL JUNQUA.

[M. Benhamouda est né le 8 mars 1933 à Cherchell. Il est étudiant en droit à la faculté d'Alger lorsque éclate la lutte de libération, en 1954. Il milite au sein de l'Union générale des étudiants musulmans d'Algérie (UGEMA) et participe à une grève universitaire lancée en 1956. Il rejoint alors le maquis, où il est nommé commissaire politique. Il est blessé en 1957, arrêté et interné.

A l'indépendance, il devient député à l'Assemblée constituante, puis à l'Assemblée nationale. Il préside, de 1962 à 1965, la commission d'orientation du F.L.N. En 1965, il reçoit le portefeuille des anciens combattants dans le premier gouvernement formé par le colonel Boumediène. En 1970, il passe à la justice, puis se voit confier, en 1977, les travaux publics.

Il préside, en 1979, le quatrième congrès du F.L.N. et entre au bureau politique. Il est nommé, en mars, président de la commission de l'éducation, de la formation et de la culture. Ayant repris ses études interrompues par la guerre, il a soutenu avec succès, en 1971, une thèse de doctorat d'Etat en droit.]

Rhodésie

APRÈS TROIS ANS D'EXIL

M. Nkomo a reçu un accueil triomphal à Salisbury

De notre envoyée spéciale

Salisbury. — *« P.F., P.F. »* (Front patriotique) gronda une partie de la foule, *«Zi-Zimbabwe »*, hurla l'autre moitié, tandis que des centaines de milliers de mains se dressèrent vers le ciel comme pour arracher l'hélicoptère qui amenait leur chef. Le délire fut à son comble quand celui-ci apparut enfin à la tribune. Cela faisait plus de trois ans que M. Joshua Nkomo, président de l'Union du peuple africain du Zimbabwe (Zapu), n'était pas revenu au pays. Il fallait que ce retour témoigne de sa force et, à cet égard, ce fut un succès.

Bien qu'accablées par la chaleur, plus de cent cinquante mille personnes l'attendirent patiemment pendant de longues heures sous un soleil brûlant. Cent cinquante bus et trois trains avaient été loués pour amener les militants sur les lieux du meeting, un stade dans la cité africaine de Highfield, en bordure de Salisbury. Beaucoup vinrent de la région du Matabeleland, d'où est originaire M. Nkomo.

Celui-ci débarqua flanqué de ses gardes du corps, auxquels se joignirent trois inspecteurs de Scotland Yard spécialement assignés à la sécurité, et les membres de la police rhodésienne.

M. Nkomo prononça un discours moins politique qu'émotionnel, sans un mot sur le gouvernement sortant de l'évêque Muzorewa. Il demanda au peuple, de donner le pouvoir *« à ceux qui se sont battus pour vous, et sont morts dans les collines et la brousse du Zimbabwe »*. Il parla de lutte, puis de réconciliation, de paix et d'unité.

Ce dernier thème fut plus amplement développé lors d'une conférence de presse qui précéda le meeting. *« Le Front patriotique n'est pas mort... Nous trouverons un moyen ou un autre de se battre ensemble aux élections »*, a-t-il dit, faisant probablement allusion à une alliance post-électorale entre les deux ailes du Front. M. Nkomo a également déploré la mort, jeudi, de sept de ses hommes, alors qu'ils s'apprêtaient à rejoindre un camp de rassemblement de la guérilla en refusant de rendre leurs armes (*le Monde* daté 13-14 janvier). *« Les accords de Londres ne disent pas que les maquisards doivent donner leurs armes à la police ou à l'armée rhodésienne »*, a-t-il déclaré. L'incident n'aurait jamais eu lieu, selon lui, si la force du Commonwealth n'avait pas été *« lamentablement petite »* (celle-ci se compose de mille trois cents hommes) : *« Il faudrait au moins cinq mille soldats »*, a conclu M. Nkomo.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

● *A la suite du meurtre de sept combattants de la ZAPU* par les forces rhodésiennes, M. Nyerere a accusé la Grande-Bretagne de *« duperie »* et de *« trahison »*. Au cours d'une conférence de presse tenue samedi à Dar-Es-Salaam, le chef d'État tanzanien a menacé de rompre les relations diplomatiques avec Londres au cas où ses protestations contre ce *« meurtre de sang-froid »* ne seraient pas suivies d'effet. — *(Reuter.)*

Togo

TRENTE-QUATRE DÉTENUS POLITIQUES ONT ÉTÉ LIBÉRÉS

A l'occasion de la proclamation de la IIIᵉ République togolaise, le dimanche 13 janvier à Lomé, le général Eyadema, chef de l'Etat a fait libérer trente-quatre des quarante-cinq prisonniers politiques détenus dans le pays. En outre, la famille de Sousa, déchue de la nationalité togolaise après que certains de ses membres aient été impliqués dans un complot, a été réhabilitée.

Parmi les onze personnes qui restent détenues, figurent notamment cinq personnes qui avaient été condamnées en août dernier (*le Monde* du 23 août) lors du « procès des mercenaires ».

Les mesures de clémence adoptées par le président Eyadema concernant également les prisonniers de droit commun, deux cent quatre-vingt onze de ces derniers ont été remis en liberté au cours du dernier week-end.

A Paris, une quarantaine d'opposants au régime du général Eyadema ont occupé samedi l'ambassade du Togo. La police, intervenue sur la demande du chargé d'affaires, l'a fait évacuer dans l'après-midi, retenant trois manifestants pour interrogatoire.

Selon l'organisation américaine Freedom House

LE TIERS DE LA POPULATION DU MONDE VIT DANS DES PAYS OU LES DROITS DE L'HOMME SONT RESPECTÉS

Washington *(A.F.P.)*. — Un milliard six cent millions d'hommes, soit 37 % de la population mondiale, vivent dans des pays où les droits de l'homme sont respectés, indique le rapport annuel de l'organisation américaine de défense de ces droits, Freedom House, publié, le 7 janvier, à Washington. Ce document relève que le nombre des hommes vivant dans des pays considérés comme « non libres » selon les critères de l'organisation a augmenté de cent vingt et un millions cinq cent mille pour atteindre 41,7 % de la population du globe.

Selon l'organisation, les pays où sont complètement garanties ces libertés se répartissent ainsi : Europe occidentale (plus Turquie), Amérique du Nord (sauf Mexique), Costa-Rica, Colombie, Equateur, Venezuela, Surinam, Inde, Japon, Australie, Nouvelle-Zélande. En Afrique seuls trois pays sont jugés « libres » : Botswana, Haute-Volta, Nigéria.

Les pays considérés en partie « libres » par Freedom House, sont : toute l'Amérique latine (dont le Mexique) et les Caraïbes (sauf Cuba, Haïti et l'Argentine), l'Afrique australe anglophone, l'Afrique occidentale francophone (sauf la Guinée), les pays du Maghreb (sauf l'Algérie), Egypte, Soudan, Kenya et les pays de l'ASEAN.

La Pologne figure également sur cette liste, Freedom House estimant que le gouvernement de Varsovie accorde certaines libertés.

Tous les autres pays du bloc communiste sont inclus dans la liste des pays « non libres » ainsi que les pays d'Afrique qui n'ont pas déjà été cités et l'Argentine, Cuba et Haïti. Dans les commentaires qui accompagnent le rapport, M. Raymond Gastil, qui en a dirigé l'étude, se félicite de la chute des gouvernements du Cambodge, de Guinée-Equatoriale, de Centre-Afrique et d'Ouganda, mais note que les libertés qui avaient semblé voir le jour en Iran au début de l'année ont à nouveau disparu dans le deuxième semestre de 1979.

Parmi les gouvernements dont Freedom House estime que l'attitude à l'égard des droits politiques et civiques s'est améliorée figurent la Dominique, le Bangladesh, la Bolivie, le Brésil, le Mexique, la Thaïlande et la Rhodésie. Enfin le rapport estime que les libertés ont été réduites, de manière différente, dans les pays suivants : Saint-Domingue, Guyana, Taïwan, Transkeï, Tchécoslovaquie, R.D.A. et Irak.

Le Monde

politique

La convention nationale du P.S. adopte le « projet socialiste »

Malgré un vote quasi unanime, les dirigeants n'ont pas occulté leurs rivalités

Les délégués à la convention nationale extraordinaire du P.S., réunie samedi 12 et dimanche 13 janvier, à Alfortville, sous la présidence de M. Joseph Franceschi, maire de cette ville, ont adopté à la quasi-unanimité la version définitive du « projet socialiste ».

Le texte a en effet recueilli 84,97 % des mandats (96,53 % des suffrages exprimés) contre 3,05 % (3,47 % des suffrages exprimés), avec un taux d'abstention de 9,6 % et de refus de vote de 2,37 %. Les aménagements apportés au texte qui avait été soumis aux sections et fédérations du parti portent essentiellement sur les relations avec l'U.R.S.S. et sur l'énergie nucléaire. Deux autres questions ont dominé les débats : la discussion, et le rejet, de l'amendement de MM. Martinet et Savary demandant la suppression du passage consacré aux acquis de mai 1968 ; le sort de l'union de la gauche, compte tenu des positions prises par le P.C.F. après l'intervention soviétique en Afghanistan.

M. Laurent Fabius, porte-parole du P.S., s'est félicité, dimanche, au cours d'une conférence de presse, de la « qualité » du débat, des progrès réalisés vers l'unité du parti socialiste et de l'affirmation de son identité.

Pour la première fois depuis l'échec de mars 1978, en effet, la préoccupation de l'unité l'a emporté sur la volonté d'affrontement entre les courants et entre les hommes : la désignation du candidat socialiste à la présidence de la République a été repoussée au lendemain des vacances d'été, voire à la fin de l'année. M. François Mitterrand a paru considérer qu'il existe désormais un « engagement moral » de la part de M. Michel Rocard de ne pas « entretenir », d'ici là, une campagne interne au parti. Le premier secrétaire du P.S. a évoqué le possible « élargissement des bases de la direction » du parti à l'occasion de la prochaine convention ordinaire, prévue au printemps, pour débattre de l'évolution de la situation internationale.

M. Michel Rocard s'est également montré soucieux de l'unité du parti, indiquant à ceux de ses adversaires *qui souhaitent* engager *le* fer qu'« ils en seraient pour leurs frais ». Surtout, il a nié qu'il existe au sein du P.S. deux lignes opposées.

Cette volonté de masquer, autant que faire se peut, les clivages a conduit à un débat riche au fond et nuancée dans la forme. Elle s'explique par une commune vision de l'opportunité et par une conjonction d'intérêts.

L'opportunité impose d'attendre que les rumeurs du « coup de Kaboul », selon l'expression de M. Jean Poperen, soient apaisées, que se dessine plus précisément *la* stratégie, que torale du pouvoir et celle du R.P.R., et peut-être une perspective de victoire. L'intérêt commandait à chacun d'attendre. M. Mitterrand parce qu'il sait qu'une déclaration officielle de sa part, que souhaitent ses amis, n'aurait pas fait cesser au sein du parti la campagne en faveur de M. Rocard ; et parce qu'il entend conserver aussi longtemps qu'il le pourra la plus grande marge de manœuvre possible et, donc, la plus grande autorité.

De son côté, M. Rocard, s'il veut être candidat, ne peut l'être qu'avec l'assentiment du parti et préserve, en se gardant d'apparaître comme un diviseur, la possibilité d'obtenir que sa candidature s'impose « de facto ».

Pour nuancées qu'elles aient été dans le ton, les livergences de vues n'en existent pas moins. C'est ainsi que le premier secrétaire a non seulement assumé le « projet socialiste », mais en a fait un instrument de clivage entre ses partisans et ceux du député des Yvelines. Après l'intervention de M. Laurent Fabius, destinée à dénoncer le « oui de précaution » de M. Rocard, M. Mitterrand a contesté l'analyse de la crise faite par le député des Yvelines, ses conceptions de l'Etat et de la « rupture avec le capitalisme ». De son côté, M. Rocard a prononcé un discours de candidat. Fidèle à la démarche progressive et prudente *qu'il s'est* fixée, il a donné du « projet socialiste » une lecture sensiblement différente de celle de la direction.

Les socialistes n'ont donc pas pu totalement esquiver le débat ni occulter les rivalités qui les séparent. En les nuançant, ils ont obéi à un réflexe de santé ainsi qu'au souci de préserver leur organisation.

Toutefois, le crispation et la passion qui avaient caractérisé de précédents et récents débats ne sont pas tout à fait oubliées. L'impression prévaut qu'elles peuvent aisément ressurgir. L'interprétation des résultats obtenus par l'amendement de MM. Savary et Martinet a d'ailleurs donné lieu à quelques échanges peu amènes. Pour la direction, ces résultats témoignent d'une stabilité du rapport de force entre la majorité et les minorités, tel qu'il a été constaté au congrès de Metz (respectivement 60 % et 40 %). En revanche, les amis de M. Rocard se prévalent d'une certaine progression en se référant aux votes des sections et des fédérations.

Il semble, en tout état de cause, que le courant animé par M. Pierre Mauroy ait une nouvelle fois pâti d'une situation qui le place entre deux pôles antagonistes.

Chacun étant resté sur ses positions à Alfortville, la course de lenteur entre MM. Mitterrand et *Rocard se poursuit.*

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Lors de la *réunion*, samedi matin, de la convention nationale ordinaire consacrée au vote du *quitus de la direction*, après que M. Lionel Jospin eut dressé un bilan positif de l'action de cette direction, M. Pierre Mauroy a repris les propositions adoptées à l'unanimité par la fédération du Nord. Il a demandé la réu*nion d'une convention extraordi*naire *« ayant valeur de congrès »*, afin d' *« actualiser »* la ligne du parti, la désignation à une date rapprochée (*« avant le 15 juin »*) du candidat socialiste à la présidence de la République, et le *report du congrès ordinaire* à une date postérieure au scrutin présidentiel.

M. François Mitterrand a fait valoir au maire de Lille qu'il n'est pas possible de remettre en chantier la ligne du parti, même *s'il faut tenir* compte *de l'actua*lité. Cette ligne doit rester celle de l'affirmation de l'identité du P.S. et du rassemblement des forces populaires. *« Un infléchissement de la ligne politique, c'est de nouveau le parti en bataille intérieure, en bataille constante », a-t-il expliqué. En revanche,* le premier secrétaire a proposé une *« réunion avancée »* de la prochaine convention ordinaire, afin d'apprécier le développement de la situation internationale. Il s'est ensuite déclaré hostile à la *désignation du candidat socialiste* au mois de juin, au motif qu'il ne faut pas *« se laisser impressionner »* par ce qu'il *« croit être la tactique du pouvoir »* contre les socialistes, c'est-à-dire, selon lui, *« cette espèce de conjuration de la presse qui s'est emparée du P.S. et de lui seul ».* M. Mitterrand a ajouté : *« Le candidat du P.S. comme ça, en l'air, à un an de l'élection réelle ! Et tout cela par une sorte de faiblesse qui aurait consisté à céder à cette formidable pression...* » Il a ensuite accepté que le prochain congrès ordinaire soit réuni après l'élection présidentielle. Il a conclu en souhaitant non pas que soient établis *« les recentrages, les altérations ou les glissements de la motion de Metz »*, mais que *« la base politique interne du parti soit aussi large que possible ».*

Les délégués des fédérations ont ensuite voté le quitus à la quasi-unanimité.

Samedi après-midi, M. Joseph Franceschi, député du Val-de-Marne et maire d'Alfortville, a ouvert et présidé la convention extraordinaire consacrée à l'examen et au vote définitif du *« projet socialiste »*.

M. Jean-Pierre Chevènement, secrétaire national chargé des études et rédacteur initial du texte, ouvrant la discussion, souligne la continuité du projet avec les textes adoptés par le P.S. depuis 1971 et précise : *« Fidèle à la logique du programme socialiste et du programme commun, il implique l'union de la gauche, mais il est aussi un moyen pour obliger le P.C. à y revenir le jour venu : alors que le P.C. n'a plus de projet, le nôtre est le seul projet historique qui puisse rassembler toute la gauche. »* M. Chevènement insiste sur la cohérence du texte soumis à la convention.

Puis M. Louis Le Pensec (courant Rocard) plaide pour la décentralisation et souligne que le projet des socialistes *« ne doit pas être de substituer l'Etat au capital »*, car l'Etat démocratique *« dont se dotera une société en marche vers l'autogestion sera un Etat allégé ».* M. Patrick Weil (CERES) fustige ceux qui *« regardent mai 1968 comme l'esprit salvateur du combat socialiste alors que la jeunesse a tiré la leçon de cette expérience manquée ».*

M. Jean Le Garrec, proche de M. Mauroy, évoque la *« gravité »* de l'enjeu et l'*« incompréhension »* à l'égard d'un texte qui repose sur l'idée qu'il faut *« faire le tri entre les valeurs »*. Celle-ci, précise-t-il, peut avoir des conséquences *« dramatiques »* parce que le P.S. *« ne peut que perdre s'il remet en cause sa diversité ».* Il ajoute : *« Nous ne serons pas trop de tous pour gagner en 1981. »*

M. POPEREN : le P.C. changera encore

M. Jean Poperen, membre du secrétariat national, s'attache aux questions internationales et à l'attitude du P.C. et se demande *« si les dirigeants communistes ne pensent pas que la crise du monde occidental a atteint un tel degré que le dénouement de nos problèmes intérieurs viendra, d'une façon ou d'une autre, de la progression générale du camp dirigé par l'U.R.S.S. »*

Après avoir récusé l'idée d'une *« alliance de rechange »*, M. Poperen affirme que le P.C.F. *« a déjà changé »*, qu'il *« changera encore »*, mais qu'il ne fera *« les pas décisifs »* que *« sous le poids de la nécessité politique ».*

Le député du Rhône précise : *« Il ne les fera que si sa politique anti-unitaire, son isolationnisme le mènent à sa propre faillite. Aujourd'hui les dirigeants communistes espèrent encore que c'est nous qui craquerons, qui leur abandonnerons tout le terrain à gauche. (...) Il faut que la terrible épreuve qu'ils nous ont imposée soit menée à son terme. Il faut que l'un ou l'autre gagne. »* M. Poperen assure que l'aspiration à l'union *« secoue la structure même de l'organisation communiste ».*

Au cours du débat, plusieurs autres orateurs sont intervenus, notamment M. Gilles Martinet, pour défendre l'amendement qu'il a déposé avec M. Alain Savary ; M. Martinet demande une réécriture du passage qu'il conteste, car dit-il, *« les militants d'origine chrétienne y sont attaqués de façon hypocrite ».*

(Lire la suite page 10.)

POLITIQUE

LA CONVENTION NATIONALE

(Suite de la page 9.)

De son côté, M. Jacques Attali s'attache à démontrer la crédibilité économique du projet. Le directeur de cabinet du premier secrétaire souligne que des secteurs économiques et des pays *« sont en train de sortir victorieusement de la crise »*. Il annonce *« la quasi-certitude d'une immense crise financière dont la crise actuelle n'est que le balbutiement »*.

M. Attali définit le capitalisme *« comme une machine à produire la société par l'argent »* et affirme que celui-ci a besoin de la crise pour se *« régénérer »*. Il souligne qu'il est important de *« savoir mesurer toutes les conséquences économiques de toutes les promesses »* que fait le P.S., et qu'il faut éviter de *« tuer le long terme avec le court terme »*. Il ajoute qui, *« pour être crédible, il faut faire tout de suite dominer le plan »*. Il estime que le socialisme est aujourd'hui *« la seule façon de donner une autre réponse à la crise que la guerre, de donner une réponse non violente à la crise »*. M. Attali affirme également que les réformes proposées par le P.S. ne sont pas possibles *« sans mettre en œuvre une forte croissance »*, et qu'*« il n'y a pas d'autre façon de changer la société »*.

Après une intervention de Mme Véronique Néiertz, membre du secrétariat national, chargée de la lutte des femmes, qui précise que le projet dispose que *« féminisme et socialisme sont intimement liés »* et que *« la lutte des sexes passe par la lutte des classes »*, M. Louis Mermaz, président du comité directeur, souligne que la politique du P.C.F. conduit à créer en France *« une situation de blocage inacceptable »*.

M. Charles Hernu affirme quant à lui que M. Marchais *« se comporte comme un citoyen soviétique »* et qu'il se fait en même temps *« le complice »* de M. Giscard d'Estaing. *« La paix passe par Moscou, la guerre aussi ! »* conclut-il. Enfin M. Jean-Pierre Cot (proche de M. Rocard) dénonce la pression exercée par les Soviétiques sur le P.S. au moyen d'une lettre du comité central du P.C.U.S. adressée au bureau exécutif (*le Monde* du 12 janvier) *« faisant en quelque sorte injonction de voter la motion de censure communiste »* s'opposant à l'installation de fusées Pershing en Europe et réfutant *« point par point »* l'analyse du régime soviétique contenue dans le *« projet socialiste »*. M. Cot indique : *« Le P.S. doit pouvoir porter une appréciation sur tout régime, quel qu'il soit et en toute indépendance. Je ne sache pas que le gouvernement américain ou le parti démocrate aient jamais effectué une démarche semblable lorsque nous dénoncions l'impérialisme américain. »*

M. MAUROY : l'autonomie

Après des discussions, samedi soir, au sein de différents « carrefours » et après une séance de la commission des résolutions, la séance plénière reprend dimanche matin, notamment avec l'intervention de M. Pierre Mauroy. Le maire de Lille indique que l'union de la gauche *« n'a jamais été »* pour lui *« un fétiche, une incantation ou un système de référence à visage interne »*, mais *« une espérance et un combat »*. Il souligne que le P.C. *« est en train de programmer l'échec de la gauche en 1981 par la complicité objective qu'il semble nouer avec le pouvoir giscardien »*. Il définit ce que doit être, selon lui, une *« ligne autonome »* en indiquant : *« A la réalité formelle, figée et finalement fragile du programme commun, nous proposons de substituer, entre les partis de l'union de la gauche, la dialectique vivante de l'autonomie d'action, de la concurrence militante, de la confrontation de programme, dans la pratique quotidienne de l'union des forces populaires. Cette pratique débouchant en son temps sur un contrat de gouvernement qui sera le produit non pas d'un accord formel d'appareils au sommet, mais du choix des électeurs et des luttes quotidiennes. »*

M. Mauroy qualifie d'*« absurdes »* les oppositions entre majorité et minorité, et indique qu'il *« n'a pas envie d'avoir raison contre son parti »*.

Après une intervention de M. Didier Motchane (CERES) qui met en garde la convention contre le développement d'une *« mythologie du déséquilibre militaire croissant au profit de l'U.R.S.S. »*, M. Michel Rocard prend la parole.

M. ROCARD : il n'y a pas d'opposition fondamentale sur la ligne

Le député des Yvelines fait l'éloge de l'idée d'un projet à long terme et rappelle que les *« quinze thèses pour l'autogestion »* sont toujours parmi les textes de référence du P.S. Il précise : *« Certains voudraient nous faire croire qu'il y a dans notre parti deux lignes politiques fondamentalement différentes et qui s'opposent. Je conviens volontiers qu'il y a entre nous des différences significatives d'attitude ou de comportement sur des problèmes comme le degré de confiance à faire à l'appareil administratif central de l'État pour réaliser la transformation sociale ou au contraire la priorité à une intention décentralisatrice, comme aussi la relation entre notre discours théorique et la réalité contraignante des faits, comme enfin le rapport entre nos engagements publics et notre pratique politique. Mais l'élaboration du projet peut justement être l'occasion de montrer que ces différences ne recouvrent pas une opposition fondamentale sur la ligne. »*

M. Rocard prend deux exemples : la rupture avec le capitalisme et l'union de la gauche. Sur le premier point, il évoque la contradiction qui existe entre ceux qui *« veulent que l'essentiel soit réalisé à terme proche »* et ceux qui, *« sachant que cette rupture sera longue, préfèrent pour le court terme n'en pas dire plus que le raisonnablement possible »*. Il indique : *« Parler de projet de société, c'est répartir sur une ou deux décennies les efforts, leurs résultats et les nouveaux efforts que les premiers résultats permettent. La rupture devient alors ce qu'elle doit être, l'issue d'un long processus d'affrontements et de compromis. La méthode permet la réconciliation du parti avec lui-même. »*

Sur le second point, M. Rocard précise : *« Dans l'état où est l'union de la gauche à la suite des orientations du parti communiste, toute discussion sur l'immédiat provoque parmi nous le heurt entre ceux qui, par principe, veulent maintenir l'intention de ramener le parti communiste à une véritable orientation unitaire et ceux qui pensent que ses décisions sont stratégiques et prises pour très longtemps et qui, par conséquent, n'entendent plus cultiver pour l'immédiat un rêve sans espoir, celui de l'unité obtenue par une négociation de sommet. Au contraire, fixer notre projet dans la durée, c'est aussi déterminer la pratique sociale par laquelle nous convaincrons les forces agissantes de ce pays de ce que leur lutte peut et doit se reconnaître et s'inscrire dans la volonté de changement que représente la gauche (...).*

» L'échelon des négociations de sommet entre appareils étant bloqué par le parti communiste, et pour longtemps, seule une pratique sociale combative longue et continue peut recréer les conditions d'une convergence des forces de changement, c'est-à-dire d'une nouvelle forme d'union de la gauche à laquelle le P.C. ne pourrait plus s'opposer, entraîné qu'il y serait par l'évolution sociale.

» Il n'y a donc pas deux lignes politiques opposées dans notre parti, et ceux qui mettent leurs espoirs dans un grand affrontement fratricide en seront pour leurs frais. »

M. Rocard regrette non seulement que, lors de la rédaction du *« projet socialiste »*, l'intention n'ait pas toujours été *« unificatrice »*, mais aussi que *« les apports des différentes traditions historiques représentées dans le P.S. »* ne soient pas traités *« à égalité de dignité »*. Après avoir critiqué la rédaction *« longue, pédante et compliquée »*, a procédure *peu démocratique »* et le résultat *« il subiste des contradictions, certains choix sont peu convaincants »*, M. Rocard évoque *« la cohérence de la géopolitique soviétique »*.

Il précise : *« L'appareil militaire soviétique était encore totalement défensif il y a quinze ans.*

» Il est aujourd'hui totalement offensif, aussi bien dans ses formes nucléaires stratégiques et tactiques que dans ses formes conventionnelles. Il peut faire la guerre, mais sa mission première et son usage constant sous nos yeux sont autres.

» Les dirigeants soviétiques sont persuadés de construire un monde. Ils rencontrent d'immenses difficultés dans l'organisation socio-économique de ce monde. Nous, socialistes démocrates savons pourquoi : l'économie administrative, cela n'a jamais marché nulle part et ne marchera jamais pour la raison simple que l'acte de produire n'a rien à voir avec l'acte d'administrer.

» Administrer ne supporte pas d'autre priorité que l'égalité de traitement pour tous les administrés. Les délais, la durée n'y sont pas décisifs. Produire exige souplesse et rapidité, et ne s'est jamais bien fait nulle part sans compétition. Ce constat simple est inacceptable pour les Soviétiques car il met en cause leur système au cœur de son idéologie, laquelle en est le ciment essentiel.

» Les Soviétiques pensent, eux, que la source de leurs difficultés tient seulement à la jeunesse de leur pays, à l'inexpérience de leurs cadres. Ils en concluent qu'il leur faut beaucoup de temps, un demi-siècle, peut-être, et du temps sans guerre, pour que les vertus du socialisme à leur manière deviennent convaincantes aux yeux du monde entier. Pendant ce temps, il faut protéger militairement le bloc, et en élargir le glacis. »

Une grande ambition nationale

M. Rocard juge la réaction des États-Unis *« incertaine »*, mais souligne que ce pays *« retrouve une mentalité militaire et agressive »*. Il prévoit l'aggravation de la pression américaine sur nombre de pays et une attitude *« d'égoïsme national sans pitié »* de la part des Américains. Il regrette que, dans cette situation, l'Europe soit *« un vide, une béance »*. Puis il fustige en ces termes l'attitude du chef de l'État : *« Il était léger, de 1973 au milieu de 1979, de laisser croire aux Français que la crise était momentanée et peu grave et qu'on en sortirait dans les prochains dix-huit mois. Il était léger de nier les lourds dangers d'aggravation massive du chômage dans les années qui viennent et que des études internationales mettent en évidence. Il était léger de passer d'un excès de dépendance pétrolière acceptée à la bonne époque à une fuite en avant dans le nucléaire sans chercher à museler notre consommation et à faire participer davantage les Français à nos choix énergétiques. Il est encore plus léger d'agiter le risque de guerre pour apeurer le pays alors que nous sommes incontestablement situés dans la zone protégée par l'armement nucléaire stratégique, que le risque de guerre est donc à peu près nul pour la France à terme proche, et qu'au contraire, la décompression des tensions qui traversent le monde dépend de la capacité de l'Occident et donc de la nôtre à diffuser dans le monde un autre mode de développement. Il n'y suffit pas de* « la sagesse de quelques dirigeants » *même s'il la faut. Il y faudra une France rassérénée et sûre d'elle-même. Le langage présidentiel ne nous y prépare en rien. Je le regrette et c'est pourquoi il nous faut le combattre. Mes camarades, c'est d'une grande ambition nationale que la France a besoin. Elle en a la capacité par son indépendance, elle en a tous les moyens, il ne lui manque que la volonté politique. »*

Après avoir jugé *« archaïques sur bien des points »* les clivages de courant, M. Rocard estime que le projet, *« éclairé là où il reste ambigu, peut être utile au parti »*, et conclut que *« seul un parti rassemblé et fraternel »* pourra affronter les difficultés *« avec des chances d'être efficace »*.

Répondant à M. Rocard, M. Laurent Fabius souligne que *« lorsqu'on critique un texte beaucoup plus qu'on ne l'approuve »*, il faut le refuser, et que *« le projet, ce n'est pas faire sur vingt ans ce que les socialistes avaient prévu de faire sur cinq ans »*. Il souhaite *« un oui de conviction, non de précaution »*.

De son côté, M. Lionel Jospin affirme que l'évolution du mouvement communiste ne pèse pas sur les choix du P.S., pas plus que l' *« acte de M. Marchais à Moscou »*. Il précise : *« Nous ne découvrons ni la nature de l'U.R.S.S. ni la nature négative de l'attitude du P.C.F. Mais c'est d'abord pour le P.C.F. que se posent les problèmes les plus aigus. »*

M. Jospin estime également qu'il ne faut pas *« exagérer »* la puissance de l'U.R.S.S. et qu'il faut *« aussi s'inquiéter de la crise du capitalisme »*. Il plaide pour la *« patience »* et le *« calme »* face aux prises de positions du P.C.F. et interroge : *« A supposer que l'union de la gauche n'ait plus de crédibilité, est-ce une raison pour édulcorer nos propositions ? L'autonomie, dont parle Pierre Mauroy, est-ce d'osciller à chaque mouvement du P.C. ? »*

M. MITTERRAND : la direction du P.C. redevient la fille aînée de l'Église communiste

Enfin, M. François Mitterrand prend la parole. Il explique que le projet permet d'affirmer que le socialisme est *« possible, souhaitable et actuel »*. Selon lui, le point qui caractérise la *« tonalité »* des courants est l'actualité du socialisme : *« Qu'est-ce qui est réaliste,* demande-t-il, *comment accorder l'idéal et le réel ? C'est la discussion fondamentale que les socialistes sont seuls à développer. »* Après avoir exprimé l'inquiétude de voir la discussion *« recommencer même si la convention adopte le texte à son immense majorité »*, le premier secrétaire du P.S. définit le socialisme comme *« la forme supérieure de la démocratie et non comme la forme achevée de la bureaucratie »*. Il relève que la démocratie politique est aujourd'hui *« en recul chez nous »* et souligne la nécessité de conquérir d'autres libertés et droits collectifs. Cette conquête n'est à ses yeux possible que s'il y a à la fois transformation des rapports de production, élargissement du secteur public et planification. M. Mitterrand nie qu'il puisse y avoir, d'une part *« l'initiative et la compétition »* et, d'autre part, *« la bureaucratie, l'étatisme ou le communisme »*. Il ajoute : *« S'il n'y avait pas empêchement pour qu'initiative et compétition tournent à la jungle au bénéfice du plus fort, c'est-à-dire du capitalisme, alors ce serait comme une absence de socialisme. »* Il explique que, dans cette discussion, les socialistes ont entendu des *« thèses différentes, non pas contradictoires mais contraires, pouvant donc participer à une synthèse »*.

Le chef de file des socialistes insiste ensuite sur une autre dimension du projet qui est d'assurer *« la permanence de la France »*. Il affirme que le pays est *« menacé dans sa substance, dans sa réalité et dans sa survivance »*. Il ajoute : *« Je n'ai pas envie de voir notre pays se fondre dans une culture au sein de laquelle tout serait confondu. Voilà pourquoi le projet, par une on dira presque de résistance, — on dira presque de résistance — répond à nos objectifs. »*

M. François Mitterrand rappelle qu'il faut *« tenter de faire l'Europe »* sans nuire aux intérêts français. Il ajoute : *« Sans renoncer à nos alliances, qui sont le minimum de la sécurité, sans briser les chances d'un dialogue et de la paix avec l'U.R.S.S., assurer la puissance de la France, perpétuer son rôle historique, en changer parfois le contenu, et prendre part à la construction de la société internationale. »* Évoquant l'intervention soviétique en Afghanistan, M. Mitterrand fait trois hypothèses : l'U.R.S.S. est intervenue pour *« protéger ses acquis »*, elle a voulu *« garder son gage »*, ce pays se trouvant dans sa zone d'influence depuis la chute de la monarchie ; elle a voulu éviter dans ses propres républiques musulmanes la *« contagion »* de la révolte chiite ; enfin l'intervention est *« la marque d'une faiblesse, donc la preuve d'une erreur du pouvoir soviétique »*. Il indique qu'il ne croit pas à *« l'explication pakistanaise »* de cette expédition. Il relève que les superpuissances s'accomodent aisément de la guerre qui leur permet d'essayer leurs armes, et de codifier les rapports de forces. Mais il précise qu'il ne croit pas à la *« folie »* qui consisterait pour l'U.R.S.S. à entreprendre de nouvelles conquêtes.

Il souligne que l'occasion était *« unique »* pour la direction du P.C.F. de *« redevenir enfin la fille aînée »* de l'église (communiste).

M. Mitterrand a ensuite dénoncé en ces termes l'intervention de M. Marchais à la télévision en direct de Moscou : *« Il fut un temps où Napoléon Bonaparte signait le décret constituant la Comédie-Française à partir de Moscou... Je ne sais ce qui a passé dans la tête de Georges Marchais de pointer du doigt, comme on le ferait d'un missile, à travers l'écran de télévision, et de désigner qui donc à l'indignation universelle ? Le parti socialiste, et particulièrement tel ou tel d'entre nous ! Il y avait une certaine disproportion dans les effets, et je ne crois pas qu'il soit sage pour la conduite de la gauche — et disons pour les bonnes relations que les Français doivent autant que possible entretenir entre eux au-delà de leurs disputes — de décider ainsi, de condamner et de trancher à partir d'une capitale étrangère. »*

M. Mitterrand a précisé : *« Je vois dans l'intervention du secrétaire général du parti communiste français la preuve ultime — nous n'en avions pas besoin, nous, mais peut-être l'opinion devait-elle le savoir — qu'en vérité depuis quelque temps, en tout cas à la veille de la rupture de 1977 et pour les mois ou les années qui ont suivi et qui suivront, le parti communiste français, pour des raisons qui ne tiennent pas qu'à la défense des travailleurs selon leur conception, qui ne tiennent pas qu'à l'idée qu'ils se font du devenir de la France, ont provoqué la rupture de la gauche, de l'union organique autour d'un programme commun, pour des raisons qui tiennent à des données internationales, auxquelles les travailleurs français n'ont à voir que dans la mesure où ces données sont aujourd'hui facteur de guerre, de désagrégation, et quand on sait ce qu'est la guerre nucléaire : facteur de malheur et de mort...*

» Du côté du gouvernement français, que dire ?

» Un président de la République qui a les yeux fixés non sur Kaboul et la frontière du Pakistan, mais sur le bulletin de vote des Français... (Applaudissements.) *... non pas sur les frontières de l'Inde, mais sur le niveau des sondages. »*

Puis le premier secrétaire du P.S. a adressé au président de la République un avertissement *« solennel »*. *« Le droit est une grande force,* a-t-il dit, *et on n'attend pas quinze jours pour opposer à la force des armes la protestation des consciences. »*

Après avoir estimé que *« ce dont rêvent les eurocommunistes »*, c'est, au fond, du projet et du comportement des socialistes, M. Mitterrand a souligné qu'il faut *« être capable d'organiser la résistance intellectuelle et spirituelle à tous les abandons qui tendent aujourd'hui à faire que la France, le monde, cèdent à la folie du pouvoir »*. Il ajoute : *« On ne résiste pas sans avoir la foi. »*

Le premier secrétaire du P.S. a exprimé l'espoir que la prochaine convention nationale permette d'élargir *« autant qu'il sera possible »* les bases de la direction du parti, mais, a-t-il précisé, *« cela ne pourra se faire dans la confusion ni dans l'abandon des décisions prises »*.

M. Mitterrand a enfin estimé que, en ce qui concerne la désignation du candidat socialiste, *« personne n'est pressé, ce qui veut dire que chacun a, de ce fait, pris une sorte d'engagement moral de ne pas entretenir la préparation d'une décision que personne ne demande »*. Il a conclu que *« l'unité se bâtit chaque jour »*.

LES AMENDEMENTS

L'amendement, proposé notamment par MM. Gilles Martinet et Alain Savary, demandant soit la suppression, soit la réécriture de la page 9 du projet, consacrée aux acquis de mai 1968 (*le Monde* du 12 janvier), a été repoussé. Après les votes des fédérations, et selon les responsables des courants minoritaires, ce texte avait obtenu 31,6 % des mandats, 47 % se prononçant contre et 9 % pour une réécriture du passage incriminé.

En séance, M. Martinet a retiré sa proposition de suppression pour se ranger à l'idée d'une réécriture. MM. Pierre Uri et Michel de La Fournière ont rédigé un texte au nom des courants minoritaires, soulignant : *« Quand, avec l'éveil d'une partie des couches nouvelles depuis une douzaine d'années, la gauche met l'accent sur des valeurs d'autonomie, de décentralisation, de préservation de la nature, elle leur donne un ton tout différent du discours de la droite. »*

De son côté, M. Pierre Bérégovoy, membre du secrétariat national, a proposé des modifications de forme. La proposition de M. Bérégovoy a recueilli 3 805 mandats (soit 58,6 % des mandats ou 62,3 % des suffrages exprimés) ; le texte de MM. Uri et de La Fournière a obtenu 2 300 mandats (soit 35,4 % des mandats et 37,6 % des suffrages exprimés).

« Tricherie ! Magouille ! », ont protesté des militants des courants minoritaires, arguant du fait que, pour ce vote final, plusieurs fédérations avaient purement et simplement reporté leurs suffrages en fonction des clivages constatés au congrès de Metz, sans tenir compte des votes intervenus sur l'amendement de MM. Savary et Martinet. *« Je ne fais pas de magouille, je donne les résultats d'un vote démocratique ! »*, a répliqué M. Pierre Joxe ; le trésorier du parti a souligné que le nombre des contestations n'était pas de nature à modifier le résultat final.

L'axe de la sécurité

Outre le vote sur les options en matière nucléaire, les socialistes ont accepté de supprimer, à la demande notamment de MM. Jean Poperen, Charles Hernu, Louis Mermaz et Gaston Defferre, la phrase suivante : *« L'axe de notre sécurité et de la paix européenne passe par Moscou. »*

La nouvelle rédaction précise que la sécurité de la France *« réside dans les alliances qui sont les siennes, dans la recherche de la dissolution des blocs et dans la construction de l'Europe des peuples »* et ajoute : *« Notre sécurité et la paix européenne passe aussi par Moscou. »*

Les bases de *« bonnes relations »* avec l'U.R.S.S. sont également explicitées : ces relations doivent reposer sur *« la non-intervention militaire en toute circonstance »*, car *« il n'y a pas de circonstances atténuantes en cette matière »*.

« Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre », peut-on lire également.

Enfin, en ce qui concerne la décentralisation, la notion de *« pays »*, venant s'ajouter ou se substituer à l'échelon départemental, a été admise à la demande des militants bretons.

La politique énergétique choisie exclut le recours au surrégénérateur

Tiraillé depuis des années entre les chauds partisans du nucléaire du CERES et une base où les voix écologiques allaient grandissantes, le parti socialiste évitait jusqu'à présent de trancher trop clairement. Alors que les difficultés pétrolières s'amoncellent, même si, comme l'a souligné M. François Mitterrand, elles ne sont qu'un *« épiphénomène »* de la crise économique du monde capitaliste, le P.S. se devait de se prononcer. Il n'est donc nullement étonnant que la politique énergétique ait été l'un des thèmes majeurs de cette convention, le nucléaire faisant l'objet, en commission des résolutions, du dépôt d'une centaine d'amendements.

Reflétant les divergences du passé, les rédacteurs du projet socialiste n'avaient pu se mettre d'accord sur le nucléaire. Deux options principales avaient donc été présentées aux militants, avec pour pomme de discorde principale les surrégénérateurs.

La première, présentée notamment par M. Quilès, député de Paris, et qui avait été majoritaire en commission préparatoire, estimait que le nucléaire devait *« rester une énergie de transition en attendant que le solaire puisse prendre le relais »* ; en conséquence, *« la mise en œuvre des surrégénérateurs (...) n'apparaît plus nécessaire »*.

La seconde, déposée par MM. Pierre Carassus et Michel Coffineau, et traduisant le choix du CERES, précisait : *« Il n'est pas possible de renoncer a priori à la technique des surrégénérateurs qui, à terme, peut nous rendre indépendants en matière d'uranium et encore moins de faire définitivement l'impasse pour l'avenir sur l'énergie (fusion ou fission). »*

Une troisième option, présentée par les fédérations de l'Aude et du Finistère, proposait de renoncer au nucléaire pour l'avenir et d'arrêter les chantiers dès l'arrivée des socialistes au pouvoir ; elle fut finalement mise au vote aux côtés des deux autres, les tentatives pour faire une synthèse des deux premières options — afin de ne pas faire apparaître un CERES trop minoritaire — ayant échoué.

Le texte de M. Quilès, légèrement amendé par la fédération de la Drôme — afin de ne pas engager, dès aujourd'hui, le P.S. pour après 1985 — a obtenu 59,65 % des mandats ; celui d'inspiration CERES favorable aux surrégénérateurs 17,38 % et la proposition la moins nucléaire 14,65 %.

Le parti socialiste a donc une politique énergétique qui s'articule autour de trois axes : dissocier la croissance économique et la consommation d'énergie, donc promouvoir massivement les économies d'énergie ; diversifier et assurer les approvisionnements en produits énergétiques et, notamment, *« enrayer le déclin de la production charbonnière »*, voire la relancer, comme l'a proposé M. Quilès dans son intervention ; enfin stimuler les nouvelles formes d'énergie, qui devront assurer, à la fin du siècle, 30 millions de tonnes d'équivalent-pétrole par an, soit trois fois plus que la prévision gouvernementale actuelle.

Quant au nucléaire, le P.S. ayant une politique qui ménage la chèvre et le choux, les choses sont désormais claires, le surrégénérateur est abandonné, mais le P.S. accepte de terminer le programme nucléaire en cours. Après 1985, la décision de construire *« environ une tranche de 1 000 mégawatts par an en moyenne »* a été suspendue mais point abandonnée. Il n'est pas nécessaire de s'engager dès à présent.

Fortement influencé par le rapport préparé par M. Jean Saint-Geours pour les Communautés européennes, la politique énergétique du P.S. met l'accent principal sur les économies d'énergie. Comme le disait le rapport Saint-Geours, ces économies peuvent atteindre 20 % à 35 % pour les transports, 15 % à 35 % pour l'industrie et l'agriculture, jusqu'à 50 % pour le secteur tertiaire, seule une croissance soutenue permettant que soient effectués les investissements nécessaires à la réalisation de ces objectifs.

Cette politique est aussi cohérente avec une certaine philosophie du développement. Comme l'a dit M. Michel Rocard en soutenant l'option qui a été adoptée : *« Nous préférons une économie décentralisée, assurant son autonomie énergétique par un rapport intense d'économies d'énergie et une aide massive à toutes les formes décentralisées d'énergies nouvelles : solaire, géothermie, maré-motrice. »* D'où l'idée que le nucléaire soit une simple transition vers un vingt et unième siècle *« solaire »*. Un pari sur l'avenir, car aujourd'hui il semble que le nucléaire soit une transition vers un retour accru au charbon plus certainement que vers les énergies nouvelles. — B. D.

POLITIQUE

DU PARTI SOCIALISTE

Des issues pour une impasse

(Suite de la première page.)

Cette position officielle se manifeste concrètement par une critique virulente des orientations *réelles* ou supposées du P.S. et par l'habituelle propension à n'accepter que les actions communes proposées, animées et contrôlées par lui-même. L'application de la ligne du vingt-troisième congrès telle qu'elle est vécue ne va pas toutefois sans créer quelque trouble parmi les communistes.

Face à cette attitude les réactions du P.S. sont multiples : M. Pierre Mauroy, patron de la fédération du Nord, mal à l'aise dans la minorité de son parti, pousse le cri du cœur *de bien des socialistes qui attendaient leur heure : combien de temps* encore seront privés de gouvernement ceux qui avaient espéré en *l'élan unitaire ?* demande-t-il. *Point* de réponse.

M. Mauroy pense qu'il faut faire quelque chose puisque le P.C.F. « programme l'échec de la gauche en 1981 ». L'union de la gauche, certes, celle des forces populaires, bien sûr, mais, en attendant, le P.S. doit, estime-t-il, reconquérir son autonomie d'action. Sans complexe. Ses rapports avec le P.C. doivent être ceux de la concurrence militante, de la confrontation des programmes. Le moment venu — à l'occasion d'une éventuelle victoire de la gauche ? — cette pratique débouchera, selon M. Mauroy, sur un contrat de gouvernement qui devra tout aux électeurs et rien aux accords préalablales d'états-majors. On suppoce que, dans son esprit, ce contrat retifiera un rapport de forces favorable au P.S. : rien n'assure qu'il en sera ainsi, ni que le P.C.F. l'acceptera s'il en est ainsi.

Au mieux, ce pourrait être un accord de type Front populaire avec soutien communiste du gouvernement socialiste, sans participation.

M. Michel Rocard approuve une confrontation de programmes issus de projets de société différents. Il est de ceux qui n'entendent plus cultiver « le rêve sans espoir » de l'unité de la gauche au sommet, car il lui paraît acquis que les dirigeants communistes ont pris une décision accommode. Qu'il s'agisse des retrouvailles de la gauche ou de la rupvailles de la gauche ou de la rupture avec le capitalisme, M. Rocard vise à long terme. Dans ces deux cheminements parallèles, il faudra, estime-t-il, beaucoup d'efforts, d'épreuves et de conflits. Aussi convient-il de s'en tenir au raisonnablement possible dans l'immédiat et au court terme. M. Rocard recommande à ses amis d'être combatifs, de se tourner vers tous ceux qui appartiennent à la gauche en dehors du P.C., et de tenir un autre langage, encore que, sur ce point, il ait été *prudent en s'adressant à la* convention.

Au fond, ce qui le sépare de M. Mauroy, et, *plus* encore, de M. Mitterrand, c'est son « timing », cette notion de durée, opposée à l'exigence de ceux qui voudraient des garanties rapides dans l'instauration du socialisme, et qui misent sur un revirement du P.C.

Pourtant, M. Lionel Jospin, numéro deux du P.S., conseille, lui aussi, la patience et le calme ; il est vrai que c'est à *l'intention* de M. Mauroy, accusé de tomber dans le piège du P.C. en aggravant la logique de la rupture. Quand bien même la crédibilité *de l'union de la gauche* serait atteinte, ce qui *paraît* être le cas, faudrait-il changer le projet socialiste ? demande M. Jospin. Faudrait-il *préparer l'alliance à droite* ?

Comme le *statu quo* n'est pas pleinement satisfaisant et que la patience n'est pas vraiment mobilisatrice, M. Mitterrand a tenté d'offrir *une espérance à ses auditeurs et à* tous les socialistes. Elle est, selon lui, dans l'avenir même du socialisme, qui, d'une part, incarne les véritables objectifs de l'eurocommunisme, *dans la mesure où* les partis communistes concernés ont renoncé à un type d'intervention léniniste pour s'intégrer aux institutions démocratiques, et qui, d'autre part, correspond aux aspirations retrouvées du christianisme. Voilà pourquoi, conclut M. Mitterrand *« il faut avoir la foi dans le socialisme tel que nous le définissons, tel que nous le pratiquons »*.

Entre une ligne autonome, dont M. Jospin a souligné le flou, une course de fond impliquant une grande solitude et une obstination aléatoire compensée par la foi, l'avenir du socialisme et de la gauche en général paraît à court terme stérile. Sans doute, la rupture de fait avec le P.C. libère-t-elle certaines aspirations socialistes. Dans le domaine du « cadre de vie », par exemple, mais plus encore dans celui de la politique extérieure en raison du choix internationaliste du P.C. Les analyses de *MM. Mitterrand et* Rocard, de MM. Mauroy et Jospin sur la situation internationale, relancées par l'événement, restent *divergentes sauf sur un point* la *nécessité de remédier au vide de l'Europe*. A cet *égard*, le P.S. aura les mains plus libres.

Pour le reste, pour l'essentiel, qui est la conquête du *pouvoir*, l'espérance recule. Il faudrait que la droite y mette *du sien* pour perdre *les positions qu'elle détient* depuis plus de vingt ans. Dans ces conditions, l'élection présidentielle se présente sous un jour sombre pour les deux candidats potentiels du P. S. Seront-ils toujours tentés de se présenter et auront-ils intérêt à le faire ?

M. Mitterrand a donné l'impression de prendre de la distance avec la conjoncture électorale, et M. Rocard a semblé viser des échéances *plus lointaines ; il est vrai que la question* n'était pas à l'ordre du jour.

ANDRÉ LAURENS.

(DESSIN DE PLANTU.)

CONVENTIONS ORDINAIRES ET EXTRAORDINAIRES

Les conventions nationales ordinaires regroupent, autour de la direction du parti, les représentants des fédérations, le plus souvent les premiers secrétaires fédéraux car il n'est prévu qu'un délégué par fédération. La convention nationale est chargée d'« *assurer les contacts entre le comité directeur et l'ensemble du parti* ». Les membres du comité directeur et les membres du groupe parlementaire y assistent à titre consultatif.

Les conventions nationales extraordinaires ont une composition élargie, chaque fédération étant représentée en fonction de son importance numérique. (Il y avait, à Alfortville, 453 délégués.) Elles sont réunies sur des sujets qui méritent une représentation plus proche de celle des congrès, où tous les courants sont représentés, à proportion de leur influence, tandis que les conventions nationales amplifient la prééminence de la majorité.

POLITIQUE

LES RÉACTIONS AUX DÉCLARATIONS DE M. MARCHAIS

« L'Humanité » dénonce un « déchaînement hystérique » contre le P.C.F.

Sous le titre : « *Mensonges ! Mensonges ! Mensonges !* », l'*Humanité* établit, dans son numéro du 14 janvier, le « dossier » du « *déchaînement hystérique contre le parti communiste français et son secrétaire général* », après les déclarations de ce dernier sur TF 1, le 11 janvier. M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., affirme notamment :

« *Dans tout le pays les communistes approuvent massivement la direction de leur parti et passent à l'offensive contre le mensonge, contre l'austérité, le chômage, pour la paix et le désarmement, pour la solidarité internationaliste. Dans le monde et en France, l'impérialisme en recul et en crise essaie de remonter les vieux ressorts de l'anticommunisme pour affaiblir notre parti. Une fois encore les travailleurs feront justice de ses entreprises.* »

L'Humanité reproche au *Journal du dimanche* d'avoir écrit que, lorsque son avion s'est posé à l'aéroport de Roissy, samedi 12 janvier, M. Georges Marchais aurait téléphoné, depuis la cabine du commandant de bord, à M. Plissonnier, membre du secrétariat, pour lui demander de « *faire monter immédiatement, des entreprises et des cellules, des coups de téléphone, lettres et télégrammes félicitant le secrétaire général* ». Le quotidien communiste voit là un « *exemple de terrorisme journalistique, de manipulation du bobard et de l'invention* ».

L'Humanité dénonce également comme « *crapuleux* » le fait qu'Ivan Levaï, dans le *Journal du dimanche* également, à la suite de Mme Catherine Clément, membre du P.C.F., et de M. Roger Garaudy, ancien membre du bureau politique du P.C.F. s'interroge sur les conditions dans lesquelles M. Waldeck Rochet, ancien secrétaire général du P.C.F., serait revenu « *fou* » de son dernier voyage à Moscou, en juin 1968.

M. Marchais est devenu secrétaire général adjoint du P.C.F. en février 1970 et secrétaire général en décembre 1972.

Dans un éditorial intitulé : « Les alignés », M. René Andrieu, directeur adjoint de *l'Humanité*, écrit notamment : « *De la presse socialiste à la presse d'extrême droite, on retrouve la même violence dans l'injure et la même simplicité dans l'argumentation : Marchais est présenté comme un homme lige de Brejnev et le P.C. comme inconditionnellement aligné sur Moscou. François Mitterrand, qui, dans le projet socialiste, voyait dans les commentateurs de radio-télévision une sorte de « police supplétive du régime » doit se rendre compte aujourd'hui que ces supplétifs ne sont pas sans vertu puisqu'ils martèlent quotidiennement, pour cinquante millions de Français, les mêmes idées que lui, les mêmes attaques contre les communistes. Ce qui prouve, une fois de plus, que l'information dans notre pays n'a que les apparences du pluralisme et qu'elle relève de l'alignement par en haut. Le voilà bien le parti unique.* »

M. Andrieu ajoute :

« *Il existe entre l'action des Soviétiques en Afghanistan et l'intervention permanente des Etats impérialistes « dans toutes les régions du monde où ils peuvent le faire encore impunément », une différence essentielle. En Indochine, en Algérie, en Indonésie, en Iran, en Afrique, à Saint-Domingue, au Guatemala, au Chili, il s'agissait ou il s'agit pour les puissances impérialistes de maintenir à tout prix l'exploitation capitaliste et le vieil ordre impérial, en s'appuyant sur les géodaux et les forces du passé.*

» *En Afghanistan, c'est un mouvement révolutionnaire qui avait pris le pouvoir en avril 1978 et ce sont les féodaux et les forces du passé, financées et armées par les Etats-Unis, à partir de bases situées au Pakistan, qui avaient entrepris depuis de longs mois de déstabiliser le pouvoir populaire.* »

Le directeur adjoint de *l'Humanité* écrit également :

« *Nous ne sommes les inconditionnels de personne et nous nous réservons de dire* non, *y compris à l'Union soviétique, chaque fois que nous l'estimerons juste. Notre position sur la Tchécoslovaquie, qui n'a pas varié depuis 1968, vaut pour l'avenir.* »

M. MARCHAIS : le P.C.F. influence près d'un Français sur quatre

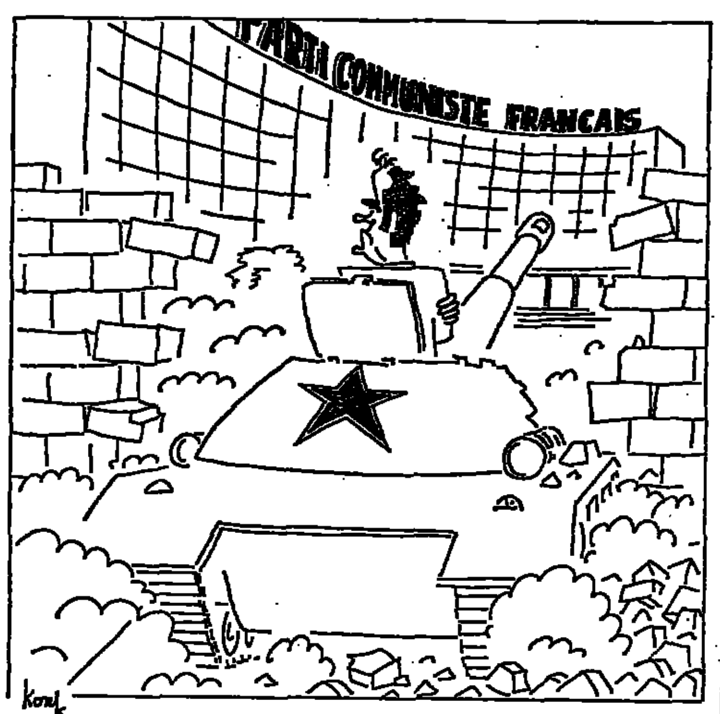
Le quotidien du P.C.F. cite enfin les déclarations faites par M. Marchais à son arrivée à Roissy. Interrogé sur les critiques formulées à l'encontre de la politique de leur parti par plusieurs intellectuels communistes, le secrétaire général du P.C.F. a déclaré :

« *Ne confondez pas la masse des soixante dix mille intellectuels membres du parti avec quelques camarades qui continuent d'exprimer des désaccords et qui se placent d'ailleurs parfois dans des situations que je juge un peu pénibles. Non pas pour le parti mais pour eux-mêmes. J'ai pris connaissance à mon retour de Cuba d'une émission à laquelle avait participé Jean Elleinstein, émission pendant laquelle il s'était laissé cracher dessus pendant plus d'une heure* (1). *Ce n'est pas à moi qu'on aurait fait une chose pareille.* »

Au sujet de ce qui pourrait être considéré comme un retour volontaire du P.C.F. dans son « ghetto », M. Marchais a déclaré :

« *On a essayé dans le passé de mettre le parti comuniste dans le « ghetto ». Aujourd'hui comme hier, ceux qui s'y risquent n'en ont ni la force ni les moyens. Le parti communiste français est un grand parti, qui influence près d'un Français sur quatre. Les récentes consultations le confirment : j'ai lu une étude dans* la Croix, *avant de partir en Union soviétique, qui fait la démonstration que toutes les élections partielles qui se sont déroulées depuis un an traduisent une consolidation de notre parti tandis que le parti socialiste, lui, s'affaiblit légèrement. Par conséquent, notre parti est une grande force, qui, je le pense, va encore accroître, dans la prochaine période, son influence.* »

(1) Emission « Le club de la presse », sur Europe 1, le 23 décembre (« le Monde » du 25 décembre).



(Dessin de KONK.)

LE C.D.S. : indignation.

Le comité directeur du C.D.S., qui a siégé samedi 12 janvier au palais du Luxembourg, a publié une déclaration dans laquelle il exprime « *son indignation devant la déclaration faite à la télévision soviétique par le secrétaire général du parti communiste français, plus ouvertement que jamais aligné sur la politique soviétique* ». Le C.D.S. souligne : « *En intervenant militairement en Afghanistan, l'U.R.S.S. a délibérément violé l'indépendance et la souveraineté d'un pays voisin et tente aujourd'hui de briser la résistance intérieure* ». Il ajoute : « *Dans la situation créée par l'agression soviétique, il importe, certes, de ne pas se lancer à la légère dans une escalade qui pourrait compromettre l'acquis, si maigre soit-il, sinon le principe même de la détente. Mais une détente véritable ne peut procéder de la faiblesse ni de la division des nations libres. Le C.D.S. souhaite donc que la France manifeste clairement sa solidarité avec ses alliés et ses partenaires pour s'opposer aux entreprises d'expansion et de domination qui mettent en danger la paix. Le C.D.S. est attaché à la réalité de l'indépendance, non à son faux-semblant. Il se félicite à cet égard du large consensus qui se manifeste dans le pays devant une menace qu'il n'est plus possible d'ignorer.* »

M. BERGERON : ceux qui s'indignent ont oublié la domination soviétique sur l'est de l'Europe.

« *Au-delà des comportements purement tactiques, le parti communiste est demeuré l'instrument de la politique internationale de l'Union soviétique*, a déclaré M. Bergeron, secrétaire général de F.O. *C'est sa raison d'exister.*

» *Le refus de Force ouvrière de tout contact avec les communistes et la C.G.T. est motivé par la conviction qu'il ne faut pas respectabiliser ceux dont l'objectif demeure plus que jamais l'instauration de systèmes dits socialistes et qui en fait ne sont que des dictatures.*

» *Ceux qui, membres du parti communiste, critiquent son comportement, bien sûr, ont raison. Cela dit, je ne peux m'empêcher de leur faire remarquer qu'ils ont durant de longues années soutenu les entreprises du communisme international. L'observation vaut également pour d'autres qui ont puissamment contribué à faire croire que les choses avaient changé.*

» *Et pourtant il y avait toujours le fait que l'Union soviétique continue à imposer sa domination dans tous les pays qu'elle occupe à l'est de l'Europe. C'est au moins aussi grave que l'Afghanistan, même si tous ceux qui, aujourd'hui, s'indignent l'avaient oublié.* »

● *Le Conseil d'Etat* a annulé l'élection de M. Jean-Yves Martegoutte (sans étiq., mod. maj.) comme conseiller général du canton de Villefranche-du-Périgord (Dordogne). Il a estimé que l'apposition d'une affiche en dehors des emplacements réservés, et alors que la campagne électorale était close, constituait un fait de nature à fausser le résultat du scrutin du 25 mars 1979, au terme duquel M. Martegoutte avait été proclamé élu avec 989 voix contre 960 à M. Maurice Bouyou (P.C.), conseiller général sortant sur 1 949 suffrages exprimés, 1 987 votants et 2 204 inscrits.

LE P.C.F., LES INTELLECTUELS ET LA FÉDÉRATION DE PARIS

M. Michel Dion a répondu, samedi 12 janvier, dans la tribune de discussion de *l'Humanité*, à M. Henri Fiszbin, ancien responsable parisien du P.C.F., qui s'était inquiété, dans cette même tribune, des faiblesses de la politique du parti communiste vis-à-vis des travailleurs intellectuels (*le Monde* du 8 janvier). M. Dion reproche essentiellement à M. Fiszbin de ne pas tenir compte du fait que « *la bourgeoisie et ses idéologues (...) font tout pour détourner de la prise de conscience de classe et orienter les masses, intellectuelles ou non, vers l'idéologie de droite et le réformisme, qui naissent et renaissent sans cesse, du mouvement même du capital et de la société, de leurs changements « spontanés », « apparents »*.

M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central, insiste lui aussi, dans *France nouvelle* daté 12-18 janvier, sur « *la pression politique et idéologique* » qui s'exerce sur la population parisienne. Il déclare :

« *En 1958, le P.C. obtenait nationalement 19 % des voix, et dans la région parisienne 25,5 % alors qu'en 1978 les chiffres sont respectivement de 20,6 % et 23,7 %. Pourquoi cette progression nationale et ce recul régional ? Cette évolution divergente ne trouve pas d'explication claire dans la seule invocation des modifications sociologiques, d'autant que la région parisienne reste, malgré les phénomènes que nous avons évoqués, très majoritairement peuplée d'ouvriers, d'employés, d'intellectuels.*

» *Il faut donc bien réfléchir sur notre action propre dans une région parisienne où pourtant le P.C. dispose d'une forte influence, d'une puissante base organisée et d'importantes responsabilités électives. La vraie question, c'est donc en effet de savoir si le P.C. a été capable de prendre en compte les évolutions spécifiques de la région.*

D'autre part, dans la tribune de discussion de *France nouvelle*, M. Raymond Jean écrit notamment : « *Je peux ouvrir* le Monde, le Matin *ou* Libération *avec intérêt, sympathie ou curiosité, tout en ayant une lecture critique de ces journaux. Mais je n'ai pas à accepter qu'ils soient opposés en permanence à* l'Humanité, *comme l'erreur à la vérité. C'est mon droit élémentaire de communiste de pouvoir les lire comme je veux, d'y trouver ce que je veux, y compris des choses qui me conviennent. De la même manière, je peux être conscient de la diffusion massive aujourd'hui de certaines formes de pensées confusionnistes ou droitières, d'un assaut généralisé contre la rationalité moderne, sans voir partout à l'œuvre une entreprise d'obscurantisme et de désespérance.*

TROIS SONDAGES

50 % des Français voteraient pour la gauche en cas d'élections législatives anticipées

D'après un sondage effectué, pour le compte du *Nouvel Observateur*, par la Sofres, entre le 27 décembre 1979 et le 4 janvier 1980, auprès d'un échantillon national représentatif de mille personnes, 50 % des Français voteraient pour la gauche en cas d'élections législatives anticipées (contre 49,4 % en mars 1978) ; 46 % des personnes interrogées se déclarent, d'autre part, d'accord avec le jugement selon lequel « *il n'y a pas vraiment de crise politique puisque le R.P.R. ne vote pas les motions de censure contre le gouvernement de M. Barre* », alors que 34 % d'entre elles estiment qu'il y a une crise politique profonde à cause des désaccords entre le R.P.R. et le gouvernement.

Ce sondage fait également apparaître les jugements suivants : 62 % des électeurs qui votent traditionnellement pour le R.P.R. rendent M. Barre responsable des tensions apparues à l'Assemblée nationale entre le gouvernement et le mouvement gaulliste, alors que 63 % des électeurs U.D.F. rendent le R.P.R. responsable de ces tensions ; si 34 % des personnes interrogées souhaitent que les partis de gauche et le R.P.R. s'associent en 1980 pour voter une motion de censure (47 % sont contre), 61 % des électeurs R.P.R. y sont hostiles (27 % sont pour), 68 % des électeurs communistes y sont favorables ainsi que 53 % des électeurs socialistes ; 48 % des personnes interrogées estiment que le parti socialiste sortirait renforcé de nouvelles élections législatives et 52 % estiment que le R.P.R. serait affaibli.

Si ces élections avaient lieu en 1980, 26 % des personnes interrogées pensent que la gauche pourrait l'emporter et 52 % estiment au contraire que c'est la majorité qui gagnerait ces élections. Enfin, 84 % des électeurs R.P.R. souhaitent la victoire de l'actuelle majorité ; 39 % de l' « ensemble de la population » souhaite la victoire de la gauche et 42 % celle de la majorité actuelle.

L'action de MM. Giscard d'Estaing et Barre suscite un mécontentement plus grand

D'autre part, d'après le sondage mensuel de popularité *France-Soir - IFOP* publié dans *France-Soir* du 11 janvier, et réalisé du 3 au 9 janvier au moyen de mille sept cent quatre-vingt-dix-huit interviews effectuées auprès d'un échantillon national représentatif de la population française âgée de dix-huit ans et plus, la cote de popularité de M. Giscard d'Estaing reste stable par rapport au précédent sondage : 46 % de satisfaits. En revanche, le pourcentage des mécontents augmente : il passe de 39 % à 40 %. De son côté, M. Raymond Barre recueille 33 % d'opinions positives (contre 35 % auparavant) et 52 % d'opinions négatives (contre 49 % précédemment).

L'enquête pour le « baromètre » de la Sofres publiée par *le Figaro-Magazine* le 12 janvier a été réalisée du 27 décembre au 3 janvier, au moyen de neuf cent soixante interviews réalisées auprès d'un échantillon représentatif de l'ensemble de la population de dix-huit ans et plus, selon la méthode des quotas : 54 % des personnes interrogées font confiance à M. Giscard d'Estaing « *pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement* ». Le score est d'un point inférieur à ce qu'il était en décembre. Les opinions négatives progressent de deux points (42 % contre 40 % en décembre). Il en est de même pour le premier ministre, dont l'indice de satisfaction est stable à 40 % mais pour lequel les opinions négatives passent de 54 % à 56 %.

La cote des personnalité révèle que, du côté de la majorité, seul M. Jacques Chirac réalise un gain substantiel : 27 % (contre 23 % en décembre) des personnes interrogées souhaitent « *lui voir jouer un rôle important au cours des mois ou des années à venir* ». A cette même rubrique, Mme Monique Pelletier perd trois points (32 % contre 35 %), Mme Veil deux points (45 % contre 47 %), M. Barre un point (37 % contre 38 %), alors que MM. Jacques Chaban-Delmas et Alain Peyrefitte en gagnent un. M. Lecanuet reste stable. Dans l'opposition, M. Michel Rocard gagne trois points et dépasse, avec 52 %, la barre des 50 %. MM. Pierre Mauroy et François Mitterrand arrivent à égalité (34 %) ; le premier secrétaire du P.S. progresse de un point par rapport à décembre dernier. Si la cote de M. Georges Marchais reste stable (24 %), celles de MM. Michel Crépeau et Robert Fabre augmentent respectivement de trois et de deux points (11 % pour le premier, 30 % pour le second). Quant à M. Jean-Pierre Chevènement, il perd quatre points (15 % contre 19 %).

Si, pour le P.C., le M.R.G. et le P.S., les opinions favorables sont identiques à celles exprimées il y a un mois, en revanche, l'U.D.F et le R.P.R. gagnent chacun deux points.

Cinq élections municipales ...

NORD : Lambres-lez-Douai (1er tour).

Inscr., 3 601 ; vot., 2 163 ; suffr. expr., 2 131. Mme Hennebois, mod. maj., 1 384 voix, ELUE ; MM. Lefebvre, P.C., 392 ; Deloffre, P.S., 355.

[Il s'agissait de compléter le conseil municipal après le décès du maire, Michel Hennebois (mod. maj.). C'est son épouse qui a été élue. En mars 1977, la liste que M. Hennebois conduisait avec le soutien de la majorité avait été élue au premier tour avec 1 828 voix en moyenne contre 1 033 à la liste d'union de la gauche, sur 2 866 suffrages exprimés, 2 912 votants et 3 494 inscrits.]

PAS-DE-CALAIS : Desvres (1er tour).

Inscr., 3 883 ; vot., 2 857 ; suffr. expr., 2 776. Liste d'union de la gauche, MM. Michel Gosse (P.S.), 1 680 voix, et Jean-Michel Cugelot (P.C.), 1 610 : ELUS ; liste de la majorité, MM. Georges Fauquet, 1 088, et Jean-Pierre Level, 1 039 ; divers, 67.

[Il s'agissait de compléter le conseil municipal après le décès du maire, Raymond Dufour (P.S.), ancien conseiller général et la démission d'une conseillère municipale communiste, Mme Keller.

En mars 1977, la liste d'union de la gauche conduite par Raymond Dufour avait obtenu 2 161 voix en moyenne contre 1 164 à la liste de la majorité, dont le chef de file était Mme Lehembre (R.P.R.) et 124 à diverses personnalités, sur 3 456 suffrages exprimés, 3 517 votants et 3 816 inscrits.]

TERRITOIRE DE BELFORT : Lebetain (2e tour).

Inscr., 275 ; vot., 223 ; suffr. expr., 218. MM. André Nayener, ss étiq., 118 voix, ELU ; Maurice Sannicolo, ss étiq., 92, ELU ; Mme Sylvette Nayener, ss étiq., 86 ; MM. Joël Perrot, ss étiq., 83 ; Jean-François Bassi, ss étiq., 41.

[Il s'agissait d'élire un nouveau conseil municipal après la « défusion » de Lebetain avec les communes de Delle et Joncherey, qui s'étaient dotées, dès le premier tour, le 6 janvier, de nouveaux conseillers municipaux. Dans la commune de Lebetain, neuf des onze sièges à pourvoir l'avaient été à ce premier tour par une liste d'intérêt communal, qui avait recueilli entre 123 et 50 voix sur 193 suffrages exprimés, 210 votants et 275 inscrits. Le chef de file de cette liste, M. Nayener, avait manqué son élection d'une voix.]

VENDEE : Les Sables-d'Olonne (2e tour).

Inscr., 12 798 ; vot., 6 499 ; suffr. expr., 6 386. Liste d'union pour une gestion sociale, humaine et démocratique : MM. Maurice Proux, P.C., 3 036 voix, Georges Boulineau, div. g., 2 836 ; Robert Rabiller, M.R.G., 2 834, Philippe Bordes, P.S., 2 809, ELUS ; liste d'entente pour une gestion de progrès : entre 2 037 voix (M. Armand Menant, ss étiq.) et 1 587 (M. Gaston Fraysse, ss étiq.) ; liste d'union et d'action pour l'administration municipale : entre 1 974 (M. Floran Mornet, sans étiq.) et 1 488 (Mme Lucienne Rouvel, ss étiq.).

[Il s'agissait de compléter le conseil municipal après le décès du maire, Albert Prouteau (ss. étiq., mod. maj.). Quatre sièges étalent à pourvoir, dont celui du maire.

Au second tour des élections municipales de mars 1977, la liste de la majorité, conduite par le maire sortant, Albert Prouteau, avait enlevé les 27 sièges à pourvoir avec 5 492 voix en moyenne contre 3 638 à la liste d'union de la gauche, dont M. Hellio (P.C.) était le chef de file, sur 13 084 inscrits et 9 130 suffrages exprimés.

Le premier tour de cette élection partielle avait donné les résultats suivants : inscr., 12 766 ; vot., 5 891 ; suffr. expr., 5 747. Liste d'union pour une gestion sociale, humaine et démocratique, entre 2 306 voix (M. Maurice Proux, P.C.) et 2 120 (M. Robert Rabiller, M.R.G.) ; liste d'entente pour une gestion de progrès, entre 1 759 (M. Armand Menant, ss étiq.) et 1 468 (M. Gaston Fraysse, ss étiq.) ; liste d'union et d'action pour l'administration municipale, entre 1 500 (M. Floran Mornet, ss étiq.) et 1 307 (M. Norbert Canton, ss étiq.) ; liste libérale pour l'avenir économique et social, entre 547 (M. Pierre Chauvin, ss étiq.) et 472 (Mme Marie-Thérèse Rose, ss étiq.).]

VOSGES : la Petite-Raon (2e tour).

Insc., 916 ; vot., 580 ; suffr. expr., 552. MM. Guy Rémy, P.S., 336 voix, ELU ; Michel Ambs, ss étiq., 212 ; div., 4.

[Il s'agissait de compléter le conseil municipal après le décès du maire, Pierre Krieger (ss étiq.), survenu le 5 décembre dernier. La liste que, maire sortant, il conduisait aux élections municipales de mars 1977, avait enlevé dès le premier tour les treize sièges à pourvoir avec 417 voix en moyenne contre 249 à la liste d'union de la gauche, dont le chef de file était M. Jean-Pierre Lorichon, P.C.

Au premier tour de cette élection complémentaire, M. Rémy était arrivé en tête avec 253 voix contre 173 à M. Ambs et 169 à M. Lorichon sur 595 suffrages exprimés, 618 votants et 916 inscrits. Bien que M. Lorichon se soit désisté en sa faveur, M. Rémy, élu avec 60,86 % des suffrages exprimés, ne retrouve pas l'ensemble des voix de gauche du premier tour, qui représentaient 78,92 % des suffrages exprimés : il lui en manque au second tour 86.]

... et une élection cantonale

AVEYRON : Saint-Afrique (deuxième tour).

Inscr., 9 188 ; vot., 6 616 ; suffr. expr., 6 411. MM. Paul Roques, m. de Saint-Affrique, sans étiq., sout. R.P.R. et U.D.F., 3 608 voix, *ELU* ; Dominique Alibert, P.S., 2 803.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Lucien Galtier (mod. maj.), tué dans un accident de chasse le 1er novembre dernier. Conseiller général depuis 1949, Lucien Galtier, maire de Saint-Affrique, avait été réélu à l'assemblée départementale dès le premier tour des élections cantonales de mars 1979 avec 3 401 voix contre 2 328 à M. Alibert (P.S.) et 945 à M. Caumes (P.C.) sur 6 672 suffrages exprimés et 9 183 inscrits.

Au premier tour de cette élection partielle, M. Roques était arrivé en tête avec 2 673 voix contre 1 673 à M. Alibert, 1 070 à M. André Vigouroux (U.D.F.-C.D.S.) et 657 à M. Roland Caumes (P.C.) sur 6 073 suffrages exprimés, 6 198 votants et 9 192 inscrits.

M. Roques, nouveau maire de Saint-Affrique, qui est élu avec 56,27 % des suffrages exprimés, ne retrouve pas au second tour le total des 3 743 voix que lui-même et M. Vigouroux, autre candidat de la majorité, avaient obtenues au premier tour. De son côté, M. Alibert (P.S.) gagne 473 suffrages par rapport au total des voix de gauche au premier tour. Le total représentait 38,36 % des suffrages exprimés et M. Alibert en obtient au second tour 43,72 %.]

Le Monde

société

APRÈS UNE SEMAINE DE TENSION

Le calme est revenu en Corse

Après une semaine de tension, le calme est revenu en Corse. Les manifestations organisées dimanche 13 janvier dans les grandes villes de l'île n'ont donné lieu à aucun incident. Deux mille cinq cents personnes se sont rassemblées à Ajaccio et près d'un millier à Bastia. A Corte, où l'occupation de la mairie a cessé dimanche, trois cents personnes ont manifesté.

A Ajaccio, le cortège a défilé de la gare à la place du Diamant en passant devant la préfecture. Les manifestants demandaient notamment l'arrêt des poursuites engagées contre les quarante-sept personnes, au total, qui ont été inculpées par un juge d'instruction de la Cour de sûreté de l'Etat après les incidents de Bastelica et l'évacuation de l'hôtel Fesch. Les partis de gauche (P.C., P.S.) ainsi que la C.G.T. et les syndicats de la FEN avaient refusé de se joindre à ces manifestations. Toutefois, à Bastia, la fédération socialiste de la Haute-Corse et les cheminots C.G.T. s'étaient mêlés au cortège.

Le parti communiste a notamment expliqué qu'il fallait se garder d'« offrir des prétextes aux provocateurs du pouvoir ».

Les organisations syndicales agricoles ont demandé à leurs adhérents, dimanche soir, de « se tenir attentifs à tout mot d'ordre qui pourrait être donné dès mardi », mais d'attendre les consignes. Dimanche, le préfet de Haute-Corse les avait mises en garde contre d'éventuelles « actions dangereuses qui ne font en aucune manière avancer le règlement des problèmes ».

Le commandant Pierre Bertolini « détenu » depuis le 6 janvier par le Collectif nationaliste de Bastelica, qui l'accuse d'être une « barbouze » et le chef du Front d'action nouvelle contre l'indépendance et l'autonomie (Francia), a été libéré et remis à la justice dans la nuit de samedi à dimanche. Un correspondant anonyme avait téléphoné au maire d'Olmeto (Corse-du-Sud), M. Charles Canazzi (P.S.), pour lui annoncer que M. Bertolini lui serait remis à la mairie, à charge pour lui de le confier au procureur de la République d'Ajaccio. Ce dernier, M. Xavier Pompeani, qui est venu chercher le commandant, l'a trouvé « apparemment en bonne santé » et l'a conduit au palais de justice d'Ajaccio où M. Hubert Breton, juge d'instruction, l'a inculpé et écroué pour transport d'armes et de munitions sans motif légitime.

Les obsèques des victimes

Les obsèques d'Hubert Massol, le C.R.S. tué dans la nuit du 9 au 10 janvier, ont eu lieu ce lundi matin 14 janvier à Montauban, en présence de M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur.

Michèle Lemck, la jeune psychologue scolaire tuée par un policier, stagiaire à l'OCIB a été enterrée samedi dans le village de Matra, en présence d'un millier de personnes.

Philippe Marangoni, le Jockey de vingt-trois ans tué par des gendarmes, a été inhumé lundi matin à Fréjus (Var).

APRÈS LE MEURTRE DU C.R.S. HUBERT MASSOL

Solidarité avec un « témoin »

De notre envoyé spécial

Cuttoli-Corticchiato (Corse-du-Sud). — La police judiciaire a d'abord prévenu la brigade de gendarmerie locale. Les gendarmes sont alors montés avec leur camionnette au village, à 700 mètres d'altitude, au-dessus de la vallée de la Gravone, à une trentaine de kilomètres d'Ajaccio.

Sur ces entrefaites, quatre inspecteurs de l'Office central de répression du banditisme (O.C.R.B.) sont arrivés pour entendre M. José Pierlovisi, vingt-cinq ans, témoin numéro un du meurtre d'Hubert Massol, C.R.S. tué à Ajaccio dans la nuit du 10 au 10 janvier. Ont-ils commis une maladresse ? En tout cas, alerté — ou sur ses gardes, — M. Pierlovisi (pourtant alité avec une forte fièvre) n'a fait qu'un bond. Sautant par la fenêtre, en slip, il disparut dans un ravin. La course-poursuite tourna court malgré le renfort d'un hélicoptère. Cela se passait vendredi *11 janvier vers 11 heures.*

Depuis, la police n'a toujours pas retrouvé M. Pierlovisi, et ce ne sont assurément pas les quatre cent cinquante habitants de Cuttoli qui vont l'aider. « *Il n'est pas question d'investir le village ni de le boucler* », a prévenu le maire, M. Paul Scarbonchi, sympathisant du M.R.G. Ça ne se fait pas.

D'abord, le témoin numéro un, nous assure-t-on, est « *un garçon très sérieux, gros travailleur et serviable* ». Cet enfant du pays, marié, né dans une modeste famille de neuf enfants, est éleveur de porcs. D'appartenance autonomiste, il est au-dessus de tout soupçon par principe. Ensuite, cela ne se fait pas parce que Cuttoli est un village corse et que les forces de l'ordre (C.R.S. et gendarmes mobiles) y sont indésirables par définition.

De cet homme activement recherché, tous les villageois — par-delà la loi et le respect qu'on lui doit — se sentent finalement proches. « *Nous sommes très liés par la parenté et l'amitié, comprenez-vous. Nous vivons tous au long de l'année entre nous. On s'estime beaucoup, même si l'on a des divergences.* » « *Ce qu'on ne veut pas*, explique-t-on, *c'est que des tiers se mêlent de nos affaires.* » Déjà deux jeunes du village avaient été entendus durant quarante-huit heures, à Ajaccio, après la nuit du mercredi au jeudi. Et puis les hommes de l'O.C.R.B. ont emmené Mme Pierlovisi pour l'entendre. Au village, on estime que cela *suffit comme cela.*

Devant l'étranger, on dit peu de choses, parfois rien, par solidarité. M. Scarbonchi déclare que « *les gens se referment tout de suite du moment qu'un des leurs est en danger* ». « *Cela ne veut pas dire que nous sommes hors la loi... non, nous sommes solidaires.* » Personne ne rompt cette solidarité-là : face à l'extérieur, aux étrangers, on se rassure : « *Je suis persuadé qu'il n'a rien à faire dans cette histoire de meurtre.* » On explique : « *Devant quatre hommes en civil, il a eu peur...* » On le plaint : « *Je suis inquiet, je n'ai aucune nouvelle, il est nu, peut-être est-il blessé.* »

Cuttoli défend son habitant comme un père son enfant. Les gendarmes sont cependant sûrs que le témoin numéro un sera tôt ou tard, arrêté et entendu.

LAURENT GREILSAMER.

● *Le collectif des organisations corses à Paris : le gouvernement en accusation.* — Vingt-cinq organisations réunies à l'initiative du comité de soutien « *aux patriotes corses emprisonnés le 11 janvier* » estiment que « *le pouvoir porte l'entière responsabilité des graves événements qui viennent de se dérouler* ». Dans un communiqué, elles exigent notamment le retrait de Corse de toutes les forces de répression, la dissolution des « officines de guerre civile » et la démission du préfet de région.

● *Deux tentatives d'attentats.* — Des inconnus ont jeté, dans la nuit du 12 au 13 janvier, une charge de 2,5 kilos d'explosif dans la cour de la mairie de L'Ile-Rousse (Haute-Corse). Seul le détonnateur a explosé. D'autre part, une charge de dynamite a été découverte dimanche devant le domicile d'un brigadier de police de Corte, M. Charles Falconetti. Des tracts du F.L.N.C. l'avaient récemment accusé d'appartenir à l'organisation Francia.

LE P.S. : l'écrasante responsabilité du pouvoir.

Les délégués ont adopté, dimanche soir, à l'unanimité, une résolution dénonçant l'« *écrasante responsabilité du pouvoir* » dans les événements survenus à Ajaccio. Le P.S. demande « *la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, la libération des militants corses arrêtés à l'occasion de ces événements, et le retrait du gigantesque dispositif policier répressif mis en place ces jours derniers* ».

Soulignant qu'il « *ne reprend pas à son compte la revendication indépendantiste* », le parti socialiste rappelle qu'il a déposé, en 1976, une proposition de loi tendant à la création d'un statut particulier pour la Corse, et condamne à nouveau « *la violence comme moyen de combat politique* ».

UNE PLAINTE DE M. TOURNET

M. Henri Tournet, l'homme d'affaires inculpé de faux en écriture publique dans l'affaire de la vente du terrain de Ramatuelle (Var), a chargé ses avocats, Mes Bernard Cahen et Pierre Joly, de faire citer en diffamation, devant le tribunal correctionnel de Paris, MM. Pierre Janrot, directeur de *l'Aurore*, et Pierre Dumas, auteur d'un article intitulé « Celle qui revendique le terrain de Ramatuelle », publié par le quotidien dans son édition du 5 novembre 1979.

Dans cet article, M. Dumas écrivait que Mme Rolande Rachez-Stromberg revendiquait la propriété des terrains de Ramatuelle, dont une parcelle avait été vendue par M Tournet à Robert Boulin. M. Henri Tournet avait déjà porté plainte en diffamation contre Mme Rachez-Stromberg (*le Monde* du 8 janvier).

Inculpés de « participation à une bande armée »

LES TRENTE-SIX « OCCUPANTS » DE L'HOTEL FESCH ONT ÉTÉ ÉCROUÉS

Transférés le samedi 12 janvier à Paris, les trente-six autonomistes corses arrêtés à Ajaccio, après l'occupation de l'hôtel Fesch, ont été inculpés dans la nuit du 12 au 13 janvier de « *participation à une bande armée* » par M. Jean-Claude Thin, juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'Etat, qui les a placés sous mandat de dépôt.

Ce sont : MM. Michel Angeli, 36 ans, boulanger à Borgo ; Lisu Fazi, 44 ans, agriculteur à Ghisonaccia ; Mlle Letizia Gasperi, 20 ans, infirmière à Ajaccio ; MM. Jean-Marie Lorenzoni, 24 ans, infirmier à Ajaccio ; Maurice Lorenzoni, 27 ans, agriculteur a Bastelica ; Dominique Lucciani, 47 ans, représentant de commerce ; Jean-Paul Maurel, 28 ans, ouvrier agricole sans travail, demeurant à Bastelica ; Hervé Peraldi, 30 ans, agriculteur ; Michel Polini, 42 ans, maçon à Prunelli-di-iumonbo ; Christian Lorenzoni, 32 ans, agriculteur à Bastelica ; Marcel Lorenzoni, 35 ans, éleveur de porcs à Bastelica ; François Buteau, 29 ans, éleveur à Soccia ; Jean-Louis Colonna, 29 ans, menuisier à Ajaccio ; Auguste Tirroloni, 31 ans, préparateur en pharmacie à Ajaccio ; Nonce Grisoni, 47 ans, transporteur à Barchetta ; Vincent Tiberi, 19 ans, garçon de restaurant à Ventiseri ; Emile Aiello, 45 ans, artisan à *Bastia ; Antoine Bartoli, 20 ans*, chômeur à San-Gavino-di-Fiumorbo ; David Bartoli, 40 ans, viticulteur à Abbazia-di-Fiumorbo ; Stéphane Bertran, 22 ans, surveillant d'externat à Prunelli-di-Fiumorbo ; Gilbert Calzarelli, 26 ans, agriculteur à Abbazia-di-Fiumorbo ; Pierre Cappelluti, 38 ans, plombier à Lucciana ; François Chiarasini, 31 ans, agriculteur à Tavera ; Eloi Guerrini, 40 ans, surveillant général du collège de Saint-Florent ; Martin Higoa, 36 ans, agriculteur à Isolaccio-di-Fiumorbo ; Mlle Jacqueline Lucchini, 22 ans, étudiante à Ajaccio ; François Monti, 42 ans, transporteur à Lucciana ; Paul Moracchini, 53 ans, chauffeur ; Georges Moretti, 23 ans, manutentionnaire à Propriano ; Toussaint Pantaloni, 41 ans, transporteur à Ajaccio ; Jean-François Ramoin, 20 ans, représentant de commerce à Tomino ; Gabriel Valentini, 25 ans, agriculteur à San-Gavino-di-Fiumondo ; Jean-François Valentini, 22 ans, marin à San-Gavino-di-Fiumorbo ; Jean Vesperini, 23 ans, magasinier à Propriano ; Joseph Vittori, 29 ans, éleveur à Isolaccio-di-Fiumorbo ; le trente-sixième est un mineur.

L'ENLÈVEMENT DE M. DUMONT

Après l'enlèvement, pendant vingt-quatre heures, d'un viticulteur rapatrié, M. Jean-Robert *Dumont*, quatre personnes sont en garde à vue au commissariat central de Bastia, depuis samedi matin. Il s'agit de MM. Francis Carlotti, viticulteur à Aléria, Simon Carlotti, chauffeur à Aléria, Charles Manenti, agriculteur et Gérard Vicenti, éleveur à Tallone. Ce dernier était l'un des « clients » retenus par les autonomistes à l'hôtel Fesch à Ajaccio. Il était sorti dans les premières heures de l'occupation de l'établissement pour remettre un message à la préfecture de région. Il est l'un des fondateurs de l'association « Aintu Paesanu » (Aide aux paysans).

DÉFENSE

● *Les trois militaires du 2e régiment d'infanterie de marine victimes d'un coup de chaleur*, à l'occasion d'une marche d'entraînement de 10 kilomètres en Nouvelle-Calédonie (*le Monde* du 11 janvier), étaient le caporal-chef Thierry Gout, le caporal Jacques Simon et le soldat Marc Lepesquer, qui appartenaient à la compagnie du régiment en séjour à Nouméa et cantonné normalement au Mans (Sarthe). La gendarmerie a ouvert une enquête sur ces trois décès.

Les casinos sur le tapis

(Suite de la première page.)

Ils perdent, ils gagnent, mais *ils reviendront toujours vers ce* rectangle de feutrine verte, voir glisser les jetons, s'accumuler les plaques, entendre voltiger les annonces jusqu'au coup de rateau final, balayant d'un seul trait les rêves envolés. Ils y croyaient, ils y croient encore et ils recommencent. Ainsi cet Iranien, vivant aux Etats-Unis, qui, au casino de Divonne, après avoir perdu près de dix millions de francs, les a regagnés, pour les perdre à nouveau ; ces deux Italiens qui, à genoux, remerciaient la Vierge après avoir gagné trois millions. Ou cet autre, un Iranien encore, qui, chaque soir, arrivait avec son garde du corps et deux valises bourrées de liasses de billets et que la direction a eu beaucoup de peine à convaincre qu'il fallait les laisser à l'entrée. Ils ont leurs habitudes, leurs manies. Comme cet industriel belge qui vient jouer deux ou trois jours par mois. Toujours à la même place, toujours à la même table, qu'il ne quitte pas de la soirée en sirotant sans cesse son whisky-coca ; ou ce Jordanien qui, au Palm-Beach de Cannes, à chaque *jeu, mise invariablement 50 000 F* sur les mêmes numéros.

Partout, et à plus forte raison s'il est riche, le client est roi. On le cajole, on le bichonne, on prévient ses moindres désirs. Une onctuosité calculée, étudiée, distillée, mesurée, en fonction de l'épaisseur du portefeuille. Les *casinos ne rechignent pas sur* les invitations pour attirer les joueurs importants qui passent plusieurs jours aux frais de la princesse dans les palaces voisins des grands établissements de jeux. Des services de cars réguliers amènent à Divonne la clientèle de Genève, ou à Enghien celle de Paris. En mai 1968, le seul transport en commun qui fonctionnait était le car qui, chaque après-midi, attendait les joueurs près de la place de l'Etoile. On organise des charters d'Italie, de Sicile ou d'ailleurs. Un système qui n'est pas encore aussi développé qu'aux Etats-Unis, car nombreuses ont été les défaillances.

Combien d'invités ont-ils passé des week-ends gratuits sur la Côte d'Azur sans taquiner la boule d'ivoire ? C'est ainsi que le palais de la Méditerranée et le Lydia, à Port-Barcarès, ont appris à leur dépens que cette façon moderne de plumer les pigeons comportait des risques sérieux. Mais il faut bien aller chercher ailleurs les joueurs qui font défaut en France. On estime, *en effet*, que, *sur la masse des* flambeurs de toutes catégories, 45 % sont étrangers, et que ces derniers représentent près de 80 % du produit brut des jeux. rappel inter :

Des plaques de 500 000 francs

Les étrangers, ce sont, bien sûr, ceux qui viennent du Moyen-Orient, Turcs, Iraniens — bien que le nombre de ces derniers ait fortement diminué depuis la révolution islamique. — et évidemment les riches Saoudiens, Koweitiens... etc, avec leurs pétrodollars. A lui seul, le prince Turki, ancien vice-ministre saoudien de la Défense, fait les beaux jours du Palm-Beach de Cannes. Ses pourboires royaux et ses enjeux considérables lui autorisent toutes les fantaisies, entre autres celle de pouvoir faire entrer ses enfants mineurs dans les salles de jeux, ce qui est formellement interdit. Difficile de refuser une telle manne qui, comme le dit un croupier, est un moyen comme un autre de récupérer une partie de ce que la France paye pour l'achat du pétrole. Les Italiens et les Algériens sont des fidèles des tables de jeux. On raconte même à Divonne qu'une grande partie du trésor du F.L.N. est finalement tombée dans les caisses du casino. Les gros joueurs n'existent pratiquement plus en France, excepté, bien sûr — mais il est Belge ! — le baron Edouard-Jean Empain, « Wado » pour les intimes. Ses ardoises sont importantes et célèbres au Palm-Beach.

La plupart des casinos font leur recette grâce à ces fortunés qui n'hésitent pas à jouer plusieurs dizaines de milliers de francs par soirée. Au Ruhl de Nice, il existait même des plaques de 500 000 francs. Mais la prospérité est aléatoire. Elle ne repose que sur ces très gros joueurs qui, *du jour au lendemain, au gré de* leur humeur, peuvent aller ailleurs. On comprend donc qu'on soit aux petits soins pour eux. Comme cet Algérien jouant sur plusieurs tables à la fois, à Divonne, en *août 1976*, qui est parti en claquant la porte parce qu'on avait refusé de le payer au motif qu'il n'avait pas donné l'ordre de placement au croupier, alors que son numéro habituel était sorti plusieurs fois. Pour rattraper cette erreur, le directeur responsable lui remettra, six mois plus tard, 1 200 000 francs. L'incident est arrangé, mais le directeur responsable, M. Denis Baille, et son directeur des jeux, M. Georges Porte, sont suspendus pour infraction grave au code des jeux. Ils ont cependant été relaxés par le tribunal de grande instance de Bourg-en-Bresse (Ain), le 18 mai 1977, car les deux hommes « *avaient pensé agir au mieux, dans l'intérêt de leur entreprise* ».

En définitive, la *direction* des casinos a toujours intérêt à se concilier les bonnes grâces du joueur, que le vice transforme en éternel pigeon. Rares en effet sont, parmi les flambeurs invétérés, ceux qui, tous comptes faits, gagnent de l'argent. On peut même dire qu'il n'en existe pas. Il n'est pas alors besoin pour les directeurs — supertitieux comme le fait courir la légende — de répandre du gros sel sous les cylindres de roulette pour conjurer le mauvais sort. Seuls gagnent ceux qui jouent de temps à autre et savent s'arrêter quand la chance tourne.

Cependant, les espoirs de gains varient beaucoup en fonction du jeu pratiqué. Il importe avant tout de connaître la force de l'adversaire : le casino, dans les jeux de contrepartie (boule, roulette, trente-et-quarante) et les autres joueurs dans le baccara et l'écarté, le casino n'intervenant que pour encaisser un pourcentage (5 %) placé dans la cagnotte. L'on doit donc savoir que l'avantage du casino évalué en pourcentage de *chance est de 11,11 % à la boule*, appelée aussi la « grande faucheuse » ; de 2,7 % ou de 1,3 % à la roulette, suivant que l'on a misé sur des chances multiples ou des chances simples ; de 1 % environ au trente-et-quarante. et, en gros, de 2,5 % pour le baccara, soit la moitié du taux de la cagnotte. Enfin, au black-jack, le prélèvement est estimé en moyenne à 14 %. Le trente-et-quarante est donc le jeu où l'espérance mathématique de gagner est le plus élevée.

Pour mettre le maximum de chance de leur côté, des joueurs s'appuient sur les mathématiques et, par de savants calculs, tentent d'appliquer au jeu le calcul des probabilités, la loi des grands nombres ou celle du retour à l'équilibre ; mais la martingale infaillible reste à trouver. Il y a ceux qui ont des procédés ou des techniques élaborés à partir des numéros sortis : les « systémiers ». Ils enregistrent tous les coups et, au fur et à mesure de l'avancement de la partie, tirent des conclusions bonnes ou mauvaises. Ainsi va la chance ! Et l'on voit autour des tables de roulette ces *joueurs consulter fiévreusement* leurs listes de numéros avant de placer leur mise.

Troisième catégorie enfin, les tricheurs, qui tentent de faire mentir la loi du hasard. Cela va du voleur qui ramasse les plaques au moyen d'une substance collante placée sous son avant-bras au manipulateur talentueux, comme celui qui a été arrêté à Cannes il y a quelques années : interdit de jeux, il avait trompé *la vigilance du physionomiste* — cet homme placé près de la porte d'entrée, chargé de mettre un nom sur tous les visages des habitués des casinos — en se coiffant d'une perruque, en se grimant et en plaçant un objet dans sa bouche pour déformer sa mâchoire.

Les exemples de fraudeurs sont nombreux. Ainsi ce complice qui, au moyen d'un petit appareil électronique permettant de donner *des impulsions électriques* sur la cuisse d'un joueur, l'avertissait du nombre de points qu'il lisait sur les cartes de l'adversaire. On n'arrête pas l'ingéniosité en cette matière !

Les roulettes truquées

Plus sérieuses cependant sont les fraudes pratiquées en truquant le matériel utilisé dans les salles de jeux. L'exemple le plus courant est celui de la roulette, dont l'horizontalité est vérifiée chaque jour avec un niveau à bulle d'eau, ce qui, selon M. Roger Saunier, contrôleur général et directeur de la sous-direction des *courses et des jeux* au *ministère* de l'intérieur, n'a absolument aucune importance, car, le cylindre tournant, les cases situées plus bas que les autres ne sont forcément jamais les mêmes. Mais il arrive que d'habiles malfaiteurs faussent le cylindre lui-même afin que la boule d'ivoire ait plus de probabilités de tomber dans un alvéole plutôt que dans un autre.

De tels faits se sont encore produits le 31 décembre 1978 à Monte-Carlo. Deux employés, MM. Gilles Charpentier, un menuisier chargé de l'entretien des tables de jeux, et José Grassi, et un membre du service de sécurité, M. Aldo Orecchia, avaient faussé le *fonctionnement* de deux tables de roulette en collant dans les alvéoles des numéros impairs des lamelles de caoutchouc qui provoquaient ainsi un léger rebond de la boule *de* façon que celle-ci s'immobilisent sur les numéros pairs. Selon la direction, qui savait qu'il allait se passer quelque chose de louche, les roulettes truquées n'auraient fonctionné que pendant une demi-heure.

Douze personnes ont été expulsées. Celui qui est considéré comme l'instigateur de la fraude, M. Charles Ivaldi, un Italien habitant Monaco, a pris la fuite. Les trois employés, eux, ont été condamnés le 10 *avril 1979* à un an d'emprisonnement. Selon d'autres sources, les roulettes truquées auraient fonctionné beaucoup plus longtemps, et une véritable organisation aurait été à *l'origine de ce méfait, aidée par* la présence d'un important complice au sein du personnel d'encadrement. Mais rien n'a filtré. La Société des bains de mer a, en effet, sa propre police, et la *sûreté monégasque n'est*, le plus souvent, pas informée de ce qui se passe dans les établissements.

Le procédé utilisé était, en tout cas, assez rudimentaire. Plus intéressante est la technique utilisée au casino de Chamonix au printemps de 1979. Elle consiste à désolidariser les ailettes séparant les alvéoles de la masse du cylindre — appelées « ailettes molles », — ce qui permet de privilégier certains numéros. Le système était efficace puisque des Italiens étaient parvenus à gagner d'importantes sommes d'argent. Inquiet et soupçonneux, le directeur avait alerté le service des jeux, qui proposait alors de *ne pas payer et de ne signer* qu'une reconnaissance de dette en attendant de se livrer à sa propre enquête. Les cylindres étaient effectivement truqués, mais, lorsqu'on le découvrit, la bande s'était envolée.

C'était la première fois, depuis quelques années, que ce gang international se signalait à nouveau en France. Il y a près de trois ans, en effet, une dizaine de casinos français avaient été touchés par ces malfaiteurs particulièrement habiles. Une véritable organisation avec, à sa tête, un ingénieur italien qui a mis au point tout le système. Les sommes gagnées frauduleusement *sont considérables. Il aura fallu* plusieurs mois pour découvrir le truquage tant celui-ci était discret.

Le gang a également opéré en Angleterre et vraisemblablement dans d'autres pays. Pour l'instant, bien qu'identifiés, ses membres courent toujours. Mais les inspecteurs des jeux veillent. Leur tâche : contrôler la régularité des jeux. Un travail difficile et de longue haleine, car *les fraudeurs sont habiles*, et il n'y a pas que les joueurs qui trichent.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Prochain article :

D'UNE FRAUDE L'AUTRE

FAITS DIVERS

Au Cap-d'Antibes

UN INCENDIE CRIMINEL DÉTRUIT LE CHATEAU DE M. NIARCHOS

Le château de la Croe, au Cap-d'Antibes, propriété de l'armateur grec, M. Stavros Niarchos, a été dévasté, samedi 12 janvier, par un incendie d'origine criminelle. Le feu a été allumé en plusieurs endroits du château, notamment les sous-sols et les salons. C'est le gardien de la propriété — une dizaine d'hectares — qui, de sa maison, éloignée du château, a vu s'élever une épaisse fumée et a prévenu les pompiers.

Leur intervention n'a pu empêcher que l'intérieur re l'édifice ne soit entièrement détruit. Les dégâts sont évalués à quelque *80 millions* de francs. Inoccupé depuis longtemps, le château avait été vidé de l'essentiel de son mobilier par M. Niarchos, qui l'avait mis en vente il y a deux ans. Il y restait cependant, outre des tapis de grande valeur, les archives des sociétés maritimes de M. Niarchos, qui ont été entièrement brûlées. Les pompiers ont également retrouvé un coffre-fort à demi descellé et vide. La police d'Antibes a ouvert une enquête pour tenter d'établir les causes du sinistre et découvrir comment des inconnus ont pu s'introduire dans le château en dépit de la surveillance.

RELIGION

CONVOQUÉ A ROME PAR JEAN-PAUL II

Le synode des évêques des Pays-Bas s'ouvre dans un climat d'incertitude

Le synode des évêques des Pays-Bas convoqué à Rome par Jean-Paul II commence ce lundi 14 janvier. Il pourrait durer dix à douze jours (« le Monde » du 10 décembre 1979). Son thème est : « L'action pastorale de l'Eglise en Hollande dans la situation actuelle ». Mgr Tomko, secrétaire général du synode des évêques a précisé, vendredi 11 janvier à Rome, au cours d'une conférence de presse tenue aux cotés du cardinal Willebrands que cette réunion se placerait sous le signe de la « communication » et de l' « unité dans la diversité », ce qui est une manière voilé de désigner les profondes divergences qui séparent les évêques des Pays-Bas.

Les propos tenus au cours de cette réunion, que nous rapporte notre correspondant à Rome, et les commentaires suscités aux Pays-Bas par la perspective du synode, renvoient à la même réalité : de profondes divergences séparent les évêques des Pays-Bas. Certains milieux chrétiens de ce pays semblent même redouter que les résultats du synode soient négatifs et entraînent une régression de la liberté du comportement religieux.

En plus du pape, dix-huit personnes participeront à l'Assemblée : les sept évêques résidentiels des Pays-Bas ; le secrétaire général du synode, Mgr Tomko (de nationalité tchécoslovaque) ; le nouvel archevêque de Malines-Bruxelles, Mgr Danneels, délégué par le pape ; le Père Joseph Lescrauwaet, nommé secrétaire spécial ; deux religieux hollandais, les Pères Van Luyn, salésien et Van den Biesen, bénédictin. Ce dernier a été désigné à la demande du pape qui tenait à la présence d'un moine. Quant aux cardinaux préfets des congrégations romaines (doctrine de la foi, évêques, sacrement et culte divin, clergé religieux et instituts séculiers, éducation catholique), ils n'assisteront qu'aux séances relevant de leurs compétences respectives. Aucun laïc n'a été invité. On n'exclut pas, en revanche, la présence d'un observateur non catholique, quoique personne ne semble encore avoir été contacté.

Dissiper un manque de confiance et des malentendus

De notre correspondant

Rome. — La réunion du 14 janvier concerne l'Eglise d'un seul pays. Elle n'est assimilable à aucun des trois synodes institués par Paul VI. Ce n'est ni une « assemblée ordinaire » d'évêques ni une « assemblée extraordinaire » et pas davantage une « assemblée spéciale », même si elle se rapproche de cette dernière formule. Qualifiée de « *synode particulier* », elle vise à « *réaliser aussi complètement que possible la communion entre les évêques et le pape* », mais aussi à étudier « *les problèmes qui se posent en Hollande* ». Des problèmes, souligne le cardinal Willebrands, qui « *ne sont pas essentiellement différents de ceux qui se posent dans d'autres pays* », et qui seront traités, ajoute Mgr Tomko, selon un « *style de collégialité concrète* ». Il s'agit donc d'une expérience qui, au-delà des Pays-Bas, « *intéresse l'Eglise universelle* ».

Ces considérations générales ne peuvent masquer la question de fond. Chacun sait que l'Eglise de Hollande traverse une double crise, malgré sa grande vitalité. D'une part, les phénomènes de sécularisation (diminution de la pratique religieuse, baisse des vocations sacerdotales, etc.) s'y font sentir plus qu'ailleurs.

D'autre part, l'épiscopat y est divisé en deux camps puisque les évêques de Roermond et de Rotterdam, Mgr Gijsen et Mgr Simonis, de tendance traditionaliste, s'opposent aux innovations que tolèrent ou encouragent leurs collègues de Bois-le-Duc, Bréda, Groningue, Haarlem et Utrecht. La nomination en 1975 du cardinal Willebrands à la tête de ce dernier diocèse — le premier en titre — n'a pas suffi à apaiser les esprits. Ce sont, en quelque sorte, deux Eglises qui vont se retrouver autour du pape pour tenter d'accorder leurs conceptions.

Le mot-clé du synode sera la « *communion* ». Concept que Mgr Tomko résume de la manière suivante : « *Esprit d'union, de solidarité dans la foi, dans les sacrements, dans la discipline ecclésiale entre tous les membres de l'Eglise et à tous les niveaux et, par conséquent, entre les évêques, le clergé, les religieux, les religieuses et les fidèles.* » En d'autres termes, les catholiques hollandais sont invités à dépasser leurs divergences et à s'unir autour du pape, « *centre visible de l'unité* ».

L'ordre du jour ne fait que paraphraser cette définition : le synode commencera par décrire la situation de l'Eglise en Hollande, puis il précisera le rôle et les difficultés de chaque catégorie de catholiques, définira les formes de leur collaboration, pour aborder enfin quelques grands thèmes comme les sacrements, la liturgie, la catéchèse et l'œcuménisme.

« De manière très sincère »

On voit mal comment une assemblée aussi restreinte pourrait régler en douze jours des questions qui occuperaient chacune un synode mondial des évêques. On ne voit pas non plus par quel miracle des évêques aussi divisés pourraient brusquement s'entendre « *de manière très sincère* », a dit le primat des Pays-Bas, « *en allant se mettre à la disposition les uns des autres pour voir si vraiment il y a eu des défaillances dans la coordination ou la collaboration.* »

Un autre objectif sera d'améliorer l'information — dans les deux sens — entre l'épiscopat hollandais et la curie romaine (à laquelle le cardinal Willebrands appartient en tant que président du secrétariat pour l'unité). « *Un manque de confiance et des malentendus peuvent être dissipés en grande partie*, a ajouté l'archevêque d'Utrecht, *si nous disposons d'une information sûre, directe et complète.* »

Les conclusions du synode, que le cardinal Willebrands espère aussi rapides que possible, risquent d'être floues. A moins que Jean-Paul II, qui aime les situations nettes, n'ait une intention précise. Dans la meilleure des hypothèses, une partie des catholiques hollandais seront déçus. Le primat des Pays-Bas reconnaît lui-même qu'il sera difficile de « *satisfaire des attentes aussi diverses, aussi contradictoires* ».

ROBERT SOLÉ.

Une efficacité douteuse

De notre correspondant

La Haye. — L'enthousiasme avec lequel on avait salué, en mai 1979, l'initiative du pape Jean-Paul II s'est lentement dissipé. Après les groupes de catholiques engagés travaillant principalement dans les communautés de base, certains évêques se sont prononcés négativement sur cette assemblée à Rome. Dans un entretien avec l'hebdomadaire « *Elsevier* », Mgr Bluyssen, évêque de Bar-le-Duc, vice-président de la conférence épiscopale néerlandaise, s'est montré lui-même pessimiste. « *On se méfie* », a-t-il dit, ajoutant : « *Les causes qui ont provoqué la nécessité d'un tel synode existent partout dans le monde, mais cette crise de fonctionnement de l'Eglise dans la société s'accentue ici plus fortement qu'ailleurs. C'est pourquoi nous ne pouvons nous-mêmes faire face à cette situation. L'influence que pourrait avoir le synode ne peut être que relative* ».

Les communautés de base, de leur côté, veulent seulement que les évêques ne gênent pas leur action.

La hâte avec laquelle le thème du synode a été élaboré, a renforcé l'impression que le synode est l'affaire exclusive des évêques et des prélats du Vatican. Le seul texte publié sur le synode, rédigé par le secrétaire général du synode épiscopal, Mgr Tomko, et par le secrétaire désigné par les évêques néerlandais, le Père J. Lescrauwaet, et approuvé par le pape, indique comme but principal du synode particulier, le redressement de la « communion » entre évêques et croyants, qui est présentée comme une valeur de la foi sans laquelle l'Eglise ne pourrait fonctionner. Le texte met aussi l'accent sur la hiérarchie dans l'Eglise et traite, sommairement, des tâches à remplir par les différents groupes au sein de l'Eglise. Le rôle des laïcs pourrait être réduit.

Pour stimuler la communion on s'attend que la formation des prêtres ainsi que la catéchèse soient rendues plus strictes que maintenant.

Ces préoccupations ne correspondent guère aux besoins des croyants engagés. Ils voudraient que l'Eglise s'occupe davantage des exigences de notre époque en traduisant l'Evangile pour qu'il puisse devenir à nouveau un signe d'espoir pour les faibles et les opprimés.

Dans une lettre adressée par Jean-Paul II aux catholiques néerlandais et lue dans toutes les églises aux Pays-Bas le 13 janvier, enfin, le pape rappelle « *la contribution exceptionnelle* » que l'Eglise néerlandaise a fournie à l'Eglise universelle dans le secteur des missions et de l'enseignement.

PAUL VAN VELTHOVEN.

Le Monde.

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.			
174 F	298 F	422 F	545 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE			
300 F	550 F	800 F	1 050 F
ETRANGER (par messageries)			
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
203 F	355 F	506 F	660 F
II. — SUISSE - TUNISIE			
250 F	450 F	650 F	850 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

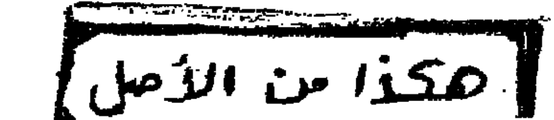
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire n° 57 437.



هكذا من الأصل

MÉDECINE

AUX ASSISES DE LA FÉDÉRATION HOSPITALIÈRE DE FRANCE

M. Jacques Barrot insiste sur la nécessité d'une « discipline nouvelle et exigeante » pour les dépenses de santé

La Fédération hospitalière de France (F.H.F.), organisme représentatif des établissements hospitaliers publics, réunit jusqu'au 17 janvier, à la porte de Versailles, à Paris, ses huitièmes assises nationales. Cette manifestation, qui rassemble plus de deux mille participants, a lieu tous les deux ans. Elle sera, cette année, l'occasion d'un examen *critique de la réforme hospitalo-*universitaire vingt ans après et de la loi hospitalière française dix ans après. Mais les préoccupations actuelles liées à la croissance *importante des dépenses de fonc*tionnement des hôpitaux et celles suscitées au sein de la Fédération par les récentes dispositions gouvernementales pour limiter cet accroissement des coûts (suppression des budgets alimentaires, fixation stricte d'un pourcentage maximal d'augmentation des dépenses hospitalières) ne seront pas omises.

« *Arrêter brutalement le grand élan de renouveau de l'hôpital public,* a déclaré M. Raynaud, président depuis cette année de la F.H.F., s'adressant à M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale, lors de la séance inaugurale ce lundi 14 janvier, *serait une grave erreur politique et sociale qui resterait attachée à votre nom.* » M. Raynaud a ensuite présenté les principales propositions qui ressortent des travaux préparatoires de ces assises : préserver les *structures juridiques* actuelles de l'hôpital, garant d'un retour à une décentralisation des responsabilités ; encourager, dans le respect rigoureux des cartes des équipements sanitaires, les investissements hospitaliers. Enfin, le président de la F.H.F. a annoncé que la Fédération présenterait au gouvernement dans quelques semaines un projet de réforme de la tarification des prestations hospitalières.

« *Les années 80 apparaissent,* a déclaré M. Jacques Barrot, *au plan national et international chargées d'inquiétudes. En tout état de cause, elles seront marquées par l'obligation d'une très grande rigueur de gestion rendue nécessaire par la situation économique mondiale. Cette situation impose une discipline nouvelle et exigeante à tous les acteurs de notre système de santé. Plutôt que toujours demander des ressources supplémentaires à la collectivité, comme cela s'est fait pendant la période de croissance, il faut que chacun fasse en permanence la preuve qu'il utilise au mieux les moyens dont il dispose déjà.* »

Le ministre a ensuite annoncé qu'il comptait « *entreprendre une action déterminée pour que le lit ou la journée d'hôpital cessent définitivement d'être les seules unités de mesure hospitalière* ». Il a annoncé la préparation d'un décret « *qui permettra de ne plus lier le classement des hôpitaux et des services au nombre de leurs lits. Il ne faut pas hésiter,* a poursuivi le ministre, *à transformer ou à fermer des services pour adapter avec précision les capacités hospitalières aux besoins et à l'évolution des techniques médicales. Parallèlement, il convient de mieux contrôler les hospitalisations pour ne pas admettre à l'hôpital des malades qui peuvent être traités en médecine ambulatoire ou ne plus envoyer directement au C.H.U. des malades qui peuvent être soignés dans un hôpital local.* »

« *L'année 1980,* a conclu le ministre, *devra marquer le développement de techniques d'évaluation des soins par les médecins eux-mêmes, car il ne s'agit pas d'encadrer l'activité médicale dans des normes étrangères et imposées. Il s'agit de proposer aux médecins d'un hôpital de mettre en place entre eux des moyens de contrôle et de comparaison des activités diagnostiques et thérapeutiques, de façon à choisir librement les méthodes les plus efficaces et les moins coûteuses.* »

ÉDUCATION

DANS LE VAL-D'OISE

Des parents protestent contre le mauvais chauffage d'une crèche

Après le groupe scolaire Jean-Moulin de Goussainville (*le Monde* du 11 janvier), une crèche de Cergy-Pontoise, dans le centre commercial des Trois-Fontaines, est devenue, dans le même département du Val-d'Oise, le théâtre de nouvelles revendications à propos de la défaillance d'un système de chauffage. A la fin de la semaine dernière, la température, dans une des trois sections accueillant vingt-trois enfants, avoisinait seulement 9 degrés. « *Le chauffage n'a jamais bien marché depuis l'ouverture de la crèche, le 17 juin 1974,* précise la directrice, Mme Marie-Annick Leboul, *mais nos ennuis actuels datent du mois de novembre.* »

La crèche des Trois-Fontaines compte quelque soixante enfants répartis en trois sections. Gérée par la Croix-Rouge, elle dépend toutefois du syndicat communautaire d'aménagement de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise pour tout ce qui nécessite de gros travaux de réparations, comme le chauffage. Dès les premiers jours de janvier, les parents ont multiplié démarches et pétitions. Ils ont défilé avec leurs enfants dans les locaux de l'hôtel de ville. Une solution provisoire a été trouvée : la halte-garderie voisine servira de crèche et accueillera les vingt-trois enfants. « *Mais on ne veut pas que ce soit définitif,* indique la directrice, *car les normes entre la halte-garderie et une crèche ne sont pas les mêmes.* »

UN ADOLESCENT EST BLESSÉ PAR TROIS ÉLÈVES

Grenoble. — Un élève du collège Pablo-Picasso à Echirolles (Isère) a été sévèrement « corrigé » par trois garçons à l'intérieur de l'établissement. Ses parents ont déposé une plainte.

La bagarre est survenue brusquement dans un couloir, quelques instants avant la rentrée des élèves, le 8 janvier, à 14 heures. Pierre Fontaine, âgé de quinze ans, aurait bousculé involontairement avec son cartable un camarade. Une brève altercation s'ensuivit, puis le premier s'éloigna, en se réfugiant dans les toilettes. Il y fut rejoint très vite par son adversaire et deux amis de celui-ci. Pierre Fontaine fut alors très violemment attaqué, et, en tombant, perdit connaissance. Il fut transporté à l'hôpital dans un état grave. Sa santé n'inspire cependant plus d'inquiétude.

Les trois agresseurs ont été interpellés par la police, le lendemain, et placés en garde à vue, puis relâchés. Ils ont été inculpés pour coups et blessures volontaires. Les trois garçons ont été exclus temporairement de l'établissement en attendant que le conseil de discipline statue sur leur sort.

CLAUDE FRANCILLON.

● *Incidents à l'université de Paris-V.* — Plusieurs personnes ont attaqué, vendredi 11 janvier en fin de matinée, le local de l'UNEF ex-Renouveau (proche des communistes) des unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.) de la rue des Saints-Pères à l'université René-Descartes (Paris-V). Trois étudiants ont été blessés. Ces incidents font suite à la mise à sac, mardi 8 janvier, du local de l'UNEF ex-Renouveau de l'université de Paris-IV (*le Monde* du 10 janvier). Selon les responsables de l'organisation étudiante, cette action serait le fait d'éléments d'extrême droite, appartenant au Groupe d'action jeunesse (G.A.J.).

UNE LETTRE DU PRÉSIDENT DE L'INSTITUT DES LANGUES ORIENTALES

A la suite de l'article intitulé « L'Ecole des langues orientales va développer la formation de spécialistes du commerce international » (le Monde *du 11 décembre), nous avons reçu de M. Henri de la Bastide, président de l'Institut national des langues et civilisations orientales, la mise au point suivante :*

Notre institut n'a nulle intention de se spécialiser vers cette orientation particulière [*prépa international*]. Alors que le nombre actuel des étudiants qui suivent un deuxième cycle traditionnel et de l'ordre de mille deux cents et ceux qui préparent un *troisième cycle de deux cents,* nous souhaiterions qu'une centaine s'oriente soit vers les concours d'Orient du ministère des affaires étrangères, soit vers cette nouvelle filière du Centre de préparation aux échanges internationaux (C.P.E.I.). Il n'y a là aucune modification à notre vocation traditionnelle.

SCIENCES

LA LEÇON INAUGURALE DE M. JEAN LECLANT AU COLLÈGE DE FRANCE

Du pharaon à l'ordinateur

Elu le 25 février 1979 à la chaire d'égyptologie du Collège de France, M. Jean Leclant a donné, vendredi 11 janvier, sa leçon inaugurale. La chaire a été créée en 1831 pour Jean-François Champollion, alors que le Collège de France existait déjà depuis trois cent deux ans. A l'époque, elle portait le simple nom de chaire d'archéologie. Champollion, déjà fort malade, ne put donner que quelques leçons avant de mourir à quarante-deux ans, en 1832. Après lui, la chaire d'archéologie revint à un helléniste, Jean-Antoine Letronne, puis à un artiste, Charles Lenormand. Depuis 1860, tantôt sous le titre « philologie et archéologie égyptiennes », tantôt sous celui plus vaste d'« égyptologie », elle a été illustrée par des savants éminents : Emmanuel de Rougé, Gaston Maspero, Alexandre Moret, Pierre Lacau, Pierre Montet, Etienne Drioton et Georges Posener à qui M. Leclant a tenu à rendre hommage au début de sa leçon.

Après ce préambule, M. Leclant a défini la science qu'il est chargé maintenant d'enseigner. « *Le domaine de l'égyptologie est immense dans le temps, mais aussi dans l'espace. Dans le temps, il couvre plus de « quarante siècles ». A partir d'une culture paléo-africaine, que commencent à nous faire mieux saisir les fouilles pré et proto-historiques ainsi que la découverte des gravures rupestres de Nubie, province nouvelle et considérable du grand art pariétal nord-saharien, par deux ou trois mutations, on parvient soudain à la civilisation pharaonique. Un peu avant 3000* (av. J.-C.), *c'est tout d'un coup à la fois l'écriture hiéroglyphique, un système d'irrigation et l'institution pharaonique. Celle-ci demeurera presque semblable à elle-même durant plus de trois millénaires, jusqu'à la domination ptolémaïque, puis romaine.* »

Un instrument magique

Un cadre aussi vaste ne peut être que pluridisciplinaire. « *Mais il serait vain (...) d'établir des sortes de hiérarchies entre des efforts qui constituent tous, à des titres divers, des contributions à l'égyptologie.* » Philologie, linguistique, grammaire, lexicographie, épigraphie, histoire, archéologie, psychologie religieuse, ethnographie, anthropologie physique, statistique, les méthodes les plus traditionnelles et les techniques les plus modernes sont nécessaires puisqu'on a heureusement dépassé le stade de la recherche des trésors pour aborder, autant que faire se peut, celui de la compréhension globale d'une civilisation. Tout compte désormais, même les objets les plus humbles, même les inscriptions dispersées sur d'innombrables fragments, même les « *signes systématiquement évités (...)* [ou ceux qui sont] *intentionnellement mutilés* ».

Les monuments déjà fouillés recèlent « *dans les amoncellements apocalyptiques des chambres écroulées* » des informations précieuses qui ont échappé aux égyptologues d'autrefois. A Saqqarah, par exemple, quinze campagnes menées par MM. Leclant et Lauer *ont mis au jour* une documentation prestigieuse et neuve sur l'ancien empire.
et neuve sur l'Ancien Empire.

L'égyptologie n'est pas limitée à la *seule Egypte. Le Soudan* offre des vestige admirables : à Soleb, entre les deuxième et troisième cataractes, le temple d'Aménophis III (vers 1400-1365 av. J.-C.) « *est un instrument magique de domination d'un pays conquis* (qui) *forme couple avec le temple* (voisin) *de la reine Tiy.* (...) *Plus d'un siècle avant Abou Simbel, c'est donc la conjonction de deux sanctuaires de Roi et de Reine* ». Et surtout, sans le Soudan, comment pourrait-on espérer résoudre « *les problèmes, très délicats d'ailleurs et controversés, que pose la place de l'Egypte pharaonique au sein des cultures africaines* » ?

La civilisation égyptienne a même débordé largement l'Afrique. Elle a entretenu des rapports étroits « *avec l'Asie antérieure, le monde de la Bible (...), l'Anatolie hittite, les confins mésopotamiens* ». Plus tard, « *la diffusion des cultes isiaques par Delos, la Grèce, la Campanie, gagna tout l'empire romain (...). Isis et l'enfant Horus, Osiris mort puis ressuscité, Anubis, le psychopompe (1), ces dieux furent autant de rivaux dangereux pour le christianisme.* »

Les égyptologues actuels sont confrontés, comme les autres scientifiques, au problème de l'information rapide. Comment se tenir au courant de tout ce qui est publié ? M. Leclant a terminé sa leçon inaugurale par un appel à ses collègues pour que ceux-ci appliquent des « *méthodes documentaires élaborées. L'information doit être archivée de telle sorte qu'elle soit aisément et constamment accessible et complétée. Aussi le secours des procédures dérivant de l'informatique est-il essentiel ; le recours que nous avons fait à l'ordinateur pour la constitution d'une banque de données dans le domaine du méroïtique nous a permis d'en apprécier l'efficacité, d'en connaître aussi les limites ; qui pourrait cependant contester aujourd'hui le rôle de l'informatisation dans le stockage du savoir et la mise à disposition rapide des faits et des connaissances nécessaires à la recherche ?* »

YVONNE REBEYROL.

(1) Psychopompe : conducteur des âmes (N.D.L.R.).

En Chine

COSMONAUTES A L'ENTRAINEMENT...

(De notre correspondant.)

Pékin. — Le quotidien de Shanghaï « Wen Hui Bao », vient de provoquer une intense surprise chez ses lecteurs en publiant dans son édition du 11 janvier les premières photographies des cosmonautes chinois à l'entraînement. Cinq images montrent des jeunes gens en combinaison spatiale se préparant à entr.- dans la maquette d'un compartiment orbital, s'entraînant à divers exercices et au poste de commande — sans doute simulé — d'un vaisseau spatial.

Sous le titre « Les cosmonautes chinois déploient leurs ailes », le « Wen Hui Bao » précise que le premier numéro de la revue « la Vie scientifique » doit publier un reportage détaillé sur « la vie dynamique de la première génération de cosmonautes chinois », les épreuves diverses qu'ils subissent (force centrifuge, apesanteur, etc.), leur régime alimentaire, leur entraînement sur maquette enfin. Les photographies publiées sont empruntées à un documentaire scientifique récemment réalisé par les studios de Shanghaï.

Le journal « Wen Hui Bao » ne précise pas pas dans quel délai est prévu le lancement d'un cosmonaute chinois. Ce ne sera pas toutefois le premier vol habité » : « Libération », un autre quotidien de Shanghaï, vient en effet de révéler que la Chine a déjà envoyé un chien dans l'espace. Le journal a publié la photographie du jeune animal, accompagnée de la légende suivante : « Le petit chien envoyé dans l'espace par notre pays est revenu sain et sauf. »

A. J.

SPÉCIAL

LE RECRUTEMENT DES CADRES

Cette semaine, dans *Le Point*,
une grande enquête sur le recrutement des cadres.
Une somme d'informations et de conseils pratiques
qui concernent aussi bien les cadres expérimentés
que les cadres débutants, aussi bien les cadres
qui veulent évaluer leur situation actuelle et leurs possibilités
d'avenir que ceux qui recherchent effectivement un emploi.
Comment répondre aux annonces de recrutement ? Comment
travaillent les cabinets spécialisés ? Quel est le rôle
des services d'embauche des entreprises ?
A quoi servent les tests et les entretiens ?
Selon quels critères se font les sélections ?
Quels sont les principaux cabinets de recrutement ?
Le Point répond et dresse la liste des informations et des conseils
pratiques que tout cadre doit connaître s'il veut accroître
ses chances de gagner les marathons que sont aujourd'hui
les recrutements pour les postes à responsabilité.

Après « Le Salaire des Cadres », un nouveau numéro du *Point* à ne pas manquer par tous les cadres qui souhaitent progresser.

***Le Point*, en vente chez votre marchand de journaux : 6 F**

le point



S

nt,
t des cadres.
eils pratiques
xpérimentés
les cadres
t leurs possibilit
ement un emploi
ement ? Comme
iel est le rôle
eprises ?
retiens ?
ections ?
recrutement ?
ations et des co
'il veut accroît
sont aujourd'h
sponsabilité.
u numéro du
haitent progre




Le Monde

culture

LE JOUR DE LA MUSIQUE

Les écrits de Dukas.

Comme Berlioz, comme Schumann, comme Debussy, Paul Dukas fait partie de ces musiciens assez rares qui, à côté de leur activité de compositeurs, ont consacré à la critique musicale une part assez importante de leur temps avec assez de conscience professionnelle et d'imagination pour faire de cette tâche ingrate — suspendre son propre travail pour parler des œuvres des autres — autre chose qu'une profession alimentaire. A ce point qu'on ne saurait vraiment connaître l'un de ces auteurs si l'on n'a pas lu leurs écrits.

En 1948, Gustave Samazeuilh publiait un recueil, aujourd'hui épuisé, de cent dix articles échelonnés chronologiquement entre 1892 et 1932, témoignages implacables de tant de premières auditions de Debussy, Fauré, Stravinsky, Puccini, Richard Strauss, mais également de la résurrection de la musique de Monteverdi, Rameau, J.-S. Bach et naturellement des grandes reprises : Don Juan, Fidelio, Roméo et Juliette, *le* Requiem, *les* Troyens *de Berlioz et tout Wagner. A ces critiques, qui font reculer assez loin les limites du genre, il faut ajouter des textes de réflexion : « Musique et littérature », « L'exacte interprétation », « Nietzsche et la musique », « Le nouveau lyrisme », « La déception scénique », qui n'ont rien perdu de leur intérêt ni de leur perspicacité.*

La nouvelle édition de ces Chroniques musicales *n'en reprend que la moitié, et si les grandes lignes de la pensée de Dukas sont conservées (Pierre Vincent Richard a retenu bien entendu les sujets évoqués plus haut), on aimerait trouver, en regard de sa sévérité vis-à-vis de Verdi, de Brahms ou de Puccini, les lignes enthousiastes et beaucoup plus convaincantes qu'il consacre à Lalo, à Chausson ou à Chabrier : sans elles on risque de confondre avec un nationalisme étroit ce qui était l'expression d'un artiste engagé en faveur d'une esthétique et n'était pas pour lui simple façon de parler.* G.C.

★ Paul Dukas : Chroniques musicales sur deux siècles, 224 pages, éditions Stock.

Virtuoses au soleil.

L'invitation de M. Jacques Médecin, maire de Nice, un séjour de trois ans au château de Roselande pourrait être bientôt offert à de jeunes musiciens (instrumentistes et compositeurs) choisis parmi les lauréats d'un Conservatoire national supérieur de musique ou de retour de la villa Médicis, afin de leur permettre de travailler dans de meilleures conditions et de préparer les grands concours internationaux. Une bourse leur serait attribuée, versée pour moitié pendant la durée du stage, et l'autre moitié en cas de réussite à un concours international. Chaque mois, les stagiaires recevront la visite d'un maître dans chaque discipline, qui leur remettra un programme d'étude pour les semaines à venir. Des concerts sont prévus également avec l'Orchestre philharmonique de Nice pour mieux les exercer à la carrière de soliste. Ce n'est là qu'un projet et, au début tout au moins, il ne concernera qu'un très petit nombre de musiciens, mais il y a si longtemps que cela devrait exister...

« Partons pour Romainville ».

Pour le mélomane parisien, Bagnolet est une lointaine bourgade, tandis que Romainville évoque irrésistiblement le deuxième acte de Véronique. *Tout cela est faux, bien entendu. Que l'on y fasse parfois de la musique n'a donc rien d'étonnant, mais c'est d'un festival qu'il s'agit, du 15 janvier au 8 février, avec naturellement* la Pièce perdue, *par l'Atelier théâtre et musique (ATEM) et Georges Aperghis, mais aussi Joëlle Léandre avec sa contrebasse (25 janvier), Michel Portal et toutes ses clarinettes (31 janvier), Jean-Pierre Drouet : « Voix et Percussions » (4 février) et un concert-promenade dans la tour TH-8 (27 janvier) très peu conventionnel, avec, certainement, des hauts et des bas.*

★ Renseignements complémentaires : 360-01-02 à Bagnolet et 844-39-85 à Romainville.

ARCHITECTURE

Anciennement S.A.D.G.

La Société des architectes diplômés par le gouvernement (S.A.D.G.), n'aura, sous cette appellation, guère dépassé un siècle d'existence. Fondée en 1878, elle est devenue, à l'issue d'une assemblée générale, qui se tenait le 13 décembre 1979, la Société française des architectes (anciennement S.A.D.G.). L'abréviation S.F.A., qui pourrait entraîner une confusion avec d'autres organismes porteurs du même sigle, ne serait pas, dans l'immédiat, utilisée. La parenthèse qui rappelle son origine semble devoir permettre la transition dans l'esprit du public.

La Société française des architectes n'accueillera plus seulement les architectes diplômés par le gouvernement (D.P.L.G.) mais aussi les titulaires du diplôme d'autres écoles, comme l'Ecole spéciale d'architecture du boule- certains architectes étrangers. supérieure d'architecture de Strasbourg. Certains architectes ne disposant pas de diplôme, mais ayant fait la preuve de leur compétence, seront également acceptés (rappelons que deux des six grands prix nationaux, Roland Simounet et, le dernier en date, Claude Parent, se trouvent dans cette situation), ainsi que certains architectes étrangers comme Ricardo Boffil, membre de la société depuis le 1er décembre 1979.

La Société française des architectes se définit comme un lieu de rencontres et de confrontations, à vocation culturelle, et dont la politique tend à valoriser et à développer une « éthique architecturale ». Elle se veut indépendante, dans la mesure où elle ne dépend ni du ministère de l'environnement et du cadre de vie ni du conseil de l'ordre ; et, de fait, elle vit avant tout des cotisations de ses membres : elle est aidée par les travaux (essentiellement des publications) que subventionnent le ministère, mais chacun de ses membres reste légalement soumis aux règlements de l'ordre des architectes.

Ouverture

Ce changement d'appellation, comme c'est souvent le cas, est cependant le signe d'une volonté nouvelle d'action, de modernisation, d'ouverture qui, si elle se matérialise, contrastera avec le demi-sommeil qui caractérisait l'ancienne S.A.D.G. Demi-sommeil, car on peut rappeler les réalisations de cet organisme au cours des deux ou trois dernières années : d'abord la monumentale *« série des prix et des valeurs applicables aux travaux du bâtiment »*, réservée aux spécialistes et à ces quelques esthètes qui apprenaient par cœur le regretté indicateur Chaix ou qui se plongent avec délice dans la lecture des annuaires. Outre cette série, la traduction de *Trois Architectes révolutionnaires* de Kaufmann, et celle de *Théories et Histoire de l'architecture*, dont on a déjà pu dire le sentiment qu'on lui portait (*le Monde* du 3 janvier) ; la publication récente, enfin, de *Apprendre l'espace* (*le Monde* du 13 novembre 1979), destinée aux enfants, parents, instituteurs, en vue d'une meilleure compréhension de l'architecture (c'est un euphémisme), mais dont on peut craindre qu'elle rencontre autant d'écho, autour des préaux des écoles, que les quarts d'heure de morale de jadis, les zéphirs d'instruction civique, l'éducation sexuelle, feu le grec, ou maintenant ce pauvre latin.

A côté des expositions, colloques, actions plus ou moins engagées dans les divers domaines « en crise » de l'architecture française, on rappellera surtout l'existence fragile d'A.M.C. (Architecture - Mouvement - *Continuité*). Cette revue à peu près bimestrielle, destinée d'abord aux spécialistes dont l'hospitalité a pu donner asile aux pires et aux meilleurs articles, consacre son dernier numéro à Le Corbusier, celui des années 1910 à 1934; elle permet de découvrir, à *travers nombre de documents* peu connus, de vues axonométriques ou de plans réalisés spécialement pour cette forme d'hommage, l'évolution de l'œuvre du maître, les étapes successives qu'ont connues chacun de ses projets. En s'armant malgré tout d'une passoire à jargon, car il en reste quelques traces, en s'immunisant contre les « questionnements » abusifs et autres denrées qui vous « interpellent » sans scrupule ni courtoisie, en décodant en somme quelques bonnes idées, on pourra, spécialiste ou non, faire sien cet A.M.C.-là.

Un institut européen

Le grand-œuvre en cours est enfin, avec l'Association des urbanistes de l'Etat, la mise sur pied d'un Institut européen d'architecture et d'urbanisme. Une première étape, modeste mais sûre, a été franchie le 18 octobre 1979 avec la naissance de l'Association pour la création... de cet institut. Cela fait en apparence une drôle de poupée russe, *mais cela doit permettre*, dans un premier temps, d'attendre les points de vue, observations ou suggestions, des futurs partenaires européens auxquels seront proposés les statuts de l'institut. Ces statuts, qui doivent lui garantir une indépendance réelle par rapport aux organismes membres, et donc aux Etats dont ils dépendent (ils font penser à ceux de l'Icomos, Conseil international des monuments et des sites), prévoient les buts de l'institut : promouvoir une politique de la qualité et de la formation (...), promouvoir la recherche fondamentale et appliquée (...), contribuer à l'aide et à l'assistance des pays du tiers-monde (...), tout cela dans le cadre de l'Europe géographique. Ses moyens seront essentiellement d'origine contractuelle (contrats d'études, de recherche). L'I.E.A.U. doit se concrétiser en 1980, nombre d'organismes ayant déjà donné leur accord de principe. — F.E.

JAZZ

La solitude de Ran Blake

Difficile d'imaginer carrière aussi secrète que celle de Ran Blake. Et même si les imageries les plus simplettes ne se *représentent* plus tout à fait le jazz comme le vacarme bonasse de joyeux drilles turbulents, tout n'est pas réglé pour autant. De là à se figurer les lignes infiniment tristes de Lennie Tristano, l'austérité monacale de Thelonius Monk et les voyages noirs de Ran Blake, âme blanche du blues, il y a un pas.

Ran Blake est de ceux qui jouent intégralement le jeu de la solitude. Au siècle du remplissage, Ran Blake tourne autour du silence. Imperturbablement. Et au temps sacré de la vitesse à *tout prix*, il ose soutenir une certaine idée de la lenteur. Contre vents et marée.

En un sens, l'Europe a connu Ran Blake avant l'Amérique. Sa *rencontre avec Jeanne Lee* (1957), leur disque légendaire et leur tournée (1963) en font les maîtres d'une avant-garde mystérieuse : intimiste, complexe avec charme, aussi délicate que peu tapageuse. Ensuite ce fut le silence — forcé celui-là — et l'oubli dans un monde où personne n'aurait pensé à se pousser pour faire de la place à des Ran Blake.

Alors Ran Blake a enseigné, composé, écrit des traités sur l'improvisation vocale, poursuivant un parcours somme toute modeste, mais très entêté. Il restait profondément *américain*, par exemple, mais d'une façon tout à fait personnelle. Et si on lui demande ce qui compte pour lui, il dit des noms, des noms *propres*, et, pêle-mêle, de drôle de choses : Charles Ives, Thelonius Monk, bien sûr, George Russell, Ray Charles, Max Roach, Edgar Poe, « la rue, le monde du rêve, le racisme et surtout l'épuisement d'une colère *longtemps réprimée* ».

C'est muni de ce bagage culturel là, et de cette sensibilité que Ran Blake voyage. Et s'il débarque à Paris pour deux concerts (le 15 et le 16), ce n'est pas avec les recettes ordinaires et les ficelles des autres : c'est avec deux programmes, *bien distincts*. Un pour le *mardi* et un pour le mercredi, soigneusement construits, comme il aime faire, autour de gospels, de *standards (Luch Life)*, d'air anciens (Fats Waller, Billie Holiday), d'hommages (à Monk, à Edith Piaf ou à des personnalités *politiques) et de ses propres compositions*. Mais la musique de Ran Blake, jouant aussi l'évidence des secrets, n'est complexe qu'avec *sensibilité : elle inscrit à son programme*, pourquoi pas, une chanson de Mikis Theodorakis, ou une rengaine de Francis Lai *(Un homme et une femme*. C'est une *musique* qui n'observe guère les coutumes et ne respecte pas les catégories admises. Une musique où l'improvisation *et* l'écriture *s'allient pour* mêler les fragments et les leçons de l'univers entier. Tout le jazz se fabrique ainsi dira-t-on. Peut-être ! *Et pourtant*, la *façon de Ran Blake* est pratiquement sans exemple.

FRANCIS MARMANDE.

★ *Le mardi 15 et le mercredi* 16 janvier, Théâtre du Ranelagh, 5, rue des Vignes, 75016 Paris, à 21 heures.

Discographie : *Break Thru (Improvising Artists - 373 842)* ; *Wende* (All 05) ; *Realization of a dream* (All 12), *The Newest Sound Around*, avec Jeanne Lee (R.C.A. - 240).

CINÉMA

« HAINE », de Dominique Goult

L'innocent persécuté

A *mi-chemin* de Simenon et de Kafka, du naturalisme et du symbolisme, ce film-apologue dénonce tout à la fois la sottise, la méchanceté et la vindicte aveugle, en un mot le racisme. Ce racisme larvé, instinctif, qui rend *a priori* suspect l'étranger, l'inconnu, celui qui ne ressemble pas aux autres.

Prise à la lettre, l'histoire que raconte Dominique Goult est parfaitement invraisemblable. Un motocycliste arrive dans un village où une petite fille a été assassinée. Le voici aussitôt désigné comme coupable et voué à la haine des habitants, qui, par tous les moyens, cherchent à se venger de lui. *Persécuté*, il ne parvient jamais à fuir. Dès qu'il enfourche sa moto, il est traqué, cerné, contraint de regagner ce village ennemi où il n'a pour alliée qu'une fille de « mauvaise vie ». Jeu cruel au terme duquel l'attend une mort atroce.

Dominique Goult, à qui le *Duel* de Spielberg a dû faire impression, joue beaucoup de la force menaçante d'un camion, véritable incarnation du mal. Il joue également *du mutisme*, du regard lourd de ses villageois, du caractère sinistre de certains paysages. De toute évidence, son propos est de transformer en cauchemar une réalité quotidienne, de métamorphoser un fait divers banal en une sorte de crime rituel.

De telles intentions sont louables, mais elles exigent de la part du cinéaste qui veut les concrétiser une subtilité et une sûreté de main dont le réalisateur de *Haine* semble malheureusement dépourvu. Il y a dans son récit tant de naïvetés, de maladresses, de complaisances et de redites qu'on finit par perdre patience et ne plus voir que le ridicule de la situation où s'est enferré le voyageur. Motard malchanceux ou Christ martyrisé, maculé de boue ou inondé de sang, Klaus Kinski interprète avec résignation son personnage de bouc émissaire. Les brèves apparitions de Maria Schneider ne sont guère plus que des *parenthèses dans le récit.*

Une idée, une ambition, ne suffisent pas à faire un film. On sait gré à Dominique Goult d'être sorti des sentiers battus. Mais son inexpérience l'a trahi. Ne subsiste à l'écran que l'ébauche (ou la caricature) du sujet qu'il voulait traiter.

JEAN DE BARONCELLI.

★ Voir les films nouveaux.

ROCK

Live Wire au Palace

Live Wire est de ces groupes qui n'ont pas de prise directe dans le temps, qui surgissent sans que l'on puisse véritablement les associer à un courant précis, tout en reconnaissant dans leur musique des références qui ont traversé les années. Quatre Anglais dont les goûts et les humeurs prennent essentiellement leur source dans la musique du sud des Etats-Unis Un « country blues » cossard et chaleureux dont J.J. Cale a exploité les possibilités avec le plus de talent et d'inspiration. On retrouve ces climats en demi-teintes qui fonctionnent sur des rythmes nonchalants, cette façon d'aborder les compositions en douceur, d'enchaîner sans à-coups les interventions, de rester en pesanteur en survolant les thèmes avec délicatesse.

Le rock de Live Wire rappelle celui de Dire Straits avec, toutefois, plus de vigueur, une instrumentation qui déploie plus d'énergie. Ils ont, en tout cas, les atouts pour suivre une carrière et connaître un succès similaire. Une musique d'ambiance produite avec soin, où les guitares se chevauchent subtilement, suivent des parcours sinueux, pratiquent des chorus éthérés, tandis qu'une voix profonde appuie leurs fluctuations. Le genre de groupe que l'on oublie aussitôt après l'avoir écouté, idéal avant de s'endormir.

ALAIN WAIS.

★ LE 14 janvier, à 20 h. 30, u Palace.

Discographie chez A & M, distr. C.B.S.

THÉATRE

« Une fille à brûler »

(Suite de la première page.)

Rampant sous les lattes de bois, qui laissent juste voir ses doigts agrippés, elle se choisit jusqu'à se détruire. Elle a dix-neuf ans quand les flammes du bûcher la déshabillent et qu'elle se débat, bacchante calcinée, pour échapper aux regards des bourreaux. Elle est encore une enfant et se love sur les genoux de la femme vivante qui, tout au long de son chemin l'a accompagnée de son sourire, et qui a rejoint la Vierge bleue. Les trois figures féminines réunies annoncent une image de paix.

La mise en scène et l'adaptation de Viviane Theophilidès, raffinée et forte, lumineuse comme un vitrail, la spontanéité passionnée de Micheline Uzan et les mots charnels de Joseph Delteil ont fait d'« Une fille à brûler » le grand succès du dernier Festival d'Avignon, avec « la Conférence des oiseaux ». Puis, le spectacle a tourné, en France et en Pologne. Ce lundi 14 janvier, il inaugure, théâtralement, un lieu hyper-théâtral : le musée des monuments français.

Le chemin de bois se trouve face à une rosace posée sur un mur aveugle, éclairée par un invisible soleil artificiel. Il est placé entre deux porches d'église transportés là : des moulages qui reproduisent avec un réalisme fascinant les sculptures originales, transpositions *artistiques d'un sentiment religieux* concret, aux sources naturelles de la mythologie comme la poésie de Joseph Delteil.

« Sa Jeanne, dit Viviane Theophilidès, est à l'opposé de celle de Péguy. Elle n'est pas une légende, mais une adolescente qui apprend *à souffrir. » « Quand elle ouvre* les yeux, fini le mirage, écrit Delteil. Finie l'innocence. Elle sait et devient vulnérable. Elle est mor*tellement blessée. Ce qui nous* émeut en elle n'est pas son héroïsme, mais qu'elle meurt et que nous survivons. Ses rêves sont *trop grands, les nôtres, nous arri*vons à les caser. »

Après le bûcher : cette image de paix et de tendresse. Viviane Theophilidès et Micheline Uzan ont voulu montrer quelque chose qui ne peut pas se lire, parce que les mots pour le dire n'existent pas, pas encore peut-être. Quelque chose, une parole qui ne serait ni « féminine » ni « masculine », une parole dans laquelle les hommes et les femmes se trouveraient. Celle au-devant de qui courait l'imagination de Jeanne.

COLETTE GODARD.

★ Challlot, Musée des monuments français (coproduction Alpha FNAC), 20 h. 30.

« Qui n'a pas son Minotaure ? »

de Marguerite Yourcenar

Marguerite Yourcenar met aux prises Thésée, Phèdre, Ariane, Minos. Ils voguent vers la Crète. Thésée tue le Minotaure, abandonne Ariane à Naxos, et l'auteur *met le point* final quand le bateau, sur lequel Thésée a oublié d'amener la voile noire, aborde au rivage grec.

Ces actions de la fable ne sont pas ici *jouées, mais évoquées au* cours d'un dialogue au moyen duquel Marguerite Yourcenar, nous dit-elle dans le programme, a voulu conduire les spectateurs à s'occuper, pour une fois, de « vérités premières ».

Les vérités premières étant plutôt transparentes, oubliables, il *est malaisé* de voir ce que l'auteur cherche à dire, sinon qu'en effet il y a des messieurs méchants, des femmes gentilles, des dieux autoritaires, des amours contrariées...

La primarité du propos n'est pas relevée par des écarts d'écriture. Marguerite Yourcenar use ici, comme souvent d'ailleurs, d'un langage impersonnel, inerte, d'un classicisme imperturbable. Une langue française comme lobotomisée, qui serait faite de fondements de *grammaire et* de vocabulaire à l'état neutre. Une sorte de non-écriture à laquelle on parviendrait par respect absolu des convenances.

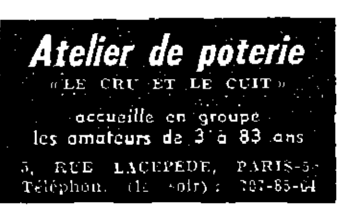
Il faut croire qu'il y a peut-être, sous cette impassibilité, un sourire à découvrir, un diable à supposer, bref une vie secrète, puisque beaucoup voient en elle un écrivain et qu'elle est même pour certains le champion. Mais ceux qui manquent d'antennes particulières restent là, devant ces pages, comme devant du blanc très bon genre.

Qui n'a pas son Minotaure est récité au Théâtre Marie-Stuart par des comédiens bien peignés et vêtus qui s'expriment sans artifice.

Le spectacle est produit par la mairie de Paris et par une firme parisienne qui se dit *« le plus grand spécialiste de la toilette de mariée »*.

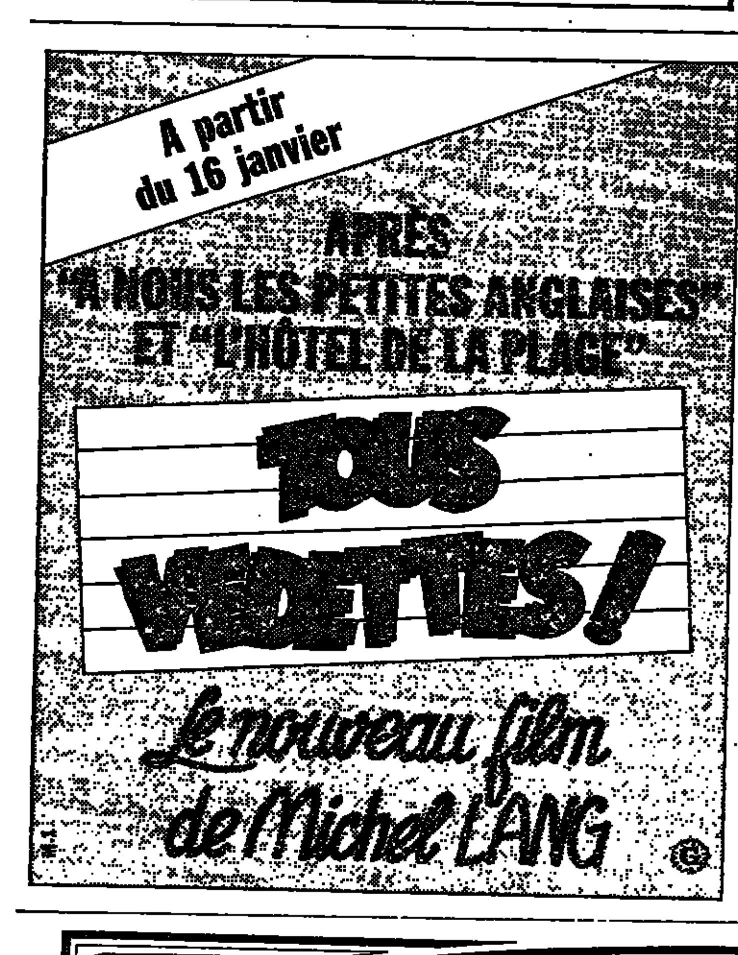
MICHEL COURNOT.

★ Théâtre Marie - Stuard, 22 h. 30.



MERCREDI





SPECTACLES

théâtres

Nouveaux spectacles

Artistic - Athévains (379 - 06 - 18, 20 h. 30 : Jacques Thibault.
Chaillot, Musée des monuments historiques, 20 h. 30 : Une fille à brûler.
Comédie - Française (296-10-20), 20 h. 30 : Simul et singulis.
Théâtre de l'Union de Paris (651-25-20), 21 h. : le Jeu de l'amour et du hasard.

Les salles subventionnées et municipales

Carré Silvia Monfort (531-28-34), 20 h. 30 : Hommage à Maurice Clavel.
Centre Pompidou (278-79-95), 19 h. 30 : Drôles de gens. — Petite salle, 19 h. : Trio Debussy (Ton Than Tiet).

Les autres salles

Cartoucherie de Vincennes, Théâtre du Soleil (374-24-08), 20 h. : Méphisto.
Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h. : la Cuisine des anges.
Fontaine (874-74-40), 21 h. : les Trois Jeanne.
Forum des Farfadets (585-80-67), 20 h. 30 : Dérive.
Grand Hall Montorgueil (233-80-78), 21 h. : Ici dérisoire.
Huchette (326-38-99), 20 h. 30 : la Leçon ; la Cantatrice chauve.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre noir, 19 h. : En compagnie d'A. Artaud ; 20 h. 30 : Stratégie pour deux jambons ; 22 h. 15 : Albert. — Théâtre rouge, 18 h. 30 : Un certain Plume ; 20 h. 30 : Dog's Dinner ; 22 h. : A la nuit, la nuit.
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Un clochard dans mon jardin.
Oblique (355-02-94), 20 h. 30 : les Miroirs d'Ostende.
Palais des congrès (758-27-78), 20 h. 45 : Danton et Robespierre.
Théâtre du Marais (278-03-53), 20 h. 30 : les Amours de Don Perlimplin.
Théâtre Marie - Stuart (508-17-80), 20 h. 30 : le Bébé de M. Laurent ; 22 h. 30 : Qui n'a pas son minotaure ?

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Raymond ou Comment s'en dé... Babarrasser ?
Deux - Anes (606-10-26), 21 h. : Pétrole... Ane.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 14 janvier

Le music-hall

Marigny (256-04-41), 21 h. : Thierry Le Luron.
Olympia (742 - 25 - 49), 21 h. : Henri Tachan et J.-C. Montells.
Théâtre Marie - Stuart (508-17-80), 18 h 30 : Contraste.
Porte-Saint-Martin (607-37-53), 21 h. : le Grand Orchestre du Splendid.

Jazz, pop', folk

Chapelle des Lombards (236-65-11), 20 h. 30 : Arcane V ; 22 h. 45 : Azuquita y su Melao.
Cité internationale (589-67-57), 21 h. : P. Couton, G. Fischer, folk.
Dreher (233-48-44), 21 h. 30 : Maurice Vander Trio.
Dunois (584-72-00), 20 h. 30 : Big Band Lumière.
Lucernaire (544-57-34), 22 h. 30 : Eric Boell, Laurent Roubach, guitare.
Palace (246-10-87), 20 h. 30 : Live Wire.
Riverbop (325-93-91), 21 h. : Allien Quartet.

Les concerts

Salle Gaveau, 21 h. : Dong Suk Kang, F Duchable, pianos.
Lucernaire, 18 h. 30 : Quatuor Daniel (musique contemporaine).
Salle Cortot, 20 h. 30 : Y. Malinin, piano (Rachmaninov, Prokofiev, Liszt).
Théâtre des Champs - Elysées, 20 h. 30 : Orchestre national de France, dir. G. Bertini (Mahler).
Athénée, 21 h. : B. Hendrichs, soprano ; I. Cage, piano (Schubert, Schumann, Wolf).
Point-Virgule, 21 h. : M. Beaucoudray, M. Ignagaki (Vivaldi, Haendel, Tedesco, Ibert).

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 20 h. 30 : le Bel Indifférent ; le Menteur ; 22 h. : le Sucre d'orge ; 23 h. 15 : Dominique Bailly.
Blancs-Manteaux (887-16-70), 20 h. 15 : Areuh = MC 2 ; 21 h. 30 : Joue-moi un air de tapioca ; 22 h. 30 : Cause à mon c... ma télé est malade.
Caf' Conc' (372-71-15), 21 h. : Phèdre à repasser ; 22 h. 30 : R. Baron ; 23 h. : S. Raton.
Café d'Edgar (322-11-02), I, 20 h .30 : Charlotte ; 22 h. : les Deux Suisses ; 23 h. 15 : Couple-moi le souffle.
Cafessalon (278-46-42), 21 h. 30 : J. Charby.
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince ; 22 h. : le Silence de la mer.
Cour des Miracles (548-85-60), 20 h. 30 : Claire ; 21 h. 30 : Confetti en tranches.
Le Fanal (233-91-17), 19 h. 45 : F. Brunold ; 21 h. 15 : le Président.
Lucernaire (544-57-34), 20 h. : A. Mirapeu.
Mirandière (229-11-13), 20 h. 45 : le Nouveau Locataire.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Racontez-moi votre enfance ; 22 h. 15 : R. Obaldia. — II, 20 h. 45 : Abadi-don ; 22 h. 30 : R. Marino.
Sélénite (354-53-14), I, 20 h. 30 : P. Prévost ; 22 h. : Bravo and Son. — II, 21 h. : les Amitiés particulières de Verlaine et Rimbaud.
Théâtre des Quatre - Cents - Coups (329-39-69), 20 h. 30 : D. Kaninka ; 21 h. 30 : Magnifique, magnifique ; 22 h. 30 : On vous écrira.
La Vingtième - Marche (636-72-45), 21 h. 30 : Bridonneau et Vigoureux.

Dans la région parisienne

La Courneuve, 20, avenue Lénine, 20 h. 45 : le Cirque impérial.
Fontenay-aux-Roses, Salle des fêtes, 21 h. : les Jeanne.

cinémas

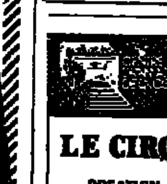
Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix - huit ans

La cinémathèque

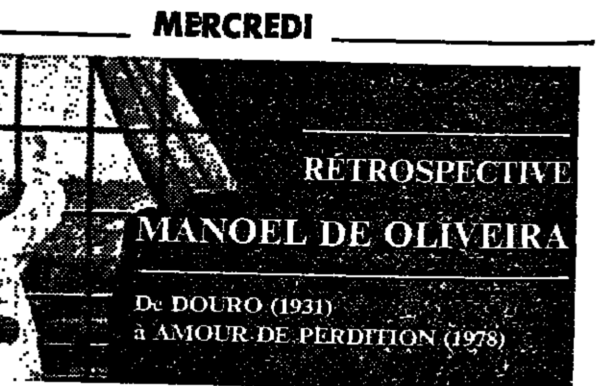
Chaillot (704-24-24), relâche.
Beaubourg (278-35-57), 15 h. et 19 h., Cinéma russe et soviétique (15 h. : Un débris de l'empire, de F. Ermler ; 19 h. : Grains amers, de V. Gajiu et V. Lyssenko) ; 17 h. et 21 h., Cinéma hongrois (17 h. : le Caporal et les Autres, de M. Keketi ; 21 h. : Identification, de L. Lugossy).

Les exclusivités

ALIEN (A.) (*), v.o. : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45), Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Haussmann, 9e (770-47-55)
ALYAM ALYAM (mar.), v.o. : la Clef, 5e (337-90-90).
APOCALYPSE NOW (A.) (*), v.o. : Hautefeuille, 6e (633 - 79 - 38) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69).
AIRPORT 80 CONCORDE (A.), v.o. : Marignan, 8e (359-92-82) ; v. f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Cinémonde, 9e (770-01-90) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-73) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)
AURELIA STEINER (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99), h. sp.
LES BRONZES FONT DU SKI (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic - Convention, 15e (828-20-64).
BUFFET FROID (Fr.) (*) : Paramount - Marivaux, 2e (290-80-40) ; Studio J.-Cocteau, 5e (354-47-62) ; Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Paramount-City, 8e (225-45-76) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount - Montmartre, 18e (606-34-25) ; Tourelles, 20e (636-51-38)
CLAIR DE FEMME (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
CORPS A CŒUR (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99), h. sp.
COURAGE FUYONS (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Français, 9e (770-33-88).
CUL ET CHEMISE (A.), v.o. : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : ABC, 2e (236-55-54) ; Berlitz, 2e (742-60-63) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Paramount-City, 8e (225-45-76) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont - Sud, 14e (331-51-16) ; Clichy - Pathé, 18e (522-37-41) ; Secrétan, 19e (206-71-33)
LA DEROBADE (Fr.) (*) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32), Contrescarpe, 5e (325-78-37), U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
DON GIOVANNI (Fr.), v. it. Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70), Impérial, 2e (742-72-52), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Gaumont-Rive gauche, 6e (548-26-36), La Pagode, 7e (705-12-15), Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67)
L'EVADE D'ALCATRAZ (A., v.o.) : Elysées-Point Show, 8e (225-67-29) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31)
LA FEMME D'EN FACE (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
FIN D'AUTOMNE (Jap., v.o.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18), Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29)
LE GAGNANT (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23)
LE GRAND EMBOUTEILLAGE (It.) (*) (v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40), U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; v.f. : Madeleine, 8e (742-03-13), Ternes, 17e (380-10-41).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) (*) U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32), U.G.C. Danton, 6e (329-42-62), Rotonde, 6e (633-08-22) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59), Mistral, 14e (539-52-4?), Saint-Charles Convention, 15e (579-33-00).
LA GUEULE DE L'AUTRE (Fr.) : Gaumont - Les Halles, 1er (297-49-70), Colisée, 8e (359-29-46), Saint - Lazare - Pasquier, 8e (387-35-43), P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42), Montparnasse - Pathé, 14e (322-19-23), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)
HAIR (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98)
I COMME ICARE (Fr.) : Gaumont-Les Halles 1er (297-49-70), Richelieu, 2e (233-56-70), Quintette, 5e (354-35-40), Mercury, 8e (225-75-90), Colisée, 8e (359-29-46), Paramount - Opéra, 9e (742-56-31), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17), Nation, 12e (343-04-67), Paramount - Galaxie, 13e (580-18-03), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Cambronne, 15e (734-42-96) Mayfair, 16e (525-27-06), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Wepler, 18e (387-50-70).



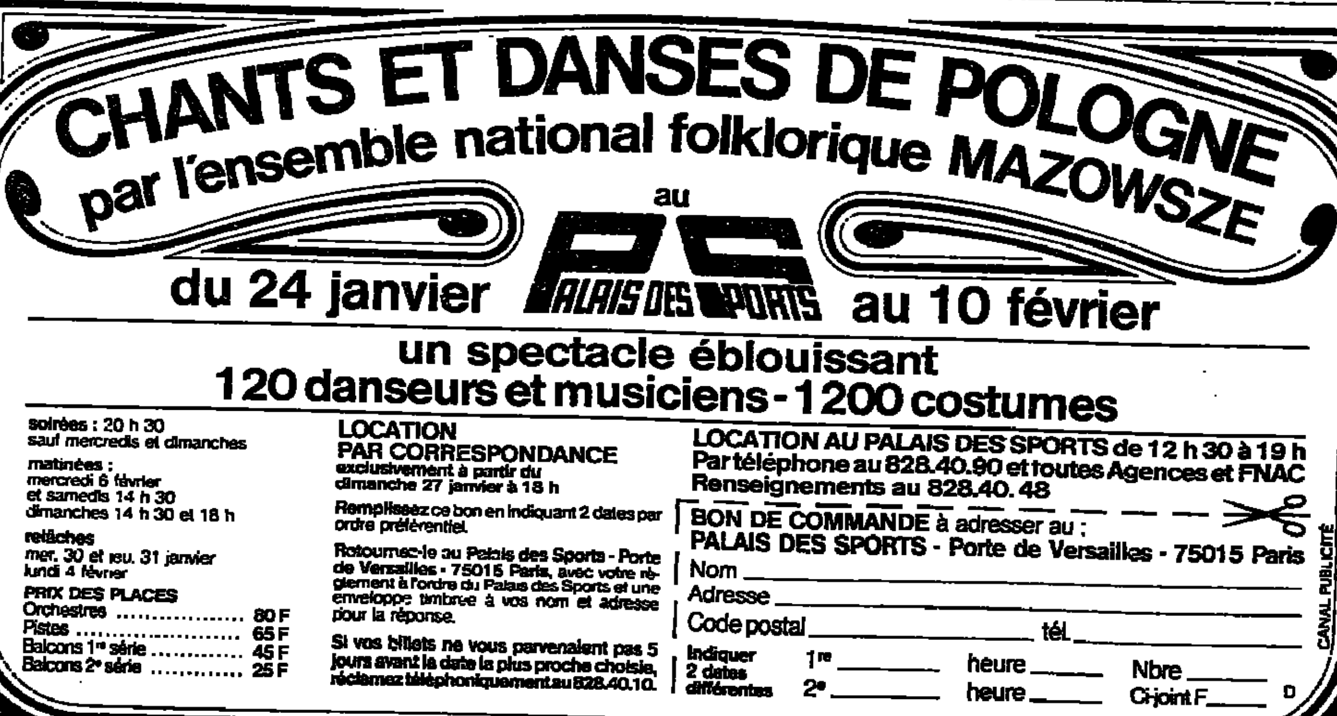
MERCREDI



MERCREDI

MERCREDI





هكذا من الأصل

SPECTACLES

IRACEMA (Brés., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
JACK LE MAGNIFIQUE (A., v.o.) (*) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).
LES JOYEUSES COLONIES DE VACANCES (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32). U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
LAURA, LES OMBRES DE L'ETE (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).
LES LARMES TATOUEES (A., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99). H. Sp.
LINUS (Suéd., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).
LA LUNA (It., v.o.) (**) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
MAMAN A CENT ANS (Esp., v.o.) : Forum des Halles, 1er (297-53-74), Saint-Germain Huchette, 5e (633-87-59), Pagode, 7e (705-12-15), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Parnassiens, 14e (329-83-11).
MANHATTAN (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23), Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.o. et v.f. : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31), Paramount Gobelins, 13e (707-12-28), Paramount Orléans, 14e (540-45-91), Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00), Passy, 16e (288-62-34), Paramount Maillot, 17e (758-24-24), Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
MOONRAKER (A., v.f.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97), Paramount Opéra, 9e (742-56-31).
NORTHERN LIGHTS (A., v.o.) : 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81).
NOUS ETIONS UN SEUL HOMME (Fr.) (**) : Palais des Arts, 3e (272-62-98), Le Seine, 5e (325-95-99). H. Sp.
LE PIEGE A CONS (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
LES PETITES FUGUES (Suis.) : Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25).
LE PULL OVER ROUGE (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22), Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
QU'IL EST JOLI GARÇON, L'ASSASSIN DE PAPA (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99).
RENCONTRE AVEC DES HOMMES REMARQUABLES (Angl., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
RATATAPLAN (It., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44).
REGGAE SUNSPLASH (A., v.o.) : Marivaux, 2e (296-80-40) ; Saint-Séverin, 5e (354-50-91) ; Elysees Point Show, 8e (225-67-29) ; Gaîté-Rochechouart, 9e (878-81-77).
RIEN NE VA PLUS (Fr.) : Richelieu, 1e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Studio, 5e (354-42-72) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nations, 12e (343-05-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
ROCKERS (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
SANS ANESTHESIE (Pol., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).
LE SECRET DE LA BANQUISE (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
S'IL VOUS PLAIT, LA MER ? (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
SIBERIADE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (548-62-25).
LE TAMBOUR (All., v.o.) (*) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Balzac, 8e (561-10-60) — V.f. : Espace Gaîté, 14e (320-99-34).
LE TESTAMENT DU DOCTEUR MABUSE (All., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Olympic, 14e (542-67-42).
TESS (Fr.-Brit., v. angl.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Broadway, 16e (527-41-16). — V.f : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
UN COUPLE PARFAIT (A., v.o.) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (359-42-33) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe, 15e (544-25-02).
UN MILLION DE DOLLARS PAR MEURTRE (A., v.o.) (*) : U.G.C Opéra, 2e (261-50-32) ; Secrétan, 19e (206-71-33). — V.o. : Ermitage, 8e (359-15-71).
LE VOYAGE EN DOUCE (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount - Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gambetta, 20e (797-02-74).

Les séances spéciales

A BOUT PORTANT (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23), 24 h.
L'AMOUR FOU (Fr.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23), 12 h.
CHARLES MORT OU VIF (Suis.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h.
DUEL (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h. et 24 h.
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.
FRITZ THE CAT (A., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 0 h. 15.
HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h et 24 h.
LES LARMES TATOUEES (A., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 16 h. 30 et 19 h. 30.
LA MACHINE (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).
NEXT STOP, GREENWICH VILLAGE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h. et 24 h.
SCHUBERT (All., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 14 h. 45 et 22 h. 45
VIVRE SA VIE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h.
ZARDOZ (A., v. o.) : Studio Acacias, 17e (754-97-83), sam., 0 h.

Les grandes reprises

ACCELERATION PUNK (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34) (Mer., Ven., Lun.).
ADALEN 31 (Suède, v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).
ANNE ET LES LOUPS (Esp., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).
L'ARBRE AUX SABOTS (It., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).
AROUND THE STONES (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-61-34) (J., S., D., Mar.).
BAMBI (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
CAP HORN (F.) : Styx, 5e (633-08-40), Mac Mahon, 17e (830-24-81).
LES CONTREBANDIERS DE MOONFLEET (A., v.f.) : Denfert, 14e (354-00-11).
LE CABINET DU DOCTEUR CALIGARI (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LE CRIME DE L'ORIENT EXPRESS (A., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
CYCLONE A LA JAMAIQUE (A., v.f.) : Denfert, 14e (354-00-11).
LE DERNIER ROUND (A., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86). Panthéon, 5e (354-15-04).
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).
DUELLISTES (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
LES ENCHAINES (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-33). Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14). Olympic, 14e (542-67-42), Parnassiens, 14e (329-83-11), 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Madeleine, 8e (742-03-13), Nation, 13e (343-04-67).
FANTASIA (A., v.f.) : Lumière, 9e (246-49-07).
FARENHEIT 451 (F.), A. Bazin, 13e (337-74-39).
FRITZ THE CAT (A., **, v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
LE GRAND FRISSON (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), mer., vend., dim., mar.

LES FILMS NOUVEAUX

C'EST ENCORE LOIN L'AMERIQUE, film français de Roger Coggio : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Capri, 2e (503-11-69), Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; George-V, 8e (225-41-46) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
HAINE, film français de Dominique Goult (**) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Cambronne, 15e (734-42-96).
LE CHEMIN PERDU, film français de Patricia Moraz : Forum des Halles, 1er (297-53-74) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Racine, 6e (633-43-71) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Paramount-City, 8e (225-45-76) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; 14 - Juillet - Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
METEOR, film américain de Ronald Neame : (v.o.), U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; (v.f.), Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount - Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount - Galaxie, 13e (580-18-03) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe, 15e (544-25-02) ; Convention - St-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75).
LA FEMME FLIC, film français d'Yves Boisset : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Concorde, 8e (359-92-82) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gambetta, 20e (797-02-74).
ALORS HEUREUX, film français de Pierre et Marc Jolivet et Claude Barrois : Impérial, 2e (742-72-52) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gambetta, 20e (797-02-74).
LA LEGION SAUTE SUR KOLWEZI, film français de Raoul Coutard : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LA BANDE DES QUATRE, film américain de Peter Yates : (v.o.), U.G.C Odéon, 6e (325-71-08) Biarritz, 8e (359-42-33) ; (v.f.), Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Bienvenüe, 15e (544-25-02) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).

LE GRAND OCEAN (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
JESUS DE NAZARETH (It., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (320-99-34).
JIMMY HENDRIX (A., v.o.) , Gaîté-Rochechouart, 9e (878-81-77)
LE JOUR SE LEVE (F.). Action-Ecoles, 5e (325-72-07).
LADY SINGS THE BLUES (A., v.o.) : Opéranight, 2e (296-62-56).
MA NUIT CHEZ MAUD (Fr.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
METROPOLIS (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
MON BEAU LEGIONNAIRE (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
MONTY PYTHON, SACRE GRAAL (Ang., v.o.) : Cluny - Ecoles, 5e (354-20-12)
ORANGE MECANIQUE (A., **, v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
ORFEU NEGRO (Fr. - Brés., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50) (70 mm)
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
PATTI SMITH AND THE DOORS (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
PARIS BEGUIN (Fr.) : Action République, 11e (805-51-33).
PARFUM DE FEMME (It., v.f.) : Escurial, 13e (707-28-04).
LA PETITE (A., v.f.) : Club, 9e (770-81-47)
LE SOURIRE VERTICAL (Fr., **) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
REBECCA (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
RETOUR (A., v.o.) : Opéranight, 2e (296-62-56).
SERIE NOIRE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
THE SERVANT (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-26-42).
TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Balzac, 8e (561-10-60).
TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE... (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82).
LES VALSEUSES (Fr.) : Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

Les festivals

HITCHCOCK, v.o., New-Yorker, 6e (770-63-40) : Complot de famille.
FRED ASTAIRE, v.o., Grands-Augustins, 6e (633-22-13) : Top Hat.
ROBERT MITCHUM, v.o., Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : Yakusa.
RITA HAYWORTH, v.o., Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : Cover-Girl.
PORTRAITS DE PARIS, Action-République, 11e (805-51-33) : Moulin-Rouge.
CALIBRE 38, v.o., Olympic, 14e (542-67-42) : le Port de la drogue.
CINEMA SUISSE ((Tanner), Olympic, 14e (542-67-42) : Jonas.
ALTMAN, v.o., Olympic, 14e (542-67-42) : Welcome to L. A.
PANTHERE ROSE, Espace Gaîté, 14e (320-99-34) : la Malédiction de la Panthère rose.
HUMPHREY BOGART, v.o., Action Christine, 5e (325-85-78) : les Fantastiques Années 20.
MARX BROTHERS, v.o., Nickel Ecoles, 5e (325-72-07) : Un jour aux courses.
LAUREL ET HARDY, Studio Acacias, 17e (754-97-83) : les Deux Légionnaires ; Livreurs sachez livrer ; Au-dessous de zéro.
BOITE A FILMS, 17e (622-44-21), v.o. I : 10 h 30 . John McCabe ; 12 h. 40 Easy Rider ; 14 h 20 Jeremiah Johnson ; 16 h. 20 : le Charme discret de la bourgeoisie ; 18 h. 15 : Prova d'Orchestra ; 19 h. 45 : l'Œuf du serpent ; 22 h. 10 : Délivrance. — II, 11 h. : l'Année dernière à Marienbad ; 13 h. 15 : Iphigénie ; 15 h. 30 : le Lauréat ; 17 h. 30 : New-York, New-York ; 20 h. : Alphaville ; 21 h. 45 : Midnight Express.
CALYPSO, 17e (380-30-11), v. o. I. : 13 h. 15 : Cat Ballou ; 15 h. 15 : le Souffle de la tempête ; 17 h. 30 : Retour ; 20 h. : Tout va bien ; 22 h. : la Poursuite impitoyable. — II. 13 h. 30 : Salomon (v. f.) ; 16 h. 10 : la Mousson ; Lord Jim (v. f.) ; 21 h. : Ambre.
PALACE CROIX-NIVERT, 15e (374-95-04), v.o. : le Ballon rouge, Crin Blanc, Parade, le Crime de l'Orient Express, le Bon, la Brute et le Truand.
STUDIO GALANDE, 5e (354-72-71), v.o., 14 h. : Tueur d'Elite ; 16 h. : Girl Friend ; 18 h. : Rollerball ; 20 h. 10 : Salo ; 22 h. 15 : Rocky Horror Picture Show.
CHATELET - VICTORIA, 1er (508-94-14), v.o. — I. : 14 h. 10 : Bilitis ; 15 h. 55 : le Dernier Tango à Paris ; 18 h. 05 : Dersou Ouzala ; 20 h. 35 : Cabaret ; 22 h. 35 : Orange mécanique. — II, 14 h. 10 : Citizen Kane ; 16 h. 5 : Easy Rider ; 17 h. 55 : A la recherche de Mr. Goodbar ; 20 h. 20 : Marathon Man ; 22 h. 40 : Hiroshima mon amour.
WIM WENDERS, v.o., 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) : Faux mouvement.

CARNET

Naissances

— Francis et Dominique GIRAULT-HUSSON, Sybile, Grégory (†) et Damien, sont heureux d'annoncer la naissance, le 28 décembre 1979, de

Stéphaine,

28, rue de l'Université, 75007 Paris.

Mariages

Natasha SEBBE
et
Charles CAMPBELL

sont heureux de faire part de leur mariage, qui a été célébré dans l'intimité à Paris le 29 décembre 1979.

11-13, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, 75005 Paris.

— On nous prie d'annoncer le mariage de

M. Charles BELLET
et de
Mlle Berthe SLINGENEYER de GOESWIN.

Le mariage religieux sera célébré en l'église de Montgobert, le vendredi 18 janvier, à 11 heures.

02600 Coyolles.
02600 Montgobert.

Décès

— M. et Mme Maurice Amar et leurs enfants,
M. et Mme Eric Bachard et leurs enfants,
Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de leur très chère et regrettée

Mme veuve Jacob AMAR,
née Fanny Toledano,

survenu le 12 janvier 1980.

Les obsèques auront lieu au cimetière nouveau de Saint-Germain-en-Laye, le 15 janvier 1980, à 15 h. 40, dans la plus stricte intimité.

— M. et Mme Philippe Cosserat et leurs enfants,
Le docteur et Mme Thierry Cosserat et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jacques COSSERAT,
née Anne-Marie Jourdain,

rappelée à Dieu le 10 janvier, dans sa soixante-quatorzième année.

La cérémonie religieuse est célébrée le lundi 14 janvier, à 16 heures, en l'église Saint-Martin d'Amiens.

Ni fleurs ni couronnes.
Priez pour elle.
5, rue Palatine, 75006 Paris.
10, rue Pierre-l'Hermite, Amiens.

— Mme Anne-Marie Contet,
M. et Mme Jacques Dupont,
M. et Mme Alain Vivier et leurs enfants,
Michel, Pierre, Stéphanie et Alexis Dupont,
ses parents, frères, sœurs, beau-frère et nièces,
Les familles Dupont et Contet, ont la douleur de faire part du décès de

Aline DUPONT,
agrégée de l'Université,
ancienne élève
de l'Ecole normale supérieure
de Fontenay-aux-Roses,

survenu à Paris le 11 janvier 1980, dans sa vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 16 janvier, à 8 h. 30, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, place Saint-Thomas-d'Aquin, à Paris (6e).

L'inhumation aura lieu le même jour, à 14 heures, au cimetière de Saint-Mesmin (Aube).

2, rue Friant, 75014 Paris.
3, rue Huysmans, 75006 Paris.

— Mme Jacques Etevenon et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques ETEVENON,

survenu à Boulogne, le 11 janvier 1980.

Les obsèques auront lieu le mardi 15 janvier, à 13 h. 45, en l'église Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus, 62, rue de l'Ancienne-Mairie, à Boulogne.

14, rue de Sèvres,
92100 Boulogne.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Denise FALK,

survenu à New-York, le 9 janvier 1980.

Une prière sera dite à son intention le 16 janvier, à 19 heures, au domicile de M. et Mme Weil, 82, avenue Niel, Paris (17e).

De la part de tous ses amis
311 East 72 th Street,
New-York 10021

— Alger, Tunis, Mateur.
M. François Fitoussi,
M. et Mme Sylvain Fitoussi et leurs enfants,
Mme et M. Georges Sarfati et leurs enfants,
Mme et M. Gérard Saada et leurs enfants,
M. et Mme Raoul Pariente,
Mme Maurice Arous,
Mme et M. Simon Hanouna,
M. Victor Nataf,
Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

Mme François FITOUSSI,
née Eugénie Pariente,

survenu le 13 janvier 1980, à l'âge de soixante-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 15 janvier 1980.

Levée du corps à 13 h. 45, au domicile.

25, rue de Bourgogne, 75007 Paris.
Inhumation au cimetière de Pantin-Parisien. Réunion porte principale, à 14 h. 15.

— On apprend la mort de notre confrère

Michel LEPRON,
journaliste de FR 3,

décédé samedi 12 janvier à Vouvray (Indre-et-Loire), à l'âge de soixante et un ans.

Ses obsèques auront lieu mardi à 11 h. 30, au cimetière de Sainte-Croix au Mans.

[Journaliste au « Maine libre » à « Centre Presse », puis au journal « la France » de La Rochelle, Michel Lepron avait été pendant une quinzaine d'années correspondant à l'Agence France-Presse à Tours. Il était entré à la Radiotélévision française en 1963.]

— Le Seigneur a appelé pour une vie nouvelle son fidèle serviteur

Gabriel PECQUERAUX,

ancien élève de l'Ecole polytechnique,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
président honoraire
de la caisse d'épargne de La Flèche,
président honoraire
de la chambre de commerce
et d'industrie
du Mans et de la Sarthe,
président honoraire
de la chambre régionale
de commerce et d'industrie
des pays de Loire,
président d'honneur
de la Fédération française
de la tannerie - mégisserie,
président d'honneur de la Société
de développement régional de l'Ouest,
ancien gouverneur du Rotary,

pieusement décédé le 12 janvier 1980, dans sa soixante-dix-septième année.

De la part de :
Mme Gabriel Pecqueraux, son épouse,
Sœur Françoise Pecqueraux, de la Congrégation de la Retraite,
M. et Mme Jean Pecqueraux,
M. et Mme Pierre Chiesa,
Mlle Bernadette Pecqueraux,
M. et Mme Michel Pecqueraux,
Capitaine et Mme Michel Simonot,
ses enfants,
Véronique, Stéphane, Raphaele, Enrico, Marie-Gabrielle, Lai-Ang, Sébastien, Nicolas, Anne-Charlotte, Hervé et Xavier, ses petits-enfants,
M. et Mme Marcel Pecqueraux et leurs enfants,
Mlle Françoise Cordonnier,
Mmes Mauger, Bouvet, Cordonnier et leurs enfants,
son frère, ses belles-sœurs, ses neveux et nièces,
Et des familles Cordonnier, Wibaux et Belin.

La messe de funérailles sera célébrée le mercredi 16 janvier, à 14 h. 30, en l'église Saint-Thomas de La Flèche (Sarthe). Elle sera suivie de l'inhumation au cimetière de la ville.

Ni fleurs ni couronnes.
Des prières et des messes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
64, avenue du Général-Leclerc,
78230 Le Pecq.

— Mme Marguerite Marx-Strassova et ses amis ont la douleur de faire part du décès de

Mme Hélène STRASSOVA,
femme de lettres,

leur sœur et amie, survenu le 11 janvier en son domicile, 3, rue Saint-Louis-en-l'Ile, Paris (4e).

Les obsèques auront lieu le mardi 15 janvier 1980.

On se réunira à la porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien, à 9 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mlle Gabrielle Tschantz,
Mlle Suzanne Tschantz,
M. et Mme Jean-Eric Ullern et leurs enfants,
ont la grande tristesse de faire part du décès du

Commandant (E. R.)
Jean-Pierre TSCHANTZ,

chevalier de la Légion d'honneur,
chef de bataillon,
croix de guerre avec palmes,

survenu à Paris, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, suivies de l'inhumation au cimetière de Montmartre dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, boulevard Voltaire, 21100 Dijon.
Résidence du Grand-Veneur,
22, rue Georges-Le-Nôtre,
78120 Rambouillet.

Messes

— Pour le premier anniversaire de sa mort, une messe sera célébrée en souvenir du

Professeur Henri GARNIER,

le mardi 15 janvier, à 18 h 15, en l'église Saint-Honoré d'Eylau (nouvelle église), 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris.

Ses amis sont invités à se joindre à cette messe ou à la prière.

— Mme Paul Dequesne-Dupureur, son épouse,
Ses enfants et petits-enfants,
prient d'assister ou de s'unir d'intention à la messe qui sera célébrée à la mémoire de

M. Paul DEQUESNE,
directeur général adjoint
chargé des affaires juridiques
de la Compagnie
Saint-Gobain-Pont-à-Mousson,
et directeur juridique
de la Compagnie financière de Suez,

décédé accidentellement le 2 novembre 1979.

Cette messe sera dite en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, sa paroisse, 10, rue de l'Annonciation, Paris (16e), le samedi 19 janvier 1980, à 10 h. 15.

A cette prière sera associé le souvenir de
Paris (16e), le samedi 19 janvier

Sébastien et Elise DEQUESNE,
ses parents,
et de leur fidèle
Antoinette MACKRE,

décédés des suites du même accident.

Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire du retour à Dieu du

Père Alphonse D'HEILLY S. J.,

une messe sera célébrée le samedi 19 janvier, à 10 h 30, en l'église Saint-Ignace, 31, rue de Sèvres à Paris.

De la part de sa famille et de ses amis.

— Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de

M. Paul DEROCHE,

une messe sera célébrée le mercredi 16 janvier, à 10 h 30, en la paroisse Saint-François-Xavier (chapelle de la Sainte-Vierge).

12, place du Président-Mithouard,
75007 Paris.

Remerciements

— M. et Mme Claude Drouin,
M. et Mme Ronald Nilsson,
Mlle Valérie Drouin,
Mme Simone Jaoul,
profondément touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. René DROUIN,

expriment leurs sincères remerciements.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Suspense

Ce que ça peut être énervant la télé quand ça ne marche pas. Ou quand ça marche mal, c'est souvent le cas. Il y a vraiment des fois où, à force de tripoter en vain les boutons, on se retient pour ne pas régler le poste à coups de pied ou de poing. Surtout quand il s'agit des Dames de la Côte, *chez qui ont se rue de semaine en semaine depuis près d'un mois.*

Nous, les journalistes, on nous les a présentées à l'avance en salle de projection. Une salle super-confortable, fauteuils-divans, grand écran, buffet campagnard à l'entracte, et on est sorti de là titubant d'enthousiasme. C'était vraiment beau, bien joué, naturel, juste, émouvant. Une merveille, enfin.

On s'est très bien résigné à les voir sortir ensuite en réduction dans le tohu-bohu familial de nos boîtes à malices. Elles n'y perdaient rien. Au contraire. C'était la veille de la déclaration de guerre, la première, celle de 14. Et on a assisté au départ des deux frères amoureux de Fanny, à ses fiançailles avec l'aîné, Raoul, un pète-sec, un sadique, un peu facho sur les bords, puis à leur mariage à l'occasion d'une permission. On a retrouvé cette atmosphère gentiment, agréablement prospère des petites entreprises en Normandie, au début de ce siècle, cidre, fromagerie, etc. On s'est baladé de villas en gentilhommières, on a pris des bains de mer à l'ancienne, on a prisé le charme vieillot d'une certaine bourgeoisie, tout ça évoqué sans snobisme, sans chiqué, par Nina Companeez. *Tout ça s'arrêtant pile, s'arrêtant net au son du canon.*

On commençait à se faire du souci pour les hommes de la famille, surtout au moment du Chemin des Dames, *et puis voilà que, justement, samedi, j'étais dans la région de l'Yonne, nos carreaux capricieux se sont brouillés à la façon d'un tableau* tachiste. *C'est à peine si on distinguait le ravissant profil de Fanny à présent infirmière à l'hôpital militaire. Les formes, les couleurs, tout dérapait dans des trous d'ombre d'où émergeait la voix mélodieusement autoritaire d'Edwige Feuillère, devenue chef de clan. Le plus fort, c'est qu'on s'y est fait. Sans problème. On est resté là sans broncher, ligoté par le seul fil du récit.*

Et quand brusquement, vers la fin, les images se sont remises en place — pas pour longtemps ! — à la mort d'une pauvre fille, d'une pauvre folle qui va noyer son chagrin d'amour dans la rivière, à la façon d'Ophélie, on s'est regardé avec une lueur d'ironie : c'était un peu trop léché, trop mièvre, trop joli !

Une histoire bien construite, une histoire à rebondissements, ponctuée d'imprévus et nappée d'émotion. Une histoire d'aujourd'hui, d'autrefois ou de toujours, une histoire quoi, C'est le seul secret d'un feuilleton réussi, un long feuilleton de surcroît découpé en cinq tranches, bien larges et bien épaisses. Raoul mort, Fanny est veuve. Marcel l'aime, L'épousera-t-elle ? Suite et fin au prochain numéro.

Notre curiosité, notre intérêt étaient du même ordre que ceux qu'allait soulever dans la foulée le match McEnroe-Borg, disputé en direct, aux Masters de New-York. On distinguait à peine les moues enfantines et dépitées du jeune Américain. On suivait mal les balles, mais pour rien au monde on aurait voulu rater — on l'a attendu jusqu'à 1 heure du matin — le geste bref et encore concentré, un bras à peine levé avec lequel le Suédois a salué sa victoire. Que voulez-vous, il n'y a rien à faire, la télé c'est une façon de raconter et de montrer — même dans de mauvaises conditions, peu importe à la limite, — c'est une manière de capter la réalité immédiate ou lointaine, transposée dans le temps ou saisie dans l'instant.

CLAUDE SARRAUTE.

Lundi 14 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h 30 L'île aux enfants.
19 h C'est arrivé un jour : Les pieds de glace.
19 h 10 Une minute pour les femmes :
« L'école primaire allez-vous voir l'instituteur ? »
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les beaux joueurs.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : « la Guerre de Murphy ».
Film américain de P. Yates (1971), avec P. O'Toole, S. Phillips, P. Noiret, H. Janson, J. Hallam (Rediffusion.)
A la fin de la seconde guerre mondiale, sur les rives de l'Orénoque un mécanicien, seul rescapé d'un navire anglais torpillé, entreprend de détruire le sous-marin allemand qui a causé le naufrage.
Une sorte de démarquage laborieux d'African Queen. Mise en scène sans originalité. Peter O'Toole dans un rôle d'obsédé de la vengeance.
22 h 15 Médicale : La chirurgie esthétique.
Emission d'I. Barrère et E. Lalou
23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 30 C'est la vie
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Magazine : Cartes sur table.
Avec M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste.
21 h 40 Musique : Premier mouvement.
Une excellente émission pour découvrir les deux jeunes pianistes hongrois Locsis et Ranki.
22 h 35 Variétés : Salle des fêtes.
23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Bebou jeunes : Le lièvre et la tortue.
18 h 55 Tribune libre
André Chastel : l'Année du patrimoine.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : Clovis et le vase de Soissons
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma public : « les Malheurs d'Alfred ».
Film français de P. Richard (1971) avec P. Richard, A. Duperey, P. Mondy, M. David, J. Carmet, Y. Robert (Rediffusion.)
Un jeune architecte né sous le signe de la malchance est entraîné après un suicide manqué dans l'univers des jeux télévisés. Le personnage lunaire de Pierre Richard, deux jeunes pianistes hongrois Kocsis et une satire languissante de la télévision.
22 h Journal

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « Consuelo, comtesse de Rudolstadt », d'après George Sand.
19 h. 30, Présence des arts : T'ang ou la Chine éternelle aujourd'hui
20 h., Carte blanche : « l'Abaca », de G. Foissy, réal. : A. Dave, avec J.-P. Marielle et F. Marie.
21 h., L'autre scène ou les vivants et les dieux : les moniales.
22 h. 5, Paroles de neige
22 h. 30, Nuits fantastiques : en direct d'Avoriaz.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2, Six-Huit : Jazz time (jusqu'à 18 h. 30).
20 h., Chasseurs de son : Folklores.
20 h. 30, Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : « Symphonie nº 7 » (Mahler), par l'Orchestre National de France, dir. G. Bertini.
23 h., Ouvert la nuit : Musique de chambre, Rencontre avec le Quatuor Juilliard : « Quatuor », opus 7 (Bartok) ; « Quintette » (Schubert), « Dixième Quatuor » (Beethoven), « Mouvement pour quatuor à cordes » (Webern), « Quintette pour piano et cordes »

TRIBUNES ET DÉBATS

— *M. François Mitterrand*, premier secrétaire du P.S., est l'invité de l'émission « Cartes sur table » d'Antenne 2, à 20 h. 30.

Mardi 15 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 35 Midi première.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1
Le regard des femmes d'E. Ruggieri ; 13 h 50 Etre à la une ; 14 h 5, Marées en Cotentin ; 14 h 25 Variétés : P. Bacoux ; 14 h 30, Série : Amicalement vôtre ; 15 h 20 Variétés : L. Verkine ; 15 h 25, Sur la santé : Les deux premières années de la vie ; 16 h 15, Chant et contre chant ; 17 h 5 Livres service ; 17 h. 35, Cuisine
18 h TF 4.
18 h 30 L'île aux enfants : « L'orange bleue ».
18 h 55 C'est arrivé un jour.
19 h 10 Une minute pour les femmes
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les beaux joueurs.
20 h Journal.
20 h 35 L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau :
« Le sang de la mer », réalis. de J.-Y. Cousteau
21 h 25 Caméra Une. Première : L'Oasis. Réalisation : M. Teulade. Avec C. Vanel, R. Bussières, M.-H. Dasté.
De beaux comédiens pour le passage à la fiction d'un documentariste. Une histoire cruelle, celle de la vieillesse dans les maisons de retraite.
22 h 45 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

12 h 5 Passez donc me voir
12 h 30 Série : Le roman d'un jeune homme pauvre.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales
[illegible]
14 h Aujourd'hui madame
Aujourd'hui mieux qu'hier ?
15 h Emissions pédagogiques.
16 h 30 Sports : Ski.
Descente dames, à Arosa.
17 h 20 Fenêtre sur...
L'insomnie
17 h 50 Récré A 2
Emilie ; Papivole ; Discopuce ; les Quat'z'amis.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 40 Les dossiers de l'écran : « Il pleut sur Santiago ».
Film franco-bulgare de H. Soto (1975) avec J. Abbey, B. Andersson, N. Calfan, R. Cucciola, A. Dussollier, B. Fresson, M. Garrel, A. Girardot, H. Poirier, L. Terzieff
La journée du 11 septembre 1973 au Chili. Le coup d'Etat militaire et la chute du gouvernement Allende malgré la résistance populaire.
Spectacle historique manichéen, sans analyse politique approfondie, sacrifiant tout à l'emphase d'une démonstration rudimentaire.
22 h Débat : Coup d'Etat au Chili.
Avec MM. A. Uribe, ancien ambassadeur du Chili en Chine ; J. Chonchol, ancien ministre de l'agriculture du président Allende ; Mme C. Ajuayo, de l'Institut national du développement social ; MM. R. Lozada, journaliste ; J. Garces, conseiller du président Allende ; MM. G. Dupoy, journaliste et P. Gauchon, professeur d'histoire.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h Ministère des universités.
18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps
18 h 55 Tribune libre
Citoyens du monde
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : Clovis, roi des Francs.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma pour tous : « Tarzan et sa compagne »
Film américain de C. Gibbons et J. Conway (1934), avec J. Weissmuller, M. O'Sullivan, N. Hamilton, P. Cavanagh. (N. Rediffusion.)
Harry Holt revient en Afrique pour retrouver Jane sa fiancée, restée avec Tarzan. Son associé recherche le cimetière des éléphants qu'une bande d'aventuriers convoite.
Evocation bucolique de la vie de la jungle opposée aux appétits des hommes « civilisés ». Action mouvementée, exotisme.
22 h Journal.

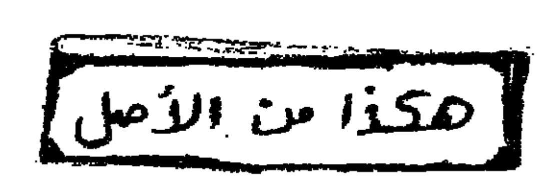
FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : le sel de la terre ; 8 h. 32, L'homme de Tautavel ; 8 h. 50, L'écorce des jours.
9 h. 7 La matinée des autres : l'initiation (la tradition hindoue, une expérience soufi).
10 h. 45, Etranger mon ami.
11 h. 2, Ernest Ansermet : dix ans après (« Symphonie nº 22 », de Haydn).
12 h. 5, Agora : « Actualité de Tocqueville », d'A. Peyrefitte.
12 h. 45, Panorama.
13 h 30, Libre parcours variétés : extrait du spectacle de la Cour des Miracles.
14 h., Sons à la campagne : les petits gardeurs d'oie
14 h. 5, Un livre, des voix : « Marrakech Medine », de C. Ollier.
14 h. 42, Magazine international.
16 h 40, Contact (et à 17 h. 25).
16 h. 50, Actualité.
17 h 32, Ernest Ansermet : « L'heure espagnole », de De Falla.
18 h. 30, Feuilleton : « Consuelo, comtesse de Rudolstadt », d'après George Sand
19 h. 30, Science et défense : Taverny, le cerveau du système de défense aérienne
20 h., Dialogues avec... M. Olender et J.-P. Vernant : Œdipe, mythe et tragédie
21 h. 15, Musiques de notre temps : G. Amy (Strophes) ; B. Jolas (Stances) ; P. Méfano (Madrigal)
22 h. 30, Nuits fantastiques : en direct d'Avoriaz.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien musique ; 8 h. 30, Kiosque.
9 h. 2, Le matin des musiciens : Jean-Sébastien Bach, Œuvres pour orgue, clavier, par la Petite Bande, A. Brandel, A. Isoir, M. Chapuis, G. Léonhardt, et « Concerti grossi », de Corelli et Haendel.
12 h., Musique de table : Les auditeurs ont la parole ; 12 h. 35, Jazz classique : Count Basie ; 13 h., Les métiers de la musique.
14 h., Musiques : Les chants de la terre : « Cameroun » ; 14 h. 30, Les enfants d'Orphée (pour les enfants de sept à neuf ans) ; 15 h., Instruments oubliés : les cordes, œuvres de Stoltzer, Jenkins, Vivaldi, Haendel, Haydn ; 16 h., Les Cercles musicaux : Haydn, ses amis, ses élèves, œuvres de Dittersdorf et « Sextuor opus 71 » (Beethoven), par le Consortium Classicum, « Docteur et Pharmacien » (Dittersdorf), par le Mozarteum de Salzbourg, dir. U. Weder, « l'Apothicaire » (Haydn), dir. G. Lehel.
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time (jusqu'à 18 h. 30).
20 h., Le royaume de la musique : Lauréats du Concours d'excellence du royaume de la musique 1980
20 h. 30, Concert (en direct de Radio-France) : « Concerto pour piano et orchestre nº 1 » en ut majeur (Beethoven), « Sept lieder de jeunesse » (Berg), « Capriccio » scène finale (Strauss), par le Nouvel Orchestre Philharmonique de Radio-France, dir. G. Amy, avec H. Harper, soprano et P. Crossley, piano
23 h., Ouvert la nuit : Un siècle de vie musicale à Paris : Debussy : « Estampes, danses pour harpe » (Debussy), « Deux pièces espagnoles pour piano » (Falla), « Morceau de concert pour harpe et orchestre » (Saint-Saëns), « Istar » (d'Indy), « Etudes, Livre I » et « Monsieur Croche Antidilettante », extraits (Debussy) ; 1 h., Mille ans de musique sacrée en France : P. Abélard.

● *Les réalisatrices du film « Procès d'un viol »*, diffusé par le magazine *V3-le Nouveau vendredi*, le 4 janvier, protestent contre la « censure » dont elles font l'objet. Elles font état d'une « *coupure de dix minutes* » et de « *non-sous-titrages de certains dialogues importants* », remplacés par des « *commentaires édulcorés* ».





La hausse de l'or et la crédibilité du système monétaire

CE n'est pas céder à l'esprit de polémique ou de satisfaction que de constater que, jusqu'à maintenant, les « milieux autorisés », et encore plus les milieux autorisés américains, qui mettent dans leurs pronostics et leurs jugements en ce domaine une sorte de hargne, se sont trompés sur le problème de l'or, et d'une façon plus générale sur l'évolution de la situation monétaire internationale. A telle enseigne — ceci est à peine une boutade — qu'on réduit les chances de se tromper soi-même en fondant ses propres raisonnements sur des hypothèses exactement contraires de celles qui sont retenues par les gouvernants et leurs experts.

Ainsi de la récente *flambée* des prix de l'or que M. Paul Volcker, le président du Système de réserve fédéral, a qualifié de « *simple péripétie spéculative* » et qu'il est de bon ton de considérer à sa suite comme un phénomène ne méritant pas un traitement spécial de la part des autorités, dans la mesure où — cette fois du moins — il n'a pas retenti sur l'essentiel, à savoir les cours de change du dollar vis-à-vis des autres grandes (mais infiniment moins grandes) monnaies.

Mieux vaudrait, à la limite, pour mesurer l'impact réel du phénomène, se fier au simplisme de la sagesse populaire. Deux réflexions entendues le même jour, l'une dans la bouche d'une *vendeuse de chaussures*, et l'autre dans la bouche d'une marchande de tableaux, en donne une expression ramassée. « *Mais le prix du cuir*, dit l'une, *suit celui de l'or.* » « *Les toiles de maitres s'arrachent comme les lingots, et leur prix connait en gros la même progression* » renchérit l'autre. C'est un fait qu'aujourd'hui, galeries de peintures, bijouteries, fourreurs, etc., sont assaillis d'appels expéditifs du genre : « *J'ai 20 000 francs, ou 50 000, ou 200 000 francs en « liquide », que pouvez-vous me proposer immédiatement pour cette somme ?* » Cette hâte, et ce désir de réemployer en biens *réels* l'argent n'est pas un bon signe à un moment où l'Etat lance un emprunt remboursable en six ans — une échéance rapprochée pour ce genre d'opération — au taux *historiquement* très élevé de 12 %.

Pendant des années, les Américains ont pratiqué, à l'égard de leur déficit extérieur et de la valeur de leur monnaie sur les marchés des changes, une politique dite de « *benign neglect* » (douce négligence), qui a suscité maintes critiques impuissantes, mais aussi une sorte de honteuse admiration apparentée au sentiment qu'inspirent ceux qui ont *assez de pouvoir* pour s'affranchir de la loi commune. Les résultats de la douce négligence sont aujourd'hui connus de tous. Les Américains eux-mêmes lui ont payé un lourd tribut, sous forme d'une inflation supplémentaire.

Ce serait une erreur aussi dangereuse que d'aborder dans le même esprit le problème de la hausse de l'or, *sous* le prétexte *fallacieux* que ce problème n'intéresse plus les gouvernements depuis que le métal jaune a été officiellement « démonétisé », en ce sens que *la* valeur des *monnaies* n'est plus définie par un certain poids de métal précieux *et que les nouveaux statuts du* F.M.I., entrés en vigueur au printemps de 1978, ont *été soigneusement* expurgés de toutes références à l'or. Moins que jamais, les autorités monétaires ne peuvent se permettre de se laver les mains de ce qui se passe sur le marché de l'or. Du reste, les déclarations de M. Paul Volcker ne changent rien au fait que la hausse anarchique de son prix intervenue au début d'octobre (au moment où se tenait à Belgrade l'Assemblée générale du F.M.I. 1) fut un des facteurs qui le détermina à lancer son programme de redressement du 6 octobre (relèvement des taux d'intérêt, réserves obligatoires supplémentaires imposées aux banques, etc...).

La valeur relative de l'or

Pour l'heure, les autorités responsables ou supposées telles pensent qu'elles peuvent gagner du temps, car la fièvre de *l'or, constamment avivée par les événements* jusqu'à maintenant de plus en plus dramatiques de *l'Asie centrale (détention des* otages américains en Iran, brutale invasion de l'Afghanistan), *devrait normalement se tempérer*, du fait même des excès auxquels elle a conduit. Après *avoir monté de 120 % de janvier* au lendemain de Noël 1979, et depuis lors de 20 % à 26 % encore le cours de *l'or, tel qu'il* s'établit aujourd'hui au-dessus de 600 dollars l'once (contre *227 dollars il y a douze mois et* demi !) paraît quelque peu gonflé.

Il est dix-sept fois supérieur à ce qu'il était en 1970, alors que, entre-temps, le montant des dollars détenus à titre de réserves par les banques centrales a été multiplié par dix — coefficient qui mesure assez bien l'augmentation des pressions inflationnistes dues au fonctionnement défectueux du système monétaire international, dont une partie a pu évidemment être annihilée par des politiques restrictives — et que la masse des eurodevises a également décuplée (ces chiffres se recoupent partiellement, une fraction des réserves de change étant placées par certaines banques centrales sur le marché des eurodevises).

On pourra arguer que le prix de l'or, qui était resté stable en dollars entre 1934 et 1970, avait pris du retard par rapport au niveau général des prix mondiaux relevé par des vagues successives d'inflation (guerre de 1939-1945, guerre de Corée, guerre du Vietnam accompagnées d'une *forte* augmentation des dépenses publiques civiles aux Etats-Unis à partir de 1965, et un peu plus tard en Europe...). Mais, depuis lors, il s'est rattrapé. Au niveau de 350 dollars l'once qu'il a atteint l'été dernier, il était dix fois plus haut que l'ancien prix officiel fixé par le président Roosevelt en mars 1934 et *maintenu officiellement jusqu'en* 1971.

Comme le montrent les graphiques que nous publions page 22, le pouvoir d'achat de l'or en termes de pétrole, de blé, de cuivre, trois produits de base clefs, a beaucoup augmenté. Pour le pétrole, les chiffres sont évidemment différents selon que l'on prend pour base le brut saoudien, au prix de 26 dollars le baril, ou le brut iranien (de qualité identique) au prix de 30 dollars.

Dans le premier cas, une once d'or valant 600 dollars permet *d'acheter 25 barils* et, dans le deuxième, 20, ce qui est plus proche de la relation que certains *qualifient d'« historique »* de 18 à 20 barils d'or noir pour une once de métal jaune. De même, on avait noté pendant la plupart des années de la période allant de 1945 à 1971 une équivalence moyenne de 20 ou 22 boisseaux (27,216 kg) de blé pour une once. Au niveau actuel, le prix or du blé a considérablement baissé, puisqu'il n'est plus égal qu'à un cent vingtième d'once.

Le troisième graphique met pareillement en évidence la diminution de la valeur relative du *cuivre par rapport* au *métal* précieux, et, partant, l'augmentation de la valeur relative de l'or par rapport au cuivre. Toutes ces indications concordantes (on aurait pu en citer beaucoup d'autres) inclinent à penser que la spéculation sur l'or, stimulée par des motifs extra-monétaires (la crainte vague d'une guerre), a devancé les progrès réels de l'inflation. Pour peu que la psychose de crainte actuelle se modère (ou que les gens s'y habituent), il y aurait donc place pour un certain rajustement en baisse des cours du métal précieux, pendant les prochains mois sinon les prochaines semaines.

Mais, pour trois raisons au moins, l'or a fait, à la faveur de sa revalorisation *spectaculaire*, une rentrée sur la scène monétaire internationale propre à rendre plus *vide de sens que jamais* le discours sur la « démonétisation ».

1) On se souvient que, pendant longtemps, la toute-puissance du dollar reposait sur le fait que les plus gros créanciers des Etats-Unis — Allemagne et Japon en premier lieu — étaient aussi leurs obligés sur le plan diplomatique et militaire et qu'en conséquence Washington pouvait se considérer à l'abri de demandes massives de conversion de dollars en or. Depuis août 1971,

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 22.)

Dépassé le budget 1980 ?

ENCORE quelques jours et l'Etat disposera d'un budget en bonne et due forme. A la fin de la semaine, le Sénat légalisera — *après l'Assemblée nationale* — les dépenses et les recettes publiques pour 1980, et cette fois, on peut le penser, définitivement. La décision du Conseil constitutionnel déclarant *non conforme à la Constitution la loi de finances* de cette année ne sera bientôt plus qu'un souvenir insolite pour les parlementaires de tous bords qui ont dû revenir siéger au Palais-Bourbon au *lendemain de Noël*.

Au-delà de ces péripéties, on peut se demander si l'intermède auquel nous venons d'assister n'aurait pas dû être mis à profit pour que soit complètement revu et corrigé un devoir peut-être *un peu dépassé par les événements*. Lorsqu'ils mettaient au point le projet 1980, MM. Barre et Papon ne se doutaient pas des formidables hausses des prix pétroliers que les pays de l'OPEP allaient *décider*. C'est donc un *reproche* apparemment justifié qu'a fait au gouvernement M. Fabius (P.S.) de présenter « *un budget totalement inadapté* ».

A y regarder de plus près cependant, il n'est pas sûr que les critiques du député socialiste soient *tout à fait fondées*. Une première difficulté *rendait de toute façon* quasiment impossible une refonte totale du projet de loi de finances : il faut des mois pour préparer *un budget*, des mois *aussi pour en refaire un autre*.

Mais alors, dira-t-on, n'aurait-il pas été possible de modifier « à la marge » certains choix, de gonfler ici quelques dépenses, d'en rogner là quelques autres, de modifier tel barème d'impôt, d'abaisser telles taxes. Sans doute cela aurait-il *été possible mais pourquoi ? Aurait-il fallu tenir compte d'autres prévisions en vertu* desquelles à la forte activité économique de fin 1979 succéderait une stagnation, voire une récession ? Ce serait aller vite en besogne. Toutes les enquêtes actuellement *menées auprès* des chefs *d'entreprise* semblent *démontrer* que la marche des affaires est assurée jusqu'au printemps, ce qui contredit les prévisions pessimistes faites par l'INSEE, par exemple. Il serait donc assez illusoire de modifier dès maintenant — *pour peser sur la conjoncture* — un *budget* dont personne ne peut dire en ce début d'année 80 s'il pêche par excès ou par insuffisance des dépenses et des recettes. Les rentrées fiscales seront gonflées par la hausse du prix de l'essence, et les plus-values qui en résulteront pourraient être employées pour soutenir la consommation des ménages sous forme d'allocations diverses. Mais l'inflation ne repartirait-elle pas de plus belle si dans quelques mois le déficit budgétaire se creusait brusquement du fait d'un effondrement des recettes de T.V.A. ? De ce point de vue, mieux vaut attendre d'y voir plus clair — en avril ou en mai — pour savoir si le plus important est de combattre l'inflation ou de soutenir l'activité.

En réalité le seul facteur qui aurait pu justifier un nouveau budget aurait été un changement complet de politique économique du genre de celui qu'avait décidé M. Chirac à l'automne 1975, lorsque le parti fut pris de sacrifier l'assainissement monétaire à la lutte contre le chômage. Est-il besoin de dire que M. Barre n'a pas pris ce virage ?

ALAIN VERNHOLES.

Réduire (légèrement) le niveau de vie pour diminuer le chômage

par PIERRE LANGONE (*)

Hausse continuelle du prix de l'énergie, hausse probable des matières premières importées, ralentissement de la croissance et des progrès de la productivité, inflation, chômage : comment sortir de l'engrenage ? Quelles sont les données du problème ?

LA première est la montée persistante, accélérée, depuis cinq ans, malgré le chômage croissant, de l'activité féminine, alors que celle des hommes décroît. C'est d'ailleurs de vingt-cinq à trente-neuf ans, âges centraux de la fécondité, que ce taux d'activité augmente le plus vite, et la corrélation, inversée, avec la baisse de l'indice synthétique de fécondité est significative.

L'INSEE vient de publier une projection de la demande potentielle de travail de laquelle il *ressort que, entre 1975 et 1985*, la seule variation tendancielle des taux d'activité devrait se traduire, pour *les hommes, par une* réduction de 500 000 actifs mais, pour les femmes, par une augmentation de 850 000 actives.

La deuxième donnée concerne les structures d'âges de la population ; dans les cinq prochaines années, les entrées en âge d'activité sont de beaucoup supérieures aux sorties d'activité qui correspondent aux faibles générations nées durant la guerre 1914-1918 : en 1979, la population de soixante à soixante-quatre ans est de 1 715 000 et les générations de treize à dix-sept ans, appelées à la remplacer au travail, s'élèvent à 4 253 000 ; même en tenant compte de la poursuite des études, après dix-huit ans, par une fraction d'entre elles, *l'écart est impressionnant*.

Ces entrées prochaines dans l'activité sont très supérieures à celles des années 60 ; l'étude précitée dégage, pour la seule incidence de l'évolution démographique, sans tenir compte de celle des taux d'activité, un potentiel de 1 914 000 actifs supplémentaires pour la décennie 1975-1985 contre seulement 1 500 000 pour les treize années intercensitaires *1962-1975*.

On a songé, pour parer à cet excédent de la population active potentielle, à allonger la durée de la scolarité et à avancer l'âge de la retraite ; c'est oublier que les non-actifs que l'on crée par ces mesures sont à la charge de la collectivité ou de leur famille et vivent, tout autant que les chômeurs, sur un produit national fabriqué par les seuls actifs ; le mécanisme de transit et les organismes assumant leur coût social sont simplement différents. D'ailleurs les classes de soixante à soixante-quatre ans étant peu nombreuses, la modification des seuils de retraite ne dégage que peu de place, à moins de fixer le seuil bien en deçà de soixante ans. Quant à l'allongement généralisé de la scolarité au-delà de seize ans, il irait à l'inverse des mouvements spontanés observés depuis peu d'années, non seulement en France mais aux Etats-Unis et en Allemagne fédérale pour ne pas citer l'U.R.S.S., qui nous avait précédé dans ce reflux de l'engouement pour des études toujours plus longues pour tous les adolescents.

Ces données démographiques, immuables sur une courte période, et la propension féminine à travailler davantage conduisent à prévoir un accroissement de la population active de 2 150 000 pour la décennie 1975-1985, dont les deux tiers pour les femmes ; or il avait été de 1 670 000 entre les deux recensements de 1962 et 1975, alors que le taux de croissance de la production oscillait entre 5 % et 6 % l'an.

En moyenne annuelle, *l'accroissement* du nombre des actifs devrait donc passer de 121 000 à *215 000, alors que* le taux de croissance de l'économie est tombé à 3 % l'an depuis 1975.

La troisième donnée est également démographique : la faible croissance de la population totale due à l'arrêt de l'immigration et à la baisse de la natalité ; même si celle-ci est terminée et que le palier de 183 enfants pour 100 femmes, environ, observé pour la quatrième année consécutive, se maintient, la population ne croîtra plus que de 200 000 personnes par an, au *maximum, au cours du prochain* lustre, au lieu de 500 000, en moyenne annuelle, dans la décennie *1960-1970. Une croissance* démographique inférieure de plus de moitié ne peut que contribuer à la *stagnation économique et* à la morosité des investisseurs.

La quatrième donnée est la tendance à l'élévation permanente du prix de l'énergie et probablement des principales matières premières de l'industrie achetées dans le tiers-monde.

(Lire la suite page 23.)

(*) Ancien chef de service à l'INED (Institut national d'études démographiques) et ancien rédacteur en chef de *Population et société*.

Les dossiers économiques de Mme Gandhi

En 1977, le parti Janata héritait une situation économique favorable : deux années de bonnes récoltes et la suppression des importations de grains, une industrie qui avait repiqué du vif, l'inflation à peu près enrayée. Le bulletin de santé d'aujourd'hui est beaucoup moins réjouissant pour de nombreuses raisons qui ne sont d'ailleurs pas toutes imputables au gouvernement Janata.

par GILBERT ETIENNE

« RAMU, lamp lana » (Ramu, apporte la lampe, sous-entendu à pétrole). Une fois de plus, la maison est plongée dans le noir, inconvénient mineur pour moi, mais pas pour les paysans qui m'entourent. Dans cette région de l'ouest de l'Uttar-Pradesh, l'électricité a connu, comme dans d'autres, un grand essor depuis une vingtaine d'années, fournissant une précieuse contribution à l'agriculture, à la petite industrie. Or, à plusieurs reprises, mais encore plus en 1978 et en 1979, l'électricité va mal. Les pannes sont capricieuses : une matinée, plusieurs jours, voire des semaines. Les puits à pompe électrique ne débitent plus d'eau, et le blé sèche, et les moulins à farine ferment, ce qui renvoie les femmes à leurs meules de pierre, lourd et dur travail *accompli* à l'aube. Les ateliers et les petites usines s'arrêtent. La canne à sucre s'accumule devant les petits pressoirs récemment motorisés.

Autre cas : les chercheurs indiens ont mis au point de nouvelles variétés de légumineuses (cycle court, meilleur rendement) qui pourraient se glisser comme troisième récolte entre la moisson du blé (avril) et les cultures de mousson (juillet). « *Arré Sahb* (eh bien, monsieur), *ce n'est pas possible*, dit mon voisin, *ce n'est pas possible. Nos petites batteuses électriques introduites il y a quelques années sont tout le temps en panne. Il faut revenir au battage et au vannage traditionnels, ce qui ne laisse pas le temps de faire une troisième récolte.* »

Faits divers, pensera le lecteur. Non point, car leur accumulation a pris des proportions dramatiques dans les campagnes et dans les villes. De nombreuses usines sont fermées périodiquement pendant dix ou quinze jours. En mai 1979, toute la ville de Calcutta et ses quartiers industriels tombent dans le noir. Les usines du Bihar doivent ralentir ou suspendre leurs activités. De Madras, de Bombay viennent d'autres doléances...

Le réseau électrique

Même si la pénurie n'est pas la même partout, elle devient insupportable, et pourtant la *production* d'électricité a passé de 5,3 milliards de kWh en 1950-1951 à 92 milliards en 1977-1978. Toutes les villes sont maintenant électrifiées ainsi que d'importantes zones rurales.

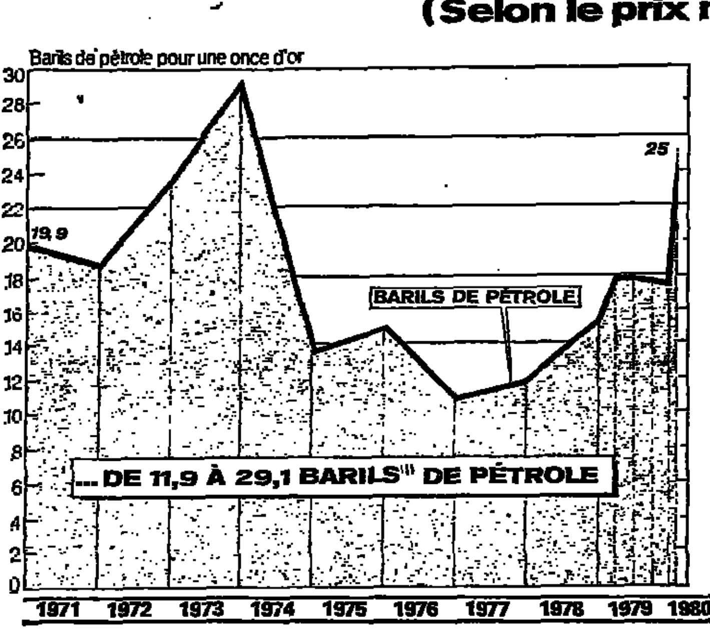
Cette expansion ne va pas sans défauts. L'entretien et le fonctionnement des réseaux laissent *à désirer*, les lignes à haute tension ne sont pas suffisantes, d'où de grosses pertes ou baisses de *courant*. La hausse de la production a souvent connu de longs retards à la suite des défaillances *de planification*, et cela bien avant le gouvernement Janata. Autre faiblesse, beaucoup de centrales *électriques dépendent* du charbon. Or la nationalisation des mines, il y a une dizaine d'années, n'a guère amélioré leur rendement, situation qui a empiré sous le gouvernement Janata à la suite de grèves et d'inondations de plusieurs villes lors de la forte mousson de 1978. Si celle-ci a, en revanche, favorisé le secteur hydro-électrique, la sécheresse de l'année suivante a gravement affecté ce secteur-là.

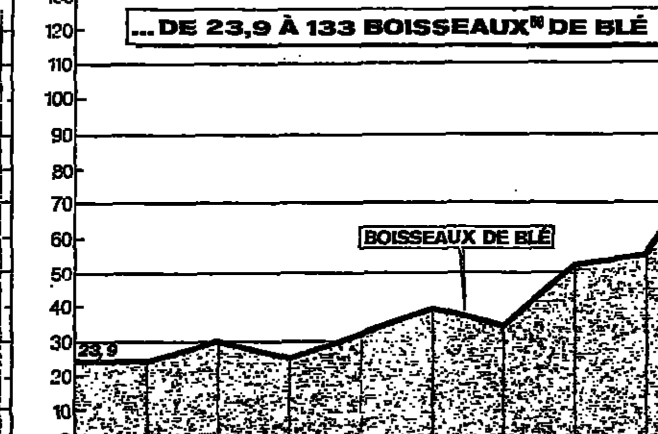
Devant cette situation, l'année dernière, le mot d'ordre était d'encourager l'usage des moteurs Diesel dans les campagnes, mais, dès le milieu de l'année, la pénurie frappe le fuel à la suite de la hausse des prix mondiaux et de diverses faiblesses d'organisation. Les transports par camions en souffrent, tandis que les chemins de fer, dépendant du charbon, manquent de combustible.

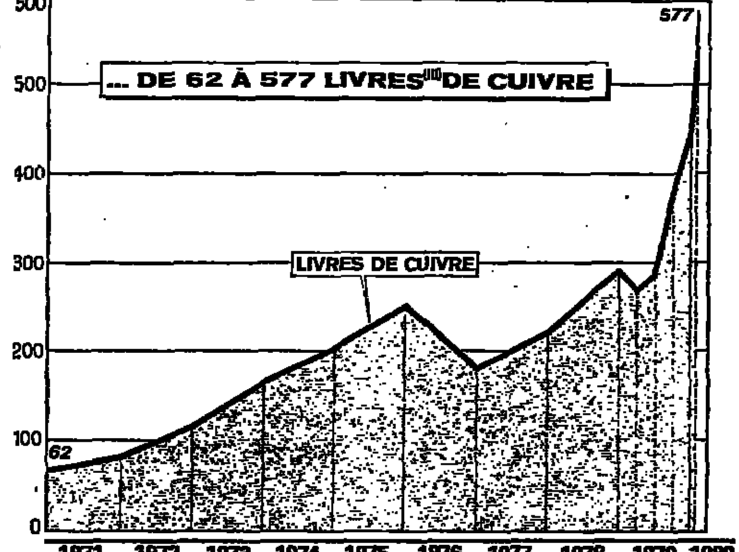
(Suite de la page 22.)

La hausse de l'or et la crédibilité du système monétaire

UNE ONCE D'OR PEUT ACHETER DEPUIS DIX ANS...
(Selon le prix moyen annuel)







SOURCE : statistiques du F.M.I.

I) Un baril de pétrole équivaut à 159 litres.

II) Un boisseau (américain), unité de capacité équivaut, approximativement, à 35,2 litres et correspond, pour le blé, à un poids de 27,216 kilos.

III) Une livre équivaut à 543,6 grammes.

(Suite de la page 21.)

Depuis août 1971, les demandes de conversion, même à doses homéopathiques, sont devenues impossibles auprès du Trésor américain. Cependant, les détenteurs de dollars peuvent s'adresser au marché libre ; s'ils achètent de grosses quantités d'or, ils en font monter excessivement le prix et contribuent à affaiblir le dollar, ce qui va, en principe, contre leurs propres intérêts.

Il reste que, à une époque où les affaires monétaires et commerciales se politisent dangereusement, il existe de gros porteurs de dollars dont la docilité vis-à-vis des intérêts de Washington n'est pas assurée (même si la bonne volonté de Ryad va très loin...).

C'est là, en puissance, un changement de portée considérable. Qui dit que le dollar s'affaiblissant encore — ce qu'il ne manquera pas de faire tant qu'il jouera un rôle déterminant comme monnaie de réserve — on ne verra un jour les membres de l'OPEP poser en termes menaçants le vieux problème de la convertibilité à taux fixe, ou en tout cas à un taux n'admettant que des variations « raisonnables » ?

2) Un autre fait qui est en train de modifier les données de l'équation monétaire (pas forcément les données qu'on met sur la place publique) est qu'évaluées à un prix dérivé du marché les réserves métalliques constituent à nouveau la composante principale des réserves de change totales. Sur la base d'un prix de, mettons (pour être modéré), 400 dollars l'once, le stock métallique officiel à la disposition des banques centrales et du F.M.I. atteint la contre-valeur de 378 milliards de dollars contre un montant total de réserves en dollars et autres devises de 341 milliards. Si l'or est évalué de cette façon sur une base réaliste et non plus sur l'ancien prix officiel, tout à fait dépassé, de 42,22 dollars l'once, les Etats-Unis, riches en or et ne possédant que très peu de devises (empruntées), au lieu d'apparaître au cinquième ou au sixième rang (après l'Allemagne, le Japon, la Grande-Bretagne, l'Arabie Saoudite et l'Italie), font à nouveau figure de pays possédant les plus grosses réserves du monde, ce qui est plus normal. Leur stock d'or est de 265 millions d'onces (106 milliards de dollars au prix de 400 dollars l'once), suivi par celui de la R.F.A., 94,9 millions d'onces (37,9 milliards de dollars), celui de la Suisse, 83,2 millions d'onces et celui de la France, 81,6 millions d'onces. Voilà des faits dont les Etats ne peuvent pas ne pas tenir compte, même ceux qui continuent à parler de « démonétisation ». Ne poussons toutefois pas l'argument trop loin parce que la défense du dollar sur les marchés des changes continue d'incomber aux banques centrales non américaines.

3) La hausse vertigineuse de l'or s'explique par un réflexe, extrêmement inquiétant, de fuite devant la monnaie-papier, et de scepticisme quasi absolu des milieux financiers, et du public en général, à l'endroit de ce qu'on a appelé, peut-être par dérision, la « *réforme* » du système monétaire international. Cette réforme a précisément consisté, en légitimant les changes flottants, à éliminer le rôle monétaire de l'or. Qui peut sérieusement croire à la crédibilité d'une remise en ordre, ou d'un début de remise en ordre, qui ne comporterait pas le rétablissement, fût-il indirect, d'un lien entre la valeur des grandes monnaies, d'une part, et l'or, d'autre part.

On prête à M. Giscard d'Estaing l'intention d'inclure dans les propositions qu'il fera au printemps prochain, en vue de « *reconstruire un système monétaire organisé* », des mesures concernant l'or. Il ne s'agira probablement pas, comme on l'a dit, de la restauration d'un prix officiel, mais de suggérer un mécanisme d'intervention souple des banques centrales chargées de maintenir le prix de l'or à l'intérieur d'une assez large fourchette, elle-même mobile à travers le temps. On serait donc loin d'une véritable stabilisation. Un pas dans la bonne direction aurait toutefois été accompli si on amenait les banques centrales à vendre et à acheter de l'or sur le marché en vue d'en encadrer le prix. Pour que leurs opérations soient plus ou moins équilibrées — et pas seulement des ventes — il faudrait que, simultanément, des mesures sérieuses soient prises contre l'inflation et la multiplication indéfinie des balances dollars et des eurodevises. Là réside le vrai problème.

PAUL FABRA.

Les dossiers économiques de Mme Indira Gandhi

(Suite de la page 21.)

En somme, l'Inde, comme dans une certaine mesure la Chine, révèle que le rôle absolument crucial de l'énergie a été sous-estimé malgré, répétons-le, une énorme expansion.

La pente sera longue à remonter. Le retour à la discipline qu'annonce Mme Gandhi aura des effets certes bénéfiques sur le fonctionnement des réseaux, mais pour le lancement de nouvelles centrales, le facteur temps fait sentir tout son poids. Enfin, malgré de récentes découvertes, l'Inde est encore loin de se suffire en pétrole. Pour 1980, la consommation est estimée à 34 millions de tonnes, dont 60 % devraient être importés. Notons également la modestie du rôle joué pour le moment par les centrales nucléaires.

POPULATION
361 millions en 1951 (recensement)
655 millions début 1980 (estimation)

AGRICULTURE	1949/50	1978/79
Productions alimentaires de base (céréales et légumineuses) en millions de tonnes ..	60,6	130,5
Surface irriguée (en millions d'hectares	22,6	49,9
Surfaces cultivées	118	142
Consommation d'engrais chimiques (matières actives), en milliers de tonnes	62	4 290

PRODUITS INDUSTRIELS	1950/51	1977/78
Acier, lingots (millions de tonnes)..	1,5	7,8
Charbon (millions de tonnes)	33	105
Engrais chimiques, matières actives (milliers de tonnes)	18	2 685
Ciment (millions de tonnes)	2,7	7,8
Tissus de coton (milliards de mètres)	4,2	8,4

De 1975 à 1978 inclus, l'Inde bénéficie de conditions météorologiques favorables. En même temps, l'irrigation, la consommation d'engrais chimiques, l'expansion des nouvelles semences jouent un rôle non moins important. Surtout dans les zones dynamiques du pays : nord-ouest pour le blé, et deltas rizicoles du sud-est. De sorte que, l'an dernier, l'Inde disposait de stocks jamais atteints, soit 22 millions de tonnes de grains. Elle continue à ne plus importer de céréales et en a même exporté.

La mousson de 1979 est catastrophique dans le nord et certaines régions centrales. De surcroît, la crise énergétique empêche les zones irriguées par pompes de compenser les pertes des terres qui ne dépendent que des pluies. Quant aux futures moissons de blé (avril), elles vont souffrir elles aussi du manque d'énergie.

Grâce à ses réserves, l'Inde est en mesure de subvenir à ses besoins, mais les dommages que subissent les paysans sont sérieux et il pourrait arriver que la prochaine mousson soit, elle aussi, mauvaise.

Peu à peu, l'Occident prend note de la puissance industrielle de l'Inde : expansion et diversification de la production, autonomie croissante dans plusieurs secteurs : métallurgie, matériel de transport, équipement électrique, exportation de produits manufacturés... progression qui ne va pas sans à-coups.

Sous l'état d'urgence de Mme Indira Gandhi, la production était repartie après une phase de semi-stagnation, mouvement qui se poursuit en 1977-1978, mais se ralentit de manière très sensible l'année dernière. Le manque de charbon freine la sidérurgie, la pénurie d'électricité affecte d'innombrables usines. Les conflit sociaux prennent une ampleur croissante : de janvier à juin 1978, le nombre de jours de travail par ouvrier perdus (15 millions contre 22,5 millions pour les six premiers mois de 1979) augmente.

L'attitude indécise du gouvernement, ses lenteurs et ses divisions sur la politique industrielle, ne stimulent guère les entreprises privées à faire de gros investissements. Quant au lourd secteur public, il comprend trop de canards boiteux.

Tous ces éléments : sécheresse, ralentissement industriel, manque d'énergie, crise des transports, se traduisent par la reprise de l'inflation. En décembre, la hausse des prix passe la barre des 20 % par rapport à mars 1979.

Le déficit de la balance commerciale s'accentue, mais l'Inde continue à jouir de réserves de devises : près de 7 milliards de dollars grâce, entre autres, aux économies que font les nombreux Indiens travaillant dans les pays arabes.

L'héritage économique que Mme Indira Ghandi est en train d'assumer est assez lourd, mais l'Inde peut reprendre sa marche en avant si le laisser-aller, le flottement et les dissensions qui ont caractérisé le gouvernement Janata sont enrayés. Point noir entre tous : le secteur énergétique. L'élimination du déséquilibre exigera du temps, mais des progrès immédiats sont possibles en matière de gestion du réseau électrique, de reprise vigoureuse dans les mines de charbon.

La politique agricole ne subira sans doute pas de grands changements. L'accent mis sur l'irrigation, les engrais, les semences, la recherche, devrait se poursuivre.

Il reste à voir quelle sera la politique du gouvernement face à l'industrie privée et dans quelle mesure il pourra assainir la gestion du secteur public, vieux serpent de mer depuis vingt ans, malgré de nets progrès dans certaines entreprises d'Etat.

Sur le plan social, les rapports de forces interdisent à Mme Indira Gandhi, comme hier au Janata, de prendre des mesures radicales, mais la ligne qu'elle avait déjà amorcée et qu'avait reprise le Janata en faveur du développement rural a des chances de se poursuivre.

GILBERT ÉTIENNE.

Des réponses

Des métiers

par MAURICE BOMMENSATH et MAURICE REYNE

AVEC la nouvelle crise pétrolière et ses effets sur la balance commerciale (déficit attendu de plus de 20 milliards de francs en 1980) le problème de la compétitivité industrielle se pose avec plus d'acuité encore. Mais comment orienter les efforts ? Par secteurs ? On sait par l'exemple typique du textile français — et encore plus allemand — que la réussite ou l'échec n'y sont nullement liés : en effet, on y voit des entreprises prospères à côté d'autres qui sont condamnées, souvent dans la même spécialité.

Qu'est-ce qui fait alors la différence ? L'expérience de nombreux cas nous amène à dire que les sociétés qui réussissent sont celles qui ont su prendre conscience de leur « métier », ont su le faire évoluer, s'y concentrer et y exceller. Mais ce que nous appelons « métier » ne correspond plus du tout à la définition traditionnelle mettant l'accent uniquement sur le matériau, le procédé ou la technique, et qui peut s'appliquer aussi bien au plombier qu'à la sidérurgie. Nous envisageons ici une notion de métier moderne basée sur un savoir-faire élargi, qui a su sortir du ghetto sectoriel, et s'affranchir du matériau, et même parfois du pays. Dans le tableau ci-dessus nous avons repris, en les accentuant jusqu'à la caricature, les différences essentielles.

Le « métier » traditionnel est fortement matériel et fait jouer souvent un attachement quasi viscéral au matériau et à la technique, surtout quand les dirigeants sont des ingénieurs. Il intègre rarement les données économiques et l'évolution de l'environnement. Il s'agit dès lors d'un « système » simple, peu évolutif, très sensible aux aléas extérieurs, surtout dans le cas de changement brutal. C'est donc une situation très dangereuse. Pourtant nombreuses sont encore les entreprises qui se trouvent dans ce cas et restent accrochées à une conception rigide de leur rôle et de leurs moyens dans de nombreux secteurs, tels que textile, mécanique... L'explication de ce retard peut être recherchée dans deux voies. D'une part dans le laxisme général français qui a poussé pendant des décades les entreprises à rechercher leur salut dans des solutions de facilité (avantage du franc dévalué, amortissement limité d'équipements vieillis, bas salaires de province...), plutôt que dans la rigueur. C'est-à-dire tout le contraire de l'Allemagne qui a poussé très tôt les sociétés de secteurs comme ceux du textile ou de la sidérurgie à se transformer en abandonnant leurs assises traditionnelles et matérielles et en jouant leur savoir-faire (opérations facilitées il est vrai par un contexte syndical plus réaliste).

LE METIER CLASSIQUE	LE METIER MODERNE
— Procède de l'art ou du tour de main. — Souvent étroitement rattaché à un matériau (bois, fer...) et à des produits bien définis ou à un secteur. — Forte assise matérielle. — Se rapporte à une opération limitée, faiblement évolutive (n'intègre pas de données économiques). — Très sensible aux évolutions brutales du milieu environnant (concurrence internationale...). — Bonne appréhension du métier, allant jusqu'à l'amour mal placé (du matériau ou de la technique par l'ingénieur). — Il faut moderniser le métier classique, l'enrichir, le dématérialiser, y introduire des paramètres économiques...	— Procède de la technique et des sciences (techniques, économiques et humaines). — Indépendant du matériau et même souvent du secteur et du pays (admet la substitution, la délocalisation). — Est immatériel et constitue un savoir-faire. — Constitue un système complexe capable de s'autoréguler et de s'adapter (sous-traitants, multinationales...). — Moins sensible aux évolutions du milieu environnant. — La complexité du système (technologique, économique...) fait qu'il est souvent mal perçu par ceux qui le pratiquent : d'où déviations possibles. — Il faut trois étapes de maîtrise : ● Connaissance du métier ● Exploitation du métier ● Maîtrise du métier.

Un savoir-faire plus complexe

Une autre raison plus proche de notre propos, c'est la difficulté qu'ont les chefs d'entreprise à prendre conscience de leur véritable métier, au sens moderne du mot, de s'y concentrer et de le développer. Car il s'agit de faire ressortir le savoir-faire, de se dégager du matériau, de produit, et même souvent du secteur et du pays, de façon à constituer un « système » plus complexe, capable de réactions plus diverses et plus riches, d'être moins sensible aux évolutions de l'environnement, et même de transformer les menaces en opportunités. Expliquons-le sur des exemples progressifs, ce qui nous permettra de voir quel est le contenu du métier moderne, obtenu par enrichissements successifs du métier traditionnel.

— *Premier enrichissement. — Du produit au besoin par le marketing.*

Il s'agit de cas classiques et bien connus : le chef d'entreprise n'est plus simplement un fabricant de produit, mais il satisfait un besoin, avec son produit, ou avec d'autres, avec son matériau ou d'autres... On peut citer ici le cas de l'emballage, de nombreuses sociétés complétant leur matière traditionnelle par d'autres (carton, fer blanc, etc.) avec l'avantage d'être ainsi beaucoup moins sensibles aux menaces qui peuvent planer sur l'un ou sur l'autre...

— *Deuxième enrichissement. — Jouer une stratégie internationale.*

L'entreprise s'engage alors dans une voie déjà plus nouvelle en façonnant son métier d'une manière plus complexe, mais beaucoup plus adaptable face aux coups durs. Dans beaucoup de secteurs menacés, c'est souvent la seule voie de salut. Mais elle est difficile ! En effet, l'internationalisation ne constitue pas simplement une extension de la

هكذا من الأصل

au défi pétrolier

modernes pour la France

vente habituelle (l'exportation), mais celle du savoir-faire dans des directions nouvelles et difficiles :

- *Gestion des cadres à l'étranger.*
- Gestion simultanée des changes et du financement étranger.

Métiers partiels dans lesquels excellent beaucoup d'entreprises anglaises, allemandes et bien entendu japonaises. Il est vrai que souvent elles peuvent profiter ainsi des sociétés internationales de commerce comme en Allemagne et au Japon, qui ont permis à de très nombreuses entreprises moyennes d'accéder aux marchés internationaux. Cela est vrai pour les exportations qu'elles ont tranformées en ventes internes, mais non pour les véritables opérations multinationales *comportant délocalisation* d'activités, mariage *avec le savoir-faire d'entreprises* étrangères.

— Techniques de pointe ou grappes de techniques.

Mais le chef d'entreprise peut aussi choisir d'autres voies visant plutôt le savoir-faire technologique. Avec deux possibilités. Ainsi, il peut pousser une technique isolée qu'il travaille de manière à y exceller : c'est le cas de nombreuses moyennes entreprises dans le vaste domaine des industries diverses, qui abrite beaucoup de réussites françaises méconnues. Car l'ingénieur ou le self made man français affectionne souvent cette voie solitaire qui reste encore très proche du métier traditionnel : le système reste simple et facilement gérable, et il n'est pas menacé immédiatement du fait d'un quasi-monopole technique ou du know-how. Citons des exemples tels que le ski, l'optique, l'outillage à main.

Une voie beaucoup plus difficile consiste à asseoir son métier sur une grappe de technologies liées et formant synergie. C'est le cas pour l'automobile faisant intervenir un ensemble verrouillable comprenant forge, fonderie, usinage transfert, emboutissage, et plus récemment plastique et surtout électronique.

— Contenu et crise en situation du métier.

A vrai dire, il s'agit ici moins d'un enrichissement que d'un renforcement de position pouvant être obtenu de diverses façons, souvent en liaison avec des stratégies internationales. Ainsi une entreprise peut se laisser glisser le long de sa « filière » vers l'aval, en se rapprochant de la dernière transformation et même du conditionnement et de la distribution. Elle peut aussi mettre l'accent sur d'autres composantes de son métier d'origine telles que la création, la souplesse du service... On peut citer de *nombreux exemples de ces* changements de positions dans le textile.

L'industrie française a-t-elle du métier ?

Partant de cette approche, nous avons essayé de noter les entreprises d'une trentaine de secteurs (en agglomérant bien *sûr les notes* par secteurs). Cela nous a permis de dégager deux *types de conclusions.* Tout d'abord, un classement de ces secteurs, non d'après leurs caractéristiques intrinsèques, mais compte tenu du degré d'évolution qu'ont su leur donner en moyenne leurs chefs d'entreprise. On peut ainsi distinguer des secteurs leaders (pneumatiques, gaz liquides, verre) ; des secteurs moyens (fer-blanc, alimentation) ; et des secteurs traînards (ameublement). Insistons *sur le fait que cela* ne veut pas dire que ces derniers sont condam*nés, tout au contraire, et on peut* même parmi eux citer de brillantes exceptions !

Un deuxième résultat concerne les notes moyennes obtenues par l'ensemble de l'industrie française pour les quelques compo*santes majeures du métier.* Il est remarquable de constater que, *contrairement à ce que* l'on peut penser, les notes sont bonnes, voire souvent excellentes dans la technique avec toutefois moins de réussites our les « grappes » de technologies (quelques *exceptions brillantes avec l'automobile*, l'aéronautique et le nucléaire, mais de grandes faiblesses pour les biens d'équipement). Les notes sont bonnes aussi pour le marketing des biens de conscmmation (mais souvent *faibles* dans les biens industriels). Elles sont surtout faibles pour la gestion et l'approvisionnement (on peut citer des entreprises françaises brillantes *par leurs techniques* et leurs produits mais gravement handicapées par leurs frais généraux par rapport à leurs concurrents étrangers) et pour les capacités de *« multinationalisation ».* On peut même dire que sur ces deux derniers points il s'agit de faiblesses liées au contexte français et non à tel ou tel secteur particulier. Ainsi, il n'y a en France pratiquement pas d'hommes possédant le métier multinational, ce qui a amené certaines entreprises françaises décidées à percer à embaucher des cadres allemands.

La conclusion de cette analyse qui nous semble la plus importante c'est que le redéploiement de l'industrie française n'est pas ce que l'on pense. En effet, on le voit en général d'une manière traumatisante comme un abandon de pans entiers de notre industrie entraînant des centaines de milliers de chômeurs supplémentaires. La réalité est beaucoup moins catastrophique. Ce qu'il s'agit de faire ce n'est pas d'abandonner tous ces secteurs mais plutôt de moderniser leur métier et d'en faire prendre conscience aux chefs d'entreprise. Il faut les faire évoluer, en renforcer les *composantes déficientes : par* exemple par la « multinationalisation » *(il serait intéressant de* combler cette lacune grave par *des formations* pratiques dans les écoles d'ingénieurs). Dans ces *conditions il parait possible* de redéployer l'industrie française à frais beaucoup moindres.

Certes, ceci ne dispense pas de faire de lourds investissements matériels comme par exemple dans l'automobile. Mais l'essentiel concerne le savoir-faire *et l'immatériel*, avec concentration et renforcement sur les véritables métiers (comme on l'a récemment remarqué chez Perrier et chez B.S.N.).

NOTES OBTENUES PAR TRENTE SECTEURS DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE

		Note sur 10
A. — LES LEADERS (bon métier, presque complet) Exemples : gaz liquide, verre, ciment, aluminium, pneumatique, parfumerie, automobile, petit électro-ménager, nucléaire.	Synergie technique	8,1
	Capacité production	7,4
	Gestion appro.	6,5
	Marketing	8
	Moyenne	7,6
B. — LES MOYENS (métier incomplet et déséquilibré) Exemples : alimentaire, fer-blanc, plastiques, ferroviaire, électricité.	Synergie technique	6,6
	Capacité production	5,7
	Gestion appro.	4,6
	Marketing	5,8
	Moyenne	5,7
C. — LES TRAINARDS (pas de métier moderne actuellement) Exemples : acier, papier, habillement, ameublement, électronique, machinisme agricole, machine-outil.	Synergie technique	4,4
	Capacité production	3,6
	Gestion appro.	3,4
	Marketing	4
	Moyenne	3,8

Réduire le niveau de vie pour diminuer le chômage

(Suite de la page 21.)

La concentration de toute la production pétrolière *exportable* sur moins de douze pays, la prise de conscience par la plupart des nations en voie de développement de leur capacité de marchandage avec les pays industriels, le basculement démographique, progressif mais inéluctable, en faveur du tiers-monde, sont autant de motifs pour juger ce mouvement de hausse irréversible, lourde hypothèque sur les économies qui dépendent fortement de ces importations, la nôtre comme celle du Japon.

L'économie n'est, essentiellement, que la transformation de matières premières et d'énergie *en biens et en services* par le travail et le capital de la nation. En 1973, alors que nous importions près des quatre cinquièmes de l'énergie consommée en France, le poste « énergie » représentait 1,7 % du *produit intérieur brut ;* en 1979, après la multiplication par 7, ou plus, du prix du *pétrole,* ce poste aura représenté 3,8 % *à 4 % du PIB. Si l'OPEP* ou certains de ses membres poursuivent leur *politique d'oligopole* — et il y aura bien d'autres *Caracas,* — l'énergie pourra représenter, d'ici peu d'années, *6 % du PIB et plus,* dont les quatre cinquièmes, et c'est cela *qui est dramatique,* payés à l'étranger.

Plus la quantité de demandeurs de travail est élevée — et c'est notre lot au prochain lustre, — plus il faut disposer d'énergie et de matières premières *pour occuper ces travailleurs,* plus il faut exporter pour payer les factures extérieures. On n'exporte pas sans être *compétitif.*

Des scénarios vraisemblables

Comment s'étonner alors que les économistes qui construisent des « scénarios » pour le proche avenir, *coincés comme ils le sont* entre ces contraintes économiques et démographiques et l'impératif de la dépendance énergétique étrangère, aboutissent à des conclusions comportant vers 1985 un accroissement du nombre des chômeurs. Certes, *ces travaux de l'INSEE ne sont* pas des *prévisions* mais des modèles qui développent, grâce à l'ordinateur, les conséquences des hypothèses choisies au départ. Ils *montrent néanmoins qu'il* n'est même pas possible de résorber le *chômage en maintenant* une croissance faible du pouvoir d'achat des ménages si le prix relatif du pétrole continue d'augmenter de 7 % par an, hausse plus que probable d'après les perspectives politiques et économiques du marché du pétrole.

Des propositions ont été avancées, *ici et là*, pour sortir de ce cercle vicieux de la stagnation, du chômage et de l'inflation. Les unes visent à la réduction de la facture énergétique, les autres à la diminution du nombre des demandeurs d'emploi.

Ni les économies d'énergie, même substantielles, ni l'utilisation des sources nouvelles d'énergie ne peuvent, *au cours des cinq prochaines années,* réduire suffisamment les besoins au point de modifier le marché du pétrole et de placer l'OPEP en position défensive. La seule énergie qui puisse être massivement substituée au pétrole dans la décennie qui vient est l'énergie nucléaire. Le programme français est l'un des plus ambitieux, ne serait-ce que du fait de l'absence, dans notre sol, de substituts immédiatement exploitables, en quantité, du genre charbon ou schistes bitumeux. Il est aussi l'un des programmes les moins retardés par la pression écologiste ; pourtant ce n'est pas avant 1985 qu'il permettra de réduire sensible*ment les importations de* pétrole.

Certains stratèges en chambre, qui ne reculent pas devant la manière forte, on préconisé, pour résoudre le problème pétrolier, une opération militaire internationale sur les grands pays exportateurs. C'est compter sans la fragilité de ces installations et sans la division du monde industriel en deux camps. Une pareille *opération qui ne rencontrerait* pas l'assentiment et la *collaboration des deux Grands* est impensable, or un Yalta énergétique n'est nécessaire ni à Moscou ni à Washington, les deux pays pouvant produire sur leur territoire beaucoup plus d'énergie qu'ils ne le font. Et même si ces deux puissances en venaient là — après le coup afghan il faut s'attendre à tout — ce partage de zones d'influence par les Grands ne soulagerait en rien l'Europe occidentale.

Les solutions de la « droite » et celles de la « gauche »

Quant à la diminution des demandeurs d'emploi, trois pro*cédés ont été préconisés : la* réduction du travail féminin *(plutôt à droite),* la réduction sensible de la durée hebdomadaire du travail ou celle de la durée de vie active (plutôt à gauche).

Si un million de femmes actuellement actives restaient à la *maison, il y aurait moins* de chômeurs. Cette solution apparaît *utopique tant elle irait* à l'encontre de la demande sociale, *du consensus populaire et même* de la démographie, car la famille ty actuelle de deux enfants implique une occupation professionnelle *pour la majorité* des *femmes ;* orientation également incompatible avec notre civilisation de consommation basée sur le double salaire.

La *seconde direction* préconisée *pour résoudre* le déséquilibre structurel du marché de l'emploi serait de ramener la durée du travail hebdomadaire à trente-cinq heures sans réduction de salaire : un partage du travail disponible entre davantage de monde ! Cette solution conduirait au renchérissement des biens et des services produits et à leur éviction des marchés d'exportation, sauf si tous les pays exportateurs pratiquaient de concert la même démarche pour résorber leur chômage. Autrement, l'amenuisement des exportations, le déficit croissant de la balance des *paiements* obligeraient notre pays à réduire ses importations d'énergie, *donc* à la récession et à un nouvel ac*croissement du chômage.*

Le même raisonnement est valable, à des nuances près, pour le *raccourcissement* de la vie ac*tive jouant sur la scolarité,* la retraite ou les vacances.

Faut-il donc jeter le manche après la cognée ? Une voie n'est jamais mentionnée ni explorée : celle de l'acceptation d'une très légère réduction du niveau de vie au profit de l'effort exportateur, pendant les toutes prochaines années, particulièrement périlleuses pour l'emploi ou l'équilibre *extérieur.* Tout s'est passé depuis quatre ans comme si la poursuite d'un *progrès* des niveaux de vie, malgré la ponction extérieure pétrolière, avait été payée par la mise en chômage *de quelque 4 % supplémentaires* de la population active et aussi par la dégradation relative du niveau de vie des agriculteurs.

Deux des scénarios des experts de l'INSEE postulent, l'un que le pouvoir d'achat du gain annuel des salariés croît de 2,3 % et l'autre de 1,8 % d'ici à 1985 ; or, le premier *conduit* à 400 000 chômeurs de plus que le second. Cette différence est révélatrice et il est regrettable que ces spécialistes n'aient pas construit un scénario sans accroissement de ce *pouvoir d'achat,* et même un modèle intégrant une *réduction de 1 % annuel pendant* trois ans, par exemple, associée aux *réformes structurelles* de *répartition* interne et de réorien*tation* du revenu vers l'investissement et du produit intérieur vers *l'exportation.* Cet exercice de style aurait au moins permis de juger dans quelle mesure cette voie réduirait le nombre des chômeurs actuels.

L'énorme impôt supplémentaire payé à l'étranger, repré*senté par* la différence des factures de pétrole entre 1972 et *1979,* doit être, de toute façon, réglé par les Français ; il est trop élevé pour que nos compatriotes puissent « se refiler » mutuellement l'addition. De 1974 à 1976, la charge porta essentiellement sur les entreprises dont les moyens de financement s'effondrèrent ; maintenant les chômeurs sont les grands perdants ; dans l'hypothèse d'une réduction imposée du *travail* féminin, ce seraient les couples à double *salaire ; dans celle* d'une réduction des horaires avec *diminution de la rémunération,* les payeurs seraient l'ensemble des *salariés,* désavantagés par rapport aux entrepreneurs et aux propriétaires.

Peu de gens acceptent l'idée qu'il ne peut être question, tant *que les progrès de la* productivité n'auront pas épongé la hausse *de l'énergie importée,* de maintenir une progression globale du pouvoir d'achat des Français.

Cette direction austère, qui n'interdit pas et même recommanderait la réduction des inégalités de revenus, découle pourtant de la logique économique ; ce serait la plus *efficace* pour réduire le chômage ; c'est aussi la plus improbable.

Et pourtant cette austérité toute relative et passagère permettrait seule de sortir de l'alternative : maintien des équilibres extérieurs au prix d'une très faible croissance et de l'extension du chômage ou bien relance artificielle de l'économie par l'accroissement des coûts du travail et du capital, avec réduction *transitoire du chômage* mais avec la rapide sanction du déséquilibre de la balance des paiements, qui mettrait fin à l'expérience.

PIERRE LANGONE.

LES NOTES DE LECTURE d'Alfred Sauvy

● MACRO-ÉCONOMIE CONTEMPORAINE.

Vivien LÉVY-GARBOUA et Bruno WEYMULLER.

Les deux mineurs n'hésitent pas à aller... au charbon, en embrassant, dans ce traité d'économie générale, théorie et observation. Un préambule d'histoire de la pensée économique depuis la révolution... quesnaysienne est suivi de trois parties : évolution depuis la guerre, analyse des tourments du moment et environnement mondial. D'un bout à l'autre de l'ouvrage domine le souci scientifique d'éviter l'affectivité et le confort d'esprit, excepté, peut-être, un penchant mignon pour le globalisme keynésien, dont il n'est pas certain qu'il ait fait, en fin de compte, avancer la science économique à terme.

La politique monétaire fait l'objet d'une attention spéciale, avec une préférence marquée en faveur du contrôle des liquidités. Et, cependant, l'intérêt se porte plus encore sur les deux terreurs du temps, l'inflation et le chômage, longtemps réputés *incompatibles* .

Sur le second, tous les aspects sont présentés, dans un ordre qui pourrait peut-être gagner en logique ; les vues pénétrantes, telles qu'augmentation des emplois ne signifie pas toujours diminution du nombre des chômeurs, alternant avec des ingénuités, telle l'appellation « mystère » donnée à la coexistence de postes vacants et de personnes sans emploi ; le rôle des deux millions d'étrangers appelés en vingt ans eût mérité plus d'attention.

Nullement oubliés, certes, le « structurel » et le « frictionnel » sont curieusement ajoutés au chômage « keynésien ». Et, de même, les goulots sont dûment mentionnés, mais quelque peu négligés dans la suite. Sur les rapports entre le progrès technique et l'emploi domine le souci classique de rassurer, sans que soient évoqués le phénomène du *déversement*, non plus que celui du *circuit du travail*. Au bout du compte, les remèdes contre le chômage ne nous sortent guère des tisanes habituelles.

Minutieuse est l'analyse de l'inflation, mais peut-être un peu trop « économique » : les changements d'opinions et d'attitudes, la montée du facilisme méritaient une place de choix. Pour ces deux fléaux jumeaux, notre société dérive au gré des courants et des sympathies aussi loin des rigueurs libérales que des sévérités de la planification.

Vient enfin une excellente présentation des échanges internationaux, peu optimiste, s'il en fut : battre monnaie n'est pas le fait d'un ensemble orchestral. Mais nous formulons des réserves sur l'amélioration des termes de l'échange, après 1974. Du reste, les erreurs de calcul sur les indices des prix des produits fabriqués obscurcissent les débats internationaux depuis trente ans.

Excellent « exercice » pour universitaire, économistes et toutes personnes plus soucieuses de s'instruire que de goûter les satisfactions de la commodité.

★ Economica. Paris 1979. 24 cm. 658 pages.

ÉCONOMIE ET PROGRÈS TECHNIQUE.

Arnold HEERTJE.

Le jeune professeur d'Amsterdam, qui nous avait déjà donné, en français, *l'Essentiel de l'économie politique*, s'est attaqué, cette fois, à ce maître morceau, facultatif, qui, telle une aiguille alpine inviolée, a attiré et attire la plupart des chercheurs, sans livrer encore tous ses secrets.

Innover, c'est détruire, ce qui explique tant de résistances, notamment de la part des hommes privés de leur gagne-pain. Innover cause d'autant plus de dommages que l'invention est capricieuse, à l'opposé même de la science, disait André Breton.

Nous voyons d'abord les classiques défendre la machine, presque par instinct, contre l'opinion et le populaire. Au moment où Marx paraît sur la scène, le procès n'est plus celui de la machine, mais du régime.

Mais Marx lui-même est moins sûr de la paupérisation que les marxistes. De tous les maîtres qui défilent avant Schumpeter (étudié avec une attention spéciale), le plus attirant, peut-être, est Babbage, précurseur de l'informatique.

Mais voilà le progrès technique, qui, jusque-là, galopait en liberté englobé dans les théories de la production, puis de la croissance. Peut-être les vues globalistes et unidimensionnelles depuis Cobb Douglas ont-elles fermé des galeries méritant exploration. Symptomatique est la faible place tenue, dans l'ouvrage, par W. Léontief.

Dans les vues personnelles de l'auteur, tout est mesure et prudence scientifique : c'est ainsi qu'est conçu un progrès technique optimal et que sont présentés les principes d'une politique propre à maîtriser cette monture fougueuse.

Cet ensemble des idées sur le sujet, le plus complet, le plus fidèle que nous ayons, laisse cependant l'impression de quelque piétinement autour du duo capital-travail.

Du fait même de la fidélité exemplaire du tableau du jeune Hollandais se dégage (ou se confirme) l'inexpérience de la société et, bien sûr, de la science économique, devant le problème de l'emploi des hommes.

Œuvre puissante, claire, de lecture facile, sans notations mathématiques, très recommandée.

★ Editions Aubier. Paris 1979. 22 cm. 303 pages.

L'ARME ALIMENTAIRE.

Sophie BESSIS.

Un grand sujet, une grande cause, servis par une connaissance profonde, mais traités sans les précautions indispensables. Le désir de bien faire, mais aussi de condamner, conduit à des contradictions affaiblissantes : le surpeuplement, argument disculpant des pays riches, n'est pas seul en cause, est-il dit justement (rappel de la conférence de Bucarest), mais contester son existence tout en citant l'exemple de la Chine est assez singulier, puisque sa relative réussite alimentaire a nécessité une sévère politique de limitation des naissances, antisociale en bien des points. Par contre, sont ignorés aussi bien les calculs de l'agronome J. Klatzman (nourrir dix milliards d'hommes) que ceux des démographes J.-C. Chesnais et A. Lefebvre sur l'évolution de la production agricole, selon la vitesse de croissance de la population, résultats qui auraient, tous deux, apporté une eau précieuse au moulin de l'auteur.

Que les organisations internationales, les gouvernements et, il faut bien le dire, l'opinion mondiale aient donné, au lendemain de la guerre, priorité à l'industrie sur l'agriculture n'est plus contesté ; mais ceux qui voyaient *clair* étaient accusés de vouloir maintenir les pays pauvres dans un état inférieur. Les responsabilités en cette affaire sont nombreuses et lourdes, mais parfois mal localisées.

Est oublié aussi le fait que, en 1965, le directeur général de F.A.O., Indien, est venu à New-York prier la commission de la population de suggérer les moyens de limiter le nombre des hommes, au moment même où une famine était annoncée imminente en Asie. Quinze ans après, il est de bon ton d'accabler de reproches la révolution verte (certes souvent antisociale), qui a nourri et sauvé les hommes.

A placer les responsabilités sur les mêmes personnes, la cause perd de sa force : elle en vient à dénoncer les pays qui, par une politique agricole efficace (France, États-Unis, etc.), en nourrissent d'autres et alimentent les réserves mondiales, et à ignorer ceux qui, comme l'U.R.S.S. consomment indûment une partie de ces réserves. Appeler, dans ces conditions, l'aide alimentaire une mystification pourrait suggérer une utilisation malicieuse de ce terme. Et, par contre, bien des reproches ne sont pas prononcés, comme la consommation excessive des pays riches en protéines animales, au détriment des ressources en céréales mondiales, comme l'ont montré René Dumont et d'autres.

Sur une matière aussi noble, aussi pesante, le souci essentiel devrait être l'efficacité. On peut douter que l'objectif soit cette fois atteint.

★ François Maspero. Paris 1979. 22 cm. 306 pages.

CONSTRUCTION D'UN TABLEAU D'ÉCHANGES INTERINDUSTRIELS ET INTERRÉGIONAUX.

Raymond COURBIS et Christian POMMIER.

Ce premier volume d'une série de trois porte le n° 4 du GAMA (Groupe d'analyse macro-économique appliquée), dirigé par M. Courbis.

Déjà vers 1950, avant même la naissance de la comptabilité nationale, M. P. Bauchet avait attaqué cette forteresse imprenable que semblaient être les comptes des régions, travaux couronnés en 1965, par une publication sur la Lorraine. D'autres ont suivi, est-il rappelé ici, parmi lesquels M. J.-J. Jeanneney et S. Quiers-Valette. Après quelques années moins remplies, les études ont été reprises, sur une base plus complète, par le GAMA dans le cadre du modèle Régina (de REGIon et NAtional), pour le service régional urbain du commissariat au Plan. Nous voilà bien loin du plan Monnet.

Les données régionales directes ont été préférées aux résultats de la désagrégation des nationales, lesquelles peuvent servir de recoupement.

Les résultats sont présentés pour les vingt circonscriptions et les cinq grandes régions. Pour celles-ci, la consommation des ménages par habitant ne s'écarte au maximum que de 2,5 % de celle de l'INSEE : par région, l'écart va jusqu'à 10 % pour la Picardie.

Et la France défile et vit devant nous, placés à la fenêtre du wagon : consommation de chaque produit, jours de vacances, travail, investissements, énergie, logement, tourisme, cèdent tour à tour leurs secrets.

Les bénédictins d'antan étaient-ils des oisifs, à côté des chercheurs d'aujourd'hui, comme on serait tenté de le penser ? Non, le secret de cette énorme somme, c'est l'ordre dans la tête et la machine au bout des doigts.

Il ne manque, ne nous en étonnons pas, que l'emploi, mais il suivra.

★ Economica. Paris 1979. 23,5 cm. 519 pages.

L'AFRIQUE INDUSTRIELLE.

Pierre CHAULEUR

Les deux mots du titre, qui auraient fait sourire nos pères, sont devenus un grand sujet : besoins des populations locales, ressources naturelles, soucis des grandes puissances de procurer des matières premières à leurs industries affamées, formation des hommes aux nouvelles tâches, pénétration des techniques, remous politiques et conflits d'idéologies, tout cela se touche et se heurte parfois, dans des mouvements d'envergure.

C'est un vaste inventaire qui nous est donné par l'expert chevronné de l'académie des sciences d'outremer, Africain de la première heure, préfacé ici par le professeur Leduc, Africain lui aussi, qui vient de disparaître.

C'est par branches industrielles, non par pays, que nous passons en revue la grande transformation : exploitation des forêts, industries alimentaires, tabac, textiles, métaux, chimie, mines (le pétrole n'est pas oublié), électricité. Viennent ensuite le financement et, bien sûr, les multinationales, souci commun à l'O.C.D.E. et à la CNUCED (avec des optiques différentes), accords de Lomé. En fin de volume, description de l'extension des villes, puissante et destructrice du passé, avec un souci de réagir contre les clichés moralisateurs et alarmistes. Et cependant, pense-t-on, l'agriculture, l'alimentation, la faim ?

Mais quelle étrange ignorance de la démographie, c'est-à-dire des hommes ! L'existence de nombreux précédents serait-elle une excuse ?

★ G. P. Maisonneuve et Larcas. Paris 1979. 24 cm. 337 pages.

INFORMATIONS «SERVICES»

TROISIÈME AGE

Retraites : la mensualisation à deux vitesses

M. Giscard d'Estaing, dans ses « perspectives présidentielles » de 1974, avait promis que les pensions seraient réglées mensuellement. La mesure, jusqu'à présent, n'a été qu'engagée.

Bien des arguments jouent, pourtant, en faveur d'une telle disposition. Le paiement mensuel de la retraite reproduit le rythme des rentrées d'argent de la vie active ; les augmentations sont immédiatement ressenties : la gestion du budget est plus aisée sur un mois que sur un trimestre.

En fait, tous les retraités ne sont pas logés à la même enseigne. La moitié environ des pensionnés de l'Etat bénéficie depuis 1980 de la « mensualisation ». Bon an, mal an, depuis la loi de finances pour 1975 qui a instauré le paiement mensuel des pensions civiles et militaires de retraite, cette mesure est progressivement appliquée dans les régions, les unes après les autres.

Dans le régime général, on se contente de maintenir ce qui fut et reste une « expérience » dans la communauté urbaine de Bordeaux. Les retraités de cette région sont toujours les seuls, aujourd'hui, à pouvoir opter pour un paiement mensuel.

Cette situation s'explique. Pour pouvoir réaliser la mensualisation, il faut à la fois disposer du programme informatique adéquat et d'une avance de trésorerie suffisante. Or chacun connaît les difficultés d'équilibre financier de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés (C.N.A.V.T.S.). Difficultés que l'on ne rencontre pas dans le régime des fonctionnaires. Chaque année, les parlementaires votent, dans la loi de finances, les crédits nécessaires pour l'année à venir.

C'est ainsi que, depuis 1975, deux cent cinquante mille à trois cent mille pensionnés de l'Etat bénéficient chaque année de cette procédure, qui a commencé d'être appliquée dans la région de Grenoble où le programme informatique était le plus aisément adaptable au paiement mensuel. Actuellement, la mensualisation est instaurée dans cinquante-sept départements et intéresse presque un million de retraités.

Au 1er janvier 1980, pour compléter ce dispositif, on a « mensualisé » les retraités des centres de Caen, pour la Basse-Normandie, de Dijon, pour la Bourgogne, de Metz, pour la Lorraine, étant dorénavant entièrement « mensualisée », et de Rennes, pour la Bretagne (le Finistère inclus sans la Mayenne qui fait partie des Pays de la Loire incluse).

L'administration n'a pas laissé le choix à ses ressortissants. Qu'ils le souhaitent ou non, ils sont réglés mensuellement dès que le dispositif peut être appliqué. En même temps qu'elle les informe de cette nouvelle procédure, elle leur suggère de recourir au paiement « par compte » postal, bancaire ou sur livret de caisse d'épargne, pour éviter les frais d'expédition des mandats ! (1)

Ainsi, les deux cent cinquante mille nouveaux « mensualisés » de 1980 ont perçu début janvier — le 6 exactement — le reliquat de pension entre le dernier versement et le 31 décembre 1979. Le 6 février 1980, ils vont inaugurer la mensualisation en recevant la somme correspondant à la période du 1er au 31 janvier. Ce qui a pour effet de cumuler treize à quatorze mois de pensions sur une année et de gonfler, artificiellement les déclarations de revenus, avec les conséquences qu'on imagine sur les impôts. Aussi, ces nouveaux « mensualisés » peuvent-ils demander au percepteur de faire figurer sur l'année 1979, une fraction de ce reliquat touché en janvier 1980.

Pour le régime général, nous sommes loin du million de retraités mensualisés. Fin novembre 1979, dix-huit mille cinq cents des cinquante-cinq mille cinq cents prestataires de la région bordelaise (sur un total de quatre millions cinq cent mille pour la France) recevaient leur pension mensuellement. Il est vrai que l'expérience, commencée en 1975, ne s'est guère révélée concluante. A l'époque, quarante-six mille questionnaires furent envoyés à tous les retraités leur proposant le paiement mensuel. S'ils optaient pour cette formule, ils devaient ouvrir un compte postal ou bancaire. Il n'y eut que sept mille huit cent soixante dix-sept réponses positives. Fin 1975, 20 % des retraités avaient choisi ce mode de paiement. Or sur les quarante-six mille personnes interrogées, quinze mille faisaient, déjà, virer leur pension sur un compte. Parmi ceux qui n'auraient pas eu à changer leurs habitudes, tous, beaucoup s'en faut, ne se sont donc pas trouvés intéressés par la mensualisation.

Il faut noter que plus leur pension est élevée, plus les retraités préfèrent le paiement et par compte et mensuellement (18 % pour les tranches de pension inférieures à 656 francs par trimestre, 53 % pour les tranches supérieures à 6 000 francs).

Bloquée dans son système de trésorerie, achevant de généraliser — dans les années 1980-1981 — le programme informatique de paiement trimestriel des pensions (bientôt compliqué par le prélèvement de la « cotisation maladie »), la C.N.A.V.T.S., sans être opposée, par principe ou par philosophie, à la mensualisation des pensions, intensifie, pour l'instant, sa campagne pour le paiement par compte, préliminaire impératif au paiement mensuel. Quant à la Mutualité sociale agricole, elle suit en cela — comme pour le reste — le régime général.

Nous sommes bien loin des « perspectives » tracées il y a six ans.

CHRISTIANE GROLIER.

(1) Fin 1978, 1 400 000 pensions étaient réglées par virement : 670 000 étaient directement touchées aux guichets de la poste ou de la perception ; 70 000 seulement étaient perçues par mandat.

REVALORISATION DES PENSIONS AU 1er JANVIER. — Pensions, retraites ou rentes de vieillesse, pensions de reversion, pensions d'invalidité, pensions de veuf ou de veuve sont revalorisées de 5,4 % depuis le 1er janvier 1980. Le maximum des pensions de vieillesse ne pourra dépasser 50 % du plafond annuel des cotisations de Sécurité sociale, soit 2 505 F par mois. Le minimum ne pourra être inférieur à 7 400 F par an depuis le 1er décembre 1979.

LA VALEUR DES POINTS DE RETRAITE. — Voici les nouvelles valeurs des points de retraite complémentaire au 1er janvier 1980 : UNIRS (Union nationale des institutions de retraites des salariés) : 1,108 F au lieu de 1,046 F au 1er juillet 1979 (+ 5,93 %) et 0,974 F au 1er janvier 1979 (+ 13,75 %) ; A.G.R.R. (Association générale de retraites par répartition) : 1,108 F contre 0,972 F au 1er janvier 1979 (soit + 13,99 %) : AGIRC (Association générale des institutions de retraites des cadres) : 1,156 F (11,2 % d'augmentation par rapport au 1er janvier 1979).

LES EFFETS DES HAUSSES. — Pour « atténuer » les effets de la hausse des prix du pétrole, du gaz, de l'électricité, les personnes âgées bénéficiant du F.N.S., au taux plein ou non, vont percevoir, en février, une allocation exceptionnelle de 150 F. Aucune démarche à faire.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 13 janvier 1980 :

DES DECRETS

● Modifiant le décret du 30 juillet 1963 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance du 31 juillet 1945 et relatif à l'organisation et au fonctionnement du Conseil d'Etat ;

● Relatif à la dotation supplémentaire versée aux communes touristiques ou thermales et à leurs groupements ;

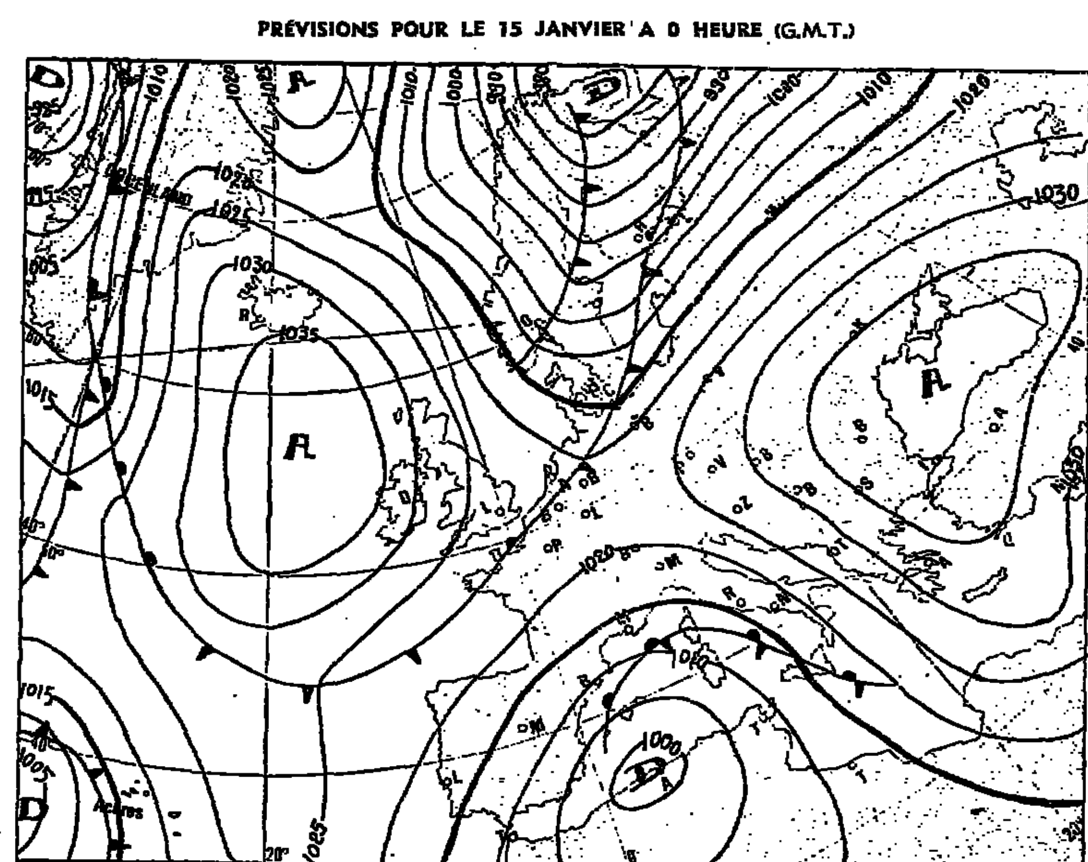
● Modifiant le code de la construction et de l'habitation et relatif à la répartition des frais de chauffage dans les immeubles collectifs ;

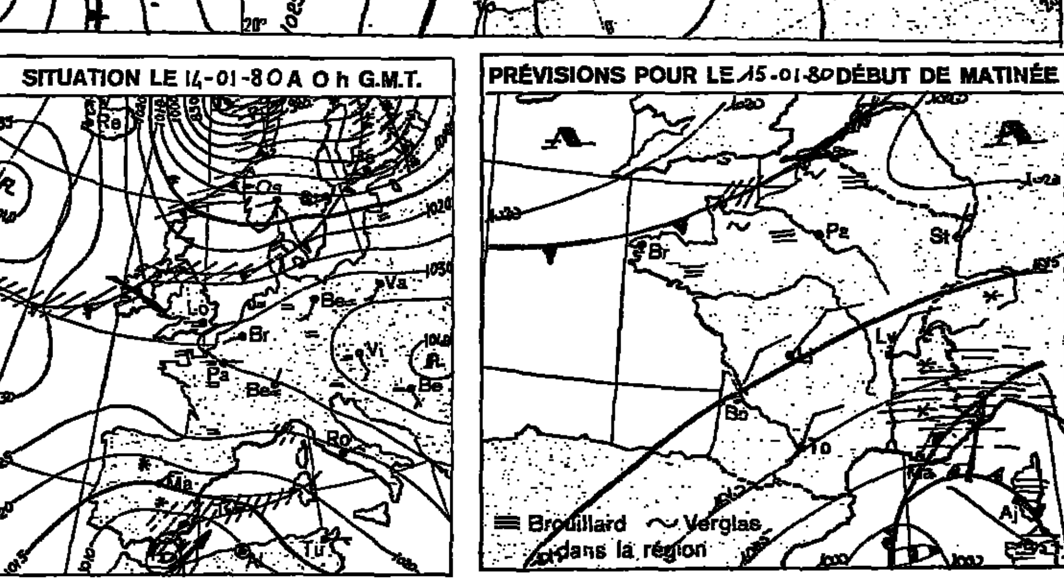
● Modifiant le décret du 13 mai 1977 instituant une taxe parafiscale au profit de l'association dite Comité de coordination des centres de recherche en mécanique ;

● Réglementant la catégorie d'instruments de mesure Ensembles de mesurage volumétrique des carburants pour véhicules routiers.

MÉTÉOROLOGIE

PRÉVISIONS POUR LE 15 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)





Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)

Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Brouillard — Verglas

Flèche indiquant la direction d'où vient le vent — Force du vent : 5 nœuds, 10 nœuds, 50 nœuds

Sens de la marche des fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 14 janvier à 0 heure et le mardi 15 janvier à 24 heures :

L'air froid venu d'Europe centrale subsistera au cours de ces deux jours sur la majeure partie de la France. Une très faible perturbation située lundi matin sur les îles Britanniques atteindra mardi nos régions voisines de la Manche, mais elle y sera peu active. Par contre, une perturbation du Bassin méditerranéen remontera vers nos régions du Sud-Est, où elle apportera des précipitations qui deviendront progressivement plus importantes.

Mardi 15 janvier, le temps sera nuageux et très brumeux de la Bretagne à la Flandre, avec des brouillards souvent givrants. Les températures varieront peu par rapport à celles de lundi. Les nuages s'étendront progressivement des régions méditerranéennes aux Alpes, aux Pyrénées orientales et centrales, au Massif Central, au Jura, puis au Morvan et aux Vosges ; ils donneront des pluies sur le littoral méditerranéen et en Corse, de la neige ailleurs. Les vents seront forts en Méditerranée ; ils viendront généralement du nord-est ou de l'est, mais ils tourneront au sud-est le soir de la Corse à la Provence.

Sur le reste de la France, le froid persistera ; il y aura quelques brumes, mais le ciel sera le plus souvent peu nuageux et les vents seront faibles.

Le lundi 14 janvier, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 026,2 millibars, soit 769,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 13 au 14) : Ajaccio, 9 et 5 degrés ; Biarritz, 3 et —3 ; Bordeaux, 2 et —5 ; Brest, 4 et —1 ; Caen, —3 et —4 ; Cherbourg, 2 et —6 ; Clermont-Ferrand, 1 et —9 ; Dijon, —3 et —9 ; Grenoble, 1 et —6 ; Lille, —2 et —9 ; Lyon, —2 et —7 ; Marseille, 8 et 1 ; Nancy, —4 et —11 ; Nantes, —3 et —8 ; Nice, 10 et 6 ; Paris - Le Bourget, —3 et —8 ; Pau, 2 et —3 ; Perpignan, 5 et 2 ; Rennes, —3 et —7 ; Strasbourg, —3 et —10 ; Tours, —2 et —7 ; Toulouse, 0 et —5 ; Pointe-à-Pitre, 27 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 14 et 8 degrés ; Amsterdam, —2 et —8 ; Athènes, 7 et 4 ; Berlin, —6 et —10 ; Bonn, —1 et —11 ; Bruxelles, —2 et —8 ; Le Caire, 18 et 10 ; îles Canaries, 17 et 16 ; Copenhague, —2 et —4 ; Genève, —1 et —4 ; Lisbonne, 8 et 2 ; Londres, 3 et —3 ; Madrid, 4 et 0 ; Moscou, —14 et —16 ; Nairobi, 28 et 11 ; New-York, 1 et —1 ; Palma-de-Majorque, 12 et 9 ; Rome, 12 et 6 ; Stockholm, 2 et 1 ; Téhéran, 5 et 1.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 585

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I	■								■
II						■			
III		■							
IV						■			
V		■						■	
VI		■				■			
VII				■					■
VIII				■					
IX			■		■				
X	■						■		
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Qualifie des cordes sensibles. — II. Meuble pour ranger les ficelles ; Utilisé quand on a déjà doublé. — III. Amène à déménager quand il est dérangé. — IV. Ne se laissa pas intimider ; Eut une réaction de rosse. — V. Qualifié de fermière quand il est en coton. — VI. Peut se descendre en Chine ; On reste blanc quand il est pourri. — VII. Préfixe qui évoque la terre ; Au fond d'un golfe. — VIII. Un étranger ; Où il n'y a donc rien à prendre. — IX. Abréviation qui donne une indication sur le courant ; Peut devenir flottant. — X. Qui est donc resté assis ; Utile pour le lever. — XI. Dont on a donc donné le nom.

VERTICALEMENT

1. Prêter un couvert. — 2. Appréciation qui n'engage à rien ; Fournit du duvet. — 3. Se fait saisir quand elle est bonne ; Etre bien ouvert (épelé). — 4. Plus sévèrement jugé quand il est de retour ; Peut mener loin quand il est faux. — 5. Peut se faire par la bouche ; Peut servir à faire l'appel. — 6. Nom qu'on donnait à une fine lame. — 7. Qui peut donc évoquer la neige. — 8. Contenant ou contenu ; Est plus connue par ses initiales. — 9. Le coup de pied de l'âne ; Héros d'une épopée.

Solution du problème n° 2 584

Horizontalement

I. Annuité ; Oignons. — II. Vaisselle ; Rusée. — III. Age ; Inn ; Irisé. — IV. Résiduelles ; Sot. — V. No ; Eliés ; Né. — VI. Contrariantes. — VII. Isère ; Détruit. — VIII. Fa ; Atre ; Errer. — IX. Ursins ; Esus. — X. Xe ; Déçu ; Reno. — XI. Stase ; Na ; Léman. — XII. Acabit ; Drosera. — XIII. Crillon ; Eut ; Sil. — XIV. Rire ; Litanie ; Né. — XV. Etés ; Auer ; Dés.

Verticalement

1. Avaricieux ; Acre. — 2. Nage ; Os ; Rescrit. — 3. Niés ; Nefs ; Taire. — 4. Us ; Intraitables. — 5. Isidore ; Sil. — 6. Ténu ; As ; Etole. — 7. Elne ; Rat ; Ni. — 8. Lei ; Rien ; Ta. — 9. Œillade ; Cadeau. — 10. Reine ; Eu ; Rune. — 11. Grisettes ; Lotir. — 12. Nus ; Serrures. — 13. Osés ; Sursemés. — 14. Ne ; On ; Ie ; Narine. — 15. Septentrionales.

GUY BROUTY.

BREF

VIVRE A PARIS

PERMIS DE DÉMOLIR ET DE CONSTRUIRE. — Le « Bulletin municipal officiel » de la Ville de Paris du 12 janvier a publié la liste des demandes de permis de démolir et de construire déposés entre le 16 et le 31 décembre 1979 ainsi que la liste des permis de construire et de démolir délivrés entre ces deux dates.

LOCAUX POUR INDUSTRIELS. — La chambre de commerce et d'industrie de Paris et la mairie de Paris diffusent gratuitement un bulletin comportant la liste des locaux industriels vacants. Son but est d'aider les nombreuses P.M.E. qui souhaitent rester dans la capitale à trouver de meilleures conditions d'exploitation.

★ C.C.I., direction de l'aménagement et des équipements, bureau information locaux P.M.I., 14, rue Chateaubriand, 75008 Paris, tél. 561-99-00, poste 458.

VOITURES ENLEVÉES : DOUCEMENT ! — Le Conseil de Paris a invité le préfet de police à veiller à ce que les enlèvements de voitures soient pratiqués avec plus de circonspection et de façon moins hâtive.

PARIS EN VISITES

MARDI 15 JANVIER

« Hôtel Caron de Beaumarchais », 14 h., 26, rue de Condé (Mme Chapuis).

« Hôtel de Lauzun », 15 h., 17, quai d'Anjou (Mme Bachelier).

« La mosquée de Paris », 15 h., place du Puits-de-l'Ermite (Mme Garnier-Ahlberg).

« Le Palais-Bourbon », 15 h., 126, rue de l'Université (Mme Lamy-Lassalle).

« Montparnasse des années folles à la Coupole », 15 h., métro Vavin, Mme Pennec (Caisse nationale des monuments historiques).

« Place des Vosges et Marais nord », 15 h., place des Vosges, devant la statue de Louis XIII (Approche de l'art).

« Histoire de la céramique de l'antiquité à nos jours », 14 h. 30, 7, rue des Réservoirs (J. Mauxion).

« Le Sénat de la salle des séances à la salle du livre d'or », 15 h., 20, rue de Tournon (Mme Ragueneau).

« Cités d'artistes et jardins secrets de Montmartre », 15 h., métro Abbesses, M. Jaslet (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« La cour des miracles, la tour de Jean-Sans-Peur », 15 h., métro Etienne-Marcel (M. Teurnier).

« Le Prince impérial, exposition », 15 h., 2, rue de Bellechasse (Visages de Paris).

CONFÉRENCES

15 h., 62, rue Madame : « L'Egypte chrétienne et musulmane » (Arcus).

19 h., 62, rue Madame : « Partir en Inde : le pays et les hommes » (Arcus).

19 h. 30, la Sorbonne, amphithéâtre Bachelard, docteur Pesé : « La méthode des groupes : son utilité dans la vie quotidienne ».

20 h., 8, rue Jean-Goujon, conférence, dîner, débat, M. Maurice Schumann : « François Mauriac et la Ve République ».

20 h. 30, 24, rue Saint-Victor, M. Lanarès : « Etre croyant en U.R.S.S. ».

21 h., 36, rue Jacob, M. Roberts : « Les jeunes romanciers ».

CIRCULATION

Une réforme des permis pour les deux-roues

Le décret réformant le permis de conduire pour les deux roues à moteur a été oublié au « Journal officiel » du 12 janvier (« le Monde » des 13 et 14 janvier). Il doit entrer en vigueur le 1er mars.

Jusqu'à présent, les deux-roues à moteur étaient divisés en trois catégories : les cyclomoteurs, les vélomoteurs et les motocyclettes.

● *Les cyclomoteurs*, d'une cylindrée inférieure à 50 cm3, leur vitesse étant limitée à 45 km/h, leur changement de vitesse étant soit manuel, soit automatique. Aucun permis de conduire n'était nécessaire et on pouvait les piloter à partir de 14 ans.

● *Les vélomoteurs*, d'une cylindrée variant de 50 à 125 cm3. Ils pouvaient être conduits par les détenteurs du permis de conduire dit « A 1 » (une épreuve théorique) et les conducteurs ayant passé n'importe quel permis (voiture de tourisme, poids lourd, moto, etc.).

● *Les motocyclettes*, d'une cylindrée supérieure à 125 cm3. Elles étaient pilotées par les conducteurs ayant passé le permis A, qui comprenait une épreuve théorique et pratique, celle-ci exigeant d'une part une épreuve de maniabilité lente et le parcours d'un circuit effectué seul par le candidat, sous les ordres de l'examinateur en relation avec lui par radio.

Quatre catégories de deux-roues à moteur sont désormais instituées : celle des cyclomoteurs et celles de trois sortes de motocyclettes.

Pour les cyclomoteurs, une seule modification : les deux-roues à changement de vitesse manuel sont désormais classés parmi les motocyclettes.

La catégorie des vélomoteurs disparaît et est incluse dans une des trois catégories de motos :

● *La première catégorie* comprend les deux-roues de 80 cm3 au maximum, dont la vitesse est limitée par le constructeur à 75 km/h. On pourra les conduire à partir de 16 ans avec un permis dit « A 1 » comprenant une épreuve théorique et pratique.

● *La deuxième catégorie* (de 80 à 400 cm3 inclus) pourra être pilotée à partir de 18 ans par les détenteurs du permis dit « A 2 », équivalent à l'actuel permis moto.

● *La troisième catégorie* (plus de 400 cm3) pourra être pilotée à partir de 18 ans, par des motards ayant passé le permis dit « A 3 » comprenant une épreuve de maniabilité rapide, et particulièrement deux exercices difficiles sur les grosses cylindrées très lourdes : le contre-braquage et le freinage d'urgence.

Actuellement, le parc des cyclomoteurs est de 6 000 000. On compte également 300 000 vélomoteurs et 180 000 motocyclettes, dont 28 000 grosses motos. Il est à remarquer que si 1 650 tués ont été enregistrés en 1978 parmi les conducteurs de cyclomoteurs, on compte 400 victimes parmi les pilotes de vélomoteurs et 400 tués parmi les motards. Enfin, 80 % du parc motos est actuellement constitué par des engins de 125 cm3. C'est la nécessité de rendre plus difficile le permis pour ces motos (qui circulent à 100 km/h environ) qui a motivé la réforme.

La loi n'est, bien entendu, pas rétroactive. Tout conducteur au 1er mars 1980 du permis voiture, poids lourd, moto, pourra conduire jusqu'à la fin de sa vie une 125 cm3 ; tout détenteur du permis A 1 à la même date pourra conduire une 125 cm3 ; tout détenteur du permis moto, un deux-roues, quelle que soit sa cylindrée. C'est sans doute ce qui explique les « embouteillages » constatés actuellement dans les auto-écoles.

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES ENCADRÉES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05



emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)




emplois régionaux

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Massey Ferguson

Un des premiers constructeurs mondiaux de matériel agricole, recherche, pour son usine de Marquette Lez Lille, son

Chef de service ordonnancement

Ses responsabilités :

Une équipe d'une centaine de personnes à diriger, une structure à faire vivre, à adapter à l'évolution des systèmes de fabrication et au lancement des nouveaux matériels.
Un système intégré à créer et à développer pour la gestion des ateliers.
Le montage et la fabrication des pièces (moissonneuses - batteuses, presse-ramasseuses, etc.) à assurer grâce à la coordination entre les différents secteurs de l'usine.

L'homme :

Un praticien d'usine, ingénieur de formation, qui possède une expérience de plusieurs années en usine dans l'ordonnancement - lancement petites et moyennes séries.

Adresser candidature détaillée et prétentions sous référence PB.SO à Philippe BIARD - MASSEY FERGUSON - 22, avenue Galilée - 92350 - LE PLESSIS ROBINSON.

directeur commercial

Machines-outils - Strasbourg - 200.000 F +

Groupe industriel français d'envergure internationale désirant accélérer le développement de ses activités machines-outils, recherche pour diriger et animer ses équipes commerciales et de marketing, un Ingénieur de formation Grandes Ecoles connaissant le marché de la machine-outil au plan national et international. Il aura pour mission de :

- promouvoir et développer la gamme actuelle ;
- définir en liaison avec les services techniques les axes de développement en fonction de l'évolution des différents marchés ;
- proposer à la Direction des objectifs et les actions à mener ;
- animer les équipes commerciales et de vente.

Cette fonction de premier plan requiert une solide expérience technique et commerciale du domaine concerné, intégrant des contacts et des négociations avec des interlocuteurs de haut niveau.

Forte personnalité requise.

Connaissance de l'anglais indispensable, celle de l'allemand souhaitée.

Un premier contact pourra être établi en adressant un dossier de candidature sous la référence 78186 M à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT



Société des MAISONS PHENIX RHONE ALPES
nous recherchons un responsable pour

seconder le directeur de notre activité villages

Il devra :
- être âgé d'au moins 28 ans et diplômé de l'enseignement supérieur,
- posséder l'expérience de la recherche foncière, de la définition et du montage de programmes de maisons individuelles,
- conjuguer des capacités d'organisateur à un tempérament de "gagneur"

Merci d'adresser un dossier détaillé de candidature sous réf. 8001-M (discrétion absolue) à notre conseil.



CEP lyon
55 montee de choulans
69323 lyon cedex 01
tél. (7) 842.29.53

annecy - grenoble



LA RADIOTECHNIQUE COMPELEC
offre à plusieurs :

INGENIEURS ELECTRONICIENS

DEBUTANTS OU EXPERIMENTES DE PARTICIPER A UNE FORTE EXPANSION DE SES ACTIVITES «CIRCUITS INTEGRES»

- Dans son centre industriel de CAEN, à 2 heures de Paris et quelques minutes des clubs de voiles de Normandie,
- Au sein d'équipes chargées de développer et industrialiser des nouvelles familles de circuits logiques, complexes et très rapides,
- Avec de très larges possibilités d'échange, de perfectionnement et d'évolution dans un groupe implanté dans toute l'Europe et les U.S.A. (Californie).

A des candidats (es) ayant le goût de la performance, des responsabilités et de l'action en équipe, il est proposé de commencer par des fonctions de :
- DEVELOPPEMENT TECHNIQUE DE PRODUITS
- DEVELOPPEMENT MARKETING INTERNATIONAL

Il faudra avec notre aide, maitriser l'anglais pour prendre en charge d'ici 2 ou 3 ans, des discussions professionnelles, techniques et économiques, avec nos partenaires ou nos clients à l'étranger.

Adressez une lettre manuscrite, un C.V. et une photo récente à M. BOUCLIER
Chef du Personnel B.P. 6025 - 14001 CAEN Cedex.



Direction du Contrôle

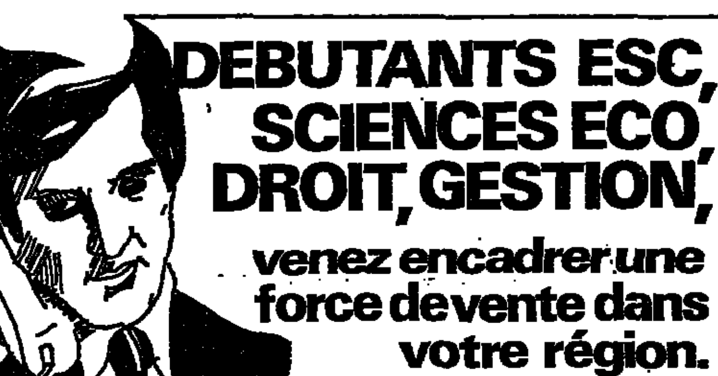
INGENIEUR QUALITE

pour intervention sur les matériels entrant dans la composition des

SYSTEMES DE NAVIGATION INERTIELLE

- Formation ingénieur de haut niveau et expérience fonction qualité nécessaires.
- Larges possibilités d'évolution de carrière.
- Lieu de travail : CHATELLERAULT.

Adresser C.V. et photo à :
S.F.E.N.A. - B.P. 59
78140 VÉLIZY-VILLACOUBLAY
S/s Réf. I-030



DEBUTANTS ESC, SCIENCES ECO, DROIT, GESTION,

venez encadrer une force de vente dans votre région.

Vous recruterez, formerez et animerez 20 à 30 agents généraux d'assurances ; 34 millions Frs C.A. sur un à trois départements.

Vous serez formé aux techniques de vente, de recrutement et d'animation de vendeurs pour prendre progressivement des responsabilités sur le terrain.

Statut cadre, voiture fournie, frais professionnels pris en charge.

Venez rejoindre nos équipes d'inspecteurs dans le Midi (Toulouse, Narbonne, Montpellier) dans le Sud-Ouest, Rhône-Alpes - Auvergne, l'Est (Alsace - Franche-Comté - Champagne) le Centre (Bourges - Moulins) le Nord-Ouest (Rouen - Amiens) et la région Parisienne.

Mais au fait qui sommes-nous ? Le Groupe DROUOT, un des premiers groupe privé d'assurances, C.A. + 21 % en 78 /77.
Adressez CV, photo, lettre manuscrite sous référence LM 180 à Claude BERGES - Chargé de Recrutement Groupe DROUOT - 1, place Victorien Sardou - 78161 MARLY LE ROI.



raog carrières

Burroughs, recherche pour son usine de VILLERS-ECALLES (près de ROUEN)

1 DIRECTEUR FINANCIER

Il sera directement rattaché au Directeur de l'Usine et fera la liaison avec le Directeur Financier du Groupe, à DETROIT (USA).

Il doit avoir la maîtrise des méthodes de comptabilité américaine et une parfaite connaissance de la langue anglaise.

Des déplacements aux U.S.A de courte durée sont à prévoir.

Le poste conviendrait à un Diplômé d'Etudes Supérieures disposant d'une expérience comptable et financière minimum de 5 ans dans un contexte industriel.

Pour faire acte de candidature, envoyer C.V., photo et prétentions de salaire ainsi qu'une description détaillée de l'expérience professionnelle sous référence 809 à M. J. PAVIOT
S.A. BURROUGHS
Boite Postale 5
76360 BARENTIN.

Burroughs

La Société BURROUGHS, 2ème Constructeur mondial de matériel informatique, vous offre la possibilité de participer à son expansion en travaillant dans son centre d'études et de production de Villers-Ecalles, près de Rouen, (500 personnes) à la conception et au développement d'équipements périinformatiques comme :

INGENIEURS ELECTRONICIENS

débutants ou ayant début d'expérience position I

INGENIEUR ELECTRONICIEN

confirmé - position II
Ces ingénieurs en relation directe avec l'usine étudieront des circuits d'interfaces entre micro-processeurs et périphériques, ce qui nécessite de bonnes connaissances en électronique analogique et digitale.

Formation : Ecole d'ingénieurs (ENI, ESEO, ISEN, INSA ...)

Réf. 754

INGENIEURS INFORMATICIENS

au sein de la division «logiciel»
Ces ingénieurs travailleront dans les domaines suivants :
logiciel de base, théorie des langages, définition, synthèse et développement d'applications (bancaires en particulier)
Formation : Universitaire (maîtrise, DEA), ENSIMAG, INSA informatique ou école d'ingénieurs option informatique

Réf. 709

Pour faire acte de candidature envoyer C.V., photo et prétentions de salaire ainsi qu'une description détaillée de l'expérience et des stages se rapportant aux domaines cités ci-dessus en mentionnant la référence du poste à Mme B. LAHON

Burroughs

S.A. BURROUGHS
B.P. 5, 76360 BARENTIN.

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

FUTUR D.G.

De renommée internationale avec des chantiers dans le monde entier, la Société (350 personnes) est une entreprise de peinture industrielle qui traite des installations métalliques importantes (raffineries centrales électriques, ponts, viaducs, pylones ...).
Son Directeur Général veut confier la Direction Commerciale à un adjoint qui pourra, à court terme, le remplacer à la tête de l'entreprise. Le poste convient à un cadre de haut niveau — formation impérative ingénieur (ECP, A et M ou similaire). Optimum 35-40 ans — connaissance gestion.
Bilingue anglais — Expérience technico-commerciale et habitude de la négociation de marchés importants.

France Cadres

22 rue St. Augustin 75002 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur simple demande. Réf. 949 M.

ENTREPRISE TRAVAUX PUBLICS
1er PLAN
région RHONE ALPES
recherche son

CHEF COMPTABLE

capable d'assumer la responsabilité des services comptables de l'entreprise et de *mener à bien l'ensemble* des opérations comptables et fiscales de la société.
Le candidat que nous retiendrons aura une formation supérieure type DECS et devra justifier de plusieurs années d'expérience dans une fonction similaire si possible dans le même secteur d'activité.
Poste à pourvoir très rapidement.

Adresser CV détaillé avec prétentions sous N° 7452 à PARFRANCE Annonces
4, rue Robert-Estienne 75008 Paris
qui transmettra

sb soieries bélinac
cherche pour SAINT-ÉTIENNE le

RESPONSABLE TECHNIQUE de ses TISSUS d'AMEUBLEMENT

C'est un ingénieur textile ou équivalent responsable de
- la sélection et l'achat des fils,
- *la recherche et la sélection des tisseurs, teinturiers et apprêteurs,*
- l'ordonnancement et du suivi des fabrications,
- du contrôle qualité.

Il participe à l'élaboration de la collection et assure sa réalisation. Une solide expérience textile est nécessaire, acquise dans des entreprises ayant poussé loin le souci de la qualité et le service aux clients.

Merci d'env. CV + photo + salaire (réf. SH) à
GÉRARD SCHNEIDER conseil en recrutement
114 bd 11 novembre 1918/69100 villeurbanne

Une entreprise industrielle
(400 millions de CA, 1 600 personnes)
premier fabricant français de machines à laver,
filiale **THOMSON-BRANDT**,
recherche à **LYON**

RESPONSABLE DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE SECURITE

De préférence de formation ingénieur, il prendra en charge les actions déjà lancées : *enrichissement des tâches*, aménagement d'horaires. Il développera des actions nouvelles avec l'assistance technique des méthodes. Il est responsable d'une équipe ayant en charge la sécurité des personnes et des biens.

Ce poste convient à un candidat possédant l'expérience de cette fonction, ou ayant assumé des responsabilités de ce type en production ou en organisation ou méthodes, et ayant comporté des relations avec le personnel ou ses représentants. Il dépend hiérarchiquement du Chef du Personnel.

Ecrire Cabinet GATIER, Service D,
32 rue Barrême 69006 LYON.
Réponse assurée et motivée.

MEDIA-SYSTEM

Cabinet Gatier

Le District de l'Agglomération nancéienne
(Ville universitaire)
recrute pour son service urbanisme

UN URBANISTE

Titulaire d'un diplôme universitaire sanctionnant 4 années d'études supérieures avec une spécialité dans une ou plusieurs disciplines d'urbanisme, et ayant exercé pendant plusieurs années des fonctions d'urbaniste au sein d'un organisme spécialisé, tel qu'une agence d'urbanisme, un service d'urbanisme d'une commune ou d'un établissement public, ou un atelier d'urbanisme privé.

Le candidat devra remplir les conditions générales d'accès à la Fonction publique.

Adresser candidature et curriculum vitae détaillé avant le 31 janvier 1980 à :
Monsieur le Président du district de l'Agglomération nancéienne
Service du Personnel
4, rue Albert-1er
54600 VILLERS-LES-NANCY.

PRINCIPAL CONSTRUCTEUR EUROPÉEN DE VANNES DE CONTROLE
recherche :

CHEF de SERVICE APRÈS-VENTE et PIÈCES de RECHANGES

Lieu de travail : usines de Normandie
NIVEAU INGÉNIEUR ou ÉQUIVALENT
Expérience confirmée
Anglais courant lu et parlé

Env. C.V. dét. sous le n° 40.175 à CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transm.

ORGANISME RÉGIONAL
recrute pour faciliter le développement du Commerce International de ses adhérents un

SPÉCIALISTE DE COMMERCE INTERNATIONAL

- capable d'assurer le développement des débouchés dans les pays du Marché Commun ;
- capable d'organiser les Services Exportations des adhérents.

— Age : 30 ans minimum ;
— langues : allemand et anglais indispensables ;
— expérience et références indispensables ;
— situation : 120.000 à 150.000 francs selon profil.

Adr. C.V. détaillé sous le n° 40.568 à CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transm.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

MSL international

73, boulevard Haussmann 75008 PARIS - Tél. (1) 266.04.93.
94, rue Servient Le Mercure 69003 LYON - Tél. (7) 862.08.33.

Directeur de production — *Sud-Est*

200/220 000 F. + voiture — **Produits industriels**

Une société française, filiale d'un groupe international (C.A. 100 millions de francs, plus de 500 personnes) fabriquant et distribuant des produits industriels, recherche, pour faire face à son développement, son directeur de production. Sous les ordres directs du Président français, il aura l'entière responsabilité de la bonne marche de deux unités de production comportant 400 personnes et devra conserver l'avance technologique de la société, en proposant de nouveaux investissements. Il supervisera l'ensemble des services (études, méthodes, ordonnancement, lancement, contrôle). Le titulaire du poste, âgé d'au moins 40 ans, et de formation supérieure (Centrale, Mines, Arts & Métiers plus Maîtrise de gestion) ayant d'excellentes connaissances en anglais aura l'expérience d'une direction de production et l'habitude de coordonner et de diriger des effectifs importants, si possible dans le domaine de la mécanique grande série ou de l'outillage. Ecrire à P. Rigollier - réf. B 10186 A (Lyon).

Discrétion totale assurée.

La Filiale d'un groupe Multinational spécialisé dans la fabrication de matériel électrique et électronique de grande série recherche Son

DIRECTEUR de la QUALITE

Basé dans la Région Rhône-Alpes et dépendant de la Direction Générale, il sera responsable, avec une équipe d'une quinzaine de personnes, de la mise en œuvre et de la supervision des méthodes de contrôles et d'essais des produits finis et semi-finis.

Il devra, en outre, formuler les mesures correctives nécessaires pour assurer la conformité de la production aux normes de qualité.

Il sera amené à participer au Comité Européen chargé de définir les significations des produits.

Ce poste, de haut niveau, ne peut convenir qu'à un cadre de production confirmé âgé de 30 ans minimum et diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs (Ecole Centrale, A.M., ou équiv.) et possédant une expérience dans la fonction «Contrôle-Qualité».

La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

La rémunération dépendra de l'expérience acquise.

Ecrire avec C.V. + prétentions, s/réf. 2374 à P. LICHAU S.A. 41, rue Paul Chenavard 69001 LYON qui transmettra.

Deux analystes-programmeurs

Pour une organisation professionnelle à caractère social comme la nôtre, l'informatique est devenue un outil de gestion indispensable. Mais nous l'avons voulue très proche de nos adhérents ; nos moyens sont, pour la plupart, répartis en un certain nombre de centres régionaux dotés d'une large autonomie. Dans chaque centre, une équipe d'analystes-programmeurs traite les besoins locaux, tout en participant à des études d'envergure nationale.

Quatre à cinq années d'expérience ont complété vos études supérieures (ingénieur, DEA ou maîtrise d'informatique). Vous connaissez les matériels HB 64, les minis CII et NCR. Assembleur et COBOL vous sont familiers. Vous avez traité des applications à orientation Finance et Personnel. Peut-être avez-vous aussi déjà animé une petite équipe.

Venez poursuivre chez nous votre expérience ; surtout si l'orientation sociale de notre activité vous plaît. Deux postes d'analystes sont à pourvoir rapidement, à Lille et à Lyon. Faites connaître sans tarder votre candidature aux consultants de SIRCA sous réf. 802 335 M en étant précis sur votre type d'expérience et votre délai de disponibilité.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANTE SOCIETE DE PRODUITS CHIMIQUES.
FILIALE GROUPE PETROLIER
recherche pour son
SERVICE DEVELOPPEMENT POLYETHYLENE

JEUNE INGENIEUR

PHYSIQUE - CHIMIE ou équivalence Grande Ecole

Très bonne connaissance de l'allemand indispensable - connaissance de l'anglais souhaitable.

Poste offrant grande autonomie et activité très diversifiée :
- soutien technique à la fabrication et à la clientèle avec ouverture sur Recherche en étroite liaison avec les Laboratoires.

Déplacements fréquents en France et à l'étranger.

Résidence REGION LYONNAISE.

Adresser C.V. et photo à A. DULISCOUET, CIT 3, rue de l'Arrivée, 75749 PARIS CEDEX 15.

Une entreprise filiale du groupe
THOMSON-BRANDT,
fabriquant des produits électro-ménagers de grandes séries (machines à laver, sèche-linge) 1600 personnes, leader dans sa branche, recherche à LYON

INGENIEUR CHEF DE PROJET

de formation généraliste, ayant quelques années d'expérience de B.E. ou de centre technique de recherches.

Il développera des solutions propres à résoudre des fonctions particulières des produits jusqu'à la mise au point de prototypes. Il devra envisager tous les modes d'investigations, y compris l'implantation puis l'utilisation de modèles de calculs sur moyens informatiques.

Ecrire au Cabinet GATIER, Service H - 32, rue Barrême 69006 LYON.
Réponse assurée et motivée.

Cabinet Gatier

QUELLE

Leader européen de la Vente par Correspondance recherche pour
ORLEANS

jeunes diplômés en gestion

H.E.C. - E.S.S.E.C. - E.S.C.P. ou E.S.I.
Anglais, Allemand, nécessaires.

Vous travaillerez au sein de notre Centrale d'Achats (120 personnes) et vous aurez la responsabilité, en liaison avec les acheteurs, des prévisions de ventes, gestion des stocks, résultats d'exploitation.

Nous assurerons la formation complémentaire dont vous pouvez avoir besoin et nous vous donnerons les moyens d'évoluer rapidement vers la gestion ou vers le commercial.

Envoyer C.V. et prétentions à :
Mademoiselle BLIN - QUELLE
125, rue de Montaran - SARAN
45400 - FLEURY-LES-AUBRAIS.

DIGITAL EQUIPMENT
CORPORATION INTERNATIONAL (EUROPE)
a installé en Octobre 1978 son Centre de Formation-Ventes Européen à Ferney-Voltaire (Ain).
Nous désirons aujourd'hui associer à notre équipe

un(e) cadre administratif et comptable

âgé(e) de 28 à 35 ans.

Sa formation supérieure (DECS) et une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans un environnement international et une excellente maîtrise de la langue anglaise lui permettront de prendre en charge les responsabilités suivantes :
- comptabilité générale et analytique
- réparation et suivi des budgets
- salaires et charges sociales
- relations avec les différentes administrations concernées
- relations avec les banques
- relations avec notre Quartier Général Européen situé à Genève ainsi que ses filiales.

Ce collaborateur sera en outre chargé des services généraux et relations avec nos fournisseurs.

Si vous désirez développer votre carrière au sein d'une entreprise qui est aujourd'hui le leader mondial de l'informatique répartie, veuillez envoyer votre C.V. avec prétentions à Pierre Guedj, Direction du Personnel

digital 13 chemin du Levant 01210 Ferney-Voltaire.

UN ÉTABLISSEMENT FINANCIER
recherche son

CHEF DU SERVICE MARKETING

Région Nord

Promu à d'autres fonctions, le Chef du Service Marketing de cet établissement en forte expansion (700 personnes), cherche son remplaçant. Ayant une réelle autonomie d'action, il collaborera à la définition de la politique de clientèles, de produits et de communication de l'Etablissement, et la mettra en œuvre.

Il gérera son propre budget et pourra jouer un rôle de conseil et d'animation auprès de la force de vente.

Le candidat retenu, de formation supérieure commerciale, aura deux ans au moins d'expérience marketing.

Ecrire sous référence 115 M, à A.L. CONSEIL, 24, rue Murillo, 75008 PARIS, qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil

Banque du Nord-Est de la France
recherche pour son Siège

CHEF DU SERVICE ÉTRANGER

ayant une formation bancaire supérieure et acquis une expérience pratique de plusieurs années dans le traitement de toutes opérations internationales (rapatriements, transferts, SWIFT, Crédits documentaires, réglementations des changes...).

Situation proposée : 80.000 à 120.000 francs selon compétences et expérience.

Adr. C.V. détaillé sous le n° 40.569 à CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transm.

PANISSOD-SUHNER
recrute pour Société agro-alimentaire implantée dans la Sarthe

UN DIRECTEUR D'USINE

Il est âgé de 30 ans min., possède une formation d'ingénieur (ou équival.) et une expér. de Direction. Il aura sous sa responsabilité 80 personnes.

Env. lettre manuscrite, curriculum vitae, photo, à PANISSOD-SUHNER, 19, rue Greneta, 75002 Paris.

IMPORTANTE BANQUE RÉGIONALE DE L'EST
cherche

RESPONSABLE DE L'ACTIVITÉ TITRES ET PLACEMENTS

Une parfaite connaissance de la Bourse, des titres et des placements est indispensable.

Le poste à pourvoir est rattaché directement au Directeur Commercial.

Les fonctions sont tant celles d'un animateur que d'un concepteur.

Ecrire avec C.V. détaillé à n° 40.059, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

FILIALE ALIMENTAIRE
D'UN PUISSANT GROUPE NATIONAL
recherche pour sa
DIRECTION FINANCIERE à BESANCON,
UN CADRE ADMINISTRATIF
RESPONSABLE DE LA FONCTION

analyse et organisation administrative

Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, valorisera son expérience au sein de l'équipe administrative d'une entreprise à dimension humaine.

Cette expérience ainsi que sa formation l'on préparé à :
- optimiser les organisations administratives ou industrielles avec pour objectif une efficacité améliorée;
- assumer la responsabilité de toutes études, dans le domaine informatique;
- analyser les besoins et sélectionner les projets des Responsables.

La rémunération sera fonction de cette expérience et de ses aptitudes.

Envoyer lettre de candidature manuscrite, photo (retournée) et prétentions No 40.562 Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

---

Banque du Nord-Est de la France
recherche pour son Siège

CONTROLEUR GÉNÉRAL

pour diriger Services financiers, comptables, de gestion prévisionnelle.

Le candidat devra :
- être expert comptable, ou Diplômé Ecole des Impôts + formation supérieure ;
- maîtriser parfaitement les problèmes comptables, financiers, de fiscalité et de prévisions, ainsi que les problèmes d'organisation s'y rattachant ;
- avoir une expérience de plusieurs années dans ces spécialités, dans une entreprise publique ou privée ;
- être âgé de 30 ans minimum.

Situation : 130.000 à 180.000 francs selon niveau.

Adr. C.V détaillé sous le n° 40.570 à CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transm.

GROUPE IMPRIMERIE
IMPORTANCE NATIONALE
recherche pour sa filiale du
VAL DE LOIRE
(100 personnes), son

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

- Ce collaborateur sera chargé de toute la comptabilité générale et analytique, avec 2 aides comptables.
- Formation niveau DECS, avec diplôme d'administration et de gestion des entreprises + connaissances en Droit commercial et en Droit du travail. Expérience continue nécessaire de 5 ans minimum en comptabilité au sein d'une P.M.E.

Adresser c.v. détaillé avec souhaits de rémunération (photo si possible), à L.P.A., réf. 081, 11, square Jasmin, 75016 PARIS.

P.R.B.

BOUYER

NANCY

1er constructeur français de matériel de motoculture de plaisance recherche un

DIRECTEUR COMMERCIAL

Diplômé HEC, ESSEC ou ESC et possédant une expérience solide de direction des ventes de produits destinés aux particuliers. Le candidat sera à la fois un "homme de terrain" voyageant beaucoup et un gestionnaire, responsable d'un réseau de 600 points de vente. Il aura pour mission, en collaboration avec la Direction Générale, de définir la politique générale commerciale de l'entreprise, d'animer une équipe d'inspecteurs commerciaux, de fixer les objectifs, de contrôler les résultats, de mettre en place les actions correctives, de superviser l'administration commerciale. Il concevra aussi la publicité en utilisant au mieux un budget important. Une rémunération élevée est prévue, avec voiture de fonction.

Merci d'envoyer votre CV + photo + salaire actuel (réf. UJ) à

GÉRARD SCHNEIDER conseil en recrutement
114 bd 11 novembre 1918/69100 villeurbanne

IMPORTANTE SOCIÉTÉ LILLE
recherche :

AUDITEURS INTERNES

- Niveau D.E.C.S.
- 3 ans d'expérience dans fonctions similaires.

C.V. + photo + prétent. au journal, qui transm. Ecrire sous le numéro 7.331, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS, CEDEX 09.

BANQUE DE LA HENIN
recherche pour
PROVINCE

attachés commerciaux

CLASSE III ou IV

- Formation supérieure appréciée ;
- 3 ans d'expérience, minimum dans une activité bancaire commerciale ;
- Motivés pour la vente de produits financiers et attirés par la réussite commerciale.

Les candidats doivent accepter par avance une mobilité géographique périodique indispensable à leur promotion au sein de la Société.

Écrire avec c.v., photo et prétentions
B.L.H. — SERVICE RECRUTEMENT,
16, r. de la Ville-l'Évêque, 75008 Paris.

P.R.B.

هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	58,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DELATTRE-LEVIVIER
GROUPE CREUSOT-LOIRE

dl

RECHERCHE

DELATTRE-LEVIVIER GROUPE CREUSOT-LOIRE

Division Tuyauterie - Montage

Pour PARIS

2 ingénieurs d'affaires *(réf. 801)*

Profil :
Ingénieurs confirmés dans le métier et dans la connaissance des équipements industriels.
Parlant anglais de préférence.

Mission :
Participation aux devis, conduite et réalisation du projet.

Pour DUNKERQUE

1 ingénieur d'affaires *(réf. 802)*
(30-35 ans)

Profil et mission :
Jeune ingénieur motivé par la tenue d'un poste exigeant (encadrement direct de la petite maîtrise et suivi de la clientèle).

Pour la FRANCE

2 ingénieurs chef de chantier *(réf. 803)*

Profil et mission :
Ingénieurs confirmés dans la conduite de chantiers complexes (de 400 personnes environ) habitués à déléguer les responsabilités et sachant se consacrer à des objectifs de management et de contact avec la clientèle sur le site.

1 ingénieur soudeur chantier (confirmé) *(réf. 804)*

2 ingénieurs soudeurs chantier (débutants) *(réf. 805)*

Profil et mission :
Aptes aux relations fonctionnelles et sens de l'autorité à caractère pédagogique.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. + photo et prétentions à : DELATTRE-LEVIVIER Département des Ressources Humaines.

DELATTRE-LEVIVIER GROUPE CREUSOT-LOIRE

Division Manutention

Pour PARIS

2 ingénieurs technico-commerciaux confirmés *(réf. 806)*

Profil :
Une expérience de plusieurs années de la vente des biens d'équipement sur devis, à l'exportation, si possible à la clientèle des ports, des mines, des carrières et de l'industrie lourde.
Anglais lu, parlé, écrit indispensable (espagnol souhaitable).

Mission :
Prospecter la clientèle potentielle et les prescripteurs, obtenir des consultations, participer à la sélection des affaires et à la définition de la tactique commerciale, établir un devis, présenter une offre et mener les négociations avec l'appui des spécialistes.

Pour VALENCIENNES

1 chef de bureau d'études
de construction d'appareils de manutention ou de levage *(réf. 807)*

Profil et mission :
Ingénieur confirmé, sachant encadrer et développer les aptitudes des ingénieurs et du personnel B.E. dans le sens de la qualité des études et des contraintes économiques.

1 ingénieur projet *(réf. 808)*

Profil et mission :
Ingénieur confirmé, chargé de concevoir des appareils ou des sous-ensembles permettant de faire des offres techniques compétitives (qualité et coût).

Adresser lettre manuscrite avec C.V. + photo et prétentions à : DELATTRE-LEVIVIER Département des Ressources Humaines.

Tour Fiat - cedex 16
92084 Paris - La Défense

ROSSIGNOL S.A.
Division Ménage Confort
recherche
pour secteur Nord
Départements 62, 59, 80, 76, 60, 02, 08, 51

ATTACHÉ COMMERCIAL

confirmé au plan régional

28 ANS MINIMUM

Introduction dans la profession appréciée, solide formation vente requise.

Fixe X 13, plus intéressement au développement plus frais. Voiture personnelle indispensable.

Adresser curriculum vitae et photo à la Direction du Personnel de ROSSIGNOL S.A., 53150 MONTSURS.

SOCIETE DE PRODUITS CHIMIQUES POUR L'AGRICULTURE
à vocation internationale, recherche

ingénieur d'expérimentation

pour essais de plein champ
pour un contrat d'une durée d'un an.
Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé ENSA, ayant une bonne connaissance de l'Anglais ou de l'Allemand; et intéressé par les problèmes de développement des produits phytosanitaires.
L'implantation des essais se ferait en province.

Envoyer C.V. à :
CHEVRON CHEMICAL COMPANY SAF
Service du Personnel -
12, rue de Penthièvre - 75008 PARIS.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
recherche pour une de ses filiales
(250 personnes - CA 40 millions de Francs)
située dans une grande ville du
CENTRE OUEST

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Sous l'autorité du Directeur Général, il supervisera les Services Comptables et du Personnel.

Il devra également mettre en place une comptabilité analytique.

L'homme, un généraliste, âgé d'au moins 30 ans, diplômé DECS ou Ecole Supérieure de Commerce, devra avoir acquis une expérience de quelques années dans un poste similaire.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à No 40205 *CONTESSE PUBLICITE*, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

Société d'Edition, filiale d'un Groupe important
recherche

COLLABORATEUR COMMERCIAL

qui aura pour mission :
— *de mettre en place un système d'étude de marché permanente, et d'assurer l'analyse et le suivi du marché.*
— *de préparer et de suivre les campagnes de promotion et de lancement de collections.*
— *d'organiser et d'adapter le réseau de distribution aux nécessités du marché.*

Les candidats devront avoir une formation commerciale supérieure, ainsi qu'une première expérience marketing acquise de préférence dans l'édition de livres pour enfants ou de presse.
— Age : environ 30 ans - Lieu de travail : sud de la France avec nombreux déplacements.

Adresser C.V. et prétentions sous le numéro 7.325, « le *Monde* » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS - CEDEX 09.

ENTREPRISE MÉCANIQUE
Filiale d'un Groupe Important
Recherche pour un Etablissement Industriel de 300 personnes

UN CHEF DU PERSONNEL

Ce poste, qui comporte l'ensemble des Fonctions sociales et administratives de l'usine, peut convenir à un Professionnel possédant plusieurs années d'expérience dans la Fonction.

La préférence sera accordée aux candidats bretons. Logement possible dans une ville agréable du Sud Finistère.

Envoyer C.V. détaillé et salaire souhaité à n° 40.746, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

GRENOBLE

NOTRE DIVISION EUROPEENNE D'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
est une Unité autonome de Recherche et de Production, d'environ 550 personnes. Son développement très rapide (supérieur à 35%) nous amène à recruter pour notre

département financier

un cadre administratif

Sous la responsabilité directe du Directeur Financier, il aura pour mission de développer une expertise juridique, fiscale, et douanière, liée à l'activité internationale de l'entreprise, de mettre en place les procédures administratives et d'assurer la gestion du Service.

Ce poste implique l'aptitude à utiliser l'outil informatique, une forte motivation pour le contrôle de gestion et pour les relations à tous les niveaux. Il évoluera très vite vers les fonctions de Supervision avec la prise en charge d'un Service de six personnes.

Nous retiendrons de préférence des candidats (F ou H) diplômés de Grandes Ecoles de Gestion (ESSEC, HEC, SUP de CO Paris, SCIENCES PO Paris, MBA) et ayant une expérience de 3 à 5 ans de préférence dans un domaine d'activité relativement proche. La connaissance parfaite de l'anglais est indispensable. Une formation juridique complémentaire serait souhaitable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous référence CF 01 à Claire BACHELARD HEWLETT PACKARD, 5 av. R. Chanas 38320 EYBENS



HEWLETT PACKARD

Association Logis des Jeunes
64110 GELOS (PAU)
recrute
2 ANIMATEURS-FORMATEURS
● 25 ans minimum
● expérience professionnelle

DIV. INDUSTR. MULHOUSE
recherche
CHEF DE PROJETS INDUSTRIELS
(Project manager)
Formation génie chimique et tuyauterie de préférence, expérience industrielle ou ingénierie 5 ans nécessaire.
Envoyer candidature à
BEFS ENGINEERING
63, avenue des Vosges,
67000 STRASBOURG.
Tél. (88) 36-56-63 - Télex 880-727.

Chambre d'Agriculture
cherche

CADRE COMMERCIAL
Pour la promotion des produits agro-alimentaires.
Formation supérieur.
5 ans minimum d'expérience professionnelle. Envoyer candidature manuscrite et curriculum *vitae à HAVAS ORLEANS* n° 24556

C.E. - R.N.U.R.
recherche encadrement juillet août pour centre de vacances familiales - 300 personnes - Bord de mer.
DIRECTEUR - ECONOME
ANIMATEURS (TRICES)
Adultes et enfants
CUISINIER et AIDES DE *CUISINE*
Ecrire C.E. D.R.D.A., R.N.U.R. 78, rue des Bons-Raisins, 92500 RUEIL-MALMAISON

Recherchons pour important groupe français, siège Paris un CHEF DES SERVICES *COMPTABLES, 45 ans minium*, très expérimenté. Adresser C.V. détaillé à SAF, 35, rue Gioffredo 06000 NICE
chargé de la sélection.

ASSOCIATION
recherche un Directeur pour *Ecole de Moniteurs et Educateurs.* Région Sud-Ouest.
Expérience enfance inadaptée exigée minimum 5 ans.
Adresser candidature au n° 7313 « le *Monde* » Publicité 5, r. Italiens, 75427 Paris ced 09

SOCIETE D'INGENIERIE HYDRAULIQUE et AGRICOLE SUD DE LA FRANCE
recherche
INGÉNIEUR HAUT NIVEAU
(X, G.R., Centrale, Agro)
35 ans environ
Pour animer équipe pluridisciplinaire d'études générales intervenant FRANCE et étranger, et diriger études de projets hydro-agricoles.
Expérience Bureau d'Etudes et anglais indispensable.
Adr. *lettre manuscrite*, C.V., *photo (ret.) et rémunér. souh.*, à n° *7.318*, « le *Monde* » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

---

T.I.T.N.
Société d'ingénierie en INFORMATIQUE
recherche

1) INGÉN. LOGICIEL
DEBUTANTS, grandes écoles option informatique

2) INGÉN. LOGICIEL
grandes écoles 3 à 5 ans EXPER. en études et réalisation de systèmes temps réel. Connaissances en MITRA très appréciées.
Lieu de travail : Provence-Côte d'Azur ou Italie du Nord.

Envoyer C.V., photo, prétent., a TITN Provence, 7, rue Louis-Armand Z.I., 13290 AIX - LES - MILES

Centre d'Etudes Pharmaceutiq. 90 km Ouest de Paris
recherche
TOXICOLOGUE
(docteur vétérinaire de préfér.). *Envoyer C.V. et prétentions à* SEP no 251, B.P. 281, 27002 EVREUX, qui transmettra

---

Société française **Hoechst**
vous propose au sein de son
USINE DE LILLEBONNE (76)
Pétrochimie, matières plastiques et intermédiaires de synthèse,
le poste de

RESPONSABLE DU LABORATOIRE DE CONTROLE

Vous devrez :
- diriger la réception des matières premières et le contrôle en continu des produits en cours de fabrication, ainsi que des produits finis (20 personnes)
- proposer, en liaison avec le service d'appli*cations, des essais d'amélioration de formules* et de procédés
- conseiller les services de production
- *vous tenir en liaison permanente* avec les laboratoires de la maison mère, ainsi qu'avec ceux des fournisseurs et clients.

Nous vous demandons une formation d'Ingénieur Ecole de Chimie, une connaissance des POLYMERES et de leurs méthodes d'analyse et si possible de la transformation des matières plastiques.

Vous avez obtenu de bons résultats dans un poste similaire.

Vous connaissez l'allemand et l'anglais.

Possibilités de logement.

Si vous êtes intéressé, adressez votre candidature sous référence 251 à notre Département des Ressources Humaines - Tour Roussel Nobel Cedex 01, 92080 Paris La Défense.

Hoechst

GROUPE
RALLYE
GRANDE DISTRIBUTION
recherche

UN RESPONSABLE RELATIONS SOCIALES

SON ROLE :
● contribuer par des prestations fonctionnelles dans les Sociétés du Groupe à une recherche constante de l'optimisation de la fonction personnel (liaison, conseil, assistance, bilan social, formation etc...)

SA FORMATION :
● grandes écoles, Sciences Po., Droit...
● une expérience dans la fonction est souhaitée.

Siège Social : GOUESNOU près Brest.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo à
Direction Générale RALLYE
Monsieur Le Gouez
BP 12 - 29239 GOUESNOU

Société Electronique région CAEN recherche

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE
AGENTS TECHNIQUES AVEC BTS

Expérience industrielle souhaitée, pour étude matériel de télécommunications H.F. et UHF
Adresser candidatures avec CV détaillé photo récente et prétentions à :
S.N.E.C. 2, rue de Caen
BRETTEVILLE - L'ORGUEILLEUSE
Tél. (31) 80.71.22

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

Ingénieurs

Nous sommes une société financière française, en relations d'affaires avec plus de 120 pays.
Notre département industriel renforce ses structures et recrute des ingénieurs.
Au sein d'une équipe pluridisciplinaire intervenant à l'échelon international, ils auront pour mission d'étudier sur le plan technique la qualité et la fiabilité des installations dans lesquelles la société peut éventuellement engager une responsabilité financière.
Nous recherchons des ingénieurs dont la spécialité correspond à l'un ou plusieurs des domaines suivants :

- **Bâtiment et Travaux Publics**
  (expérience dans bureau de contrôle souhaitée)
- **Montage et mise en route de grandes installations industrielles**
  dans des sociétés d'ingéniérie
- **Mise en route, exploitation et entretien de grosses unités pétrochimiques**
- **Assurance qualité de grosse mécanique**
  (machine tournante ou industrie nucléaire)

Les différents postes proposés, à la fois techniques et commerciaux, impliquent des déplacements courts mais fréquents à travers le monde entier. Nous n'excluons pas les candidatures de jeunes ingénieurs débutants.
La maîtrise de l'anglais, de l'allemand ou de l'espagnol est indispensable.

Nous vous remercions d'adresser vos dossiers de candidature sous référence A 4880 à Nicole Marichez, 1 rue de Berri 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec



Groupe International de Conseil aux entreprises

vous propose

une carrière de consultant

Nous souhaitons renforcer notre potentiel de 130 Consultants qui interviennent dans 22 pays pour aider les entreprises à maîtriser leur évolution face aux défis actuels. Parmi nos domaines : le transfert de maîtrise industrielle, la stratégie d'entreprise et le développement de ses ressources humaines...

Si vous avez :
- *le besoin de vivre des expériences variées qui vous passionnent,*
- *un goût prononcé pour participer à des équipes projets,*
- *une mobilité géographique totale,*
- *une formation supérieure double (Ingénieur + Gestion, Sciences Humaines, Informatique...),*
- *une expérience industrielle d'au moins 3 années.*
- *la maîtrise d'une langue étrangère, anglais ou espagnol et une bonne connaissance d'une deuxième langue,*

Ecrivez aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP qui seront chargés de l'étude des candidatures, sous référence 80.02-M.



EUREQUIP
DÉPARTEMENT RECRUTEMENT
B.P. 30 - 92420 Vaucresson.

PARIS — LONDRES — HOUSTON — LAUSANNE

membre de Syntec



SODERN

SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE
recherche

INGENIEURS ELECTRONICIENS confirmés

ESE - ENSI - ESEP

Pour gérer le développement de grands projets dans le domaine électronique (analogique et logique).

Expérience de 7 à 8 ans dans un laboratoire d'études et (ou) de développement de matériel de haute technicité.

Adresser C.V. et photo au Service du Personnel 1, Avenue Descartes, 94450 LIMEIL-BREVANNES.

Hewlett-Packard France recherche un jeune cadre pour un poste de

chef du département crédit et recouvrement

Votre formation supérieure, comptable et financière, vous a conduit dans le service d'analyse financière d'une entreprise industrielle ou d'un organisme financier. Vous avez acquis une expérience suffisante dans le contrôle du crédit et le recouvrement clients, pour déjà exercer des responsabilités d'encadrement dans cette activité. Vous souhaitez élargir vos responsabilités en rejoignant une société connaissant depuis sa création en 1964, une croissance annuelle moyenne supérieure à 30 %.

Un service, composé de 11 personnes, gérant 200 millions de créances clients, a besoin de vous pour le diriger. Nous comptons sur vos qualités de dynamisme, d'imagination, de contact et sur votre capacité à motiver vos subordonnés pour réussir dans cet emploi. Outre une grande compétence professionnelle, nous exigeons l'anglais lu, parlé et écrit. Candidat à fort potentiel, nous vous offrons de larges possibilités d'évolution.

Veuillez nous envoyer C.V., lettre manuscrite + photo, à l'attention de Gérard Kloppel, Hewlett Packard France, B.P. 6 91401 Orsay Cedex sous référence 6457



INGENIEURS DEBUTANTS grandes écoles

Nous sommes la division «Organisation et Systèmes de Gestion» d'un
CABINET INTERNATIONAL DE CONSEIL
Situé à Paris, de réputation mondiale, et en constante expansion.

- Vous êtes jeunes diplômés d'une grande école et vous désirez faire carrière dans l'informatique et le conseil.
- Vous souhaitez développer votre expérience et vos contacts dans des domaines variés et acquérir rapidement des responsabilités.
- Nous vous proposons d'exercer, après formation, la fonction d'

INGENIEUR CONSEIL EN INFORMATIQUE

- Vous participerez en équipes à la promotion, à la conception et à la réalisation en clientèle de Systèmes d'Information de Gestion, utilisant des techniques informatiques avancées.
- Votre promotion et votre évolution de rémunération seront rapides si vous savez démontrer vos aptitudes.
- Vous recevrez une formation permanente, assurée aux Etats-Unis (pratique courante de l'anglais nécessaire).
- Vous exercerez vos activités dans un cadre jeune et motivant.

Adressez votre C.V. manuscrit détaillé avec photo sous référence 2562 à

INTER P.A. B.P. 508, 75066 PARIS Cédex 02 qui transmettra. Il sera répondu à toutes les candidatures.

Filiale du Groupe THOMSON
en pleine expansion, leader dans son domaine et développant son SERVICE LOGICIEL, recherche

INGÉNIEURS - ANALYSTES et ANALYSTES PROGRAMMEURS

ayant au moins 2 ans d'expérience temps réel sur mini-ordinateur, afin de faire évoluer les systèmes existants et capables de prendre en charge la réalisation de nouveaux projets.

Lieu de travail :
PROCHE BANLIEUE NORD DE PARIS.

Des déplacements de courte durée en France et à l'étranger sont à envisager.

Env. C.V. détaillé et prét. à J. BORDAT, réf. 80.100, B.P. 111, 93203 SAINT-DENIS CEDEX 01.

Un cursus classique pour une carrière d'exception

Droit, Sciences Po,... que de carrières différentes s'effectuent à partir d'une telle formation. L'on peut stagner ou parvenir aux plus hautes fonctions.

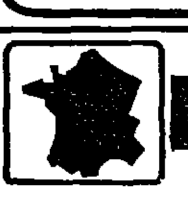
Celui qui, à 30-35 ans, rentrera aujourd'hui dans notre groupe comme adjoint de notre Directeur Administratif et Financier devra avoir les capacités, l'ambition d'accèder à une Direction Générale. Mais aussi la patience. Car il lui faudra plusieurs années pour apprendre notre métier. Les rouages et la vie de notre entreprise aussi. Et ceci auprès d'une personne qui depuis plus d'une trentaine d'années en est l'animatrice.

Le juridique et la comptabilité, la finance surtout et le personnel, autant de domaines dans lesquels il aura à maîtriser peu à peu les problèmes propres à notre entreprise (C.A. 1,5 milliard, forte rentabilité). Très vite, sur de nombreux points, une grande confiance lui sera accordée puisque, déjà, il est envisagé de lui donner la signature bancaire.

Les candidatures seront étudiées par les consultants du cabinet SIRCA auxquels nous avons confié cette recherche. Vous pouvez compter sur leur discrétion. Ecrivez-leur sous référence 801 336 M.



11, avenue Delcassé - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC



emplois régionaux — emplois régionaux

conseiller en formation

Région Lyonnaise

FORMATION CONTINUE INTERENTREPRISE - *Nous sommes un important* organisme de formation et de conseil issu des syndicats professionnels d'un département de la région Lyonnaise. Le développement constant de nos activités nous amène à rechercher un cadre appelé à s'intégrer à notre équipe de direction.

Interlocuteur direct des dirigeants d'entreprises il devra s'affirmer auprès d'eux comme un véritable partenaire pour tous les aspects liés à la formation et au perfectionnement de leur personnel. Sa compétence de généraliste de l'entreprise lui permettra de concevoir des projets d'ensemble intégrant étroitement les besoins analysés à la stratégie de développement de chaque société, de les négocier à tous niveaux, d'en coordonner le bon déroulement en y prenant une part active puis d'en assurer le suivi. Ce poste convient à un candidat âgé d'au moins 32 ans ayant, à partir d'une formation de niveau supérieur évolué vers des fonctions de responsable de formation soit dans une entreprise importante du secteur industriel, soit à l'intérieur d'un organisme de conseil et de réalisation.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser un dossier détaillé de candidature, sous référence 8002-M, à notre conseil qui garantit une stricte discrétion.



CEP lyon
55 montée de choulans
69323 lyon cedex 01
tel. (7) 842.29.53

annecy - grenoble

FABRICANT de MATERIEL pour les TELECOMMNUCAT. recherche pour son Département ANTENNE

UN INGÉNIEUR et UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR CONFIRME

Ayant des connaissances en hyperfréquences (circuits pour ondes guidées, mesure de rayonnement). Notions de construction métallique de précision appréciées.

Lieu de travail :

TRIGNAC (Loire-Atlantique). Env. C.V., photo et prétentions à C.G.T.I., rue J.-B. Marcel, 44570 Trignac.

P.M.E. 80 personnes Centre Bretagne
recherche

CONTROLEUR DE GESTION
Expérimenté - bilan - trésorerie connaissances ou expérience informatique souhaitées (C.I.I.-H.B. : 61 DPS)
Ecrire : AUDRAIN B.P. 21. 22600 LOUDEAC

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

Le leader français du mobilier pour bébé recherche son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

LE PROFIL :
Homme ou Femme de 30 ans minimum.
Formation E.S.C. + D.E.C.S. ou équivalent.
Exp. d'au moins 3 ans dans la fonction.
Pratique conf. des Techniques de gestion.

LA MISSION :
Diriger et perfectionner les services suivants :
— Administration générale.
— Gestion. Finances.
— Comptabilité.
— Informatique.
— Personnel.

LE POSTE :
Résidence en Province, au siège de l'entreprise. La rémunération ne sera pas inférieure à 100 000 F par an. Elle sera fixée en fonction des qualifications et de l'expérience du candidat sélectionné.

Adresser lettre man. avec curriculum vitae détaillé, photo récente et prétentions, à François GIRARD, SAUTHON s.a. - B.P. 87 - 23002 GUERET, CEDEX.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION MÉCANIQUE
cherche

INGÉNIEUR

de formation mécanique pour analyse et programmation sur ordinateur.

Grande ville de province

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions à n° 40.184, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transm.



AUTOMOBILES TALBOT

recherchent
pour les secteurs ETUDES et ESSAIS

INGENIEUR "MOTORISTE"

35 ans minimum, Diplômé Grandes Ecoles, possédant une dizaine d'années d'expérience dans le domaine de l'étude et mise au point moteurs

INGENIEUR MECANICIEN

Diplômé Grandes Ecoles, Centrale, Arts et Métiers, ENSEM, etc..., possédant une bonne expérience de l'automobile et notamment des problèmes de suspension.

INGENIEUR ELECTRONICIEN

(ESE ou équivalent)

2 à 5 ans d'expérience professionnelle de préférence dans le domaine de l'électricité moteurs.

JEUNES INGENIEURS

Centrale, Arts et Métiers etc..., DEBUTANTS, libérés des obligations militaires.

Adresser dossier de candidature complet (CV + photo) et rémunération souhaitée à : SECRETARIAT GENERAL - Gestion des Cadres 45, rue Jean-Pierre Timbaud - 78307 POISSY.

هكذا من الأصل

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

LYON

Pour faire face à son développement rapide, une des premières sociétés françaises spécialisée dans le conseil auprès des pharmaciens (cessions d'officines de pharmacies, conseil financier et juridique) crée un poste administratif, et s'adjoint un troisième collaborateur au service juridique.

RESPONSABLE ADMINISTRATION COMMERCIALE

référence M 1282 C.

Il dirige l'administration commerciale de la société, composée de 30 personnes actuel lement : il prépare la mise en vente des affaires et suit les *dossiers en liaison avec les associés* qui réalisent les négociations. Il est en contact permanent avec la clientèle et est responsable de l'organisation administrative de la société.

Nous souhaitons rencontrer un homme jeune de 28 ans minimum qui ait acquis une première expérience d'administration des ventes dans une *entreprise.*

JURISTE REDACTEUR D'ACTES

référence M 1282 D.

Il prend en charge les dossiers et il a la responsabilité totale de tous les aspects juridiques : rédaction d'actes de vente, cessions ou établissements de baux, formalités administratives et professionnelles (séquestre, registre du commerce...).

Nous souhaitons rencontrer un juriste titulaire d'au moins une maîtrise de droit. Il a acquis une première expérience (2/3 ans minimum) dans un cabinet (notaire, avocat, conseil juridique ...) ou dans un contentieux.

Compte tenu des perspectives d'extension de la société, les possibilités d'évolution sont réelles dans les 2 postes pour les candidats qui feront la preuve de leur efficacité.

Pour recevoir des informations complémentaires écrire sous la référence choisie à :

egor 8 rue de Berri, 75008 Paris.

MEDIA-SYSTEM

ROCHE BIOÉLECTRONIQUE

ingénieur études mécaniques

Roche Bio-électronique est un des leaders mondiaux dans son domaine : l'électronique médicale. Cette société, filiale d'un des plus puissants groupes européens, conçoit, développe et fabrique en petites et moyennes séries, des appareils techniquement évolués.

Le Directeur du service «moyens généraux» met entre autres, à la disposition des divisions opérationnelles, un BE mécanique. L'ingénieur anime ce BE, prend en charge l'ensemble des études mécaniques. Son équipe varie selon les projets en cours, de 4 à 10 projeteurs.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur mécanicien ayant des connaissances particulières en cinématique, tôlerie fine, habillage plastique. Il a acquis environ 5 ans d'expérience dans le BE d'une société réalisant des machines spéciales (conditionnement - machines automatiques de production ou de contrôle, etc.).

Le poste est basé jusqu'en mai 1980 à Vélizy. Ensuite, à Montigny le Bretonneux (78).

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 4209 K à

egor industrie
8 rue de Berri 75008 Paris

MEDIA-SYSTEM

MICRO INFORMATIQUE

INGENIEUR COMMERCIAL

Cette société d'informatique, filiale d'un important groupe bancaire, a des activités multiples dans le service et le conseil, mais possède également un département qui distribue sous licence une gamme de MICRO ORDINATEURS.

Ce département souhaite s'adjoindre un nouveau collaborateur capable de prendre en charge de façon autonome la commercialisation des «produits» auprès des utilisateurs, grands comptes ou clientèles «ciblées» par applications spécifiques.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la vente, système, hardware, mini, ou périphérique, sensibilisé et intéressé par le développement de la MICRO INFORMATIQUE.

La notoriété du groupe, les conditions offertes et les perspectives du département sont de nature à intéresser un professionnel compétent.

Merci d'adresser sous réf. M 6359 A, C.V. complet, à F. Sanchez, qui étudiera confidentiellement votre candidature.

egor 8 rue de Berri 75008 Paris

MEDIA-SYSTEM

PARIS

ingénieur général de production

Cette entreprise industrielle, leader dans sa spécialité, se développe à un rythme constant. Elle emploie 900 personnes et réalise un CA de 280 millions. Sa structure industrielle est volontairement très décentralisée. Elle dispose actuellement de 6 usines implantées dans des régions diverses et 2 nouvelles unités seront opérationnelles dans un avenir proche.

La Direction Générale et de Production, cherche à s'adjoindre un nouveau *collaborateur, ingénieur général de production, capable de la seconder pour* analyser, planifier, contrôler et suivre l'ensemble des activités de production de l'entreprise en termes qualitatifs, quantitatifs et budgétaires.

Il assiste de façon permanente la Direction Générale dans ses rapports directs avec les chefs d'établissement, dans le cadre d'une large délégation d'autorité qui leur est accordée.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur de formation Centrale, A.M., ou équivalent, possédant déjà une solide expérience de la fonction production, acquise soit à la Direction d'une unité autonome, soit au sein d'une *Direction centrale de la production.*
Le poste implique une grande mobilité et de la disponibilité.
La connaissance de l'anglais est impérative.

Les conditions offertes et les perspectives de l'entreprise sont susceptibles d'intéresser une personnalité de valeur.

Pour revevoir informations complémentaires écrire sous réf M 630 AM

egor industrie
8 rue de Berri 75008 Paris

MEDIA SYSTEM

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE DE BIENS D'ÉQUIPEMENT EN RAPIDE EXPANSION

recherche

RESPONSABLE
MARCHÉ ÉNERGIE DÉSSALEMENT

Formation ingénieur mécanicien ou chimie.
- Expérience souhaitée 2 ans.
- Déplacements fréquents : EUROPE -*MOYEN-ORIENT.*
- Anglais exigé.

Il devra négocier et suivre les contrats.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé et photo au Service du Personnel
Société AMRI
50, Avenue Daumesnil - 75012 PARIS

blou

Analyste imaginatif: organisation fonction achats.

Votre expérience, vous l'avez acquise comme analyste informaticien pour des applications de gestion d'approvisionnement. De formation supérieure, Ecole d'Ingénieurs + IAE ou Ecole Supérieure Commerciale, si possible une spécialisation en systèmes d'information et une expérience professionnelle d'environ 3 à 5 ans. Vous cherchez une évolution qui vous permette d'abord de concevoir en tant qu'utilisateur l'organisation des systèmes, méthodes, circuits et procédures des achats industriels. En liaison avec l'informatique pour certaines applications. C'est donc l'occasion de prendre en mains une fonction plus opérationnelle.

ET POUR LES GERER :
Sous l'autorité du Directeur des Achats, vous assurez la gestion : créer le tableau de bord, fournir les informations économiques et commerciales à partir d'une banque d'information, afin de faciliter les négociations des acheteurs et de maîtriser les flux de dépenses, définir et contrôler les budgets et plans etc...
Ce sera pour vous la possibilité d'utiliser ce que vous avez conçu... et d'acquerir ou de renforcer une expérience professionnelle à un *niveau supérieur.*
De solides bases d'Anglais ? Nous vous aiderons à les renforcer.
Créez avec nous cette fonction devenue indispensable pour la mise en place de notre nouvelle politio .e d'achats, au sein d'une équipe renouvelée, dans un groupe multinational, premier constructeur de biens industriels dans sa branche.
Ecrire sous référence 1950 à rscg carrières - 64, rue la Boëtie - 75008 PARIS.

Filiale française d'un groupe international recherche pour son siège à Paris

UN CREDITMAN

Activité :
- Location de matériel informatique, véhicules industriels, matériel de manutention.

Poste :
- Seconder le responsable des études de risque ;
- Mettre en forme les dossiers après analyse ;
- Soumettre aux comités avec avis.

Formation :
- Etudes supérieures, connaissance parfaite de l'anglais ;
- Expérience même limitée à des stages dans le service des engagements d'une banque ou d'un établissem.ent financier

Personnalité :
- Aptitude à l'analyse et esprit de synthèse
- Curiosité pour la technique des matériels et tempérament de « battant ».

Ambiance de travail agréable au sein d'une équipe restreinte.

Envoyer C.V., photo, prétentions, disponibilité à *CONCORDE EQUIPEMENT, 18 bis, rue d'Anjou, Paris (8e).*

Importante Société Métallurgique
(2000 personnes)
recherche

ADJOINT CHEF
Département TRESORERIE

Responsable des mouvements financiers, il veillera au respect des procédures, au planning des travaux du service (3 personnes), contrôlera la ponctualité des paiements et la fiabilité des états.

Il sera l'interlocuteur de l'ensemble des divisions de la *société, de la comptabilité et de l'informatique.*

Il assurera les opérations avec l'étranger (CLEARING, etc).

Il est requis pour ce poste de bonnes connaissances bancaires et quelques années d'expérience comptable.

Adresser CV, photo et prétentions sous No 40.248, Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

---

CISI COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recherche

un ingénieur

École Centrale, Mines, ayant 5 ans d'ancienneté dans le domaine de la mécanique des structures.
Ce poste couvre 2 pôles d'activités :
- Participation à la modélisation mathématique des problèmes de résistance des matériaux dans une équipe d'études et de réalisations industrielles.
- Analyse des codes numériques stylisés dans cette équipe : proposition d'amélioration aussi bien dans le domaine de la modélisation mathématique qu'au niveau *numérique et informatique.*

Le poste comportera une grande autonomie.
Lieu de travail : **région parisienne.**

Adresser C.V. et prétentions à :
CISI, Direction du Personnel. 35 bd Brune, 75014 PARIS.

Emplois et Carrières

ROTHMANS INTERNATIONAL FRANCE

Filiale en pleine expansion d'une importante *société européenne, importatrice* de grandes marques de cigarettes internationales :
PETER STUYVESANT, ROTHMANS, DUNHILL, CRAVEN ...
recherche un

adjoint du chef des services commerciaux

pour l'assister dans ses fonctions de:
- coordination des activités de la force de vente,
- *réalisation des plans d'action et de gestion* du matériel publicitaire.

Ce poste s'adresse à un jeune diplômé ESC, ayant l'expérience des marchés de produits de grande consommation et s'intéressant aux problèmes administratifs et d'organisation.

Veuillez écrire, sous référence 6490 à

INTERCARRIERES,
5 rue du Helder, 75009 PARIS.

MEDIA-SYSTEM

PERFECTIONNEMENT aux METHODES DE GESTION

STAGE REMUNERE pour

CADRES DEMANDEURS D'EMPLOI

de tous secteurs d'activités professionnelles
5 mois temps plein à Paris — 4 février-27 juin 1980
dont un mois en entreprise.

Dernier entretien de sélection : 18 janvier
Renseignements et inscription : tél. 766.51.34 p. 494

CPM - CENTRE MALESHERBES - 108 Bd Malesherbes 75017 Paris
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

GIRATEV

Groupement Informatique **Radio et Télévision**
(ex ORTF) équipé d'un 370/158 sous OS/VS1 et IMS (70 terminaux)

Cadres Informaticiens

En contact avec les utilisateurs les candidats auront à concevoir, réaliser et gérer des logiciels d'application tels que sondages, techniques audiovisuelles, gestion etc... dans un contexte d'architecture d'informatique distribuée.

D'une bonne autonomie ils pourront le cas échéant conduire une petite équipe de *réalisation.*

Les candidats auront la maîtrise d'un langage de programmation (COBOL *et/ou* PL1) sous OS et IMS/DL1. Une expérience des minis sera un atout supplémentaire.

Les candidats auront une formation MAITRISE, DEA, Ecole d'Ingénieur ou équivalent et une expérience professionnelle de 3 à 4 ans.

Un plan de formation personnalisé sera proposé à tous les candidats retenus.

Salaire évolutif et fonction de l'expérience. Nombreux avantages sociaux.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous réf. G 01 à *D E L T A, 10 Boulevard des Batignolles* - 75017 PARIS



Société de services rattachée à une branche professionnelle en pleine évolution, recherche des JEUNES DIPLOMES ENSEIGNEMENT SUPERIEUR LONG, *pour participer à la mise en place de systèmes d'organisation* informatisés et non informatisés dans des entreprises de petite et moyenne dimension, après une période de formation.
Ces postes *formateurs* et *évolutifs nécessitent de nombreux déplacements sur* toute la France.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, sous référence 80 704 M à notre Conseil

EMPLOI centor
13 bis, rue Henri Monnier
75009 - PARIS

---

offres ... EUR... Groupe International ...
une carri... de consu...
HEWLETT PACKARD
ent crédit et reco...
Un cursus classiqu... pour une carrière ...



TALBOT
AUTOMOBILES TALB...
INGENIEUR
INGENIEUR
INGENIEUR EL...
JEUNES ...





	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

LESIEUR-COTELLE

Nous sommes No 1 en France des *Huiles de table* (Lesieur, Auréa) et de certains produits d'entretien (Javel Lacroix). Nous faisons 2 milliards de C.A. et nous avons de bons résultats dans un groupe en plein développement.

Nous voulons renforcer notre

DEPARTEMENT INFORMATIQUE

pour répondre aux besoins en marketing, ventes, transports, ordonnancement, production, achat, comptabilité, gestion du personnel, gestion financière..., etc..

Nous recherchons des Collaborateurs déjà formés mais aussi de futurs Informaticiens que ce métier intéresse.

Vous êtes déjà

PROGRAMMEUR

de formation IUT ou Universitaire équivalente, vous avez moins de deux ans d'expérience, vous pouvez être intégré à nos équipes après un cycle d'adaptation à nos méthodes.

Nous utilisons le télétraitement, les bases de données ; nous développons un réseau de mini-ordinateurs ; nous étudions de nouveaux moyens de télécommunications ; nous utilisons et développons des méthodes et des outils modernes : la méthode d'analyse CORIG, le langage PROTEE en traitement par lot et en télétraitement, les générateurs GIP de la CGI, le développement des programmes informatiques en conversationnel, le temps partagé (TIME SHARING), ...

Votre rémunération ne sera pas inférieure à 60.000 Francs par an, elle pourra être supérieure si votre expérience le justifie.

VOUS N'AVEZ AUCUNE FORMATION INFORMATIQUE

mais vous avez suivi pendant deux années au moins les cours d'une faculté ou d'une classe préparatoire à une grande école à vocation scientifique ou économique.

Si l'informatique vous intéresse nous pouvons vous proposer une FORMATION THEORIQUE & PRATIQUE pour devenir PROGRAMMEUR DE GESTION.

En fonction de vos résultats et de vos compétences vous aurez la possibilité d'évoluer vers des responsabilités plus larges.

Vous trouverez chez nous tous les avantages sociaux d'une grande entreprise : horaires souples, restaurant, participation et intéressement aux résultats.

Si vous êtes de sexe masculin vous devrez être libéré de vos obligations militaires.

Vous pouvez envoyer curriculum vitae, photo, adresse et No de téléphone, une lettre manuscrite au Service du Personnel - 122, Avenue du Général Leclerc, 92103 BOULOGNE BILLANCOURT.

Importante Banque Arabe

recherche

pour PARIS VIII

responsable du personnel

Ref: 513 — **Salaire 170.000+**

pour lui confier la responsabilité de la gestion et de l'administration du personnel ainsi que les études générales relatives à l'ensemble de l'effectif de la banque (500 personnes.)

De formation supérieure, les candidats, âgés d'au moins 40 ans devront prouver d'une expérience réussie dans la fonction personnel, avec un minimum de 5 ans dans la banque.

Connaissance de l'anglais ou de l'arabe souhaitée.

un audit interne

Ref: 514 — **Salaire 150.000+**

Il supervisera l'application des directives générales de gestion de la Société, tant en France qu'à l'Etranger.

Agé de 35 ans minimum, il devra justifier d'une expérience de 5 ans dans un poste similaire.

Connaissances informatique et, anglais souhaité.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo, en précisant la référence du poste.

Discrétion d'honneur assurée pour les deux postes.



VOUS ETES UN CADRE DE FORMATION SUPERIEURE

GRANDE ECOLE COMMERCIALE ou INGENIEUR

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience personnelle soit dans le Commerce International, soit dans la Gestion de la Production,

Vous voulez faire une carrière dans une moyenne entreprise performante employant 230 personnes, réalisant 30% de son C.A. à l'exportation et ayant investi pour doubler sa production dans les 5 ans à venir.

Vous êtes convaincu que pour construire un plan de carrière efficace il est impératif d'assumer des responsabilités opérationnelles exigeant un engagement personnel réel.

Envoyez votre dossier de candidature sous référence 9659 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02

La CEGOS

FINANCE ET ENTREPRISES

Consultant en Engineering Financier

La CEGOS est le premier cabinet européen indépendant de Conseil et de Formation. Son Département Finance et Entreprises est en forte expansion. Il a pour mission de réduire les frais financiers, restructurer les bilans, négocier avec les banques, apporter des solutions originales et opérationnelles aux problèmes financiers des entreprises en développement.

Vous êtes imaginatif, entreprenant et réalisateur, diplômé grande école ou de 3e cycle ; vous avez le goût et l'expérience des problèmes financiers et de trésorerie, vous recherchez une grande autonomie et appréciez le travail en équipe : vous pouvez devenir Consultant-expert financier auprès des Directions Générales d'entreprises variées et vous ouvrir ainsi des perspectives de carrière très enrichissante et évolutive.

sélé CEGOS

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence 23545 à M. MARQUILIE, Directeur du Département Finance et Entreprises qui traitera votre candidature avec une totale discrétion. - 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis.

Membre de SYNTEC

La compétence d'une Secrétaire de Direction, la disponibilité d'une assistante personnelle, l'initiative, le sens des contacts, la bonne humeur, l'à-propos... de qui?

J'assiste le Président d'un groupe de sociétés dans la recherche et le choix de la jeune femme qui l'aidera dans ses diverses activités professionnelles dans et hors entreprise.

Elle a son bureau à Paris, peut voyager, parle couramment l'Anglais, a le statut, la rémunération et les avantages d'un cadre de grande entreprise.

Merci de m'écrire d'une manière personnelle en me disant ce qui vous intéresse dans cette offre et ce que vous savez faire. Joignez une photo.

Brigitte PRISSARD, réf. 78 138 M

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 Paris.

---

financial planning manager

L'UN DES 50 PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS AMERICAINS (BIENS D'EQUIPEMENT DE HAUTE TECHNOLOGIE) cherche pour le siège à Paris de sa **DIVISION EUROPE/MOYEN-ORIENT/AFRIQUE** (C.A. : 600 M$, 38 sociétés) un tel financier. Sous l'autorité du directeur financier, il prend en charge la consolidation des plans annuels et du reporting des 38 sociétés, l'examen des écarts, la coordination du plan d'investissement, certaines études financières, etc..

A 32 ans minimum, de formation supérieure, vous avez une première expérience d'audit dans un cabinet international et quatre ou cinq ans d'expérience financière dans une affaire internationale française, américaine ou britannique ayant des unités décentralisées.

Le succès à ce poste ouvre de nombreuses possibilités de carrière dans le Groupe.

La nationalité est indifférente, pourvu que le candidat soit bilingue français-anglais.

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 3572 LM).

directeur commercial
Banlieue Ouest de Paris

Nous vendons en France des accessoires électroniques pour machines-outils conçus et fabriqués dans notre groupe (1200 p. dans le monde). Vous êtes ingénieur mécanicien (AM, ECAM, ICAM, etc.) et avez réussi une première expérience de vente, en France, de produits techniques à l'industrie mécanique.

Aujourd'hui, à 35 ans minimum, vous parlez bien l'anglais et vous sentez de taille à développer nos affaires en France, où nous comptons une quinzaine de collaborateurs. Sachez que voilà une bonne opportunité de carrière dans notre groupe.

Notre consultant, J.P. DOURY, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 3709 LM).

directeur commercial
Rhône-Alpes

Filiale d'un groupe européen, notre entreprise (200 salariés - 60 MF de C.A.) fabrique et distribue des produits alimentaires de luxe.

Le directeur commercial que nous cherchons dirige la force de vente (37 reps), assisté du chef des ventes et du responsable export et, après études, propose à la direction générale des axes de développement et les moyens pour les réaliser.

Diplômé d'une grande école de commerce, âgé de 35 ans au moins, il a acquis une expérience de direction commerciale chez un fabricant de produits de luxe.

Notre consultant, R. BEROUD, vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 569 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON

MEMBRE DE SYNTEC

Banque privée Paris 8ème
recherche

cadre exploitant

pour assurer la gestion et la responsabilité du développement d'une clientèle agro-alimentaire.

De formation supérieure, il aura le sens de la maîtrise des affaires.

La connaissance de l'analyse financière est souhaitée.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 1504.

Discrétion d'honneur assurée.



---

triplex®
outils pour perceuses

Société en expansion rapide, leader sur le marché du bricolage dans sa branche, C.A. 60 Millions de Francs dont plus de 10 M. à l'export, implantée dans 30 pays,

recherche un Cadre

commercial export

HOMME d'ACTION et de TERRAIN, adjoint direct du responsable export, il aura la responsabilité complète de certains pays :

- animation et contrôle des agents et filiales,
- recherche et implantation sur de nouveaux marchés,
- action Marketing.

Ce poste comporte de larges perspectives d'avenir. Il s'adresse à un homme ayant l'expérience de la vente Export et des biens de consommation grand public. ALLEMAND et ANGLAIS indispensables. Poste à Paris. Nombreux déplacements à l'étranger.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite à Luc MARCUS -

CLE 128
51, rue de Miromesnil 75008 PARIS.

Filiale française d'un groupe multinational, doté de deux I.B.M. 370/158 et d'un réseau de "minis", nous renforçons nos équipes de réalisation informatique et dans le cadre de

NOUVEAUX DEVELOPPEMENTS,

nous recherchons plusieurs Informaticiens de haut niveau pour leur confier des responsabilités de

CHEFS de PROJETS

Le premier développement concerne un système de base de données (I.M.S.). Celui-ci, une fois installé en France, le sera dans les différentes filiales européennes. Pour cette mission, il est nécessaire d'avoir collaboré à des projets importants, de connaître le Téléprocessing et les techniques de base de données dans un environnement I.B.M.

La pratique de l'Anglais est indispensable pour ce poste qui demande des séjours de courte durée en Europe. **(Réf. IF. 8).**

Les autres développements se situent dans les domaines Marketing et Administratif.

Les méthodes de développement utilisées nécessitent la connaissance d'un environnement technique similaire, la conduite et la réalisation de projets informatiques de gestion dans une grande entreprise. **(Réf. IF. 9).**

Ces deux fonctions requièrent l'encadrement d'une équipe d'Analystes-Programmeurs, la gestion de projets depuis l'établissement du cahier des charges avec l'utilisateur jusqu'à la réalisation, le suivi des coûts et des délais au travers d'une organisation rigoureuse.

Lieu de travail : banlieue nord-est de PARIS.

Merci d'adresser votre lettre de candidature + C.V. sous Réf. respective à

INFRAPLAN Tour de Lyon
185, rue de Bercy 75012 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

Plein Champ

Filiale française de Sociétés Internationales.

En collaboration avec le sous-directeur financier chargé des systèmes d'information et de gestion, vous aurez pour mission d'analyser les systèmes existants, de définir les besoins avec les différents utilisateurs, de proposer de nouveaux projets et d'en rédiger les cahiers des charges.

chargé d'études et d'applications informatiques

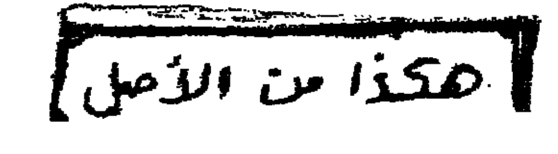
Votre expérience de quelques années en informatique (analyse, programmation) vous a permis d'acquérir une bonne connaissance de la mini-informatique et de l'informatique répartie.

Vous avez environ 29 ans, une formation supérieure, des qualités de contacts et le désir de travailler en équipe.

Nous créons ce poste en souhaitant le confier à un collaborateur qui prenne en main les projets de l'étude à l'application et montre une ambition et des capacités d'évolution dans notre groupe.

Basé à Paris ce poste implique quelques déplacements de courte durée dans nos différentes unités.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, vos rémunérations actuelle et souhaitée ss réf. M 402 à Mme Bozonnet, 80 rue Taitbout 75009 Paris.



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

Nous sommes une des premières entreprises françaises de Bâtiment.
Notre dynamisme commercial et nos performances techniques nous assurent un développement important en REGION PARISIENNE.
Nous recherchons pour faire face à cette expansion des :

INGENIEURS TRAVAUX ET INGENIEURS COMMERCIAUX

CEUX-CI DOIVENT ETRE DIPLOMES D'UNE GRANDE ECOLE (X – PONT – CENTRALE – T.P.).

Ils peuvent être débutants ou posséder quelques années d'expérience.

La rémunération sera fonction des références acquises et ne saurait constituer un obstacle pour des ingénieurs de valeur.

Notre développement assure à tous les candidats retenus d'intéressantes perspectives *de carrière.*

Adresser C.V.+photo sous No 40208, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

Impte Sté Électronique professionnelle
Banlieue NORD-OUEST de Paris
crée des postes

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

— Pour l'étude de systèmes complexes de communications et d'équipements modernes. Ces ingénieurs devront être formés aux techniques de pointe en traitement du signal et micro-informatique notamment.

— Pour l'encadrement d'ingénieurs et agents techniques, outre la constitution d'une équipe, ils participeront à la définition, la conception et la réalisation de systèmes ou de matériels nouvelle génération.

La rémunération dépendra du profil du candidat.

Réponses et discrétion assurées. Adr. C.V., prét. à nº 40.077, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er.

IMPORTANTE ASSOCIATION DE TOURISME SOCIAL

crée un poste de

INSPECTEUR DE TRAVAUX
TOUS CORPS D'ÉTAT

5 ans expérience minimum pour assister le maître d'ouvrage dans important programme d'expansion, pour réalisation *d'opération de logements de vacances.*

Adresser C.V. manuscrit, photo *et prétentions à A.R.E.P.O.S.*
34, rue des Martyrs - 75009 PARIS

bleu

MICRO ORDINATEURS TERMINAUX
PARIS Sud

Leader Européen dans notre domaine en expansion rapide, nous recherchons pour notre filiale française notre

responsable technico-commercial

Rattaché au Directeur Général, il aura la responsabilité du support technique avant vente ainsi que *du support technique central (relations groupe et fournisseurs, formation technique du personnel* de la Compagnie, études produits et études clients).

Le candidat idéal dispose de solides connaissances en matériel et en logiciel : Assembleur, Basic. *Il est passionné de techniques orientées vers les applications et désire participer personnellement* à la direction des opérations. Il a le goût des relations avec la clientèle et les fournisseurs. Il utilise couramment l'anglais.

Rémunération importante et voiture de fonction, pour un candidat de valeur.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence GRTC à Structures
31 avenue de l'Opéra 75001 Paris

STRUCTURES

SOCIETE EN EXPANSION
recherche

CHEF de PRODUCTION

pour son usine de Matériels Fins électromécaniques implantée en grande Banlieue Ouest.

A la fois animateur et gestionnaire, apte à résoudre les problèmes humains et techniques, homme de dialogue et d'autorité, le candidat que nous recherchons, 35 ans minimum, de formation *supérieure*, aura nécessairement l'expérience de la coordination de plusieurs unités intégrées de fabrication.

Il sera en effet responsable de l'exécution des programmes de production réalisés par plusieurs ateliers (200 personnes).

La *rémunération* suivant expérience, sera *de l'ordre* de 150000 Frs.

Envoyer CV à No 40.708 Contesse Publicité
20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01,
qui transmettra.

---

auditeur interne
senior

Un groupe français récent de l'agro-alimentaire (3 milliards de CA), leader européen sur son *marché, recherche un senior pour mettre en* place et développer l'audit interne au niveau des 30 sociétés qui le constituent.
Au sein de la Direction Financière, ce jeune cadre devra créer et animer une petite équipe d'assistants, organiser et planifier les missions, et *contribuer par ses interventions à dégager* des procédures de groupe pour le fonctionnement des sociétés. Il participera également aux travaux de consolidation.
Ce poste d'avenir, basé en banlieue Sud, s'adresse à un diplômé possédant 3 ans d'expérience en Cabinet International et parlant couramment l'allemand.

Adressez C.V. photo et lettre manuscrite *sous réf. 2904/A à :*

O.P. organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/CIA TRANSMETTRA

Société Métallurgique importante

Recherche pour une Unité de Production du FINISTÈRE SUD

UN INGÉNIEUR DÉBUTANT
de formation mécanique

qui sera affecté en Production après un stage de deux ans environ dans une autre unité de *l'EST* DE LA FRANCE.

Envoyer curriculum *vitae et prétentions* sous le nº 40.744 à CONTESSE Publicité,
20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transm.

SOCIETE DIAMANTAIRE INTERNATIONALE (INVESTISSEMENT)

recherche
pour le Sud-Est de la France (Grand Delta)

CORRESPONDANTS ou GESTIONNAIRES DE PATRIMOINE

- Formation assurée (stage).
- Rémunération motivante.
- Aide technique - logistique - publicitaire.

Env. C.V. et photo à Régie-Presse, ss nº To 17575 M, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.



THOMSON-CSF

ACTIVITES PERI INFORMATIQUES

INGENIEURS COMMERCIAUX

Secteur ADMINISTRATION (réf IC 1)
Secteur PRIVE (réf IC 2)

Profil :
quelques années d'expérience dans le domaine informatique
Mission :
commercialiser nos systèmes terminaux intelligents dans l'un des deux secteurs précités.

INGENIEUR MARKETING-PRODUIT LOGICIEL
(réf IM 3)

Profil :
- expérience développement logiciel de base téléinformatique et utilisation microprocesseurs souhaitée.
- anglais nécessaire

Mission :
Sera chargé de la spécification des logiciels de base intervenant dans la constitution de systèmes péri-informatiques.

CHEF DE PROJETS
(réf CP 4)

Profil :
- solide expérience en logiciel de base et réseaux de systèmes terminaux.
- *anglais nécessaire.*

Mission :
ANIMER une équipe chargée du développement de logiciels destinés au TRAITEMENT DE TEXTES ET A LA BUREAUTIQUE des terminaux multifonctions.

RESPONSABLE AFFAIRES SYSTEMES
(réf RA 5)

Profil :
- solide expérience de la conception et de la mise en place de systèmes téléinformatiques.
- anglais souhaitable.

Mission :
- élaborer et préparer des propositions techniques et commerciales.
- *défendre des projets et participer à la négociation des contrats.*
- coordonner la réalisation des marchés.

INGENIEUR CONTROLE QUALITE TECHNOLOGIE
(réf IQ 6)

Profil :
Quelques années d'expérience en qualité fiabilité dans le domaine électronique.
Mission :
suivi des problèmes qualité au sein du département et auprès des unités de production. Notions anglais souhaitées.

JEUNES INGENIEURS
(réf JI 7)

Profil :
- formation Grandes Ecoles ou équivalent (option informatique).
- de préférence 2 ans au moins d'expérience industrielle (débutants éventuels)
- Connaissance en téléinformatique et procédures de télécommunications serait VIVEMENT *souhaitée ainsi que l'expérience de la programmation sur microprocesseurs*
- Anglais apprécié

Mission :
- chargés des études et développement des logiciels de réseaux et de terminaux intelligents pour systèmes péri-informatiques.

PROGRAMMEURS
(réf AP 8)

Profil :
- *formation* DUT ou équivalent
- Première expérience sur mini-ordinateurs ou microprocesseurs souhaitée

Mission :
- chargés de la programmation de terminaux intelligents pour systèmes péri-informatiques

AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS
(réf. AT9)

Profil :
2 ou 3 ans d'expérience de préférence (débutants éventuels). Connaissance pratique des microprocesseurs souhaitée.
Mission :
Etude et développement circuits logiques.

CADRE ADMINISTRATIF
(réf CA 10)

Profil :
- 3 à 5 ans d'expérience de préférence dans une administration des ventes

Mission :
- *établir les prévisions des commandes*
- participer à l'élaboration des plannings de lancement industriel et de livraison

Lieu de travail : PLESSIS ROBINSON.

Les candidats intéressés par ces offres sont priés d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et *prétentions (en rappelant la référence du poste) à Madame* JAULIN, *Direction du Personnel,* 15, rue de la Baume 75008 PARIS.

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

answare

Filiale d'un des tout premiers groupes industriels internationaux

recherche

informaticiens

INGENIEURS

Grandes Ecoles ou 3ème cycle d'Université

— possédant une expérience de 2 à 5 ans dans l'un des domaines suivants : • Moniteurs, • systèmes de fichiers, • compilateurs, • informatique temps réel. en vue de participer à des développements logiciel de base sur mini-calculateurs. (Réf. AD/7)

DIPLOMES

de l'Enseignement Supérieur Gestion option Informatique

— de 0 à 5 ans d'expérience. (Réf. AD/8)

offre : • une rémunération intéressante, • les avantages sociaux du Groupe, • une possibilité d'absence pour les congés 80

et une collaboration caractérisée par : • sa diversification technique • ses méthodes de travail • les techniques de pointe abordées • des possibilités d'évolution de carrière aux plus hauts niveaux • une formation constante.

Les candidats intéressés peuvent écrire ou téléphoner en vue d'un premier entretien à Bénédicte DELAHAYE, 135, rue de la Pompe - 75116 Paris - 749.02.33 poste 35.19 le matin.

Une jeune soicété de distribution, filiale d'une maison mère britannique, possédant une douzaine de magasins en France, recherche pour maintenir son expansion rapide son

Directeur financier et administratif

140-160.000 Francs environ

Animant une petite équipe, il assurera les contrôles et le reporting nécessaires pour bien gérer une P.M.E.

Les candidats, âgés d'au moins 28 ans, devront posséder :
- une formation supérieure, type E.S.C.P., E.S.S.E.C., etc...
- une expérience de gestion anglo-saxonne, de préférence dans une entreprise commerciale
- une parfaite maîtrise de l'anglais.

Adressez votre .CV., en indiquant salaire actuel, sous référence 8001, à :

nicholas angell

conseil en recrutement financier
149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS

Société de TRANSPORT d'importance nationale située à Paris-La Défense recherche

contrôleurs comptables

28 ans minimum, Niveau DECS ou équivalent.
Ils seront chargés, en missions itinérantes, de vérifier et de contrôler, dans un esprit d'audit et d'assistance, la comptabilité des différentes filiales implantées sur le territoire national.
Trois ans d'expérience réelle de la comptabilité sont nécessaires pour répondre aux exigences du poste qui demande par ailleurs une réelle disponibilité pour des déplacements fréquents.
Envoyer C.V., photo et prétentions sous la réf. 638 M au



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

CADRE EXPLOITATION BANQUE

PARIS

Importante Banque Internationale cherche un « Cadre Exploitation Banque »

Sous l'autorité de la Direction Générale et en collaboration avec ses collègues, il aura les responsabilités suivantes :
- — Relations avec la clientèle actuelle ;
- — Détermination et mise en œuvre de la politique de développement.

Outre le fait qu'il devra être de nationalité française, et âgé de 30 ans au minimum, il lui sera demandé :
- — Une formation supérieure ;
- — Une très bonne connaissance de la technique bancaire française ;
- — Une expérience de quelques années dans la fonction décrite ;
- — Une parfaite connaissance de la langue anglaise, écrite et parlée ;
- — Une bonne aptitude à établir des contacts, et une grande disponibilité ;
- — De préférence une connaissance des opérations en Eurodevises.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer leur curriculum vitae sous référence 816 à :

Villiam Greenway
Partner
523, Avenue Louise
Boîte 30
1050-Bruxelles
BELGIQUE

Discrétion totale assurée
Les entretiens auront lieu à Paris.

DIRECTION FINANCIERE

PARIS

Une société industrielle, C.A. : F 250 millions, 1.000 personnes, recherche un DIRECTEUR COMPTABLE ET FINANCIER.

La fonction consiste à : • assurer le bon fonctionnement des comptabilités générale et analytique et de l'informatique • établir et contrôler les budgets • fournir les rapports mensuels de gestion • établir la consolidation des bilans • gérer la trésorerie • assurer les déclarations fiscales et sociales.

Ce poste conviendra à un candidat âgé de 35 ans minimum, concret, de formation supérieure niveau expertise comptable ou l'équivalent, ayant acquis une solide expérience en entreprise, rodé aux problèmes des en-cours, de l'exportation et de l'audit.

Bon niveau de rémunération pour candidat de premier plan.

Les personnes intéressées envoient lettre manuscrite, C.V., photo (retournés) et rémunération souhaitée sous référence 20.80-M à CLA Recrutement 3, avenue Percier, 75008 Paris.



SOCIETE INDUSTRIELLE SECTEUR MECANIQUE
recherche

COMPTABLE

- niveau B.P. ou B.T.S. pour bureaux Paris
- position non cadre
- connaissances comptabilité générale, analytique, comptabilité centrale
- relations avec service trésorerie et agences province.

Débutant accepté si libéré O.M.

COMPTABLE

- niveau B.P. ou B.T.S. pour agences province et étranger
- position non cadre
- connaissances comptabilité générale, analytique, paie et relations sociales
- expérience : 5 ans environ.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et prétentions au Service du Personnel
DELATTRE - LEVIVIER
Tour Fiat - 92084 Paris La Défense Cedex 16

Publicités Réunies

ORGANISME CENTRAL D'UN IMPORTANT GROUPE BANCAIRE
recherche pour son
SECTEUR INTERNATIONAL
à PARIS

jeunes diplômés études supérieures

Sciences Po, E.S.C., Sciences Eco.
Anglais nécessaire - Allemand souhaité

Ecrire avec C.V. et photo sous réf. 8723 à P. LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

IMPORTANT EDITEUR
cherche

un Adjoint de Direction Commerciale

Ce collaborateur, ayant le titre d'Inspecteur des Ventes France, participera à l'application de la politique commerciale dans ses différents aspects, particulièrement :
- coordination du réseau de vente ;
- animation commerciale ;
- contact et suivi des principaux clients nationaux.

Le candidat ayant reçu une formation commerciale, concrétisée par un diplôme, aura une connaissance complète des différents circuits de distribution acquise au cours d'une expérience réussie de plusieurs années dans la vente de produits comparables. Il devra posséder une bonne culture générale, une forte capacité d'organisation, le sens du contact et un réel dynamisme.
Lieu de travail : PARIS.
Déplacements brefs à prévoir en Province.
Rémunération : 80 000 + selon expérience et résultats.
Adresser lettre manuscrite, c.v. complet, photo récente et prétentions sous Réf. IVF/N° 47403, HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann - 75008 PARIS. Discrétion assurée.

HAVAS CONTACT

Gerland anticorrosion
Ingénieur responsable des chantiers

La société assure auprès de ses clients (de l'industrie chimique le plus généralement), la réalisation de chantiers d'anticorrosion mettant en œuvre techniciens, matériels et matériaux spéciaux. Ceci en France et à l'étranger (50% du temps se passe en déplacement, parfois lointain, quelquefois d'assez longue durée). Il s'agit de missions à responsabilités étendues puisque l'ingénieur intervient dès la négociation commerciale, assure toute la préparation et le suivi du chantier, et en contrôle la gestion.
Une formation Ecole d'Ingénieur ou IUT prépare bien à ces tâches. Préférence sera donnée aux spécialités : chaudronnerie, mécanique générale, électricité (les connaissances spécifiques indispensables seront fournies par la société). Dans tous les cas il faut avoir l'expérience du chantier extérieur et celle du commandement dans un cadre décentralisé.
L'anglais parlé est indispensable.

Les Ingénieurs préparés à ces fonctions peuvent adresser leur dossier de candidature sous réf. *RC 149 M à SEFOP qui les en remercie.*

SEFOP 11, rue des Pyramides 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC



Henkel France

La Société (1400 personnes, C.A. 1 Milliard de Francs)
Filiale d'un des plus Grands Groupes Chimiques Européens
recherche pour l'activité
LUBRIFIANTS INDUSTRIELS
de son département "Traitement de Surfaces" un

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

- Il apporte une assistance technique permanente à la clientèle et à la force de vente.
- Il contribue à l'évolution des produits et de leurs marchés par les informations qu'il fournit ou les orientations qu'il propose aux laboratoires et aux services de marketing.
- L'activité, basée à Paris, implique de nombreux déplacements de courte durée dans toute la France et, occasionnellement, à l'étranger.

Ce poste convient à un Ingénieur Mécanicien de formation Arts et Métiers, ayant acquis 2 ans minimum d'expérience, de préférence dans le domaine des lubrifiants industriels, ou, sinon, ayant déjà travaillé dans un service entretien d'usine.

La connaissance de l'allemand est indispensable.

Ecrire sous référence 2044 M
HENKEL FRANCE, DRH, B.P. 111, 94250 GENTILLY.

L'Europe des loisirs et du bricolage.

C'est sérieux la vente d'appareils, utilisés pour les loisirs, le bricolage, dans les pays d'Europe, de la Grèce à la Finlande. C'est sérieux la vente par un réseau de concessionnaires solidement campés sur leurs positions, aux prises avec la concurrence, les problèmes de compatibilité de tarifs d'un pays à un autre. Tout cela est tellement sérieux qu'il faut autant aimer les chiffres de prévisions et de quotas que les tours de mains de démonstrations techniques sur le terrain.

Vous êtes bien sûr décidé à faire de nombreux voyages courts, rapides, pour entendre tous vos agents, vous entretenir en allemand et en anglais de leurs problèmes à la fois semblables et spécifiques de marges, de SAV, de publicité. Vous êtes suffisamment persuasif pour leur faire adopter et adapter la ligne de la maison française qui peut affirmer être le spécialiste mondial dans sa catégorie. Sinon comme être présent dans plus de cent pays et dans cent mille points de vente ?

Vous serez responsable dans cette zone d'un CA de cinquante millions de Francs. Vous comprendrez donc que nous sommes intéressés par votre formation supérieure et votre expérience de cinq à sept ans dans les produits de consommation ou de biens de petit équipement, comme par vos qualités de décideur opérationnel. Pour vous rendre crédible aux yeux de vos collaborateurs, de vos collègues et de vos agents, vous prendrez en charge vous-même un pays ou deux parmi les difficiles (évidemment). Ecrivez aux Conseils en recrutement de SIRCA sous la référence 804 333 M.



Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

Le groupe instrumentation de Hewlett Packard
département traitement du signal et métrologie laser
recherche

ingénieurs technico-commerciaux

pour promouvoir la vente de systèmes analyseurs de Fournier et interferomètres à laser.

Les candidats devront posséder un haut niveau de formation scientifique et une expérience commerciale ou technique dans le domaine du traitement du signal complétés par de réelles aptitudes de vendeur.

Ces postes basés à Orsay impliquent des déplacements en Région Parisienne et province pour lesquels une voiture de fonction est fournie.

Le niveau de rémunération sera fonction de l'expérience.

Les personnes intéressées peuvent envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo à Gérard Kloppel, Hewlett Packard France – B.P.6 – 91401 Orsay Cédex (sous référence 6377).



هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

CONTROL DATA FRANCE
Pour faire face à son expansion, la Division Education de CONTROL DATA recherche

2 INGENIEURS COMMERCIAUX

L'essentiel de leur mission consiste à effectuer un diagnostic exhaustif des besoins en formation des entreprises et, au-delà, de proposer le dispositif humain et technique le mieux adapté pour la conception de programmes et d'aides nécessaires à l'animation. Ils sont en outre chargés d'organiser des stages inter ou intra-entreprises et de mettre à disposition le système d'enseignement assisté par ordinateur PLATO.

Les candidats (es) que nous désirons recruter ont une **expérience d'au moins 2 ans dans la vente de formation ou de services informatiques ;** ils (elles) sont très attirés (ées) par un grand constructeur qui a choisi de favoriser la formation et de développer une nouvelle technologie d'éducation.

Grâce à son expérience et aux résultats déjà obtenus, un candidat motivé atteint un niveau de salaire de l'ordre de 110 000 F/an.

Proposez votre candidature à M. GARY - CONTROL DATA - 195, rue de Bercy, 75582 PARIS CEDEX 12.



UN GRAND DE L'INFORMATIQUE

Plein Champs



CANNON

recrute pour PARIS

UN SPECIALISTE PRODUITS

en liaison avec l'équipe de vente, il sera responsable pour la France entière du développement d'une famille de produits dont il assurera personnellement le suivi des grosses affaires.

Ce poste requiert une expérience de quelques années sur le marché des connecteurs.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Rémunération intéressante.
Avantages sociaux.
Voiture fournie.

Envoyer CV détaillé à CANNON ELECTRIC BP 20 - 31770 COLOMIERS

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE FRANCAISE D'ETUDES ET DE REALISATIONS ELECTRONIQUES
recherche

INGENIEURS ELECTRONICIENS haut niveau

(ESE, ENST, ENSTA, SUP'AERO ...)

Débutants ou première expérience professionnelle

Au sein du laboratoire chargé de l'étude de matériels sol et bord de télémesure et de transmissions antibrouillées, les candidats retenus devront :

1 - Piloter les projets concernant ces systèmes
2 - Assurer l'étude et le développement d'ensembles mettant en œuvre des techniques numériques, analogiques et haute fréquence
3 - Prendre en charge la conception des parties *hyperfréquence entrant dans ces matériels.*

Adresser lettre, C.V. avec photos et prétentions sous le no 40227 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Une Société (50 millions de F de CA), spécialisée dans la fabrication de produits d'aluminium pour le bâtiment et de planchers techniques, filiale d'une Société américaine, cherche

CHEF DES VENTES
Réf. M4816

Basé à Paris et rattaché au Directeur de l'Exportation, il *est responsable du développement* des ventes en Afrique francophone. Il négocie avec des architectes et des entrepreneurs des affaires importantes. Il choisit aussi des installateurs sous-traitants et il crée un réseau d'agents.
La fréquence de ses déplacements en Afrique est d'environ 15 jours tous les deux mois.

Agé de 30 ans minimum, il a une expérience confirmée de la vente de produits industriels à l'exportation et il connaît un ou plusieurs pays d'Afrique.

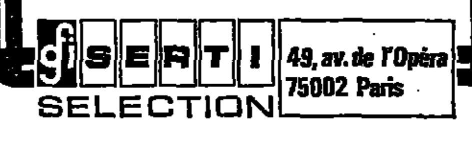
RESPONSABLE ADMINISTRATION DES VENTES
Réf. M4817

Il réorganise et dirige un Service de dix personnes, interlocuteurs permanents des *vendeurs et des clients français et étrangers*, dans les différentes tâches qui leur sont confiées : établissement des devis et propositions, suivi des commandes, préparation de la facturation, analyse des ventes.
Le lieu de travail est situé à 70 km à l'ouest de Paris.

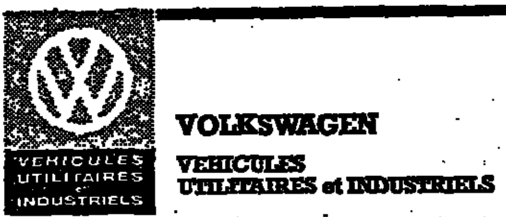
Agé de 30 ans minimum, il a, de préférence, déjà exercé des fonctions de Vendeur et il *bénéficie d'une solide expérience d'administration* commerciale. Il a de bonnes notions d'anglais.

Ecrivez, en précisant la référence, à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

GEM PUBLICITE



49, av. de l'Opéra
75002 Paris



VOLKSWAGEN
VEHICULES UTILITAIRES et INDUSTRIELS

recherche

Un chef des services comptables et financiers
(BILINGUE ALLEMAND).

Nous devons créer et *développer* en France une société chargée de la commercialisation de Véhicules Utilitaires et Industriels.
Le titulaire du poste devra, dans un premier temps, mettre en place la structure comptable *et financière de cette société* (plan comptable, trésorerie, comptes clients et fournisseurs, procédures de contrôle, etc.).
Il en deviendra ensuite le responsable et l'animateur.

Le candidat (minimum 32 ans) aura un niveau d'Etudes Supérieures : option Finances de Grande Ecole de Commerce avec DECS.
Il aura une expérience de plusieurs années dans des services comptables et financiers d'une P.M.E. filiale de société allemande. Il sera un *organisateur* et un *animateur* avec une bonne autorité naturelle, le sens des contacts humains.

Le poste est situé à Paris 8e.

Envoyer C.V., photo, salaire actuel et prétentions à *VOLKSWAGEN FRANCE S.A.*
Département du Personnel - BP. 62
02600 VILLERS-COTTERETS,
sous réf. VUL/80L.

HAVAS CONTACT

SLIGOS une des premières sociétés de conseil et services en informatique

RECHERCHE POUR PARIS-LYON-ROUEN-TOURS

INGENIEURS COMMERCIAUX

- **Leur mission :**
  Elle consiste à commercialiser les activités informatiques de SLIGOS *(25% d'expansion par an) auprès des entreprises au moyen de toute une* gamme de programmes généralisés (facturation, stocks, comptabilité, paie, etc...) en Service Bureau et en Télégestion (domaine dans lequel SLIGOS *est leader).*
- **Leur profil :**
  Leur formation est de type Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent.
  Ils sont ambitieux, dynamiques et ils ont le goût des relations humaines, *conditions indispensables dans l'activité de service de notre Société.*
  Une première expérience professionnelle de quelques années en tant qu'Ingénieur Commercial ou Ingénieur Technico-Commercial sera appréciée.
- **Leur rémunération :**
  De *niveau élevé*, elle est essentiellement composée d'une partie fixe (pour 3/4) et d'une partie prime (pour 1/4).
- **Leur formation :**
  Elle porte sur le plan technique (les produits, le Service Bureau, la *Télégestion)* et sur le plan commercial (relations humaines, techniques de vente).

Adresser lettre de candidature, C.V., photo et prétentions à SLIGOS
A. BENATAR - *Direction Commerciale, 91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX*

animateur commercial
ESC ou équivalent
PRESSE - PUBLICITE

Notre régie, qui regroupe plusieurs titres de forte diffusion, se développe rapidement et souhaite recruter un(e) jeune collaborateur(trice). Dans un premier temps, il lui sera confié la coordination et l'animation d'une équipe de vente au téléphone, *l'analyse de statistiques et d'études qualitatives.* Rattaché au Directeur Général de la régie, il évoluera dans un deuxième temps vers un poste d'adjoint : participation à la définition *de la statégie marketing, mise en oeuvre de plans* d'actions commerciaux et contacts au plus haut niveau. Notre préférence ira à un jeune ESC ou équivalent ayant 2 à 3 *années d'expérience de vente de services aux entreprises*, possédant de réelles qualités d'animateur, le goût de la vente et des capacités d'intégration dans une petite équipe.
Si ce poste vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil sous référence 50280 M.
Chantal Baudron s.a. 61, bd Haussmann - 75008 PARIS.
Tél. : 742.58.20



Chantal Baudron. s.a.

TEKELEC AIRTRONIC

92 SEVRES
recherche dans le cadre de son expansion

Ingénieur Technico - Commercial

ayant 2 à 3 ans d'expérience dans la vente d'équipements **électroniques de génie électrique et génie climatique.**

Si vous êtes dynamique, intéressé par le démarrage d'une activité nouvelle dans une société en progrès constants, capable de prendre des responsabilités, parlant si possible l'anglais, envoyer votre C.V. détaillé et vos prétentions sous référence 1527 à :

TEKELEC - AIRTRONIC - Service du Personnel
1, rue Carle Vernet - 92310 SEVRES

Nous étudierons ensemble l'éventualité d'une collaboration vous garantissant un bon niveau de rémunération.

Voiture de fonction fournie - 13è mois - avantages sociaux - cantine

La Direction Informatique d'un important Groupe de Distribution *disposant de deux ordinateurs IBM de milieu de gamme,* cherche un

RESPONSABLE SYSTEME-EXPLOITATION

En bénéficiant de la collaboration d'un Ingénieur *Système et d'un Chef d'Exploitation,* il dirige une équipe de 30 personnes. Il assure également les relations avec les unités de *province pour la mise en place* de mini-ordinateurs qui doivent être connectés au matériel central.

Agé de 30 ans minimum et, de préférence, diplômé d'une Ecole d'Ingénieur, il a de bonnes connaissances Système et, obligatoirement, *l'expérience de la direction d'un* Service Exploitation.

Le lieu de travail est dans la proche banlieue Est de Paris.

Ecrivez, en précisant la référence M572, à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

GEM PUBLICITE

SERTI SELECTION 49, av. de l'Opéra 75002 Paris



ROTHMANS INTERNATIONAL FRANCE

filiale en pleine expansion d'une importante société européenne, importatrice de grandes marques de cigarettes internationales :
PETER STUYVESANT, ROTHMANS, DUNHILL, CRAVEN ...
recherche son

contrôleur de gestion
Responsable des services administratifs :

— contrôle budgétaire,
— comptabilité
— administration des salaires.

Il assiste le Directeur Général dans le développement et la mise en œuvre des plans marketing, *notamment en ce qui concerne les aspects* budgétaires. Il est responsable de la gestion globale de la société.

Une formation Maîtrise de Gestion et DECS, une expérience pratique du contrôle de gestion dans une P.M.E. de distribution sont indispensables pour ce poste.

Age minimum : 28 ans.
Excellente maîtrise de l'anglais nécessaire.

Veuillez écrire sous référence M 6263 à

INTERCARRIERES,
5 rue du Helder, 75009 PARIS.

CMG SERVICE EN INFORMATIQUE

SSCI EN EXPANSION
recherche

ANALYSTES PROGRAMMEURS

Connaissances MINI H.P. appréciées
Langages BASIC FORTRAN + système de gestion de base de données...

Adresser C.V. et prétentions à : Société CMG, B.P. 38 - Z.A Courtabœuf - 91401 ORSAY CEDEX

SERVICE TECHNIQUE DES PROGRAMMES AÉRONAUTIQUES PARIS
recherche

INGÉNIEUR

E.N.S.A. ou FORMATION EQUIVALENTE
libéré des obligations militaires pour poste domaines performances des avions.
Connaissance sérieuses aérodynamiques et traitements sur ordinateur.

Ecrire avec C.V. à S.T.P.A.
Bureau du personnel, 4, avenue de la Porte-d'Issy, 75015 PARIS

Organismes sociaux (caisses de retraite et de congés payés), nous souhaitons étoffer notre division juridique en recrutant un(e)

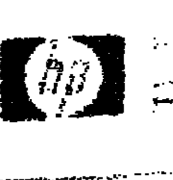
Adjoint(e) au chef du contentieux

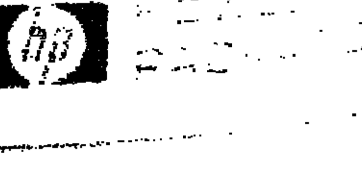
De formation juridique (niveau maîtrise) le candidat recherché possède une première expérience.
*Une période de deux ans lui permettra d'assi*miler les particularités de la législation sociale concernant les professions du spectacle, dont il deviendra un spécialiste. Il sera alors susceptible d'évoluer vers les fonctions de chef de service.
C'est donc un candidat à potentiel réel qui est requis.
Le salaire de *départ* est attractif et évolue au fur et à mesure de la prise des responsabilités du titulaire du poste offert.

Les lettres + C.V. + photo + prétentions sont à adresser (sous réf. 78174 M) à :
HAVAS CONTACT
156, bd Haussmann 75008 PARIS.

Il sera répondu à toutes les lettres. Discrétion assurée.

HAVAS CONTACT





offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

DELATTRE-LEVIVIER
GROUPE CREUSOT-LOIRE

recherche

contrôleur de gestion

(confirmé) *(réf. 809)*

Pour PARIS

Profil :
Ayant le goût et le sens des données techniques et économiques complexes, une capacité de synthèse très affirmée, de même qu'une aptitude aux relations fonctionnelles.
Anglais souhaitable.

Mission :
Fournir à la direction générale et à tous les gestionnaires des informations élaborées permettant de mesurer, analyser, expliquer et prévoir l'évolution des résultats des différentes activités ou exploitations ainsi que les synthèses correspondantes.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. + photo et prétentions à :
DELATTRE-LEVIVIER
Département des Ressources Humaines.

Tour Fiat - cedex 16
92084 Paris - La Défense

Une des premières agences de publicité internationale

recherche

RESPONSABLE COMMERCIAL
TRÈS CONFIRMÉ

Actuellement :

- Chef de produit très senior ou chef de groupe de produits, attiré par une expérience publicitaire et gérant une ou plusieurs marques de produits de grande consommation de préférence dans les secteurs suivants : hygiène, toilette, alimentaire, entretien.

ou

- Chef de groupe dans une agence de publicité en charge de plusieurs budgets appartenant aux secteurs précédents.

Le poste à pourvoir requiert un minimum d'expérience professionnelle de 5 ans. Il est fortement évolutif sous 18 mois. Parfaite connaissance de l'anglais indispensable.

Adr. C.V. détaillé et lettre précisant les motivations de candidature sous le nº 827.443 M, à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui tr.

Organisme social (caisses de retraite et de congés payés), nous recrutons un

ANALYSTE FONCTIONNEL

dans le cadre du développement des applications de gestion sur matériel IBM
– diplômé d'études supérieures (MIAGE...) ;
– expérience de 4 à 5 ans dans la fonction ;
– capable de s'intégrer dans un groupe d'études et possédant le sens des responsabilités et des relations humaines ;
– lieu de travail : Paris.
Les lettres + C.V. + photo + prétentions sont à adresser sous réf. 78159 M à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann - 75008 PARIS.
Il sera répondu à toutes les lettres.
Discrétion assurée.

HAVAS CONTACT

Un Important Groupe Industriel Français, opérant un regroupement des fonctions de son Etat-Major se propose de créer un poste de haut niveau (le 3e dans la hiérarchie)

DIRECTEUR DE BRANCHE
Formation INGÉNIEUR Grande Ecole

Ce collaborateur assumera la responsabilité de la production, de la gestion, de la commercialisation et des orientations nouvelles de la branche la plus importante de l'ensemble.

Il coordonnera la vente et la production, devra suivre par certains contacts personnels les relations avec les clients et les fournisseurs.

Il proposera les investissements découlant de la politique de la Direction Générale, politique à laquelle il prendra de plus en plus part.

Ce poste conviendrait à un INGENIEUR ayant déjà atteint, par l'expérience et la réussite, l'envergure d'un généraliste.

Age minimum 38 ans.

La discrétion nécessaire au stade actuel fera place à des informations aussi nombreuses que nécessaires dès l'engagement des pourparlers.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. à nº 40.477

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

BANQUE PRIVÉE
Recherche
pour l'une de ses importantes agences parisiennes, un

CADRE CONFIRMÉ CLASSE VI
Responsable de la clientèle privée

Sa mission :
- gérer la clientèle existante ;
- développer le fonds de commerce actuel par des actions de prospection appropriées.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure, ayant une expérience professionnelle de 3 ans minimum ainsi qu'une connaissance approfondie des marchés boursiers et de la gestion de portefeuilles-titres.

Adresser c.v., lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 824 532 M, REGIE PRESSE 85 bis rue Réaumur, 75002 PARIS

ETABLISSEMENT PUBLIC DU SECTEUR BANCAIRE
recherche
pour son service informatique

UN OPÉRATEUR EXPÉRIMENTÉ

Connaissant les ordinateurs de la troisième génération.

Titulaire du BACCALAUREAT D'INFORMATIQUE ou d'un diplôme équivalent et ayant des notions de télétraitement.

— Nationalité française
— Libéré O.M.
— Avantages sociaux.

Ecrire avec C.V., prét. et photo nº 40.639 CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

Groupe Français du secteur tertiaire de dimension internationale nous renforçons notre Direction Marketing avec un

chargé d'études marketing

C'est un ESSEC, ESCP ... ayant de 3 à 5 ans d'expérience en études quantitatives et qualitatives acquise de préférence en Cabinet d'Etudes.

Dépendant du Directeur du Marketing, il proposera, prendra en charge et conduira les études (concurrence, marchés, nouvelles lignes de produits...) *en étant responsable de son budget.*

Le poste est basé dans la banlieue ouest de PARIS.

Adresser C.V., photo et prétentions sous no 40132 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra votre candidature.

IMPORTANTE SOCIETE FRANÇAISE D'ETUDES ET DE CONSTRUCTION DE CHAUDIERES POUR CENTRALES THERMIQUES ET NUCLEAIRES située à VELIZY (78)

recherche

2 INGENIEURS

A.M. ou EQUIVALENT

Le premier poste (SP1) :
— pour conception et calculs de machines tournantes (matériel lourd).

Le deuxième poste (SP2) :
— pour suivi de conception et calculs de bâtiments métalliques industriels ;
— déplacements à l'étranger.

- Expérience de plusieurs années en bureau d'études exigée.
- Anglais courant indispensable.
- Notions d'Allemand souhaitées.

Adresser curr. vitae détaillé et prétentions ss réf. 2118/M, SP1 ou SP2 à : SWEERTS - B.P. 269 - 75424 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

CITIBANK

Succursale française de CITIBANK U.S.A.
recherche

jeune cadre d'exploitation

Le candidat devra être diplômé d'études supérieures (HEC, ESSEC, ECP, X, MBA) ; avoir une parfaite maîtrise de l'anglais et de très bonnes connaissances financières.
Le poste est ouvert à des candidats ayant 2 ans minimum d'expérience, de préférence dans une banque.
Adresser lettre manuscrite et C.V. à CITIBANK
B.P. 738-08 75361
Paris Cedex 08

Emplois et Carrières

PHILIPS

recherche

UN INGENIEUR ASSISTANT CHEF DE PRODUITS

pour assister sur le plan technique le chef de produits "auto-radio" un jeune ingénieur ayant le goût des contacts humains.

Anglais indispensable.

Poste à PARIS comportant quelques déplacements.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. 485 au Département du Personnel, 50, av. Montaigne - 75008 PARIS.

---

varian

Société d'Instrumentation Scientifique recherche pour sa Division Equipements Industriels

UN INGENIEUR OU TECHNICIEN

Haut niveau pour service après-vente sur matériel d'implantation ionique.

Libre rapidement.

Mission : installation et maintenance des implanteurs ioniques chez notre clientèle (industriels de la microélectronique).

Le candidat retenu devra :
Pouvoir s'exprimer en anglais
avoir une formation de base en électronique
une expérience préalable sur matériels de vide et/ou accélérateurs de particules sera appréciée.

Il sera intégré à notre organisation européenne de service après-vente et basé à ORSAY.
Déplacements fréquents en Province et éventuellement à l'étranger.

Nous offrons :
une voiture de fonction
une formation complète sur nos équipements.

Ecrire avec C.V. à VARIAN S.A. - Service du Personnel B.P. 12 91401 ORSAY Cedex.

KRUPS FRANCE S.A.
(Filiale groupe allemand)

ASSISTANT (E) DIRECTION FINANCIÈRE

Niveau bac et DECS ou équiv.
Expérience d'audit appréciée
Pratique comptable exigée.
connaissance informatique, juridique et fiscale.
Langues allemand, anglais.
Très bon contact humain, sens de l'organisation.

POUR :
— S'intégrer et évoluer dans service existant.
— Aider à la tenue de la comptabilité générale.
— Etre chargé (e) du contentieux clients.
— Organisation et contrôle
— Mise en place de procédures.
— Contact avec clientèle, banques, avocats.

Envoyer C.V., photo et prétent. à Krups France, B.P. 68, 95220 HERBLAY.

Recretons
Chantier E.D.F. MARCOULE

10 DESSINATEURS ÉLECTRICITÉ E 1, E 2

Adress. C.V. après contact à M. GRIMBLATAS, S.N.E., 15, rue Carnot, 84500 BOLLENE
Tél. (16-90) 30-16-52

La revue les « Dossiers de l'Etudiant » recherche UN

MONTEUR - MAQUETTISTE

débutant, 1 an expér. maxim.
Env. C.V., à J.-L. Couturier, L'ETUDIANT, 11, rue de la Ville-Neuve, 75002 Paris.

MINISTERE de la JUSTICE
recherche

3 PROGRAMMEURS
1 PUPITREUR

CTI, 5, r. Carnot, 78 Versailles

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION

recherche

pour ses hypermarchés région Parisienne et Province des

RESPONSABLES DES RAYONS TECHNIQUES

GROS ÉLECTROMÉNAGER - TV
PHOTO - CINÉ - SON - HIFI - CHASSE
LUMINAIRE - AMEUBLEMENT

Rémunération 100.000 F. an et plus suivant résultats.
Dépendant du Directeur de magasin il aura la responsabilité complète du compte d'exploitation de tous ces rayons et encadrera une équipe d'environ 15 personnes.
Ces postes conviendraient à des candidats justifiant d'une expérience de gestionnaire réussie, capables d'animer une équipe, et ayant des qualités de rigueur et d'organisation.
- Larges perspectives de carrière.
- Disponibilité géographique indispensable.
- Formation assurée.

Envoyer C.V. manuscrit et photo sous référence 82643 M à BLEU Publicité
41, Avenue du Château
94300 VINCENNES - Q.T.

Importante SSCI
en pleine expansion
recherche pour Région Parisienne

INGENIEURS SYSTEMES

débutants ou ayant quelques années d'expérience

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions *s/réf. 5750 M* à P. LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cédex 02 *qui transmettra.*

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
recherche pour BANLIEUE SUD

cadre comptable praticien

CONDITIONS REQUISES :
- plusieurs années d'expérience
- DECS ou équivalent.

MISSION :
- diriger une équipe comptable, d'une vingtaine de personnes, rattachée à l'unité centrale.

Expérience informatique appréciée.

Evolution de carrière attractive offerte au sein du groupe.

Adresser lettre, C.V. avec photo et prétentions sous la référence 40214 à CONTESSE Publicité 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMMOBILIARE-FRANCE S.A.

Filiale autonome d'un Groupe International, notre activité a connu en France depuis quatre ans un développement régulier dans la promotion immobilière en Région Parisienne, puis en Province (C.A. 1979 : 200 M.F. - capitaux propres : 50 M.F.).

Afin de maîtriser cette croissance, prévoir les objectifs économiques, en contrôler la réalisation, nous créons le poste de :

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Rattaché au Directeur Général, sa fonction recouvre l'ensemble des domaines administratif, comptable, financier, ainsi que la gestion du personnel. Il propose les politiques, développe et met en œuvre les méthodes, outils et procédures permettant de fournir un système d'information efficace aux Directions opérationnelles et d'assurer le contrôle de leur gestion. Il assiste le Directeur Général dans l'obtention des financements et les relations avec les Associés et optimise la trésorerie globale. Ce poste convient à un candidat âgé de plus de 35 ans, de formation supérieure de gestion, dont la carrière, commencée dans l'audit ou les services comptables, a évolué vers le contrôle de gestion, puis vers l'ensemble des services administratifs et financiers. L'intérêt de cette fonction à créer et la rémunération très ouverte devraient attirer des candidats dont l'expérience professionnelle a été confirmée dans la construction immobilière, l'ingénierie, ou toute activité d'industrie ou de service caractérisée par le financement et la gestion de projets.

Les candidatures avec C.V., téléphone privé et rémunération actuelle sont à adresser à :

INTERACTION, 53, rue de Lisbonne, 75008 Paris qui les traitera avec une absolue discrétion.

IMPORTANT GROUPE BANCAIRE SPÉCIALISÉ DANS LE CRÉDIT

recrute

POUR AGENCE PARISIENNE

UN ATTACHÉ COMMERCIAL

LA FONCTION :
— Développer et entretenir clientèle de professionnels et de particuliers.

IL EST DEMANDE :
— Formation commerciale supérieure (SUP. DE CO., E.S.S.E.C., etc.) ;
— Sens du contact ;
— Goût de l'action.

IL EST OFFERT :
— Stage de formation ;
— Voiture de fonction ;
— Intéressantes possibilités d'avenir dans groupe dynamique.

Adresser C.V. détaillé avec photo et prétentions sous réf. OV 371 à TELEX P.A., 34, boulevard Haussmann, 75009 Paris, qui transmettra.



GESTION INFORMATIQUE SYSTÈME

- **SES CLIENTS:**
Parmi les plus grandes Entreprises Françaises.
- **SES ACTIVITES:**
Organisation, Conception, Réalisation...
- **SES POINTS FORTS:**
Suivi précis de son personnel et de ses clients. Haute technicité du personnel, en particulier dans les domaines : bases de données, télétraitement et réseaux, mini-ordinateurs.

RECHERCHE

INFORMATICIENS EXPÉRIMENTÉS

quels que soient votre formation et votre niveau hiérarchique (salaire 65.000 à 155.000 F), en particulier si vous êtes un spécialiste de très haut niveau en bases de données ou réseaux.

Adresser CV détaillé (sous référence 1 41) à GIS, 48, AVENUE RAYMOND POINCARE, 75116 PARIS

BANQUE INTERNATIONALE
PLACE DE PARIS

recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF
DE SON SERVICE
CRÉDITS A L'EXPORTATION

Le ou la candidate devra avoir une expérience confirmée de la gestion, de la comptabilisation et du suivi des dossiers.

Il sera par ailleurs associé au montage des crédits et devra donc en connaître les différents aspects.

Son activité se situera de façon prédominante dans le domaine des crédits acheteurs.

Adresser lettre man., C.V., photo, Nº T 17.585 M, REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES ENCADRÉES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

offres d'emploi

A. GARBARINI S.A.
ENTREPRISE FRANCAISE LEADER DE LA REGULATION DE TRAFIC
recherche

Comptables 1-2 échel.
pour contrôle factures achat, comptes-fournisseurs.

Comptables 1-2 échel.
comptes-clients, balances, rapprochements bancaires, situations banques.

Contrôleurs-Gestionnaires
pour établissement prix de revient. Connaissances mécanique et électronique indispensables.

Sténodactylos
CONFIRMEES pour correspondance commerciale et petit secrétariat

Sténodactylos
Administratives, attachées à petit secrétariat général.

Nous vous offrons : • une situation stable • un salaire intéressant • des avant. sociaux. • Possibilité de promotion.

Si vous êtes intéressé, écrivez en envoy. C.V. et prét. à Sce Personnel A. GARBARINI 48/54, rue du Mans 92 COURBEVOIE

amp

Importante société française d'études et de construction de chaudières pour centrales thermiques et nucléaires située à VELIZY (78)

recherche

INGÉNIEUR DIPLOMÉ
MECANIQUE GENERALE

Ayant de bonnes connaissances des calculs par éléments finis et une très bonne pratique de l'informatique scientifique (FORTRAN).

— Il sera chargé au sein du groupe informatique scientifique d'améliorer les programmes existants en calculs des structures et calculs thermiques d'échangeurs et d'en créer de nouveaux.
— *Anglais lu et parlé indispensable.*
— Expérience de quelques années appréciée.

Adr. C.V. détaillé et prétentions ss réf. 2116/M à : SWEERTS - B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09, q. tr.

RESPONSABLES DE FORMATIONS

LE CENTRE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

— Filiale de CIT - ALCATEL
— Spécialisé dans le transfert de connaissance et savoir-faire en TELECOMMUNICATIONS
— Et devant faire face à un besoin croissant de la demande nationale et internationale dans ce domaine,

RECHERCHE

des INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
des INFORMATICIENS
et des TECHNICIENS CONFIRMÉS

de niveau DUT ou B.T.S. ayant si possible une expérience dans le domaine des TELECOMMUNICATIONS

Anglais courant indispensable.

Ces postes peuvent impliquer des déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions avec photo sous référence 40.082, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transm.

---

intel

Société américaine de composants électroniques, recherche

chef de la trésorerie et du crédit

responsable de la gestion de la trésorerie, de l'évaluation et du suivi du risque client.

Profil souhaité :
- formation supérieure.
- quelques années d'expérience dans une fonction similaire.
- anglais courant.

Adresser C.V., photo et prétentions, sous référence 6494, à Micheline Ledouët, Directrice du Personnel, intel Corporation Sarl, 5, place de la Balance, Silic 223, 94528 Rungis.

MEDIA-SYSTEM

intel

Importante société française d'études et de construction de chaudières pour centrales thermiques et nucléaires située à VELIZY (78) recherche pour son service

« Conception et calculs des chaudières »

INGÉNIEUR THERMICIEN
ENSEM, INSA, ECL...

pour étude et définition des échangeurs et matériels auxiliaires

— Expérience de quelques années appréciée.
— Bonnes notions de thermodynamique et thermique demandées.
— Anglais parlé et lu indispensable.

Adr. C.V. détaillé et prétentions s/réf. 2.117/M à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09, q. tr.

---

coop

(40.000 personnes - 20 milliards C.A.)

recherche pour son département
RÉVISION - CONTROLE INTERNE

JEUNES DIPLOMÉS
H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.

Qualités souhaitées :
— méthode ;
— esprit de synthèse ;
— style clair et concis ;
— sens des contacts à tous niveaux ;
— bonne formation comptable, éventuellement expérience audit.

Possibilités ultérieures de carrière au sein du Groupe.

Déplacements en province : 10 jours par mois environ.
Envoyer C.V., photo et prétentions à A.R.C.C., M. MANIGOT, 27/33, quai Le Gallo, 92100 Boulogne.

SEDAP
S.S.C.I. en pleine expansion

Dans le cadre de réalisations du plan informatique d'une importante société industrielle équipée d'ordinateurs IBM 370 système 6 et terminaux lourds recherche pour PARIS

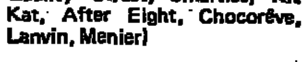
INGÉNIEUR SYSTÈME DB/DC

Expérience :
Exigé DOS/VS et CICS, souhaité SGDB TOTAL DICT LEXICON.

Mission :
— mettre en place, tester un système DB/DC et ses procédures de sécurité ;
— assister les équipes projets ;
— gérer les tables CICS, les DBGEN (TOTAL) ;
— analyser le développement des performances du réseau temps réel.

Envoyer C.V., photo et prétent., à SEDAP, Tour Gamma, 197, rue de Bercy - 75012 PARIS.

Un des leaders mondiaux sur son marché



ROWNTREE MACKINTOSH
Groupe international de chocolaterie-Confiserie (Nuts, Lion, Quality Street, Smarties, Kit Kat, After Eight, Chocorêve, Lanvin, Menier)

recherche

CHEF DE PROMOTION

rattaché au Directeur de la promotion des ventes, il définira, organisera, suivra en liaison avec les Chefs de Produits et la Direction Commerciale, les promotions nationales tous circuits d'une *importante gamme de produits.*

Ce poste convient à un (e) jeune candidat (e) de formation E.S.C.A.E. ou équivalent justifiant d'au moins 2 ans d'expérience dans la vente, *la promotion des ventes ou le marketing*, des produits de grande consommation, et s'exprimant aisément en anglais.

Lieu de travail : MARNE LA VALLEE

Adresser CV photo et prétentions à A. Abrivard ROWNTREE MACKINTOSH SA Noisiel - 77422 Marne la Vallée Cedex 2.

CHRISTOFLE
ORFÈVRE LEADER
sur les marchés français et internationaux
recherche
dans le cadre d'un renforcement de son équipe EXPORTATION, un

CHEF de VENTES RÉGIONAL

La préférence sera donnée aux candidats :
— Agés de 27 ans minimum,
— Diplômés de l'E.S.C.P. ou équivalent,
— ayant une expérience de 3 ans dans l'exportation si possible dans les produits de luxe,
— parlant couramment français, anglais et une troisième langue (allemand ou espagnol).

Déplacements annuels à l'étranger de l'ordre de 3 à 4 mois.

Adresser candidatures manuscrites et photo au Chef du Personnel ORFEVRERIE CHRISTOFLE, 112, rue Ambroise-Croizat - 93206 St-Denis Cedex 1.

IMPORTANTE SOCIETE
recherche

SON RESPONSABLE DE PRODUCTION

Le matériel électronique est fabriqué en petites *séries répétitives.*

La pratique de la gestion informative des approvisionnements et des lancements est indispensable pour la bonne maîtrise de la fonction.

Une bonne expérience de l'ordonnancement des ateliers serait appréciée.

Ecrire à no 40504 CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

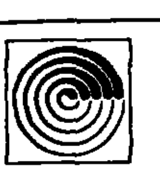
INGENIEURS DEBUTANTS

FILIALE D'UN GROUPE IMPORTANT recherche des Ingénieurs Débutants ou ayant 2 ans d'expérience professionnelle, souhaitant travailler dans le domaine du traitement du pétrole brut et du gaz naturel.

Formation ECP, Mines de Paris, Arts et Métiers, ENSPM.
Anglais indispensable.

Postes : proche banlieue Paris (métro)

Ecrire sous référence 9.211 à PUBLIPANEL, 20 rue Richer 75441 Paris Cédex 09, qui transmettra.



COFREMCA
recherche

1) Un Cadre de haut niveau

Le poste exige :
- *Une expérience polyvalente en marketing research ;*
- La connaissance des techniques de recherche les plus modernes ;
- Le goût et l'aptitude aux contacts commerciaux au niveau le plus élevé tant sur le plan national qu'international ;
- La pratique de l'animation commerciale d'une petite équipe ;
- La capacité de prendre en charge la problématique d'un client.

2) Un professionnel de l'étude de marché
- Ayant au moins trois ans d'expérience dans une entreprise, une administration *ou un cabinet conseil ;*
- Apte à s'insérer dans des systèmes d'études complexes ;
- Possédant une formation supérieure en sciences expérimentales, alliée à une expérience en sciences sociales (anglais lu et parlé exigé).

Ecrire : 55, rue Hermel - 75018 PARIS.

GROUPE IMPORTANT
C.A. consolidé 1 milliard de francs
spécialisé dans l'activité de service des Transports

Nous proposons à UN Jeune Diplômé d'études supérieures (H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C., Sciences PO., D.E.C.S. ou équivalent) de s'intégrer à notre service AUDIT en tant que

AUDITEUR INTERNE JUNIOR

Ce poste :
— peut convenir à UN débutant ou à UN candidat ayant une première expérience professionnelle dans la fonction « AUDIT » ou Financière.
— Basé à Paris :
comporte des missions fréquentes mais de courte durée en France et en Afrique Noire (Anglophone et Francophone).
— *La fonction implique :*
- esprit d'analyse et de réelles qualités de contact et d'adaptabilité ;
- une bonne connaissance de la langue anglaise.

Envoyer curriculum vitae + photo et prétentions sous le n° 40.490 à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

SEDAP
S.S.C.I. en pleine expansion

Dans le cadre de réalisation du plan Informatique d'une importante société industrielle équipée d'ordinateurs IBM 370 et CII HB Système 6 recherche pour PARIS (sud)

6 PROGRAMMEURS
(Profils différents)

Expérience exigée :
— Langage COBOL.
— Système IBM - DOS - VS ou CII HB GCOS 6.

Expérience souhaitée :
— *Moniteur de télétraitement CICS* ou DTF (BTF).
— 3 ans minimum d'expérience de la programmation
— Système de Base de Données TOTAL.
— Assembleur IBM pour un des postes.

Envoyer C.V., photo et prétent., à SEDAP, Tour Gamma, 197, rue de Bercy - 75012 PARIS.

Dans le cadre du développement de ses activités

Banque étrangère
Paris (8e)

crée un poste de

CHARGÉ D'EXPLOITATION
(Classe V)

Agé de 38 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur, *le candidat retenu devra s'intégrer* à une équipe commerciale responsable de la prospection et de la gestion d'une clientèle d'entreprises.

Une expérience réussie de plusieurs années dans un poste similaire est indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions ss n° 84.216 M A BLEU Publicité,
17, rue Lebel, 94300, VINCENNES, qui transmettra.

☐ Nous sommes une importante Société Française.
☐ *Nous renforçons les structures opérationnelles* dans les régions et sur Paris de nos activités

INSTALLATIONS ELECTRICITE
dont les effectifs - 3000 personnes actuellement - ont augmenté dans les cinq dernières années de 35%.

☐ Nous pratiquons une politique de promotion par la mobilité entre fonctions.
☐ Notre développement nous amène cependant à recruter plusieurs

PRINCIPAUX RESPONSABLES ESE ou AUTRE GRANDE ECOLE

pour différentes fonctions :
- DIRECTEUR D'AGENCE REGIONALE
- CHEF DE GROUPE D'AFFAIRES
- CHEF DE CENTRE LOCAL
- AGENT COMMERCIAL EXPORTATION
- RESPONSABLE COMMERCIAL REGIONAL
- L'ADJOINT DU DIRECTEUR COMMERCIAL

La localisation géographique de la première affectation n'est pas précisée car la mobilité interne pourra, selon les caractéristiques des nouveaux, satisfaire des postes actuels tout en ouvrant d'autres possibilités ailleurs.

Aussi, dans la lettre de candidature à adresser sous No 40.709 à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, vous voudrez bien nous indiquer, en plus de vos desiderata et de vos points forts professionnels et caractériels, la ou les régions qui ne vous conviendraient pas actuellement pour une première affectation.

IMPORTANT GROUPE du BATIMENT - TRAVAUX PUBLICS

recherche pour son
SERVICE INFORMATIQUE
Siège Banlieue Sud

PROGRAMMEUR
Connaissant le FORTRAN et ayant travaillé sur *IBM 360 ou 370*
Deux ans d'expérience minimum.

PERFO VÉRIF
Sur IBM 129
ayant quelques années d'expérience.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous n° 38.847 à *CONTESSE Pub., 20, av. Opéra, 75040 Paris, qui tr.*

Entreprise TÉLÉCOMMUNICATIONS
RECHERCHE

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
FORMATION GRANDE ECOLE

Intéressé par les calculs d'antennes micro-ondes avec utilisation de l'Informatique.

Adr. C.V. détaillé et prétent. à THOMSON C.S.F., Division Faisceaux Hertziens Liaisons Spatiales, Service Recrutement (sous la référence BN), 53, rue Greffulhe, 92300 LEVALLOIS.

URGENT

GROUPE FRANÇAIS 3000 PERSONNES OCCUPANT UNE PLACE PRÉPONDÉRANTE SUR SON MARCHÉ

recherche

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE, ESE OU ÉQUIVALENT

ayant de préférence quelques années d'expérience pour exercer les fonctions de *CHEF DE LABORATOIRE* dans le domaine de l'OPTO électronique. Outre l'animation du laboratoire d'électronique, il aura la responsabilité d'études au sein d'une équipe pluridisciplinaire.

Envoyer curr. vitae + prétentions à n° 40.719, CONTESSE Publicité,
20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr.

Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées
recherche

UN INFORMATICIEN
débutant ou courte expérience

— Formation I.U.T.
— Pour analyse et programmation en FORTRAN et COBOL sur système MITRA.

Ecrire avec curric. vitae ou tél. pour rendez-vous, 12, rue Teisserenc-de-Bort, Boîte Postale 204, 78195 TRAPPES Cedex. — Téléphone : 050-09-27.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PÉTROLE
recrute pour SES RAFFINERIES

INGÉNIEURS
DÉBUTANTS GRANDES ÉCOLES
(MINES - CENTRALE - A.M.)

POSTES A POURVOIR :
PRODUCTION - DÉVELOPPEMENT

Env. C.V. dét., prét. et photo sous le n° 40.420 à CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

offres d'emploi

IMPORTANT GROUPE DE SOCIÉTÉS PRESTATAIRES DE SERVICES
recherche pour son holding

UN (E) AUDITEUR (TRICE) INTERNE
120.000 F et +

chargé (e) d'assurer les fonctions suivantes :
- suivi et contrôle interne des comptes des Sociétés du Groupe ;
- respect des normes et procédures ;
- établissement des comptes consolidés trimestriels et annuels ;
- réalisation d'études ponctuelles.

Il est demandé :
- une formation supérieure ;
- une expérience minimum de 5 ans ;
- une bonne connaissance de l'anglais et si possible de l'allemand ;
- un sens des contacts humains.

Le lieu de travail est à PARIS, mais comporte quelques déplacements en France et à l'Etranger.

Adr. C.V. et photo en indiq. référ. n° 827.502 M., à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Importante Société de constructions thermiques de biens d'équipement
recherche

UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES
POUR SON SERVICE TUYAUTERIE

Ce poste conviendrait à :
- Ingénieur diplômé Grande Ecole ;
- Ayant quelques années d'expérience en tuyauterie ou génie chimique ;
- Aptitude à démontrer ;
  — Organisation,
  — Jugement,
  — Négociations ;
- Anglais indispensable ;
- Allemand souhaité.

Adr. C.V. dét. et prét. s/réf. 2105 MDE à SWEERTS, B.P 269, 75424 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

PARIS
Hôtel de renommée internationale
recherche

DIRECTEUR ADJOINT
SOUS-DIRECTEUR
RESTAURATION
SOUS-DIRECTEUR
CHAMBRES

Adresser curr. vitae sous n° 83.798 M à : BLEU, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES, qui transmettra.

INSTITUT DE FORMATION recrute
PROFESSEURS D'ANGLAIS
Anglophone
pour formation d'adultes
Utilisation de méthodes d'audio-visuel.
Lieu de travail : MEAUX ou RUNGIS
Téléph. pour R.-V. : 687-24-05 (Poste 218).

FIAT AUTO (France)
recherche pour participer à l'étude et à la réalisation d'une nouvelle chaîne de traitement

1) INFORMATICIEN DE GESTION
(Formation ingénieur MIAG ou équivalent)
Expérience minimum 2 ans.

2) PROGRAMMEUR COBOL
(Formation DUT ou équivalent)
Expérience minimum 1 an.

Ils s'intégreront à une équipe jeune d'une dizaine de personnes et travailleront dans un environnement IBM 370/145 OS/V1 puis IBM 4331 et 4341 DOS/VSE avec C.I.C.S. et DL1
Possibilité évolution pour candidats de valeur.

Adresser C.V. + prétentions et photo au Service du Personnel FIAT AUTO (France) TOUR FIAT, Cedex 16 92084 PARIS - LA DEFENSE.

CODI
Sté d'électronique en pleine expansion recherche
- **INGÉNIEURS RÉDACT. TECHNIQUE** ayant une expér. industrielle électronique minimum 2 ans.
- **INGÉNIEURS ÉLECTRON.** DEBUTANTS ET CONFIRMES

Adresser C.V., prétent., photo Sté CODI, 63/69, r. G.-de-Gaulle 78300 POISSY - Tél. : 979-26-41.

Pour CLAMART
Pupitreur
connaissance DOS/VS Power et JCL+DOS
Adresser C.V. et prétentions à ELP, 110, boul. Gabriel-Péri, 92240 MALAKOFF.

GROUPE PIERRE BATON
21, AVENUE PAUL-DOUMER 75016 PARIS RECHERCHE
COLLABORATRICE DYNAMIQUE INTELLIGENTE PERSEVERANTE
ESPRIT D'INITIATIVE
Education et présentation exigés
SELECTION RIGOUREUSE
Cycle format. assuré p/nos soins
VOITURE INDISPENSABLE
NE PAS SE PRESENTER
Expéd. C.V. détaillé avec photo récente - REPONSE ASSUREE.

TECHNICIEN-ÉLECTRONICIEN
confirmé B.T.S./D.U.T.
5 ans expérience en logique
1 an microprocesseur
Anglais lu - Permis conduire
Pour études, mises au point, maintenance en laboratoire.
Tél. pour R.-VS **887-78-39**
T.A.D. 16, rue des Gravilliers 75003 Paris

INGÉNIEURS
Minimum 30 ans
T.P. - A.M. ECP.
Adr. C.V. + photo EROM FRANCE, 34, av. de St-Cloud, 78000 VERSAILLES.

Constructeur
biens d'équipements industriels, leader à l'exportation recherche, pour renforcer son service commercial

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
pour visite et suivi des affaires en exportat. indir. auprès des engineerings, ensembliers et installat. de la région parisienne.
Connaissance anglais exigée.
Ecr. avec C.V., photo et prét. à WANSON B.P 32 94114 ARCUEIL CEDEX.

Sté TELECOM. électronique rech.
INGÉNIEUR COMMERCIAL
expérimenté dans installations clientèle p r i v é e, responsable études et négociations centraux électroniques, contrôle taxation breveté télécopieurs, h o r a i r e variable électronique.
Activité en région parisienne, position cadre, conditions promotionnelles à convenir.
Tél. pour rendez-vous et C.V. : 604-01-49.

Société Proximité La Défense recherche
CHEF DU PERSONNEL
connaissant parfaitement établissement des payes, déclarations sociales, mensuelles, trimestrielles annuelles relat sociales, si possible la convent. collective de la métallurgie pr effectif d'environ 150 personnes. Exp min requise 10 ans dans la fonction.
Libre rapidement.
Adr. C.V manusc., photo, prét n° T 17462 M., Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

B.N.E.P.
pour matériel C.I.I. - H.-B. 64 et 66 recherchons
CHEFS de PROJETS ANALYSTES et PROGRAMMEURS
Connaissances IDS/TDS souhaitées.
Envoyer C.V., service INFO, 48, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS ou téléph. pr R.-V. : 296-10-61.

FERODO
recherche pour son secteur des équipements mécaniques et thermiques automobiles

Direction des achats. 93 SAINT-OUEN

INGÉNIEUR ÉTUDES DE MARCHÉS
Diplômé grande école E.C.P., A. et M., ENSI..., formation complémentaire en gestion appréciée, débutant. Après formation, il sera chargé d'études concernant nos principaux marchés d'approvisionnements, il assurera des missions opérationnelles pour certains marchés et coordonnera la sous-traitance interne entre nos services achats en France et à l'étranger. Pour ces missions, il sera en contacts fréquents avec des fournisseurs et avec nos usines. Anglais ou allemand courant exigé.
Réf. 32508/1

Secteur des équipements et produits hors automobiles

Direction comptable et financière (92 NEUILLY)

CADRE COMPTABILITÉ FINANCE
ayant 4 à 5 ans d'expérience opérationnelle ou en cabinet d'audit, obligatoirement diplômé grande école de gestion (ESCP, HEC, ESSEC) attaché à cette Direction, il sera chargé de la gestion comptable et financière du secteur ainsi que de missions d'organisation et de contrôle dans les nombreuses sociétés de cette ensemble industriel en développement.
Réf.32508/2

LARGES POSSIBILITES D'EVOLUTION DE CARRIERE

Adresser C.V., prétent. et photo avec la référence du poste : GROUPE FERODO Service Recrutement, 43, rue Bayen, 75017 PARIS.

Recherchons
ANALYSTE PROGRAMMEUR
bonne connaiss. 8080 ou équiv., min. 1 an exp. programmat. Si poss. D.U.T. électron. ou inform. Téléph. : 588-33-13, M. Bonnec.

Organisme recherche
LICENCIÉS EN DROIT
pr serv. jurid. Env. lett.+C.V. N° T 017.552 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Pr Bry-sur-Marne, recherchons
OPÉRATEUR BANC-TITRE
pr mise en place générique.
— Durée indéterminée.
— Salaire brut : 4.700 F.
Tél. pr R.-V. au 370-33-08

IMPORTANT GROUPE ELECTRONIQUE recherche pour Service calculs scientifiques
INGÉNIEUR
Diplômé GRANDE ECOLE
Débutant, libéré du service national. Connaissance hyperfréquence souhaitée.
Adr. C.V., photo retournée à n° 40.919 CONTESSE Publicité 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

Importante Société domaine PIECES DETACHEES AUTOMOBILE recherche
CADRE CCIAL
Formation supérieure de prét. pour animation réseau ccial Province. Déplacements 80 % dans toutes régions de France. Min. 10 ans expérience dans domaine auto. Ne seront prises en considération que les candidatures accompagnées d'une demande manuscrite avec C.V., photo et prétentions annuelles. Ecr à Publicité BABEY n° 233 23, rue Galvani, 75017 Paris, qui transmettra.

URGENT
revue de consommateurs ch.
JOURNALISTE
expér. 3 ans minim. souhaitée dans les rubriques vie pratique, consommation, économie.
Ecr. avec lettre man. + C.V. prét. n° 827.587 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

---

Société d'Expertise Comptable recherche collaborateurs
EXPERTS-COMPTABLES COMMISSAIRES INSCRITS ou MÉMORIALISTES
position cadre - Résidence : PARIS, NICE, TOURS et NANCY
Ecr n° 7320 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris ced 09

Etablissement Public rech.
UN PROGRAMMEUR
I.U.T. + 2 ans expérience.
Connaiss. minis appréciées.
Adr. C.V. + prétent. à M. VALOT, délégué aux Relations Sociales.
Michaelis, 92522 Neuilly-sur-Seine A N V A R. 13 r Madeleine-Cedex

---

MONDEMPLOIS
En Australie, Canada, Afrique, Moyen-Orient, Amériques Asie, Europe : des EMPLOIS vous attendent. Demandez la revue spéciale MONDEMPLOIS (serv MI), 14, rue Clauzel, Paris-9e.

Sté en pleine expansion recherche
JEUNES DIPLOMES ECOLE DE COMMERCE
ou équivalent. Tempéram. ccial pr développer et pratiquer service gestion en entreprises. Envoyer C.V à FOGA, 20, rue de l'Arcade, 75008 PARIS

RESTAURANT
rech. jeune homme pour contrat en salle, présenté par parents.
Tél. 665-06-63, après 19 heures.

SOCIÉTÉ DE NÉGOCE INTERNATIONAL
située à SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (prox. R.E.R) cherche pour son service contentieux, en liaison avec son service exécution ACHATS/VENTES

CADRE JURIDIQUE
— Formation Droit (licence maîtrise).
— Anglais indispensable.
— 2 à 3 ans d'expérience, si possible dans service contentieux ou cabinet juridique.
— Poste évolutif.

Envoyer C.V., photo et prétentions à l'attention de M. AMBLARD, COMPAGNIE CARGILL, 9, rue Armangis, 78100 ST-GERMAIN-EN-LAYE.

CHEF DE PROJETS MINIERS
Formation grande école. Expérience mines métalliques. Anglais indispensable.
150.000 à 250.000 +
Adresser C.V. détaillé sous la référence 282, à : CHEP, 11, rue d'Uzès - 75002 Paris.

Administration recherche
VENDEUR ou VENDEUSE
ay. exp. commerce philatélique bilingue français anglais.
Env. C.V. à Programme philatéliq. et numismat. de l'UNESCO 7, place de Fontenay, Paris-7e

---

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et tous avec ou sans diplômes. Pour les connaître demandez une documentation gratuite sur la revue FRANCE-CARRIERES (C 16) B.P. 402 - 09 PARIS

RHONE-ALPES
Importante société en expansion offre situation évolutive à
INGÉNIEUR
Pour son Service Recherche et Développement (20 personn.)

Cette fonction requiert :
— quelques années d'expérience dans poste similaire ;
— imagination créatrice ;
— sens du concret.

Domaines d'activités :
— électromécanique ;
— électrotechnique ;
— électronique.

Secteurs :
— Equipement automobile ;
— Produits « grand public ».

Il sera répondu à toute lettre manuscrite accompagnée d'une photo et d'un C.V. détaillé indiquant émoluments souhaités, adressée sous référence 7.605 à **B.E.O.** 3, rue de Téhéran, 75008 PARIS.
Discrétion assurée

Recherche
AGENTS COMMERCIAUX
confirmés, dynamiques pour location d'espaces publicitaires
Fichier CLIENTELES assuré
GAIN IMPORTANT
Se prés. Société E.V.F. Publi S 58 b., r. Chaus.-d'Antin, Paris-9e

---

Pour CLAMART
ANALYSTE-PROGRAMMEUR
Pratique COBOL et CICS
Connaissances GAP assembleur et bases de données appréciées.
Adresser C.V. sous référ. 6509 à MEDIA SYSTEM, 104, r. Réaumur, 75002 Paris, qui transm.

STE ELECTROMECANIQUE
Banlieue Sud de Paris (50 min. métro et bus) recherche
UN INGÉNIEUR
de formation et/ou expérience électromécanique.

Il s'agit dans un secteur en développement de promouvoir et de vendre des ensembles mécaniques ou électromécaniques.

Le poste comportera des déplacements fréquents et de courte durée.
30 ans minimum.

Ecr. av. C.V. et prétentions n° 40.621 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

Société d'Ingénierie située à la DEFENSE recherche
DOCUMENTALISTE CONFIRMÉ (E)
— Le ou la candidate aura une expérience de plus de huit ans en documentation.
— Pratiquera couramment l'allemand et l'anglais.
— Recherchera les références bibliographiques nécessaires aux achats.
— Effectuera des recherches bibliographiques automatisées et se verra confier des responsabilités concernant notamment l'enregistrement des documents et la gestion informatisée des fonds documentaires.

Poste non cadre

Veuillez adresser un C.V., une photo, votre dernier salaire sous référence 60 à P. LICHAU S.A., B.P. 220 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra directement

---

Société Région Parisienne recherche
JEUNE CADRE ADMINISTRATIF
pour contrôle de gestion.
Envoyer C.V + prétentions s/ référ. 2.126 à SWEERTS BP 269 75424 PARIS Cedex 09 qui tr.

T.I.T.N.
recherche
- INGENIEURS SYSTEMES débutants, formation grandes Ecoles, ou confirmés.
- INGENIEURS SOFT
- INGENIEURS ELECTRON.
- AGENTS TECHNIQUES AT 3 - ATP.

LIEU DE TRAVAIL :
— soit Morangis (prox. Orly) ;
— soit 40 km à l'Ouest de Paris.

Envoyer C.V., prét. et photo à T.I.T.N., 5, rue Gustave-Eiffel, 91420 MORANGIS.

Association ch. pour Paris
ATTACHÉ ADMINISTRATIF
ayant expérience gestion hospitalière, références exigées.
Ecr. sous référ. 8724 à P. LICHAU S.A., B.P. 220 75063 Paris Cedex 02 qui tr.

Cabinet juridique et fiscal 17e arrondissement cherche
COLLABORATEUR
3-4 ans d'expérience en cabinet droit des Sociétés - Contrats - Contentieux.
Tél. pour R.V. : 380-23-52.

IMPT ORGANISME SOCIAL ET DE PREVOYANCE recherche
COLLABORATEURS
Maîtrise de droit privé. Connaissance en législation sanitaire sécurité sociale, comptabilité et courte expérience souhaitée.
Adr. lettre manuscrite, C.V. dét. photo (ret.) et prétentions à F.N.M.F. Division des Relations sociales 56 à 60, rue Nationale 75649 - Paris cedex 13.

Association de Tourisme social rech. pour son siège à Paris
UN AGENT ADMINISTRATIF
pour assurer tenue statistiques, participer à tenue et suivi planning réservation.
Pratique dactylographie et expérience souhaitées.
Salaire annuel 58.000 F.
Disponible début février.
Adr. C.V. manuscrit et prét., à AREPOS 34, r. des Martyrs, 75009 Paris

---

SERVICE APRES-VENTE recherche
ELECTROMECANICIENS
TECHNICIENS
AT 1 - AT 2
— Déplacements France et étranger.
— Dépannage et mise en route machines thermoformage conditionnement laitier.
— Expérience électricité et mécan. générale souhaitées.
Env. C.V. et photo retourn. Publicité BANCE n° 80-04 13, rue Marivaux, 75002 PARIS qui transmettra

---

Importante Société Française recherche
INGÉNIEUR
ORGANISATION ADMINISTRATIVE
— Formation universitaire
— Anglais souhaitable
— Age minimum 30 ans
Expérience : organisation circuits administratifs, études documents et postes dans le c a d r e d'une implantation informatique en entreprise industrielle.
Rémunérat. 120.000 à 150.000 F selon expérience.
Adr. C.V. + photo, s/réf. 2.123, à SWEERTS, BP 269 75424 Paris Cedex 09, qui transmettra.

BANQUE INTERNATIONALE
PLACE DE PARIS recherche pour son DÉPARTEMENT COMMERCE EXTERIEUR
GESTIONNAIRE DE CRÉDITS ACHETEURS
(CLASSE III)
4 à 5 ans expér. min., bonnes connaissances des procédures de mobilisation et de comptabilisation des crédits acheteurs.
Adr. lettre manuscrite, C.V. et photo, n° T 17.584 M Régie-Pr. 85 bis, r. Reaumur, 75002 Paris

---

Importante Société de travail temporaire, implantation nationale, recherche
2 INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX
pour DIRECTION D'AGENCES RÉGION PARISIENNE
— Diplômés ou autodidactes
— Expér. du commercial souh.

FORMATION ASSUREE

Notre secteur d'activités étant le service, nous recherchons des hommes
— Dynamiques
— 30 ans minimum
— Sens prononcé des responsabilités et du commandement
— Disponibles rapidement.

Adresser C.V. et prétentions, sous n° 4.941, PUBLIFOP, 29, rue Bleue, 75009 Paris, qui transmettra

---

TESTUT
Leader français du pesage recherche
ANALYSTE-PROGRAMMEUR
connaissant GAP-III
Expérience minimum de 2 ans du C.C.P. sur IBM 3 ou 34, niveau de compétence permettant de prendre rapidement la responsabilité de la mise en exploitation d'un IBM 38.
Env. C.V. + prét., à TESTUT, 8, rue Popincourt, Paris 11e

Société d'Agents de fabrique matériel électrique cherche
REPRÉSENTANT EXCLUSIF
pour Paris et banlieue Nord. Ecrire avec C.V. et photo, à REGIE-PRESSE, n° T 017578 M, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

---

SOCIETE recrute pour tenue de dossiers
EMPLOYÉS DE BUREAU
(H.-F.), niv. bac, exp. confirm. Env. C.V., photo et prétent., à REGIE-PRESSE, n° T 017604 M, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

---

Société chargée de traiter d'importantes affaires de SIGNALISATION FERROVIAIRE dans le monde entier recherche
Ingénieurs
Pour élaboration d'avant-projets et études d'installations complètes.
Expérience dans la profession indispensable.
Adresser C.V. détaillé et photo, à M.B., 5, rue du Helder, 75002 Paris, qui transmettra sous référence 6.504

Saxby
Département Automatismes Industriels recherche
Ingénieur Grandes Écoles
Pour lui confier la responsabilité d'installations complètes en France ou à l'étranger, ds le cadre de budgets importants.

Une expér. de quelques années est indispensable dans les automatismes industriels, l'électronique et l'informatique.

Rémunération très ouverte en fonction de l'expérience du candidat.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions, à SAXBY, 40, rue de l'Orillon, 75526 Paris Cedex 11

SOCIETE PRESTATAIRES DE SERVICES (92) recherche
Technico-Commercial (e)
Ayant déjà de l'expérience dans ce domaine.
Secteur administratif.
Libre de suite.
Poste d'avenir.
Adresser C.V., sous référence 6.532, à MEDIA SYSTEM, 104, rue de Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

Filiale Informatique Groupe important, recherche
INGÉNIEURS PROGRAMMEURS
Mitra 125 - Solar - P.D.P. 11. Projet temps réel et télécommunication
Tél. pour R.-V. : 526-82-09

Recherchons
INGÉNIEUR CONFIRME
au moins 10 ans d'expérience et connaissance en hydraulique. Il sera appelé à diriger un Bureau d'Études et à se déplacer en pays africain.
Env. C.V. et photo, à SOITT, 38, rue Galilée - 75116 Paris à l'attention de M. MAGANA

SOCIETE DE CONSEIL EN ORGANISATION recherche
ORGANISATEUR
maîtrisant
l'INFORMATIQUE
80.000 à 100.000 F
Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous référ. 5.186, à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS

SERVICE ANIMATION MANTES-LA-JOLIE recherche
ANIMATEUR
Pour poste sérigraphie, audio-visuel, régie de spectacles...
Tél. : 479-91-55

ORGANISME BANCAIRE
recherche pour PARIS

1 COLLABORATEUR
possédant :
- un ascendant naturel
- des aptitudes commerciales et administratives
- le goût des relations humaines.

Celui-ci se verra confier la gestion, l'animation d'une agence (12 personnes) et de ses 2 bureaux rattachés (6 personnes).

Pour accomplir sa mission le candidat devra présenter une expérience bancaire confirmée de quelques années dans un poste identique ou dans une fonction de responsabilités en agence.

Adresser C.V., photo et prétentions à No 40377, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS cedex 01 qui transmettra.

Association d'Echanges Internationaux de Jeunes recherche pour PARIS :

● UN MI-TEMPS (27.300 F annuels) RESPONSABLE DES RELATIONS INTERNATIONALES
prise de contact avec les partenaires étrangers, mise en place des échanges.
— Anglais/Allemand courant.
— Dactylo appréciée.

et

● UN PLEIN-TEMPS (54.600 F annuels) RESPONSABLE DE L'INFORMATION
— Etablissement des programmes d'activités.
— Diffusion de l'information.
— Contacts avec presse et extérieur.
— Secrétariat.
— Anglais souhaité.
— Dactylo (30 mots/minute).

URGENT : Env. curric. vitae + lettre + photo à :
CONCORDIA, 27, r. Pont-Neuf, 75001 Paris

SOCIETE DE NEGOCE INTERNATIONAL
située à ST-GERMAIN-EN-LAYE (proximité RER) recherche

PROGRAMMEUR
DEBUTANT
— pour système temps réel de gestion sur HP 3000 ;
— pour application interactive et programmation structurée ;
— bases de données ;
— I.U.T. Informatique ;
— anglais indispensable.

Désirant s'intégrer dans une équipe jeune.
Avantages sociaux.

Env. C.V., photo et prétentions à l'attention de M. AMBLARD, COMPAGNIE CARGILL, 9, rue Armagis, 78100 ST-GERMAIN-EN-LAYE.

Société Porte de La Villette recherche
PROGRAMMEURS
COBOL CONFIRMES
pour CII - H.B. 64 T.D.S. 8 x 5 x 13 - Mutuelle - Tickets-restaurant - Ecrire avec C.V. et prétentions à n° 5.621 PUBLICITES REUNIES 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

Important groupe recrute
INFORMATICIENS
HAUT NIVEAU
Bonne expérience système, exploitation et programmation OS-DOS-MVS
INGÉNIEURS SYSTÈMES
OS-MVS
Tél. : 293-62-41, poste 5

Société d'assurances française à Paris
Filiale de groupe américain recherche pour son service
INSPECTION RISQUES INDUSTRIELS
I N C
B M et P E
JEUNE INGÉNIEUR
. Diplômé ayant 2 années environ d'expérience dans cette fonction
Anglais souhaité
Env. C.V. détaillé, photo et prét. sous n° 84.155 M B L E U, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes, qui transmettra.

Filiale THOMSON-CSF recherche pour proche banlieue OUEST
INGÉNIEURS-ÉLECTRONICIENS TECHNICIENS
Titulaires du BTS ou DUT électronicien, débutants ou ayant quelques a n n é e s d'expérience pour étude et développement de systèmes (logiciel et matériel) ou pour :
— mise au point ;
— installation ;
— maintenance d'instruments scientifiques. - Nombreux déplacem. France et étranger.
Adresser C.V. sous n° 7.456 à : PARFRANCE Annonces - 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

CENTRE NATIONAL TRANSFUSION SANGUINE rech. pour Ets PARIS (15e)
COLLABORATEUR
à fonction d'encadrement pour service payes.
Sér. références professionnelles.
Expér. en payes informat. et charges sociales.
Sal. brut annuel déb. : 57 000 F.
Adresser C.V. et photo : 6, rue A.-Cabanel, 75015 PARIS.

Recherchons
H. et F. d'AFFAIRES
d'origine britannique ou américaine pr conférences ds Ecole Supérieure de Commerce sur le thème « Affaires Internationales »
Ecr. M. Régnier, I.F.P.C., 69, r. Baudin, 92300 Levallois-Perret

secrétaires

Important laboratoire pharmaceutique Paris 8ème, recherche pour son Président

UNE SECRETAIRE DE DIRECTION
Très bon niveau exigé - salaire en rapport
Avantages sociaux.
Adresser c.v., photo et prétentions sous référence 4131 à AXIAL Publicité, 91, Fbg Saint-Honoré 75008 Paris, qui tr.

SOCIETE
Recrute pour PARIS
STÉNODACTYLOS
expérience confirmée.
Env. C.V., photo et prétent. à REGIE-PRESSE n° T 017.603 M 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

STÉ MÉTALLURGIQUE
recherche
POUR RÉGION LYONNAISE
Avec stage préliminaire 6 mois dans ses bureaux parisiens.
SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO
BILINGUE ANGLAIS
ayant déjà 5 à 10 ans de pratiq. ds un activ. industr. Adr. C.V. n° T 17583 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

هكذا من الأصل

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

demandes d'emploi demandes d'emploi

J.F., célib. diplômée, aimant initiatives, indépendance et contacts. Expér. profes. riches et variées. Domaine culturel. Attend ttes vos suggestions de travail intéress. Tél. 322-91-86

Formateur psychosociologue niveau 3e cycle, 10 a. expér., recherche vacations : formation, conseil, recrutement. Ecr. no 7323 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced 09

J.F., 35 ans, très bonne présent. SECRÉTAIRE DIRECTION confirmée, polyvalente, connaissances allemand, anglais, Rech. situation. Libre de suite Tél. 567-65-71

J. Fille, 22 ans, bac., lic. angl. déjà travaillé un an et demi ds administ., rech. poste stable rédactr. ou trad. ou place équiv. Ecr. ORLANDINI, 11, rue Louis-Blériot, 93700 DRANCY

J. H., 24 ans, diplômé E.S.C.P. marketing. exper. Nielsen, ch. poste mi-tps études de marché. Ecrire R. VALENZA, 32, bd Saint-Marcel, 75005 PARIS

Banque PRESSE FINANC..ECO. Cadre, 36 a., dipl. Institut tech. de Banque, 2e an. I.E.P., 9 ans exper. banc. + 10 ans presse (journ.) éco.-finance dans imp. groupe. Habitué aux relations niv. élevé. Bon. connaiss. indust. finance, bourse, cherche place stable avec perspectives. Etud. toutes propositions. Ecr. no 1839 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced 09

H., 28 a., gradé banque, 5 ans, exp. trésorerie change, transferts rapatriements, dipl. et sup. anglais, allemand courants, recherche poste à responsabilité. Ecr. no 7294 « le Monde » Pub 5, r. Italiens, 75427 Paris ced 09

Ingénieur chimiste, 35 a., mat. plast., dével. et assist. techn. en clientèle, ch. nouv. sphère activ. préfér. Asie du Sud-Est. Ecrire au journal no 7252, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS-9e qui transmettra.

SOYEZ CURIEUX

Téléph. : 577-51-82 (Personnel) CADRE - 37 a., Hme EXPER. : Industrie, Services, Conseil Formation Supérieure Cciale, Ingénieur, D.E.S. Eco-Gestion Responsabilités d'entreprise.
— CCIAL tous niveaux.
— MANAGEMENT.
— GESTION (et contrôle de).
— RELATIONS PUBLIQUES.
— Expér. TECHNIQUES.
Rech. opportunité région Paris.

URGENT Cherche dame ou J.F. pr gard. enft 2 ans. Nourrie, logée. Mme NADAUD, 4-6, rue du Congo, Paris (12e). Tél. : 340-12-75 après 16 h. 30.

Hme 38 a. Ingénieur + I.A.E., 14 ans expérience direction études organisation et informatique ch. poste DIRECTION ds entr. région Paris. Préavis 3 mois. Ecr no 182 « Le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. F. cherche emploi comme auxiliaire vétérinaire. Ecr. no 1813 « Le Monde » Pub. 5, r. des Itaiens, 75427 Paris-9e.

H., 32 a., mémorialiste. Commissaire aux cptes ch. coll. à Abidjan R.C.I. Ecr. no 1843 « Le Monde » Pub 5, r. des Italiens, 75427, Paris-9e qui tr.

J. F. 35 ans. Secrétaire expér. Libre le 1er mars 1980, ch. poste à responsab. à DAKAR (Sén.) Ecr. no 1814 « Le Monde » Pub. 5, r. des Itaiens, 75427 Paris-9e.

Dame, 50 a. ch. place, employée de maison, gouv., milieu dist., dame seule ou couple. Ecr. no 7311 « Le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. H., 31 ans, bonne présentation. Anglais courant. Bonne connaissance suédois. Notions allemand. 6 ans expérience vente et conseil publicité cherche poste commercial étranger. Libre 1er avril 1980. Ecrire HAVAS Marseille 95557.

Jeune boulanger cherche place stable région parisienne ou Paris. Libéré O.M. S'adresser M. LECAMUS, 27, r. des Capucins - 61200 ARGENTAN.

ETUDIANTS CH. TRAVAUX MI-TEMPS. APLI - 326-77-51 ou 287-12-38

DIRECT. TECH.-COMM. Indust. du bois et bâtiment. 58 ans, ret. sér., libre, ch. poste sim. Etud. toutes propositions. Ecr no 7321 « Le Monde » Pub. 5, r. des Itaiens, 75427 Paris-9e.

J. F., 24 ans, sér. référ. rech. EMPL. BUR., DACT., STAND. PARIS Région parisienne. Ecr. no 1748 M, Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JEUNE EXPERT COMPTABLE FINALISTE libre prochainement Cert. sup. révision, juridique et fiscale. Relations internationat. Recherche poste à l'étranger. Ecr. no 93.382 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 23 a., esprit ouvert, dyn. Journaliste arts, spectacles. Conn. angl., dactylo. ch travx rédaction ou relat. publicité administration pour compagnie ballets ou théâtre ou attachée de presse ou tout emploi relatif à ce domaine. T. : 522-04-02.

Ingénieur chimiste I.F.C., 38 a., expérience chef de départem. et gestion, production, anglais, all., étud. propos. poste de responsabilité ou technico-ccial. Ecr. no T 017.488 M Rég.-Presse 85 bis, r. Réaumur. 75002 Paris.

J.F. 10 a. de réf. ds tourisme et marketing ch. poste à respons. lui permettant d'utiliser son expér. de gestion et de contacts avec clientèle. Peut se déplacer, anglais parlé. Ecr. no 93.372 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Directeur Régional 34 ans, animateur expérimenté (3 ans) des Hommes et des produits, rech. poste dans laboratoire pharmaceutique pr conduire une équipe de visiteurs médic. au succès. Régions souhaitées : Nord-Est ou Paris. Ecr. no 6.151, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris ced 09

Jne Fme, 26 ans, Agent de Maîtrise (comptabilité, stock + gestion + encadrement de personnel), 3 ans expérience, rech. poste à responsabilité. Tél. : 665-06-63.

F. 39 a. Documentaliste en rech. de brevets et de marques (18 a. de propr. industrielle) ch. empl. stable. Prétentions 6.000 X 13. Ecr. no 6.152, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09, qui transmettra.

Biologiste niveau 3e cycle, 3 ans recherche, 4 ans enseignement secondaire, formation d'animat., étud. toute proposit. D. Steward, 14, r. Jacques-Taveau, 89100 Sens

J.F. 28 a., habit. VENEZUELA, dipl. univ. ch. trav. ds ce pays. Ecr. no 1.849, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09.

JOURNALISTE
Secrétaire de Rédaction - Maquettiste Rédacteur

LIBRE A MI-TEMPS

cherche Journal professionnel - House organ.

Ecrire sous le numéro 6.154, « le Monde » Publicité. 5, rue des Italiens - 75427 PARIS - CEDEX 09.

33 ANS - DIRECTION PUBLICITÉ

Licencié Economique. Monsieur 56 ans. Habitué relations haut niveau. Grande expérience P.M.E. sur plans commercial, gestion, personnel,

recherche

DIRECTION OU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

P.M.E. Région Marseille ou Aix.

Ecrire no 6.149 « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

J.H. 24 ans, lic. et mait. psycho. Masters. Rel. internat. et logique et méthod. scientifique, D.E.A. I.E.P.-Paris, membre Institut linguistes Angleterre. Anglais, espagnol, allemand, catalan, considère toute proposition d'emplois. Exp. édition, interprète, enseignement. Disposé voyager. Ecr. no 6.153, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09.

Hme 43 a., spécialisé librairie, distribution, presse, livres. Sérieuses références Dion Agence Outre-Mer. Ecrire M. GABRIEL, 38, rue Mosiard, 92700 Colombes.

AGENT de PROTECTION assure protection, gardien., sécurité avec ou sans chien en court ou long contrat. - Tél. : 413-21-97.

Secrétaire de direction, 40 ans, bonne présentation, connaissance secrétariat tous niveaux, gestion d'entreprise, recherche place stable banlieue ou Paris Ouest. Permis V.L. pouvant voyager. Ecrire Mme PEAUCELLIER, 9, avenue du Général-Dubail, 78100 Saint-Germain-en-Laye ou tél. 749-17-25.

Hme 32 ans, DES, Sc. Econom., certificat juridique du D.E.C.S., exp. 18 mois, cabinet jur. et fiscal, rech. empl. fiscaliste. Libre de suite. Ecr. à M. Garin, 74, bd Voltaire, 75011 PARIS.

CADRE SUPERIEUR INGENIEUR INSA 64, 38 a., resp. dpt, 15 a. exp. dir. Exp. négoc., ventes, réalisat. gds ensembles. Relations hauts nivx. ch. poste Direction générale, tous dom. Ecr. no 1.847, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, Paris-9e, Cedex 09.

Etudiant 23 a., 3e an. sc. éco, angl.-esp. dactylo, ch. empl. tps plein ou part. Paris. T. 068-55-95.

Russe d'origine, ingénieur D formation. Très longue expér. de trav. av. les Soviétiques. Accepte propos. pr interprétariat av. déplacem. de préf. ou traductions techniques franco-russe Ec. no 1852 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09

Jeune fille allemande 19 ans, titulaire BAC 10 mois stage U.S.A. cherche pour durée 6 mois placé au pair dans famille à Paris afin d'élargir connaissance du français. Adore les enfants. Permis de conduire. Faire offre à ANJA JEAGER KIESELSTR. II D4000 Düsseldorf Grafenberg.

Traducteur ESIT français, anglais, espagnol cherche poste stable région Paris. Ecr. no 93.361 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Modèle mannequin Pose t.l.jrs de 13 à 19 heures Tél. le mat. pr r.-v. 766-40-66.

Etudiante allemande trilingue (fr., angl., esp.) ch. pour mars 1980, emploi dans entreprise privée, hôtellerie, offices. Ec. à : Ch. Schöpf, Friedenstr. 22, D-6728 Germersheim.

Biologiste, niveau 3e cycle, 3 ans recherche, 4 ans enseignement secondaire, formation d'animateur, étudierait tte proposition. D. Steward, 14, rue Jacques-Taveau, 89100 SENS.

F., 39 a., Documentaliste en rech. de brevets et marques (18 a. de propr. industrielle) ch. empl. stable. Prét. 6.000X13 Ecr. no 6152 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced 09 qui transmettra.

Jne Fme, 26 ans, AGENT DE MAITRISE (comptabilité stocks + gestion + encadrement de personnel) 3 a. expér. recherche poste à responsabilité Tél. 665-06-63

Femme, 32 a., ch. emploi bur., écrit., chiffres, classem., not. dactylo à tps partiel ou complet, libre début janvier. Ec. no 6147 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

J. F., 20 a., cél. Sténodactylo, 3 ans expér. ch. pl. stable serv. commerc. travaux divers. Prét. 3.500X13. Tél. 379-08-27 ou écr. DAVID, 125, bd Charonne-11e.

SECRETAIRE DIRECTION 47 ans, bilingue anglais, sténo dans les 2 langues, bon. conn. espagnole, habituée contacts. Libre de suite, rech. place stable, responsabilités et initiatives. Tél. : 976-30-74.

Jeune cadre autodidacte, solide pratique en poduction et relat. sociales, bonne approche de la gestion personnel et de la formation cherche emploi stable. Ec. no T 017559 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., 25 a., dipl. Sup. Co., étud. doctorat Paris-Dauphine, rech. stage Sce export. entreprise. Ec. no 1850 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09

INGENIERO
maquinas especiales se para colamorar con para actividades tecnico SOCIEDAD FRANCESA comerciales en Espana. AVIGNON. Tél. : (90) 91-30-94.

Femme 40 ans
CHEF COMPTABLE
10 a. d'exp. bilans, déclarations fiscales et sociales, budgets prévisionels et trésorerie, payes rech. poste respons. Levallois, alentours ou Paris proche. Accepterait temps partiel. Ecr. no T 017.576 M Rég.-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

VOTRE FUTUR COLLABORAT.
UN TIREUR DE SONNETTES DIPLOMÉ
DESE + marketing industriel (CNAM) 33 ans, 9 ans d'expér., animat. et direction d'une force de vente, secteur bien industriel. vente directe et per distributeur réussite prouvée de lancement de nouveaux produits. Ecrire no T 017.555 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CONSULTANT FORMATEUR
37 a., Sc Po, DES, S. Eco, IAE 10 a. exp. conseil-formation, éco-gestion, enseignement université publications, rech. collabor. secteur cinéma, presse, média, édit. études et conseil, pub. format. Ecr. no 93.330 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e.

DIRECTEUR EXPLOITATION ET GESTION
50 a. animateur, hme de terrain. Expér. ds la vie des entrep., de la gest. analyt. des aff. et des prod., l'organ. et le développe. économique de sociétés et pouvant assurer la gestion administrat., financ. et comptable. Ch. place stable Paris ou prov. Ecr. no 1.822 « le Monde » Pub, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Réviseur comptable, 38 ans, Sc. Eco. + C.E.S. révision cherche poste en rapport. Ecrire référ. no T 017.459 M, REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JURISTE MARQUES
très expérimenté ch. situation. Ecr. no 1.838, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris ced 09

information divers

POUR
TROUVER
UN
EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages) Extraits du sommaire :
- Les 3 types de C.V. : rédact. exemples, erreurs à éviter.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.

Pour informations, écr. CIDEM, 6, sq. Monsigny, 78, Le Chesnay

capitaux ou proposit. com.

Equipe dispos. gde mais., S.A. constituée et compét. hors du com. ch. ASSOC. esprit tr. ouv. apport. capitaux ou sens organisat. et pub. pr lancer vaste et origin. entp. dest. à gd retentissement. SINGER 16-7-860-66-35.

CHEF D'ENTREPRISE Partez en retraite. Si entrepr. saine, votre personnal = votre meilleur success. Délai : 18 m. cash et créd. équil. Ecr. Adepar, 26, Epremesnil 78 Chatou.

A. V. ferme maraîchère 52 ha, première qualité, S.O. 2.000.000 F, ou amplacement avec bail 1.250.000 francs. Télépnone : (58) 44-60-31.

représent. offre

PARIS et LIMITROPHE
PHŒNIX S.A.
recrute pour son département
SPORT PALLADIUM
REPRÉSENTANT
EXCLUSIF
Jeune - Dynamique Excellente présentation Bon négociateur - Esprit sport Disponible rapidement.

Fixe + Primes + Indemnités. Ecrire, avec C.V. + photo. s/réf. 2356, à P. LICHAU, 41, r. P.-Chevanard, LYON-1er, qui transmettra.

représent. demande

VRP confirmé, voiture permis C 1 cherche place stable LATTE, 4, place Soufflot, 95400 Garches-lès-Gonesse.

travaux à façon

Demande

ENTREPRISE GENERALE exécute rapidement ts travaux. Peinture et Décoration, devis gratuit. Téléphone : 885-14-38.

ENTREPRISE. Sérieuses références effectue rapidement travaux peinture, décoration, coordination tous corps d'état. Devis gratuit. T. 368-47-84/893-30-02.

traductions

Demande

Traductions commerc. et techn. GREC, ANGLAIS, FRANÇAIS. Téléphone : 578-75-27.

cours et leçons

Profes. expérimenté, 2 licences agrégatif ANGLAIS + maîtrise FRANÇAIS, donne cours et leç. ts nivx. Prix modéré. 651-59-16.

occasions

EN SOLDE
grand choix de moquette. Exemple de prix velours sur mousse en 4 m., 19,99 F m2 murale textile 6,46 F le m2. TEL. : 340-72-72.

Vends, urgent, pour raison de santé, une très belle collection d'ivoire et Pierres dures sculptées Chinois. — Téléphone, de 11 à 20 heures, au : 849-81-70.

automobiles

vente

8 à 11 C.V.

Collab. Talbot vends 1308 GT, mars 79, gris métal., gente alu, fermeture élect., glaces teintées 26.500 km, tél. dom. 781-10-09.

+ de 16 C.V.

Particulier vends Mercedes 450 SE 1978, bleu métal., état exceptionnel. Prix Argus. Tél. (41) 88-51-51.

villégiatures

FONT-D'URLE Vercors loue chalet février, Pâques, juillet, août, septembre. TEL. : (7)849-50-73.

L'immobilier

appartements vente

1er arrdt.

PLACE DES VICTOIRES (près) BEAU 4 5-PIECES, 135 m2, parfait état, cuisine et bains spacieux. - DORESSAY, 548-43-94.

2e arrdt.

PRES DU FORUM Gd living + chambre, s. bains. Imm. XVIIe - Poutres peintes. PERDRIX - 264-17-02

3e arrdt.

MARAIS Bel hôtel du XVIIIe restauré. Studio au 6 pièces. S.F.P.G.I. (Groupe Suez) Tél : 272-53-40 - 271-72-80.

4e arrdt.

SFPGI (GROUPE SUEZ) VEND PLACE DES VOSGES ds imm. 17e, superbes appts du 3 au 6 Pces, gd cft, park s.-sol. Téléphone : 271-72-80, 272-53-40.

5e arrdt.

CONTRESCARPE, vue panor., mais. s/toit, terras., 40 m2 liv. + 3 chambres, 2 bains. 535-86-37.

SFPGI (GROUPE SUEZ) VEND dans tres belle restauration : DU STUDIO AU 6 PIECES. Téléphone : 271-72-80, 325-32-77.

6e arrdt.

GUYNEMER 220 M2 SUR JARDINS DU LUXEMBOURG FLEURUS - 222-85-04

7e arrdt.

BELLECHASSE-VARENNE 145 m2, gd séjour, 3 chb., imm. stdg. Tél. : 354-95-10. - Calme.

FAUB. SAINT-GERMAIN DUPLEX Imm. récent 5-6 Pces 238 m2 + TERRASSES VUE SUR LE VIEUX PARIS DORESSAY - 548-43-94

SOLFÉRINO - 7 P. 200 M2 GRANDE CLASSE S.I.I.F. EXCLUSIVITE 550-34-00

LOFT AMÉNAGÉ (Près) CHAMP-DE-MARS 280 M² POSSIB. PARTIE EN COMMERCIAL EXCLUSIVITE - 550-34-00

ST-DOMINIQUE - INVALIDES TERRASSE 40 m2 Séjour 40 m2 + 3 chambres. CALME. SOLEIL. 354-42-70.

12e arrdt.

METRO DAUMESNIL 110 m2 LIV. + 3 CHAMBRES + TERRASSE 250 m2 S.I.I.F. Exclu. 550-34-00.

13e arrdt.

ITALIE, récent, calme, grand 2 P., 53 m2, dont cuis. 10 m2, soleil, 270.000 F. Tél. 535-56-92.

15e arrdt.

153-155, R. DE LOURMEL Encore un très beau 3-4 pces avec loggia, livrable immédiatement, cuisine équipée double exposition, entrée et salle de bains éclairées. Sur place tous les jours sauf dimanche, de 14 h à 19 h. Téléphone : 557-43-98.

16e arrdt.

MAIRIE XVIe - RODIN sur voie calme, parking, duplex 8 Pièces, impeccable. Exclusivité Perdrix. Téléphone : 264-17-02.

PASSY 6 P. 230 M2 SOLEIL VUE IMPRENABLE SUR SEINE - EXCLUSIVITE S.I.I.F. - 550-34-00

MUETTE (près) Standing 6 P. gd calme, vue dégagée, étage élevé, soleil, sur balcons. CHARME. - Tél. 723-95-14.

MARCEAU SUR AVENUE 6 p., 2 bains, 3e étage, gd confort, luxueux. Poss. profession libérale. MICHEL & REYL - 265-90-05

PRÈS ÉTOILE Petite maison 4 p., 2 bains sur cour claire, parfait état. MICHEL et REYL : 265-90-05.

17e arrdt.

WAGRAM GRANDE CLASSE 275 M2 - IDEAL PROFESSION LIBÉRALE S.I.I.F. - 550-34-00

COURCELLES 250 M2 GD STAND. 7 P., 2 services. EXCLUSIVITE A.V.L. - 281-07-94

18e arrdt.

BUTTE, studio 30 m2, 3e étage, asc., cuis., bains, vue sur Paris. ALGRAIN : 285-00-59 ou 09-54.

Il existe à MONTMARTRE des appartements EXTRAORDINAIRES dans une demeure 18e siècle au milieu d'un PARC EXCEPTIONNEL Visites sur rendez-vous : 503-30-37.

Près VIGNE MONTMARTRE Calme Soleil LIVING DBLE, 1 CH., imm. pierre de taille. 630.000 F. MADIMMO - 260-30-39

78 - Yvelines

FOURQUEUX, près Saint-Germain-en-Laye, 5 min. R.E.R., prox. golf, forêt, lycée internat., appartement grand standing : 80 m2 + 20 m2 loggias + 2 parkings dont 1 en sous-sol (cave possible), séjour 38 m2, dble exposit., chbr., S de B., salle d'eau, 2 wc, cuisine équipée, cellier. Nombreux rangements équipés, grandes baies vitrées, cheminée feu de bois, moquette velours, tissus mural (lin), marbre. Prix 410 000 F T.T.C. - Téléphoner pour visite à partir de 20 h. : 973-77-09.

LOUVECIENNES SITE MAGNIFIQUE Gd. appt stand. Caractère à aménager. 274 m2 + terrasse + 1.000 m2 de jardin privatif. 3 aires de park. Chf. central. 2 caves voûtées. Prix intér. Pour visite. 14 h-18 h. 609-01-88.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY-BORGHESE 5-6 pces, 190 m2 sur jardin très bon plan, 2 services. BOURDAIS - 227-11-89

NEUILLY-BORGHESE 5-6 pces, 190 m2 sur jardin très bon plan, 2 services. BOURDAIS - 227-11-89

94 Val-de-Marne

NOGENT-SUR-MARNE, orée du bois, près Mo, luxueux 4 Pièces, 106 m2, décoration raffinée, jardin de 50 m2. Prix 1.050.000 F. Téléphone : 873-54-03, 660-16-77.

CACHAN LE SIGNAL DE LA PLAINE Quartier neuf dans 7.800 m2 de verdure, appartements du 2 au 5 pièces entièrement terminés, livrable immédiatement. Prix fermes et définitifs. Prêts conventionnés. Téléphoner sur place au : 665-07-55 ou 665-04-11 ou au siège au 887-52-11.

95 - Val-d'Oise

PARTICULIER VEND MONTMORENCY 5 mn Enghien appart. 108 m2, entrée, living, 3 chambres, salle de bains, salle de douche, cuisine équipée, balcon, terrain sur parc 11 m2. Participation tennis privé. 1 chambre de pers. indépend. 520.000 F. Visite sur R.-V. tél. : 759-95-13 de 8 h. à 10 h. sauf dimanche ou 280-62-30, heures de bureau.

Province

COTE D'AZUR Cros-de-Cagne, stdg, vue s/mer, plage à 150 m., studios, 2 P. et 3 P., livrais. juin 1980. Exemple prix du 2 Pces de 48 m2 + loggia depuis 250.000 F. - Solaria Côte d'Azur, 26, av. Notre-Dame 06000 Nice, Tél. (93) 37-35-85.

HAUTE-SAVOIE - COMBLOUX station été-hiver : studios et appartements à partir de : 180.000 F avec 36.000 comptant + crédit. Location par société spécialisée. ERIGE-VENTE — B P. 18, 84, route de Genève, 74240 GAILLARD. Téléphone : (50) 38-52-89.

appartem. achat

URGENT, ach. appts 2 à 4 P., palem. comptant chez notaire, Paris 1er, 5e, 6e, 7e, 8e, 14e, 15e, 16e, 17e, et NEUILLY. Téléphone : 261-39-78, Mme Leulier, et 900-84-25, le soir.

JEAN FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet, 15e, 566-00-75, rech., Paris 15e et 7e, pour bons clients, appts toutes surfaces et immeubles. Paiement comptant.

RECH. appts 1 à 3 P., PARIS, prét. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e, 4e, 3e, av. ou ss travx. palem. compt. chez notaire. 873-23-55, toute la journée, même le soir.

viagers

+ de revenus — d'impôts. Mettez votre patrimoine en viager, expertise discrète indexation. Etude LODEL, 35, bd Voltaire, 355-61-58.

Chevreuse, libre dans 3 ans : maison 115 m2 + gardien 4 Pièces parc 13.000 m2, 335.000 F + 4.000 F rent. LODEL, 355-00-44.

locations non meublées Offre

Paris

UNESCO : magnifique studio, neuf, étage élevé, parking : ..690 F net. Tél. : 566-58-46.

SANS COMMISSION TROCADERO 3-4 P. standing 4.800 F, ch. comprises. 620-08-60

25, AV. GOBELINS Calme confort Beau 3 P., tél. 2.500 F + ch. Visites vendredi, 12 à 15 h, ou 331-89-46.

Région parisienne

CHOISY-LE-ROI : quartier du Parc, Pavill. 7 P., bns, chauff. Central, parfait état, sous-sol, garage 2 voit., 3.300 F mensuel. Téléphone : 852-34-40.

locations non meublées Demande

Paris

ETUDIANTS cherchent chambres ou studios. APLI : 326-77-51 ou 287-12-38.

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans. — 283-57-02.

locations meublées Offre

Paris

8e, PARTICULIER loue studio meublé, grand confort, 51, rue de Naples. Téléphone 522-27-93.

locations meublées Demande

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris recherche du STUDIO au 5 PIECES, LOYERS GARANTIS par Stés. ou ambassades. Tél. : 285-11-08.

échanges

Echange appart. ancien, loi 48, 3 Pces, entr., cuis., 5e étg., asc., av. balcon + chbre, débarras, clair, près Luxembourg, contre 5 Pces, loi 48, à Paris. Téléphone : 548-31-09.

immeubles

SURESNES. Près de la GARE. Immeuble pierre et brique 900 m2 utiles. Rapport : 65.000 F net. Px : 1.800.000 F. T. : 280-26-23.

ACHETE imm. de tte import. même avec travaux. M. MOHR 137, bd Koenig, Neuilly-s/Seine.

hôtels partic.

RECHERCHE 16e NORD Très bel HOTEL PARTICULIER entre 500 et 1.500 m2 habitables, de préférence avec jardin. Ecr. LECER, 64, rue de Richelieu, Paris 2e, ou Tél. 624-56-88.

locaux commerciaux

A louer pour 2 ans maximum bel entrepôt, quartier Part-Dieu, à Lyon, 1.200 m2, entrée camions, bureau. Téléphone. Eau. W.-C. Electricité. Téléphone, Lambert (7) 434-10-90.

BAIL RECENT, ts commerces, angle rues Lecourbe-Cambronne, surface 100 m2 + 3 parkings, facilités de paiement possibles. M. BERTHOLLON, 83, avenue A.-Briand, 92120 MONTROUGE. Téléphone : 655-71-24.

COURBEVOIE A 200 m de La Défense A VENDRE ou à LOUER 8.000 M² divisibles Conviendrait bureaux, usine, atelier, laboratoire. 502-13-43

gérances libres

2 associés disposant 250.000 F cherche gérance libre, étudie ttes propositions. Téléphoner au 877-02-90 et (16-4) 454-02-40.

bureaux

VOTRE SIEGE SOCIAL CONSTITUT. DE STES Démarches, Secrétariat, Télex. Tous services ... ASPAC : 281-18-18

Propriétaire loue sans intermédiaire 210 m2 de bureaux ou commerce. 6, place d'Estienne-d'Orves. — Paris-9e. Téléphone : 280-44-18.

SAINT-PHILIPPE-DU-ROULE Partic. loue 2 ou 3 bureaux dans imm. bon standing. - 773-64-39.

fonds de commerce

A céder, cause départ associé, parfumerie, esthétique + coiffure. 1er étage et appt. ARLES, pl. centre, excellent emplacem., surface totale 3 niveaux, bail commercial 420 m2. C.A. annuel 800.000 à 1.000.000 de francs. Agence s'abstenir. Ecrire à : no T 017.600 M, REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DANS LE MIDI - GRASSE cède magasin alimentation : logement 5 Pièces, cuisine, parking, petit loyer, bail. Ecr. no 6.150, « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

Boutiques

MONTPARNASSE Galerie Le Parnassien Immeuble neuf BOUTIQUE + réserves 502-13-43

villas

COTE D'AZUR GRASSE 2 km. centre, le plus beau secteur résidentiel de la ville, vue féerique 180° sur tout littoral, lux. demeure provinc., environn. ultra-résid., 320 m2 habit., hall, gd liv., cheminée, S. à M., gde bibliothèque, mezzanine, 4 chbres, 4 bains, lingerie, cabin. toilette, gd sous-sol, poss. logt gardiens indép., gde cave, 4.000 m2 parc plat. Prix : 1.700.000 F. — Agence COURRIN, 23, jeu de Ballon, 06130 Grasse. Tél. (93) 36-24-37.

terrains

CHELLES (77) près GARE 430 m2 viab. 837-20-03, ap. 18h30

propriétés

Anjou, à vendre, jolie propriété, tr. belle vue s/la Loire, gd séj. 48 m2, chem. et ptres, salon, cuis. av. chem., 3 chbres, bains, wc, préau barbe-cue, garage + 2.000 m2. PRIX : 550.000 francs. S'adresser : Cabinet GRUAT, 30, rue Beaurepaire, SAUMUR. Téléphone : (41) 51-04-65.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente au Palais de Justice de Paris Jeudi 31 janvier 80, 14 h. — UN LOT à usage de bureau

2 LOCAUX et commerce (4e étage) Surface totale 30 m2. Bât. COMPTOIR INDUSTRIEL TEXTILE (C.I.T.) et les parties communes correspondantes

PARIS 15e **33 à 39, av. du MAINE** 2 à 36, r. du Départ, 66, bd du Montparnasse, 1 à 29, rue de l'Arrivée (Tour Montparnasse)

MISE A PRIX : 20.000 F

S'adr. Me G. DANET, Avocat, Paris (17e). 1, r. G.-Berger, T. 766-21-03 et 766-46-60. Greffe des criées du Trib. de Gde inst. de Paris. Sur les lieux pour visiter. PRET POSSIBLE du CREDIT FONCIER de FRANCE et de GRINDLAYS BANK S.A.

Vente au Palais de Justice de Paris, le lundi 28 janvier 1980, à 14 heures

PAVILLON - CRÉTEIL (94), 25, avenue de la Marne avec Jardin et Garage - MISE A PRIX : 200.000 F.

S'adr. Me LE GLOAHEC, avocat à Paris, 57, rue de Richelieu, téléphone : 297-41-80 Me NICOLAS, avocat à Paris (9e), 9, rue Moncey. Sur place pour visiter.

Le Monde

sports

TENNIS

Borg enfin « maître » à New-York

Le Suédois Bjorn Borg se souviendra sans doute de ce dimanche 13 janvier où il a, pour la première fois, gagné le Masters et surtout vaincu la malédiction qui le frappait chaque fois qu'il jouait à New-York. Champion du monde, quadruple vainqueur à Wimbledon et à Roland-Garros, il n'avait jamais pu s'imposer dans la capitale américaine où il avait échoué huit fois dans l'U.S. Open et une fois en finale du Masters. Sa revanche est d'autant plus éclatante qu'au cours de ces cinq journées du Masters il a successivement triomphé de ses deux plus récents bourreaux new-yorkais, Roscoe Tanner (Flushing Meadow 1979), par 6/3, 6/3, et Jimmy Connors (Forest Hills 1975 et 1976, Flushing Meadow 1978 et Masters 1978) par 3/6, 6/3, 7/6, puis respectivement en demi-finale et en finale des deux authentiques New-Yorkais finalistes de Flushing Meadow 1979, John McEnroe, par 6/7, 6/3, 7/6, et Vitas Gerulaitis, par 6/2, 6/2.

C'est aussi à New-York que John McEnroe a approché Bjorn Borg pour la première fois. C'était en 1972. Le Suédois disputait son premier tournoi de Forest Hills et rencontrait le vétéran australien Roy Emerson. Le jeune Américain ramassait les balles et donnait à Borg du « Monsieur ». John avait treize ans et Bjorn... seize. John Mc-Enroe a dû attendre six ans pour que le destin et sa carrière de tennisman professionnel le remettent en présence de Bjorn Borg. C'était à Stockholm, cette fois, le 13 novembre 1978. Ce jour-là, Bjorn Borg s'inclina (6-3, 6-4), pour la première fois face à un rival plus jeune que lui, en demi-finale d'un tournoi du Grand Prix.

Depuis cette date, Bjorn Borg a confirmé sa domination sur le monde du tennis, notamment à Roland-Garros et à Wimbledon, mais John McEnroe a entrepris une fulgurante ascension qui le rapproche inexorablement de son aîné, en gagnant deux fois la Coupe Davis avec les Etats-Unis, le Masters, la phase finale W.C.T. (7-5, 4-6, 6-2, 7-6 aux dépens de Borg en finale), Flushing Meadow et huit autres tournois du Grand Prix, dont il est le lauréat pour 1979. Nul ne doute plus aujourd'hui que John McEnroe sera le successeur de Bjorn Borg.

Les avis et les pronostics diffèrent seulement sur la date de passation des pouvoirs.

L'organisation de ce Masters, sur le revêtement caoutchouté d'un supreme court qu'affectionne John McEnroe, offrait à celui-ci l'occasion de franchir une nouvelle étape dans ce rapprochement à l'aube d'une saison dont il attend encore plus. Peu importe après tout qu'un faux pas contre Gerulaitis ait précipité la rencontre en demi-finale au lieu de la finale espérée.

Dix-huit mille New-Yorkais s'étaient massés, le samedi 12 janvier, dans la cuvette bruyante et surchauffée du Madison Square Garden, pour ce choc entre deux tempéraments aussi dissemblables que l'eau et le feu, pour cette opposition de style tant attendue entre le tennis flamboyant d'un jeune Américain rouquin descendant d'Irlandais et le jeu implacable d'un Suédois plus blond et froid que nature. Ce public ne fut pas déçu puisque deux heures trente-cinq minutes après le premier échange de balle les deux joueurs se retrouvaient, exténués mais à égalité, six jeux partout dans le troisième set, avant d'aborder un tie break dramatique dont Bjorn Borg sortira finalement vainqueur par 7 points à 1, grâce à ses nerfs et à sa lucidité à toute épreuve.

McEnroe comme Laver

Ce dénouement facilite — si besoin est — la tâche de Donald Budge, Fred Perry et Lew Hoad réunis ce lundi 14 janvier à New-York pour décerner à Bjorn Borg son deuxième titre consécutif de champion du monde pour 1979, mais laisse planer le suspense pour 1980. Si le Suédois s'est, cette fois encore, tiré d'affaire, il le doit bien sûr à la régularité et à la sécurité de ses coups liftés de fond de court, mais aussi à son expérience et à sa maîtrise sur les points les plus importants : quatre aces réussis lorsqu'il était en difficulté sur son service et des lobs et passings de dissuasion pour tempérer la fougue d'un rival prompt à s'emparer du filet. Par comparaison, John McEnroe a gâché par précipitation quelques points faciles à conclure, mais en étalant dans certains échanges toute la gamme des coups plats ou chopés, tendus ou amortis, il a, une fois de plus, démontré l'étendue de son registre et rappelé plus que jamais le dernier gaucher auteur d'un grand chelem en 1969, l'Australien Rod Laver.

Entraîneur de tous les grands du tennis australien, de Lew Hoad à John Alexander en passant par Ken Rosewall, Rod Laver, Tony Roche et John Newcombe, Harry Hopman ne réfute d'ailleurs pas la comparaison. Venu récemment à San-Francisco assister à la finale de la Coupe Davis où les Etats-Unis alignaient John McEnroe et Vitas Gerulaitis qui furent deux de ses premiers élèves américains à l'Académie de tennis de Port-Washington, dans la banlieue de New-York, au début des années 70, le « sorcier australien » nous avait confié : *« A son âge, John est en avance sur Laver. On ne peut pas encore dire qu'il est meilleur que lui, mais il présente toutes les promesses pour devenir son égal ou même le dépasser. Rod était très bon partout. John a déjà le meilleur service du monde quand il sert à gauche. Leurs revers sont comparables par leur facilité et le naturel de leur exécution. Laver garde encore un avantage sur les coups droits et les coups de fond de court. Enfin, tous deux sont très forts mentalement, même si Laver était plus « relax » alors que John est toujours prêt à bondir après un coup réussi ou raté. Mais il ne faut pas oublier que Rod Laver avait deux ou trois ans de plus d'expérience des grands tournois quand il a réussi son premier grand chelem en 1962. »*

Appartenant à cette jeune génération américaine éduquée au tennis sur les surfaces synthétiques, John McEnroe n'a certes pas l'expérience de Bjorn Borg sur la terre battue de Roland-Garros ou l'herbe de Wimbledon. « *Ce n'est pas pour lui un handicap insurmontable*, estime Tony Trabert, le capitaine de l'équipe américaine en Coupe Davis. *Le jeu de John peut s'adapter à tous les types de surface à condition qu'il consacre chaque fois un certain temps à s'y préparer comme le fait d'ailleurs Borg.* »

Le grand chelem

Pour supplanter le champion du monde et viser à son tour un grand chelem, le nouveau numéro un amréricain devra donc peut-être commencer à réfréner sa boulimie de tournois en simple ou en double et de dollars — plus d'un million de gain en compétition pour 1979, — mais il aurait aussi intérêt à mieux contrôler son comportement et ses propos. Curieusement, ce jeune homme de bonne famille, plutôt réservé hors des courts où il préfère regarder le bout de ses chaussures que ses interlocuteurs et ne sort les mains de ses poches que pour triturer des mèches de cheveux, s'est déjà mis à dos tous les publics du monde par ses contestations incessantes ou ses déclarations intempestives.

L'été dernier, à Flushing Meadow, ses concitoyens avaient pris fait et cause pour Ilie Nastase dans une rencontre que le *New York Times* proposait à titre préventif d'interdire aux moins de treize ans. Durant ce Masters, ces mêmes concitoyens ont égrené les secondes comme à la boxe quand John McEnroe, emporté par son élan, passa par-dessus le filet et retomba lourdement sur la tête dans son match contre Guillermo Vilas. Mais les réactions les plus hostiles viennent désormais des publics anglais qui applaudissent même ses doubles fautes à cause de quelques frasques dans les tournois du Queen's et de Wembley, mais surtout depuis qu'il a jugé l'herbe de Wimbledon — méticuleusement entretenue onze mois sur douze pour la grande quinzaine — « *indigne d'un tel tournoi* ».

Irrespectueux, imprévisible et sans complexes à l'image de toute une génération de jeunes sportifs américains, tel apparaît aujourd'hui celui qui représentera la principale menace pour le Suédois en 1980. Une victoire pour McEnroe en 1978, quatre victoires et deux défaites pour Borg en 1979. Une première victoire pour Borg en 1980. Le public du tennis connaît déjà les deux héros de son grand feuilleton des années 80.

GÉRARD ALBOUY.

AUTOMOBILISME

Nouvelle victoire de Jones

D'une année à l'autre, les Williams n'ont rien perdu de leur efficacité. L'Australien Alan Jones, vainqueur du Grand Prix d'Argentine, première épreuve du championnat du monde, l'a nettement démontré dimanche 13 janvier à Buenos-Aires.

Un arrêt au stand, même très court, suffit en général pour qu'un pilote perde toutes ses chances de gagner un Grand Prix. Le fait que Jones, après un tête-à-queue provoqué par le mauvais état du revêtement de la piste et un arrêt au stand (1), ait repris sans trop de difficultés la tête de la course montre à l'évidence que la Williams possède toujours une grande supériorité sur toutes les autres monoplaces. Jones et sa Williams continuent à dominer le championnat du monde de la manière la plus probante possible. Il a tout simplement remporté cinq des sept derniers Grands Prix, une série de succès dont bien peu de pilotes et de constructeurs peuvent se prévaloir.

Si les essais avaient pu laisser un doute et même faire croire que les Ligier de Jacques Lafitte et de Didier Pironi étaient à même d'inquiéter Alan Jones, les premiers tours du Grand Prix d'Argentine ont dissipé toute illusion.

Personne n'était en réalité en mesure de s'opposer à Jones, dont la Williams n'a apparemment aucun point faible. Elle est très rapide en ligne droite, passe bien les grandes courbes et laisse presque sur place ses rivales dans les coubes serrées. L'agilité des Willians dans les parties les plus lentes du circuit de Buenos-Aires a d'ailleurs bien fait ressortir ce qui manque encore aux Ligier, peu à l'aise, par comparaison, dans les zones extrêmement sinueuses. C'est, au demeurant, un handicap que Lafitte et Pironi ne connaîtront pas dans quinze jours à Sao-Paulo pour le Grand Prix du Brésil : le circuit d'Interlagos est dépourvu de ce genre de courbes.

Marqué par bon nombre d'abandons, dont ceux des deux Ferrari, des deux Renault et, en fin de compte, des deux Ligier, le Grand Prix d'Argentine a, cependant, montré que les Ligier sont, pour l'heure, les seules capables de suivre les Williams à petite distance et de profiter au mieux de la moindre occasion. Lafitte en a fait la preuve en s'emparant un court temps de la première place à la suite de l'arrêt de Jones. Même si les valeurs sont souvent bouleversées d'un Grand Prix à l'autre, il semble que les modifications apportées aux Ligier dans l'intersaison ont à nouveau rendu les voitures française compétitives. La situation se présente mieux que ce n'était le cas dans la deuxième partie de la dernière saison. Alors qu'on avouait en 1979 chez Ligier, une fois les voitures dépassées techniquement, « *n'avoir aucune solution aérodynamique de rechange* », pour revenir au premier plan, on dit aujourd'hui que tout est prêt pour les faire évoluer.

FRANÇOIS JANIN.

(1) Après son tête-à-queue, Jones a été contraint de faire dégager les entrées d'air des radiateurs de sa Williams.

SKI

Andreas et Hanni Wenzel en tête de la Coupe du monde

Cette année encore, les épreuves de Kitzbuehel (Autriche) ont été, à l'égal de leur réputation, vertigineuses. Elles ont consacré un skieur complet, Andreas Wenzel. Sur le toboggan glacé de la Streif, le coureur du Liechtenstein a pris, samedi 12 janvier, la quatrième place de la descente, à moins d'une seconde du Canadien Ken Read, l'audacieux vainqueur. Le lendemain, il réalisait le meilleur temps total du slalom spécial, en dépit de la régularité de l'Allemand de l'Ouest Neureuther et de l'exploit du Suisse Luethy dans la seconde manche.

Après une saison 1978-1979 en demi-teinte, à cause des séquelles d'un accident de voiture, Andreas Wenzel, qui avait été champion d'Europe junior en 1976 et champion du monde du combiné à Garmisch en 1978, s'est donc adjugé le combiné du Hahnenkamm et a pris, par la même occasion, la première place du classement général de la Coupe du monde, tout comme sa sœur Hanni chez les dames.

Son succès démontre que le ski moderne n'est pas condamné à une spécialisation outrancière, au moment même où le Suédois Ingemar Stenmark — treizième en dépit d'acrobaties stupéfiantes — connaissait l'échec pour la seconde fois consécutive en slalom.

Après la déplorable prestation de Pra-Loup (le Monde du *8 janvier), la descente de Kitzbuehel n'aura pas été trop défavorable aux skieurs français : avec de très bons temps intermédiaires, Philippe Pugnat s'est classé quinzième, faisant renaître l'espoir d'une sélection masculine pour les Jeux olympiques d'hiver.*

FOOTBALL

Toutes les équipes d'outre-mer éliminées de la Coupe de France

En Coupe de France, un match n'est jamais gagné d'avance. Ainsi le septième tour, disputé les samedi 12 et dimanche 13 janvier, a-t-il été marqué par les victoires de Fontainebleau, Vichy, Vannes, Valence, Saint-Médard et Norcap-Grenoble sur les formations (Blois, Tavaux, Lucé, Gueugnon, Saintes et Thonon-les-Bainsi) évoluant dans des championnats de niveau supérieur. L'exploit du jour est cependant à porter au crédit de Norcap-Grenoble, une équipe du quartier la Capuche, qui joue en division d'honneur et victorieuse, après l'épreuve des pénalties, de Thonon-les-Bains, club de deuxième division.

Toutefois, le charme de cette dernière phase éliminatoire, avant les trente-deuxièmes de finale et l'entrée en lice des équipes de première division, résidait aussi dans la participation de cinq représentants des territoires d'outre-mer : le Club colonial de Fort-de-France (Martinique), le Central-Sport de Papeete (Polynésie), le Red-Star de Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), et les Léopards de Saint-André (la Réunion).

Après avoir obtenu leur visa pour la Coupe de France dans des tournois régionaux qui ont réuni soixante-trois équipes en Martinique, trente-deux en Guadeloupe, dix-huit en Guyane, seize à la Réunion — le Central-Sport de Papeete est sorti vainqueur d'une confrontation entre les clubs des Nouvelles-Hébrides, de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie, — les cinq qualifiés d'outre-mer entendaient bien aller plus avant dans la confrontation.

Selon le principe de l'alternance, le C.C. Fort-de-France, le C.S. Papeete et le C.F. Cayenne étaient cette année invités à défendre leurs chances sur le sol métropolitain. Battus respectivement par Auxerre (3 buts à 0), Reims (4 buts à 2) et le Racing-Club de France (3 buts à 2), les résultats, bien qu'honorables, n'ont pas répondu à leur attente. A Saint-Ouen, sur les 10 000 spectateurs qui assistaient, samedi 12 janvier, à la rencontre Auxerre-Fort-de-France, une très large majorité était d'origine antillaise. Transis de froid, mais fidèles, beaucoup étaient venus voir le Club colonial, fondé en 1906, venger Good Luck, le grand rival régional, éliminé le 10 février 1979 par Gueugnon (2 buts à 0) au terme d'un match houleux. A l'époque, mécontent des décisions de l'arbitre, M. Ferrary, le public avait manifesté sa déception avec violence.

Il est vrai que, nombreuses aux abords du stade, les forces de l'ordre étaient assez dissuasives, mais, surtout, que la victoire des finalistes de la Coupe de France 1979 ne fit jamais l'ombre d'un doute. En fait, par Mesonese (treizième minute), Sharer (quarante-sixième minute) et Truffaut (soixante-dixième minute), les Bourguignons s'étaient mis facilement à l'abri de toute mauvaise surprise. A l'évidence, le changement de climat (28° à l'ombre à Fort-de-France, 0° au soleil à Saint-Ouen), ajouté au manque de rigueur tactique et à des qualités athlétiques très inférieures, c'était trop pour les joueurs antillais. Pour leur premier déplacement dans l'Hexagone, ils ont pu mesurer la différence entre une excellente équipe de deuxième division (1) et une équipe martiniquaise chargée de gloire à l'échelon local.

Puisque, de leur côté, le Red-Star de Pointe-à-Pitre et les Léopards de Saint-André ont été éliminés à domicile, le dimanche 13 janvier, par Ajaccio (3 buts à 2) et Abbeville (3 buts à 1), ce n'est pas encore cette saison que, pour la première fois, le football d'outre-mer sera présent en seizième de finale de la Coupe de France.

Annoncée à Saint-Ouen par M. Jean-Pierre Soisson, ministre des sports et maire d'Auxerre, la construction prochaine d'une maison de football en Martinique et d'une autre en Guadeloupe peut néanmoins aider les Antillais à réaliser ce rêve à plus ou moins longue échéance.

JEAN-MARIE SAFRA.

(1) Après vingt journées de championnat de France, Auxerre occupe la première place du groupe B.

VOILE. — *Screw Loose, un sloop australien de 9 mètres, construit sur un plan de l'architecte Ron Holland et barré par Rob Cuming, a remporté en temps compensé la trente-cinquième course Sydney-Hobart, longue de 630 miles. Arrivé près de trente-six heures auparavant, le bateau australien* Bumblebee 4, *vainqueur en temps réel (3 jours, 1 heure 45 minutes et 52 secondes) est relégué à la quinzième place en temps compensé.*

BIBLIOGRAPHIE

Deux livres sur le tennis

« L'ANNÉE 1979 »

Jean Couvercelle et Gilles Delamarre, assistés de Jacques Carducci, font paraître *l'Année 1979 du tennis*, un album illustré par Serge Philippot. Les fervents du tennis y trouveront non seulement de pertinents commentaires sur la plupart des grands tournois qui ont été suivis au jour le jour tout le long de la saison, mais aussi des portraits des « stars ».

★ *L'Année 1979*, Calmann-Lévy, 235 pages, illustré.

« LE LIVRE D'OR DU TENNIS »

Christian Colin, de l'agence France-Presse, publie de son côté *le Livre d'or du tennis* 1979, qui a l'avantage de présenter en vedette le « *wonder kid* » de New-York, John McEnroe, entre autres personnalités passées au crible de leurs performances. Autre bénéfice en manière de préface : un texte de Pierre Darmon.

★ *Le Livre d'or du tennis*, Solar.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

Le racingman Thierry Vigneron a amélioré de 4 cm la meilleure performance européenne en salle au saut à la perche, en franchissant 5 m 62, le 12 janvier à Colombes. Ce saut le place à 1 cm de la meilleure performance mondiale en salle détenue par l'Américain Dave Ripley.

A Johnson-City (Tennessee), l'Américain Larry Myricks a établi une nouvelle meilleure performance mondiale en salle avec un saut de 8,37 mètres.

L'Allemande de l'Est Marita Koch a établi le 13 janvier, à Berlin-Est, la meilleure performance mondiale féminine sur 100 mètres en 11 sec. 15.

Automobilisme

GRAND PRIX D'ARGENTINE DE FORMULE 1

1. Jones (Williams) ; 2. Piquet (Brabham), à 24 sec. ; 3. Rosberg (Fittipaldi), à 1 min. 18 sec. ; 4. Daly (Tyrrell), à 1 min. 23 sec. ; 5. Giacomelli (Alfa Romeo), à 1 tour ; 6. Prost (Mac Laren), à 1 tour, etc.

Les six premiers classés marquent respectivement 9, 6, 4, 3, 2 et 1 points au Championnat du monde des conducteurs.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(vingtième journée)

*Tours b. S.F. Evry	103-72
*Villeurbanne b. Limoges	106-75
*Le Mans b. Berck	97-83
*Caen b. Nice	83-76
Lyon b. *Antibes	68-67
Orthez b. *Vichy	100-85
*Monaco b. Mulhouse	96-78

Classement : 1. Tours, 53 points ; 2. Villeurbanne, 50 ; 3. Le Mans, 47 ; 4. Caen, 46 ; 5. S.F. Evry, 43 ; 6. Mulhouse, 42 ; 7. Orthez, 41 ; 8. Monaco, 40 ; 9. Antibes, 38 ; 10. Limoges, 37 ; 11. Nice, Lyon, 34 ; 13. Vichy, 32 ; 14. Berk, 19.

Handball

Battue successivement par la Bulgarie (22 à 19), la Hongrie B (22 à 21) et le C.S.K.A. Moscou (33 à 22), l'équipe de France a pris la dernière place du Tournoi de Sofia gagné par la Bulgarie, devant le C.S.K.A. Moscou et la Hongrie B.

Jeu à XIII

La Grande-Bretagne a battu la France par 11 à 7, le 13 janvier à Carcassonne.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(matchs en retard)

*Bagnères b. La Rochelle	22-4
*Avignon b. Montferrand	10-6

Tennis

« MASTERS » A NEW-YORK

SIMPLE

Demi-finales : Borg (Suède) bat McEnroe (E.-U.), 6-7, 6-3, 7-6 ; Gerulaitis (E.-U.) bat Connors (E.-U.), 7-5, 6-2.

Finale : Borg bat Gerulaitis, 6-2, 6-2.

DOUBLE

Demi-finales : McEnroe-Fleming (E.-U.) b. Edmonson-Marks (Austr.), 7-6, 6-7, 6-3 ; Okker-Fibak (P.-B., Pol.) b. Riessen-Stewart (E.-U.), 6-2, 7-6.

Finale : McEnroe-Fleming bat Okker-Fibak, 6-3, 7-6, 6-1.

COUPE DU ROI

HONGRIE B. FRANCE PAR 2 A 1

Henri Leconte (Fr.) b. Zoltan Kuchorsky (H.), 4-6, 6-4, 6-3 ; Robert Machan (H.) b. Jérôme Potier (Fr.), 6-2, 4-6, 6-0 ; Machan-Szoeke b. Piacentile-Leconte, 6-4, 6-3.

CYCLO-CROSS

Alex Gérardin, un spécialiste qui ne veut plus être un amateur

De notre envoyé spécial

(De notre envoyé spécial.)

Langres. — Un « néo-pro » de trente-deux ans qui débute par une victoire dans un championnat de France n'est pas forcément un sujet d'exception. Le résultat en revanche figure au registre des performances exceptionnelles. Ainsi, Alex Gérardin — ne pas confondre avec l'ancien Toto Gerardin — a remporté dimanche 13 janvier à Langres le titre national de cyclocross professionnel, ce qui n'aurait rien d'extraordinaire si le doyen de la spécialité n'avait reçu depuis quelques jours seulement sa nouvelle licence après avoir passé quatorze années dans les rangs amateurs.

Le plus ancien, le plus expérimenté des cyclocrossmen français en activité a brusquement rejeté cette étiquette qui, de toute évidence, ne lui convenait pas. Il a considéré que son âge et sa fonction s'accommodaient mal du dilettantisme. Alex Gérardin est aujourd'hui un coureur confirmé qui dirige un commerce de cycles à Charleville et qui n'a plus grand-chose à apprendre sur une bicyclette. Peut-on le tenir pour un amateur, lui qui collectionne trois maillots tricolores sans parler du record des sélections ?

D'aucuns affirment qu'il est devenu professionnel pour éviter le contact avec Jean-Yves Plaisance, nouvelle vedette des amateurs, et pour rechercher un succès plus facile contre des adversaires moins nombreux et moins spécialisés. A cela il répond que sa nouvelle affectation correspond davantage à la réalité tout en servant au mieux ses intérêts sur le plan international puisqu'il affronte régulièrement les meilleurs professionnels étrangers.

Quoi qu'il en soit, les événements ont justifié son choix. Alex Gérardin vient en effet de signer l'un des plus beaux exploits de sa longue carrière au terme d'une course âpre, indécise jusqu'au bout. Opposé au coriace routier Robert Alban, qui s'était déjà classé deuxième derrière lui en 1977 à Lapugnoy, il a fait appel à toutes ses ressources physiques et à toute sa technique pour conserver l'avantage.

Sur l'aride plateau de Langres, où régnait un froid très vif, le coriace Champenois a réussi un parcours sans faute et, ce qui est sans doute plus remarquable, il a réalisé en tous points le plan qu'il avait défini en accord avec son directeur sportif, Raymond Reisser : prendre l'initiative immédiatement au prix d'un départ rapide, s'accorder un temps de récupération dans la seconde moitié de l'épreuve et contre-attaquer à proximité du but. Sa science de la course a eu finalement raison du courage de Robert Alban.

En la circonstance, le métier a prévalu. Il est vrai que chez les Gérardin le cyclocross constitue une vocation. Jean, l'aîné, s'illustra naguère pendant plusieurs années et Pascal, le neveu d'Alex, s'apprête à prendre la relève : il s'est classé septième, samedi, sur le même circuit, du championnat de France juniors enlevé par le nordiste Mertens.

Pourtant, le tracé de Langres ne favorisait pas de façon excessive les cyclocrossmen spécifiques. Roulant et peu acrobatique, il correspondait à la véritable définition du cyclocross et non pas à celle du... cross-cyclo que condamne avec véhémence Cyrille Guimard. Le championnat de France professionnel avait d'ailleurs attiré un certain nombre de routiers, tels que Michel Laurent, Bittinger, Busolini ou Legeay. Mais aucun d'eux ne possédait la maîtrise, ni surtout l'ardeur de Robert Alban.

JACQUES AUGENDRE.

Le Monde

régions

ILE-DE-FRANCE

CHANTIERS POUR DEMAIN

Dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines

Bofill construit son « Versailles pour le peuple »

Il fallait sans doute une ville nouvelle et les procédures d'*exception qu'elle autorise*, pour que Ricardo Bofill puisse enfin construire en France. Une ville nouvelle, le soutien durable d'une équipe convaincue, le « goût du risque » d'un promoteur social, le Taller de Arquitectura les a trouvés à *Saint-Quentin-en-Yvelines*, pour construire, avec le F.F.F. le « Quartier du lac ».

BIEN que le nom de son animateur soit parmi les mieux connus du grand public, le Taller de Barcelone n'avait jusqu'ici construit en France qu'un monument « gratuit », une *pyramide-symbole*, au bord de l'autoroute qui unit les deux Catalognes.

Depuis dix ans, les autres projets ont baigné dans la polémique, tonitruante aux Halles, où le maire lui-même a interrompu le chantier, plus feutrée à Cergy, où le projet de « petite cathédrale » *a été longuement étudié*, discuté, avant d'être rejeté par *des élus timorés, inquiets* de l'aspect « *collectiviste* » de cette rue couverte, habitée, morceau de ville dense et monumental.

A Saint-Quentin même, le quartier du Lac, aujourd'hui à mi-chantier, n'est pas le premier projet : le Taller a d'abord étudié une « maison d'Abraxas » qui devait prendre appui sur le fort Saint-Cyr et dont on ne parle *plus aujourd'hui. Pour* le « Lac », cet architecte, que certains semblent craindre comme le diable, s'est donné une parure archi-classique, d'une sobriété presque inquiétante. Cela n'a pas empêché le maire de Montigny-le-Bretonneux de se saisir du dossier au moment de la campagne électorale et d'obtenir, depuis, la suppression de trois cents logements pour alléger l'ensemble.

L'odeur de soufre qui accompagne toutes les entreprises du Taller, en France, *est pourtant*, à Montigny, bien éventée. On est loin du lyrisme de Walden 7, cette « ville dans l'espace » près de Barcelone et le quartier du Lac est, au dire de Bernard Torchinsky, responsable du projet au Taller, un *aboutissement « auquel manquent les projets charnières (petite cathédrale, fort d'Abraxas) qui n'ont pas été réalisés »*.

On retrouvera l'audace et le spectaculaire dans les soixante-quatorze logements de l'Aqueduc qui seront jetés sur le lac artificiel qui borde *le nouveau quartier*. Pour l'instant, le chantier visible frappe surtout par son classicisme, la rigueur du plan-masse, la froideur des lignes, une certaine dureté en somme. « *Un lieu connu et pourtant nouveau* », une architecture qui « *reprend, sans les copier, différents thèmes du passé mais de manière éclectique, saisissant certains moments de l'histoire en les juxtaposant, préfigurant ainsi une nouvelle époque* », précisent les auteurs dans une plaquette distribuée aux visiteurs. Historicisme et progrès, les paradoxes *cultivés* par le Taller depuis quelques années trouvent *ici* leur expression.

Dans ce grand chantier qu'est une ville nouvelle, juxtaposé à des quartiers de petites maisons colorées, le quartier du Lac semble une ville déplacée comme on le disait autrefois des personnes émigrées, sans patrie.

Rues intérieures tracées au cordeau, ordonnancement des façades au *bord* du lac, place centrale bordée d'arcades, hauteur uniforme (*trois étages*), répétition des éléments de décor, jardins à la française, le quartier du Lac possède tous les signes extérieurs du « *Versailles pour le peuple* », voulu par ses auteurs.

Avec un défaut et une qualité. Le défaut, la faille, ce sera de rester très artificiel, très déplacé : aucun commerce *par* exemple ne pourra être installé sous les arcades ni autour de la place à l'italienne où devrait se concentrer l'animat:.n. spontanée. Un centre commercial ordinaire avec parkings, caddies et hangars, est prévu non loin de là, et il n'est pas question, malgré le désir des promoteurs et des architectes, de lui créer d'avance une concurrence.

La qualité majeure, c'est le soin de la réalisation, le luxe réel des détails de l'architecture, le dessin fignolé des façades, la richesse des matériaux. C'est sans doute ce qui explique le succès commercial de l'affaire qui a étonné des responsables du F.F.F. eux-mêmes. *Ces appartements* à la distribution assez classique malgré trente-deux types différents, à un prix raisonnable (3 800 F le mètre carré), en grande banlieue (8 kilomètres de Versailles), dans une région où chacun veut, paraît-il, sa maison, se vendent bien.

« Un beau béton, bien fait »

Le Taller semble avoir prouvé ici ce que Ricardo Bofill disait à propos des Halles : « *On ne peut pas y construire des H.L.M. de banlieue... ni en banlieue d'ailleurs.* » Ce « Versailles pour le peuple » donne aussi une leçon aux constructeurs de ces immeubles prétentieux, parvenus, avec pellicule de pierre de taille, toiture « à la Mansart », balcons de fer forgé et halls de marbre, qui se disent du « Grand Siècle ».

Ici, le luxe, *c'est* du béton, solide, épais, rassurant, comme la pierre. Des immeubles comme partout, *coffrage tunnel, façades* préfabriquées (les premières pour le Taller). Avec le concours d'un sculpteur, avec la complicité attentive d'une entreprise (l'Hirondelle, à Villetaneuse) dont chacun reconnaît les mérites, trente-cinq moules *différents* ont été mis au point. Quatre couleurs de terre cuite (du beige rosé au brun), deux teintes pour le béton, un revêtement de même nature pour le sol des rues, assurent l'unité. La diversité est apportée par *le relief de la* façade, le dessin de fausses colonnes monumentales pour les cages d'escalier qui, par groupes de quatre, en saillie des façades, délimitent, selon l'architecte, une « *rue-salon* ».

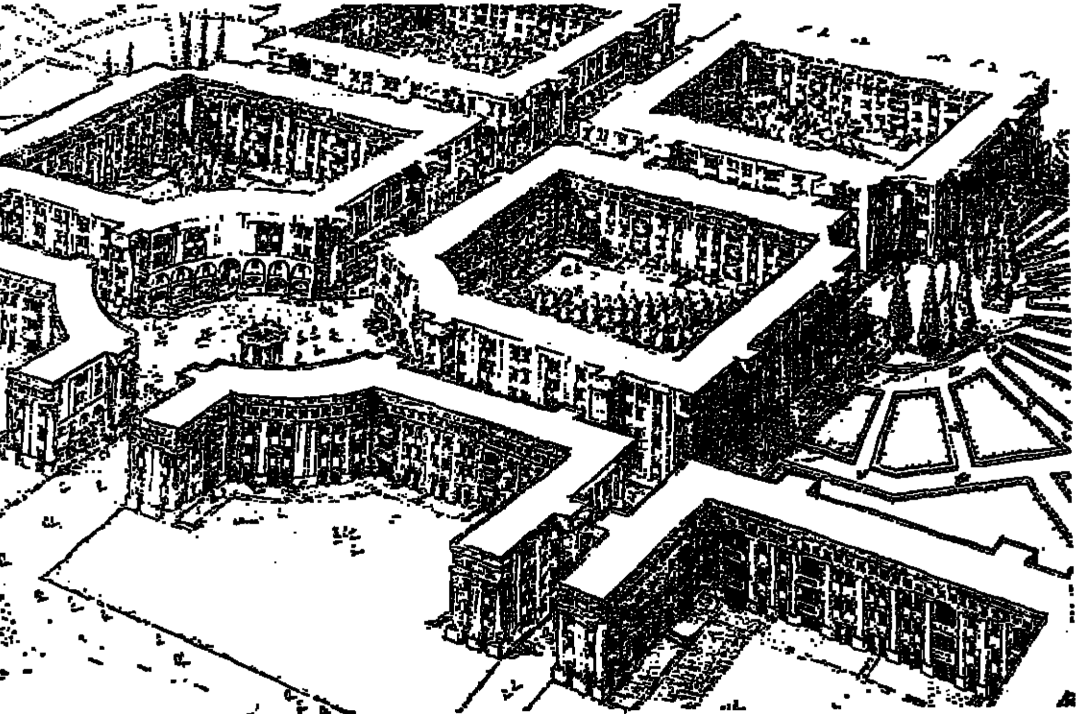
Tout le travail de dessin, les demi-cintres au-dessus des fenêtres *étroites*, l'alternance des matériaux, la qualité des joints quasi invisibles, gomment et font oublier le découpage systématique des panneaux normalisés de façade qui tue généralement les efforts des architectes en dévoilant à contretemps le système constructif.

La *qualité* du béton lui-même, l'apparition d'un grain (des cailloux lavés visibles en surface) et, malgré tout, une apparence lissée, polie, lui *donnent* un aspect proche de celui d'un granit poli. « *Un beau béton, bien fait* », disent avec fierté les responsables du *F.F.F.*, qui déclarent ne pas avoir discuté les couleurs. « *Une architecture simple à comprendre, un jeu de lignes sobre, tranquille, rassurant.* »

Ce promoteur, qui construit deux mille cinq cents logements par an, dont beaucoup en villes nouvelles, là où les projets novateurs se font, affiche des convictions en face d'un architecte qui n'en manque pas. Avec le soulagement d'avoir trouvé une entreprise qui a accompagné l'idée de l'architecte, les responsables affichent un certain goût du risque et le souci *constant* de la qualité.

Le dialogue avec les architectes semble s'être bien déroulé dans l'ensemble. On ne partait pas au hasard puisque le promoteur prenait en charge un projet dont le plan-masse était défini avec la ville nouvelle. Les accrochages sur la largeur des rues, l'étroitesse des fenêtres (80 centimètres) *resteront* les anecdotes. Comme celle-ci, qui mérite d'être inscrite au livre d'or : une petite bataille fut livrée pour que les salles de bains, qui se trouvaient en façade, ne restent pas aveugles et ouvrent sur l'extérieur... au risque de bousculer l'ordonnancement initial de la façade.

MICHÈLE CHAMPENOIS.



DE LA BASTILLE A LA SEINE

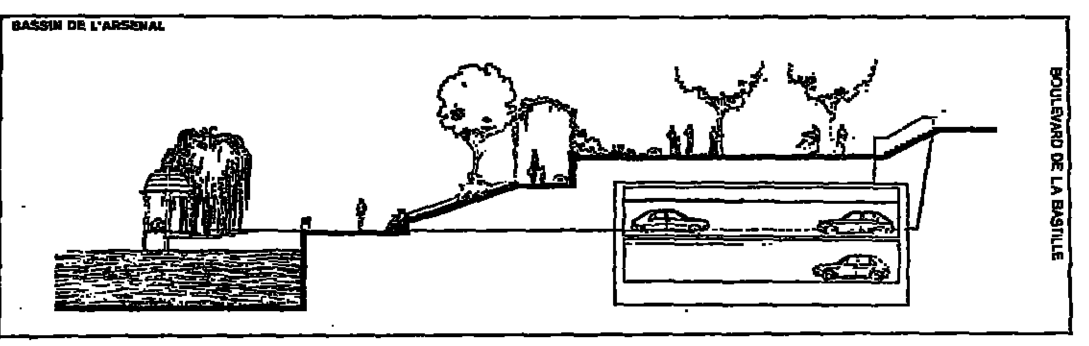
Les jardins suspendus du bassin de l'Arsenal

La réhabilitation du site du bassin de l'Arsenal, qui relie le canal Saint-Martin à la Seine entre la place de la Bastille et le fleuve, sera à l'ordre du jour de la séance du Conseil de Paris, réuni au mois de février. L'APUR (Atelier parisien d'urbanisme) termine *actuellement ses études pour l'aménagement* de ce plan d'eau, opération qui devrait être terminée en 1982 et coûtera de l'ordre de 5 *millions de francs. Le projet* (un port de plaisance, un jardin et un parc de stationnement souterrain) a déjà reçu un accueil favorable du Port autonome de Paris et de la Chambre de commerce et d'industrie qui, avec la Ville, se sont déclarés prêts à participer à sa réalisation.

LE bassin de l'Arsenal, bordé par le douzième et le quatrième arrondissement est aujourd'hui défiguré par des baraquements disgracieux et des dépôts d'appareils sanitaires. Quotidiennement, il ne voit plus guère transiter *entre* les canaux et la Seine que quelques péniches. Ce plan d'eau, très bien situé au cœur de ce quartier ancien, était autrefois un port et une « *gare d'eau* ». Sa longueur est de 575 mètres et sa largeur varie entre 40 mètres et 70 mètres. La berge Est, sous le boulevard de la *Bastille, assez vaste, offre* un contraste avec la berge Ouest, étroite et rectiligne, qui court au pied du haut mur du boulevard Bourdon, orné de belles maçonneries. C'est donc dans ce lieu, finalement peu connu des Parisiens, que la Ville veut tenter sa première expérience de réhabilitation des abords des berges de la Seine. Trois éléments ordonnent ce projet :

● *Le port de plaisance.* — Paris ne possède *pas aujourd'hui* d'emplacement assez vaste pour accueillir les plaisanciers qui fréquentent la capitale. Le port privé du Touring-Club de France, *en aval des Tuileries, leur* est certes *ouvert*. Mais, comme sa fréquentation le montre, il accueille surtout des embarcations de grande taille. Or selon la Ville, des navigateurs de plaisance plus modestes souhaiteraient disposer de postes à quai à l'intérieur de la capitale. Des Parisiens, mais aussi des touristes français et étrangers, de passage à Paris, qui parcourent le réseau fluvial et les canaux, ou rejoignent la Méditerranée, et qui aimeraient accoster quelques jours dans Paris. Ainsi le bassin *de l'Arsenal pourrait accueillir*, une fois les aménagements nécessaires terminés, près de cent cinquante bateaux.

● *Le jardin.* — Un jardin de 15 000 mètres carrés sera créé sur la berge Est du bassin, au pied du boulevard de la Bastille. Il abritera les services du Port *mais aussi un certain nombre* d'équipements pour les enfants. Ouvert sur la place de la Bastille, grâce à un jeu de terrasses, il reliera donc directement le quartier voisin au plan d'eau.



● *Le parc de stationnement.* — Sous le boulevard de la Bastille sera construit un parc de stationnement de deux cent cinquante places. Les voies adjacentes au bassin sont en effet particulièrement saturées, la gare de Lyon est *à deux pas*, et *le projet* de la mairie prévoit de reconquérir pour les piétons les trottoirs bordant le bassin. La Ville proposera donc de créer un parc de stationnement public souterrain sur deux niveaux dont l'entrée serait située rue de Bercy.

Pour réaliser les investissements *nécessaires à cette opération et* assurer ultérieurement la gestion du bassin, un Groupement d'intérêt économique composé de la Ville, qui serait majoritaire, du Port autonome et de la chambre de commerce et d'industrie sera, sans doute, créé.

JEAN PERRIN.

Le Monde

équipement

TRANSPORTS

M. Francis Fabre quitte la présidence de la Compagnie maritime des chargeurs réunis

Il est remplacé par M. Dominique Boyer

M. Francis Fabre, âgé de soixante-huit ans, va quitter après trente ans la présidence de la Compagnie maritime des chargeurs réunis, a annoncé la société samedi 12 janvier.

Les deux principaux postes de direction de la Compagnie maritime des chargeurs réunis changent de main puisque le directeur général, M. Pierre Fabre, frère de Francis, quitte lui aussi ses fonctions pour exercer prochainement d'autres responsabilités au sein de la société-mère, le holding Chargeurs réunis S.A.

Le nouveau président de la compagnie maritime, qui notamment exploite des lignes régulières et a absorbé la Compagnie Paquet (spécialisée dans les croisières), est M. Dominique Boyer et, le nouveau directeur général, M. Alain Grill.

M. Francis Fabre continuera de présider la compagnie aérienne U.T.A. qui fait partie du groupe Chargeurs. Ce dernier a, on le sait, entamé un processus de fusion avec le groupe Pricel, présidé par M. Jérôme Seydoux.

M. Francis Fabre exerce depuis quarante ans le double métier d'inventeur et d'armateur. La Compagnie maritime des chargeurs réunis (C.M.C.R.) compte *une flotte de quelque cinquante* navires (avec ses filiales directes). Ce sont des cargos porte-conteneurs qui desservent les lignes régulières de l'Extrême-Orient et des Antilles (compagnie Fabre) et de l'Afrique du Sud notamment; des navires transporteurs de vrac (avec l'Union navale) qui naviguent au tramping avec des chargements de minerais ou de charbon, des cargos rouliers, des bateaux spécialement conçus pour le transport des voitures (Carline).

Grâce à sa filiale la Nouvelle Compagnie des paquebots, qui vend les croisières Paquet, les « Chargeurs », comme disent les habitués du monde maritime, sont le seul armement français, après la « faillite » du *France* et de la Transat, à exploiter encore sans aucune aide de l'Etat, trois paquebots (*Mermoz, Azur, Massalia*). La Compagnie maritime des chargeurs réunis (C.M.C.R.) a conclu maints accords de pool commercial ou même des accords financiers avec des armateurs étrangers (belge, par exemple) et français (Worms, Delmas-Vieljeux, Gazocéan, ex-Messageries Maritimes devenues avec la Transat, la Compagnie générale maritime).

A la fin de 1978, la C.M.C.R. employait 1 785 personnes dont 1 143 navigants. Après amortissements, l'exercice 1978 s'est soldé par un bénéfice de 1 329 000 F contre 12 961 000 F en 1977.

Farouche partisan de la libre entreprise, Francis Fabre avait déclaré le 20 juin dernier devant l'assemblée générale de la C.M.C.R., alors qu'il se disait « au soir de sa carrière » : « *N'existe-t-il pas dans la politique maritime française des contradictions, voire des incohérences, entre les intentions proclamées et les faits ?... Alors que les recettes de l'armement français se forment sur un marché international et concurrentiel, la majorité de ses dépenses continue à faire l'objet de réglementations protectionnistes d'un autre âge qui se traduisent le plus souvent par un surcoût. Que ce soit en matières de régimes sociaux, financiers ou fiscaux, de localisation des commandes (de navires) ou des établissements, d'affrètements, d'assurances, de prescriptions techniques et de réglementation de la vie à bord, les exemples de maintien du carcan administratif sont nombreux. Tout se passe dans notre pays comme si le libéralisme et la concurrence s'appliquaient bien aux recettes maritimes et le protectionnisme et le conservatisme aux surcharges.* »

Pour l'avenir, M. Francis Fabre émettait ce souhait : « *Plutôt que l'apparence juridique de la notion de pavillon français, aujourd'hui plus riche en contraintes qu'en privilèges, ne vaudrait-il pas s'attacher à défendre la réalité des « intérêts français » maritimes dans le monde y compris ceux du personnel des compagnies* » ?

[Ancien inspecteur des finances, né le 4 juin 1921 à Paris, M. Dominique Boyer, après avoir été sous-directeur du Trésor et avoir fait partie de plusieurs cabinets ministériels, est entré à Compagnie des chargeurs réunis en 1968, dont il devint en 1970 le vice-président-directeur général.]

[Ingénieur en chef de l'armement, né le 15 octobre 1929 à Nimes, M. Alain Grill a été conseiller technique du secrétaire général de la marine marchande (M. Jean Morin) avant de devenir, en 1968, délégué général du comité central des armateur de France. Il est entré en 1972 à la Compagnie des chargeurs réunis comme directeur général adjoint.]

LA R.A.T.P. VA AMÉLIORER SES GARES D'AUTOBUS

La R.A.T.P. a fait un important effort de modernisation sur son métro, voitures et stations. Elle a mis en service des autobus plus agréables et confortables. Elle va maintenant s'intéresser aux gares d'autobus comme l'indique le dernier bulletin d'information de la Régie « Entre les lignes ».

Une première tentative a été faite à Fort d'Aubervilliers. Dans la gare qui s'étend sur 7 900 m2 la forme des abris n'a pu être modifiée, mais on a pu aménager de façon plus agréable le terre-plein central, en jouant notamment sur les matériaux.

Pour la R.A.T.P., la véritable « première » sera, en avril, l'inauguration de la gare Gabriel-Péri située à la limite d'Asnières-Gennevilliers. « *Ce sera un prototype* », déclare-t-on à la régie. On y trouvera sur 7 800 m2 une plate-forme centrale reliée directement au métro, des abris pour les voyageurs, des sièges aux endroits les plus proches des points de départ, un kiosque pour des informations locales et des commerces. L'éclairage sera particulièrement soigné.

A la fin de 1980 sera, dans le même style, mise en service la gare de Torcy à Marne-la-Vallée. Trois lignes d'autobus y seront exploitées. Le quai sera, en fait, une galerie basse couverte et vitrée, isolée du vent et de la pluie. Les voyageurs y accéderont en passant par une rotonde meublée de sièges et de jardinières.

CONSTRUCTION NAVALE

LES CHANTIERS SUÉDOIS PRÉVOIENT HUIT MILLE SUPPRESSIONS D'EMPLOI

(De notre correspondant.)

Stockholm. — Le plan quinquennal de réforme présenté le 10 janvier par la société nationale des chantiers navals suédois Svenska Varv entrainera, s'il est adopté par le Parlement, la suppression de huit mille emplois d'ici à 1984. L'objectif est de rendre le groupe nationalisé rentable à cette date et de ramener la production de navires à un niveau « réaliste ».

Selon le plan, la production sera concentrée dans trois chantiers : Uddevalla pour les pétroliers, Arendal pour les usines flottantes et les équipements de forage pétrolier *offshore*, et Kockums, dans le sud de la Suède, pour les méthaniers et les navires transporteurs de produits chimiques.

Les chantiers de l'Oresund (deux mille huit cents salariés) seront définitivement fermés. Si les syndicats approuvent les lignes générales du plan, ils ne peuvent accepter, en revanche, l'arrêt des activités des chantiers de l'Oresund où, selon certains experts, une reconversion de la production est possible.

ALAIN DEBOVE.

ENVIRONNEMENT

Les responsables de la sécurité routière confirment qu'ils utilisent des animaux et des cadavres humains pour étudier les conséquences des accidents

L'Office national de sécurité routière (ONSER) a confirmé les faits rapportés par l'hebdomadaire britannique *Observer* qui, dans son dernier numéro, avait indiqué que l'Office utilisait dans son laboratoire de Bron, près de Lyon, des animaux vivants et des cadavres humains dans des expériences d'accidents de la route simulés.

Le docteur André Chapon, l'un des responsables chargés de l'amélioration de la sécurité des automobilistes et des piétons victimes d'accidents, a donné les précisions suivantes sur les expériences effectuées.

« *Nous utilisons*, a-t-il dit, *des animaux en nombre limité (des babouins ou des porcs, mais jamais d'ours comme cela a été dit), des cadavres humains ainsi que des mannequins.* »

Les singes servent à l'étude des blessures occasionnées aux occupants de véhicules lors d'accidents. Ils permettent notamment de continuer les études sur les causes de certains comas cérébraux alors qu'aucune fracture cranienne n'est constatée. Les travaux menés sur les porcs concernent les enfoncements thoraciques.

Les cadavres humains — généralement ceux d'individus ayant fait don de leur corps à la médecine — sont utilisés dans un programme de reconstitution d'accidents pour évaluer les degrés réels de résistance osseuse, notamment aux chocs et déformations de véhicules.

A partir des données biomécaniques fournies par les animaux et les cadavres humains, des mannequins ont été construits ; cependant un mannequin qui, souligne-t-on toujours à l'ONSER, peut servir à plusieurs centaines d'expériences ne fournira jamais certaines explications relatives au comportement, entre autres dans les cas de traumatismes cérébraux.

Les travaux menés en faveur de la sécurité routière en France sont exploités par tous les pays constructeurs d'automobiles. Certains d'entre eux répugnent à effectuer eux-mêmes des recherches. C'est le cas des Britanniques. Le ministère des transports de Grande-Bretagne déclare ainsi qu'il a toujours refusé d'utiliser des animaux vivants. Le laboratoire de recherches sur les transports de Crowthorne (Berkshire) tient de semblables propos, précisant qu'il préfère utiliser des mannequins.

La réaction des défenseurs des animaux a été très vive en Grande-Bretagne après ces révélations de l'*Observer*.

En France, M. Duranton de Magny, président de la Ligue française contre la vivisection, nous a déclaré : « *Je ne connaissais pas cette pratique, mais elle n'est pas moins ignoble que toutes les autres expérimentations avec les animaux. Ce n'est certainement pas en précipitant des singes ou des porcs contre un mur qu'on diminuera les accidents de voiture. La vivisection — car c'est bien de la vivisection — est une plaie honteuse de notre société. Nous sommes décidés à la combattre. Dans les jours prochains, nous allons déposer des plaintes contre une demi-douzaine de laboratoires qui pratiquent l'expérimentation avec des animaux vivants à Marseille, Bordeaux, Toulouse, Nice et Paris.* »

De son côté, l'association « *assistance aux animaux* » par la voix de son administrateur, M. Robert Quemy déclare : « *Cette nouvelle forme d'expérimentation sur animaux vivants soulève l'indignation de tous les amis des bêtes. A défaut de pouvoir en obtenir l'abolition, elle rend plus impérieuse la nécessité d'obtenir rapidement une limitation et un contrôle de ces procédés révoltants.* »

L'affaire du Larzac

LES MAIRES DE LA RÉGION DE MILLAU MENACENT DE DÉMISSIONNER

Les maires de la région de Millau, dans l'Aveyron, ont menacé de démissionner si sur la question de l'extension du camp militaire du Larzac ne s'instaure pas une « *négociation sérieuse* » avec les autorités.

Réunis le 12 janvier à Millau, sous la présidence de M. Manuel Diaz (rad. gauche), maire de cette localité, vingt et un maires et conseillers généraux de la région ont remis au sous-préfet une motion dans laquelle ils demandent notamment qu' « *à partir de la deuxième quinzaine de janvier s'instaure une négociation sérieuse entre les élus et les groupes socio-professionnels d'une part, et les représentants des ministres concernés d'autre part, sous l'arbitrage du médiateur promis par le président de la République* ».

CORRESPONDANCE

Trop de « fils » au-dessus du parc régional de Brotonne

Mlle Claude Dumont, conseillère municipale de Barneville-sur-Seine dans l'Eure, nous adresse le texte de la pétition que les habitants de sa commune ont adressée en septembre dernier au président de la République. En voici les passages essentiels :

L'E.D.F. a décidé du tracé de la ligne Rouen-Nord – Rougemontier comportant des pylônes de 40 mètres de hauteur et de 30 mètres de largeur pour les fils, sans tenir compte de l'avis des élus ni de celui des habitants de la commune de Barneville : propriétaires, exploitants, fermiers locataires, résidents.

Nous nous permettons d'attirer votre attention sur le fait que Barneville est déjà traversé par deux lignes haute tension, une troisième en préparation, celle qui fait l'objet de cette lettre étant la quatrième, et que cette même commune fait partie du parc régional naturel de Brotonne.

Du fait de l'existence de ce parc, l'administration impose un certain nombre de contraintes aux habitants afin de préserver le site, le paysage, le cadre de vie destiné aux habitants mais aussi et surtout aux gens des villes « à la recherche de verdure et de calme ».

D'autre part, certains habitants se retrouveront avec une ligne déjà posée au-dessus de leur maison, une ligne (la nouvelle) au-dessus de leur grange, un pylône dans leur cour.

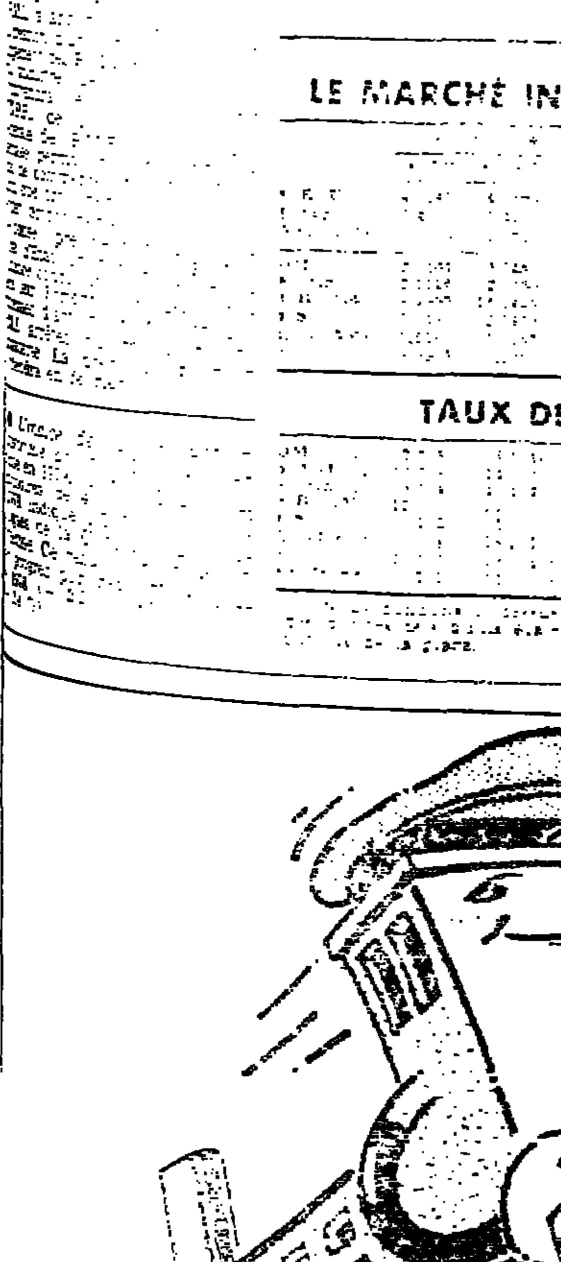
Nous insistons sur le fait que la municipalité de Barneville a proposé dès 1977 un tracé parallèle à celui des deux lignes déjà existantes, et de la troisième en préparation, ceci dans un couloir quasi naturel et sans habitation, qui permettrait à la fois de résoudre les problèmes d'esthétique (quasi invisible) et de nuisances pour les habitants.

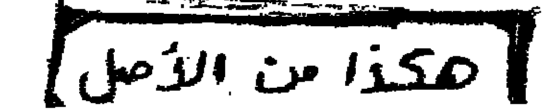
L'E.D.F. a refusé tout net de modifier son plan, bien que le projet de la mairie soit sensiblement de même kilométrage...

... En résumé, nous ne contestons pas le passage de cette ligne sur le territoire de Barneville, mais nous contestons son tracé afin qu'il soit fait au mieux des intérêts de tous, préservant au maximum le paysage d'une commune appartenant à un parc naturel. Sinon : 1) A quoi sert le parc ? 2) L'E.D.F. a-t-elle un pouvoir dictatorial ? 3) A quoi servent les élus ?

Mlle Dumont ajoute ce commentaire :

Nous sommes au cœur de la contradiction la plus extraordinaire : « on » nous crée un parc régional avec ce que cela implique : construisez comme ça ; ne touchez pas à vos arbres, entretenez vos chemins ruraux et vos haies ; soyez gentils avec les touristes. La municipalité, en accord avec ces principes, crée des chemins de randonnées, prépare un P.O.S. qui conviennent à cette politique de conservation rurale, et l'E.D.F., avec ses gros sabots, fait passer une ligne haute tension « qui ne gêne en rien le parc », dit *a priori* l'administration.





هكذا من الأصل

Le Monde

économie

AFFAIRES

Une année exceptionnelle pour la chimie mondiale

L'année 1979 a été excellente pour la chimie mondiale. Toujours numéro un avec un chiffre d'affaires global de 146 milliards de dollars (584 milliards de francs), la chimie américaine a vu le produit de ses ventes augmenter de 14,5 %, soit à un rythme plus rapide que la moyenne annuelle de la décennie écoulée (+ 12,1 %). Le chiffre d'affaires de la chimie allemande, deuxième « grand » mondial, s'est accru dans les mêmes proportions (+ 15 %) et a franchi pour la première fois la barre des 100 milliards de deutschemarks (234 milliards de francs).

L'industrie française, favorisée par la libération de ses prix, a fait mieux encore (+ 20 à 25 %) et le montant de ses ventes devrait approcher 140 milliards de francs. Les scores établis par les chimistes hollandais, dont le chiffre d'affaires global a progressé de 25 % pour atteindre 25 milliards de florins (53 milliards de francs) ont dépassé toutes les espérances. A telle enseigne que le groupe D.S.M., numéro un aux Pays-Bas, a réalisé des bénéfices, au lieu des lourdes pertes attendues. Aucune statistique n'a encore été publiée pour l'Italie et la Grande-Bretagne, mais les résultats partiels obtenus par les groupes leaders de ces deux pays sont conformes à la tendance générale. Pour les dix premiers mois, les ventes de la firme milanaise Montedison se sont accrues de 31 %. Quant au groupe britannique ICI, il a annoncé au 30 septembre dernier une augmentation de 16,5 % de son chiffre d'affaires.

Dans tous les cas, il faut remonter plusieurs années en arrière pour retrouver de tels taux de progression, grossis, il est vrai, par les hausses de tarifs appliquées en liaison avec le renchérissement des prix des matières premières issues d'un pétrole toujours plus cher. Mais l'augmentation des ventes en tonnage a été aussi partout très appréciable, témoignant de la bonne marche des affaires : + 4,8 % aux Etats-Unis, + 6 % en Allemagne fédérale et aux Pays-Bas, + 7,2 % en France.

Sauf en Grande-Bretagne, où la performance a été plus médiocre (+ 1,5 %), jamais l'industrie chimique européenne n'avait connu une telle année depuis le premier choc pétrolier de 1973. Il en résulte que les bénéfices attendus seront substantiellement accrus. Déjà, à l'issue des neuf premiers mois, de très fortes augmentations avaient été enregistrées, notamment outre-Rhin, le record étant détenu par le groupe B.A.S.F. (+ 76,8 %).

Ce retour aux vaches grasses n'est cependant pas très sain, dans la mesure où il a été favorisé par les reconstitutions de stocks et les achats de précaution effectués dans la perspective d'une nouvelle hausse des matières premières issues du pétrole. Les dernières prévisions, pour les exercices à venir, ne sont guère optimistes. Un ralentissement de l'expansion est attendu partout et, en Grande-Bretagne, les spécialistes tablent même sur une croissance zéro. En France, une augmentation de 2 % à 2,5 % seulement des ventes en tonnage est escomptée, dont 0,8 à 1,5 % pour la chimie organique et rien du tout pour la chimie minérale. En ce qui concerne les Etats-Unis, les experts font notamment valoir que l'effet des lois sur la protection de l'environnement, jusqu'ici assez indolore, sera pleinement ressenti durant les années 80, imposant aux firmes chimiques des contraintes d'autant plus lourdes que, de surcroît, la réglementation sur la conservation et la mise en valeur des ressources naturelles — en particulier le recyclage des déchets — les obligera à faire d'importantes dépenses.

LA DIRECTION D'AGACHE-WILLOT SE DÉCLARE SURPRISE PAR LA DÉCISION DE LA COB

La direction du groupe Agache-Willot s'est déclarée surprise par la récente décision de la Commission des opérations de bourse (COB) d'ouvrir une enquête sur ses comptes (le Monde du 12 janvier). « Le groupe n'est pas démuni de moyens pour se défendre », a assuré un représentant de la direction, interrogé le 11 janvier. « Nous ne comprenons pas très bien cette réaction », a-t-il déclaré, expliquant que M. Antoine Willot, P.-D.G. de Boussac-Saint Frères, principale filiale industrielle, avait fait, le 26 décembre, à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires, une déclaration établie en accord avec les commissaires aux comptes, qui répondait au souci de préciser l'information manifesté par la COB. « Les conventions existant entre les diverses sociétés du groupe, sur lesquelles portera l'enquête de la COB, ont, de surcroît, été toutes approuvées par le conseil de surveillance et les assemblées générales (...). On ne voit pas très bien ce qu'ils cherchent », a-t-il déclaré.

CRÉATION D'UN CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DES P.M.I.

M. Jean-Pierre Prouteau, secrétaire d'Etat chargé de la petite et moyenne industrie (P.M.I., a annoncé le 11 janvier la création d'un conseil de développement des P.M.I. Placé auprès du ministre de l'industrie, il comprendra les présidents du C.N.P.F., de la Confédération générale des P.M.E. et de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie, ainsi que trois personnalités qui seront prochainement désignées. Ce conseil, présidé par le secrétaire d'Etat chargé des P.M.I., instance consultative, se prononcera sur l'orientation des programmes d'action en faveur des P.M.I. arrêtés au ministère de l'industrie. La première réunion se tiendra en février.

● *L'indice de la production industrielle de la C.E.E.* a augmenté en 1979, selon des données provisoires, de 4 % par rapport à 1978, indique l'Office des statistiques de la Communauté européenne. Ce résultat marque un net progrès par rapport à ceux de 1978 (+ 2,2 %) et de 1977 (+ 2,4 %).

SOCIAL

Négociations-marathon chez Mavilor

De notre correspondant

Saint-Etienne. — A l'usine Mavilor de L'Horme, près de Saint-Chamond (Loire), les grévistes sont entrés, lundi 14 janvier, dans leur sixième semaine d'occupation. Elle pourrait être la dernière, car il semble bien que l'on s'achemine vers le règlement du conflit.

Les négociations-marathon entamées mercredi entre la direction et les représentants syndicaux, ont failli déboucher sur un accord définitif dans la nuit du 11 au 12 janvier. Les partenaires sociaux se sont séparés sans se fixer un nouveau rendez-vous mais déjà sur une base d'accord portant sur six points, l'un d'eux étant notamment la levée des sanctions patronales : dix procédures de licenciement, vingt-six avertissements, cinquante et une plaintes au pénal et civil, prises au cours du conflit, avaient fortement contribué à son durcissement, puisque c'est l'annonce de celles-ci qui avait amené C.G.T. et C.F.D.T. à déclencher en riposte l'occupation effective de l'usine le 10 décembre. Et depuis elles avaient été la pierre d'achoppement des discussions, la direction ayant à plusieurs reprises affirmé sa volonté de les maintenir coûte que coûte.

La concession de la direction a permis de faire progresser d'une façon non négligeable les négociations, jusqu'alors embourbées dans un climat d'incompréhension et de violence, surtout après la malheureuse opération du commando patronal, dimanche 6 janvier.

« Des inquiétudes pas toujours mesurées à leur juste valeur »

Il y a eu aussi le suicide d'un militant cégétiste, vendredi 11 janvier. On ignore si sa mort est liée ou non au conflit, mais son ombre a plané sur les discussions qui ont eu lieu ce jour-là. La C.G.T. et la C.F.D.T. se sont refusées à « exploiter l'événement » et, samedi 12 janvier, devant les grévistes, elles ont rendu hommage à leur camarade en soulignant simplement que « la situation faite aux travailleurs et l'exploitation capitaliste sont source de désespoir ».

De son côté, le P.-D.G., M. Pierre Berthier, a déclaré dimanche que cette mort était « un élément humain qui doit faire réfléchir tout le monde ». Il a ajouté notamment que « l'expression violente de ce conflit trouve à sa source des inquiétudes que nous n'avons peut-être pas toujours mesurées à leur juste valeur ». Et, à propos de la levée des sanctions : « Il faut savoir faire des concessions indispensables au retour à la sérénité, dont nous avons tous besoin. »

La C.G.T. et la C.F.D.T. considèrent aussi comme ayant un caractère positif d'autres points sur lesquels s'est fondé l'accord aux premières heures de samedi, en particulier des structures de discussions des conditions de travail et la mise en œuvre d'une politique salariale mettant fin au salaire au rendement.

En revanche, des points de désaccord subsistent sur les revendications salariales et sur la réduction du temps de travail, qui sont à l'origine du conflit. La direction a notamment proposé, à compter du 1er janvier, une augmentation générale de 2,4 %, plus 50 F pour les salaires mensuels inférieurs à 4 000 F brut, et un réduction d'une demi-heure, compensée à 50 %, de la semaine de travail (actuellement quarante-deux heures) le 1er juillet, et une autre identique le 1er janvier 1981. C'est insuffisant, ont rétorqué les syndicats, reprochant à la direction d'avoir pris la décision unilatérale de suspendre les négociations et de ne pas leur avoir fait savoir dimanche encore si elle acceptait de les reprendre, alors qu'il était dans leurs intentions « de mettre à profit les nuits des 11, 12 et 13 janvier afin d'aller à une reprise générale du travail le lundi 14 janvier ».

La C.G.T. et la C.F.D.T. ont en soit, sur le lieu des négociadécidé de se rendre, quoi qu'il tions, considérant que « l'accord global doit être conclu ». Les deux organisations syndicales n'ignorent pas qu'il faut savoir terminer un conflit.

PAUL CHAPPEL.

● *Gamma : expulsion d'ouvriers.* — Les quatre-vingts salariés des établissements Gamma Ameublement Décoration, qui occupaient par équipes de vingt personnes leurs ateliers de fabrication, rue de Toul, à Paris (12e), depuis le 28 août « pour la sauvegarde de l'emploi », ont été expulsés, le vendredi 11 janvier, par les forces de l'ordre. Leur entreprise, filiale du groupe Jansen, spécialisé dans les meubles de style, avait été mise en liquidation de biens (le Monde daté 21-22 octobre 1979).

● *La C.G.C. à l'Elysée :* M. Jean Menu, président de la C.G.C., a annoncé samedi 12 janvier, qu'il rencontrera à la fin du mois le président de la République. M. Menu s'est à nouveau prononcé pour une réduction de la durée du travail, une relance sectorielle dans les secteurs en difficulté, le redéploiement de l'industrie et le maintien du pouvoir d'achat.

● *Création prochaine d'emplois dans les Ardennes.* — La société Petitjean et compagnie, dont le siège est à Troyes, et qui fabrique des lampadaires pour l'éclairage public, remplacera Usinor à Blagny (Ardennes). L'opération, annoncée à plusieurs reprises, a été rendue officielle, vendredi 11 janvier, sur place, par le P.-D.G., M. Daniel Petitjean, et par MM. Jacques Sourdille et Maurice Blin, député et sénateur des Ardennes. Pour l'instant, il reste à achever le montage financier et à obtenir l'aide de l'Etat pour réunir les 50 millions de francs destinés au rachat du matériel et aux investissements, réalisés sur une période de dix-huit mois. M. Petitjean a annoncé que, dès que ces obstacles auront été levés, il était prêt à embaucher deux cents à quatre cents personnes, dans une période de vingt-quatre à trente-six mois, en donnant priorité aux cent trente ouvriers (sur quatre cent soixante) encore employés par Usinor Blagny.

M. Jacques Barrot met en garde les médecins contre toute majoration unilatérale des honoraires médicaux

Le ministère de la santé met en garde les praticiens qui relèveraient leurs tarifs d'honoraires au-delà du barème en vigueur depuis le 1er juin, comme la consigne en a été donnée par certaines organisations syndicales (le Monde du 9 janvier).

Dans un communiqué publié samedi 12 janvier, le ministère précise que « ces médecins et chirurgiens-dentistes se placeraient hors des clauses des conventions nationales et pénaliseraient en outre les assurés sociaux, par un accroissement des dépenses restant à la charge des malades ».

Il a en outre demandé aux présidents des caisses nationales d'assurance-maladie de s'assurer que « les différentes caisses primaires prennent toutes les mesures utiles pour faire respecter les tarifs réglementaires et les dispositions conventionnelles en vigueur, afin de préserver les intérêts des assurés sociaux ».

Les relations entre le corps médical et les caisses devraient être au centre, cette semaine, de plusieurs discussions : la réunion, le 15 janvier, des syndicats médicaux et des gestionnaires des caisses-maladie sur le renouvellement de la convention qui fixe leurs rapports ; un rendez-vous de M. Monier, président de la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) avec M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale ; enfin une réunion des instances dirigeantes de la C.S.M.F.

[En juillet 1979, le gouvernement a bloqué les honoraires, alors que les caisses et les médecins avaient décidé de les majorer en octobre, puis en janvier 1980. Un déblocage pourrait intervenir si le ministre estime que les majorations sur la convention évoluent favorablement.]

SECTEUR PUBLIC

M. DELMON DEVRAIT ÊTRE NOMMÉ A LA PRÉSIDENCE DES CHARBONNAGES DE FRANCE

M. Pierre Delmon, président des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, et du Comité économique et social de la région Nord-Pas-de-Calais, devrait être désigné à la présidence des Charbonnages de France lors du prochain conseil des ministres. Nommé membre du conseil d'administration des Charbonnages au titre des « personnalités désignées en raison de leur compétence en matière industrielle et financière », M. Delmon devrait en être désigné président lors d'un conseil d'administration le 15 janvier, le conseil des ministres du 16 janvier entérinant ce choix.

Il succéderait ainsi à M. Jean Matteoli, nommé en novembre ministre du travail et de la participation. M. Delmon ne quitterait pas pour autant, dans un premier stade du moins, ses fonctions aux Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais.

[Né le 23 février 1923 à Colombes, M. Pierre Delmon est docteur en droit et diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques. Directeur, puis secrétaire général de l'Association technique de l'importation charbonnière (ATIC), où il fait carrière de 1947 à 1969, il est parallèlement appelé comme chargé de mission à Matignon auprès de M. Pompidou (1964), puis de M. Couve de Murville. En 1969, il est nommé à la présidence des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais. Président du comité économique et social du Nord-Pas-de-Calais et membre du Conseil économique et social depuis 1974, M. Delmon s'est vu notamment confier le poste de rapporteur général de la commission sur la réforme de l'entreprise. Il est aussi l'auteur d'un rapport sur « la participation des Français à l'amélioration de leur cadre de vie » rédigé en 1976. Il est depuis mars 1979 président des Sociétés de crédit immobilier de France. M. Delmon a aussi été conseiller municipal (R. P. R.) de Granville (Manche) de 1969 à 1977.]

● *M. Giscard d'Estaing* devait recevoir, ce lundi 14 janvier, à 16 h. 30, MM. Vernier-Palliez et Hannon, P.-D.G. et directeur général de la régie Renault. Au siège de la Régie on indique que, une à deux fois par an, le président de Renault présente au chef de l'Etat les résultats de l'entreprise. A l'issue de cet entretien, la Régie fera connaître une première estimation de ses résultats financiers pour 1979, lesquels devraient se révéler bons.

IMMIGRÉS

UNE SEMAINE D'ACTION EST ORGANISÉE PAR LE CENTRE D'ÉTUDES ANTI-IMPÉRIALISTES

Le Centre d'études anti-impérialistes (Cedetim) organise une Semaine d'action sur l'immigration à partir de ce lundi 14 janvier jusqu'au samedi 19 à la Maison des travailleurs immigrés, 14, rue de Nanteuil, à Paris-15e. Chaque jour, des débats sont prévus à partir de 19 heures sur les thèmes suivants : « L'immigration face à la crise » ; « Le logement des migrants » (lundi 14 janvier) ; « Les expulsions et refoulements », avec la participation du Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés et de membres du Syndicat de la magistrature (mardi 15) ; « La deuxième génération », avec l'équipe du journal Sans Frontière (mercredi 16) ; « Les retours au pays d'origine et leurs conséquences », avec M. Othelo de Carvalho (jeudi 17) ; « Le mouvement ouvrier français et l'immigration », avec des syndicalistes (vendredi 18). Le samedi 19 janvier, des courts-métrages sur l'immigration, réalisés notamment par Audio-Pradif, seront projetés à partir de 15 heures.

DEUX RÉACTIONS APRÈS LA DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

● LA C.F.D.T., qui, dès le lendemain du vote de la loi Bonnet, avait demandé aux partis politiques de déposer un recours au Conseil constitutionnel, « ne peut que se réjouir de ce recul imposé à la politique de répression et d'expulsion. Elle appelle ses organisations et l'opinion publique à développer la mobilisation pour s'opposer aux expulsions en cours et pour faire échec définitivement au projet de loi Stoléru ».

● FORCE OUVRIERE, « ne peut que se féliciter de l'annulation par le Conseil constitutionnel de l'article 6 de la loi Bonnet, qu'elle a dénoncé dans le dépôt du projet de loi ». Elle rappelle qu' « elle s'élève avec force contre les autres mesures qui plongent les travailleurs immigrés en France dans l'incertitude quant à leur possibilité de rester dans notre pays ».

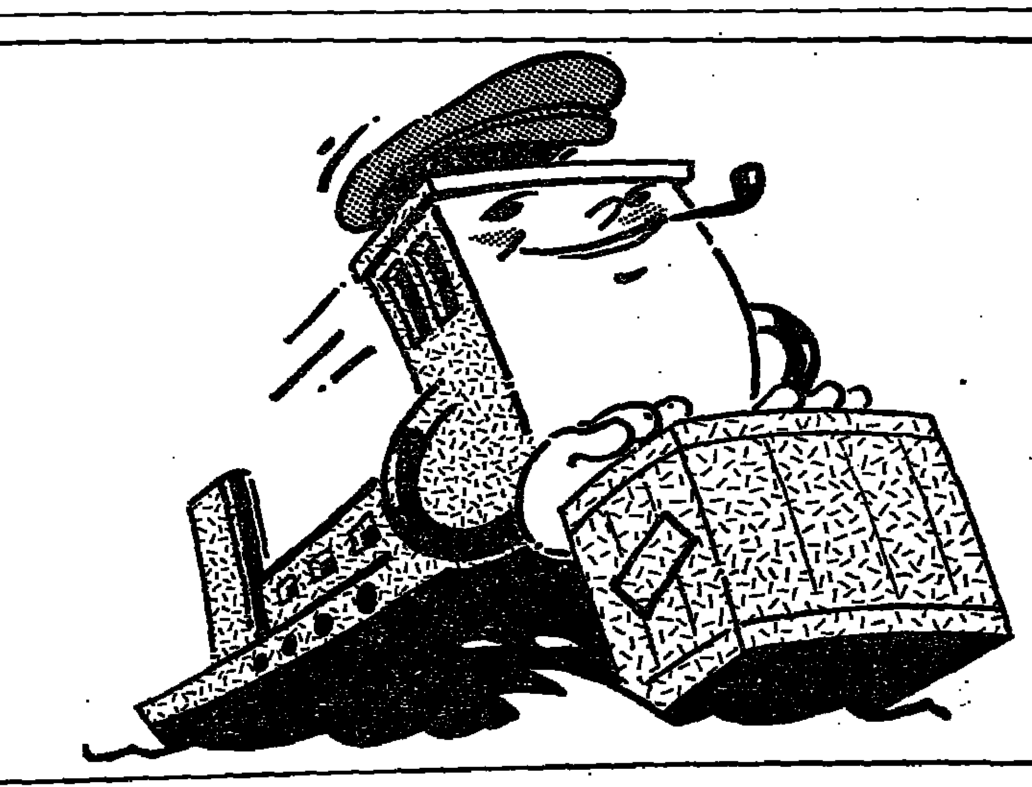
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	Cours du jour + bas	Cours du jour + haut	Un mois Rep + ou Dep −		Deux mois Rep + ou Dep −		Six mois Rep + ou Dep −	
$ E.-U.	4,0245	4,0385	— 85	— 55	— 140	— 100	— 325	— 225
$ can.	3,4580	3,4605	— 55	— 5	— 110	— 45	— 190	— 95
Yen (100)	1,6995	1,7035	+ 55	+ 85	+ 105	+ 150	+ 310	+ 395
DM	2,3405	2,3455	+ 70	+ 105	+ 130	+ 175	+ 445	+ 530
Florin	2,1210	2,1260	— 5	+ 20	0	+ 35	+ 85	+ 160
F.B. (100)	14,4000	14,1445	— 355	— 145	— 615	— 350	—1350	— 825
F.S.	2,5400	2,5470	+ 160	+ 200	+ 280	+ 340	+ 820	+ 935
L. (1 000)	5,0060	5,0160	— 445	— 330	— 765	— 600	—1940	—1520
£	9,0900	9,1060	— 445	— 360	— 720	— 585	—1545	—1350

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	7 7/8	8 5/16	8	8 3/8	8 1/8	8 1/2	8 1/4	8 3/8
$ E.-U.	13 7/8	14 1/4	14	14 3/8	14 1/16	14 7/16	14	14 3/8
Florin	8 3/4	10 1/4	11 5/8	12 3/8	11 7/8	12 1/8	11 1/8	11 7/8
F B (100)	12	13	14 1/8	14 7/8	14 1/4	15	14	14 3/4
F.S.	1/2	1	4 1/2	4 15/16	4 13/16	5 1/4	5 1/4	5 11/16
L. (1 000)	16 3/4	19 1/4	18 3/4	20 1/2	20	21 1/2	19 5/8	20 3/4
£	18 1/4	19 1/4	16 3/4	17 5/8	16 5/8	17 3/8	15 7/8	16 5/8
Fr franc	11 1/2	12	12 1/2	13	13	13 1/2	13 1/2	14

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.





AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

SITUATION DES SICAV AU 28 DECEMBRE 1979

	C.I.P.	A.G.F.I.M.O.	A.G.F. 5 000 60 % minim. en actions françaises (1)
Nombre d'actions au 28 décembre 1979 (actions de 100 F nominal)	540 599	1 276 020	391 957
Actif net par action	424,20	273,86	167,09
Actif net total	229 324 171,53	349 451 737,53	65 490 262,54
Répartition de l'actif (en pourcentage) :			
— disponible	5,64	1,16	6,70
— obligations françaises	25,75	32,09	23,35
— obligations étrangères	6,69	—	—
— actions françaises	20,89	65,25	64,26
— actions étrangères	41,03	1,50	5,69
Rappel : Actif net par action au 1er janvier 1979	319,34	219,00	124,40
Dividende par action de 100 F nominal :			Date d'ouverture au public : 19 déc. 1978 Clôture du premier exercice 31 déc. 1979
— montant net et avoir fiscal	16,75 + 2,72	14,56 + 0,78	
— date de paiement	10 avril 1979	10 avril 1979	

Souscriptions. — Service administratif : 87, rue de Richelieu, 75002 PARIS, ou Banque Générale du Phénix, 31, rue La Fayette, 75009 PARIS.

(1) Loi du 14 juillet 1978.

COMPAGNIE MARITIME DES CHARGEURS RÉUNIS

Le conseil d'administration, réuni le 11 janvier 1980, a pris acte avec regret de la démission de M. Francis C. Fabre de ses fonctions de président, qu'il assumait depuis la constitution de la compagnie en 1949.

Le conseil a exprimé à M. Francis C. Fabre ses remerciements les plus chaleureux pour l'œuvre exceptionnelle accomplie tant en ce qui concerne le développement et la diversification des activités de la compagnie que la défense des intérêts maritimes français, et l'a nommé président d'honneur de la compagnie.

M. Pierre C. Fabre, précédemment directeur général de la Compagnie maritime des chargeurs réunis, sera prochainement appelé à d'autres fonctions au sein de la société-mère, Chargeurs réunis (S.A.).

Le conseil a nommé M. Dominique Boyer pour lui succéder en qualité de président du conseil d'administration de la Compagnie maritime des chargeurs réunis.

Sur la proposition du nouveau président, le conseil a ensuite nommé M. Alain Grill en qualité de directeur général de la compagnie.

ACIER-INVESTISSEMENT

Au 31 décembre 1979, la situation provisoire des comptes d'Acier-Investissement faisait ressortir une valeur liquidative globale de 240,24 millions de francs, soit 137,28 F par action.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

C.N.T.
Obligations 8,30 % 1973

Les intérêts courus du 19 janvier 1979 au 18 janvier 1980 seront payables à partir du 19 janvier 1980 à raison de 74,70 F par titre de 1 000 F nominal contre détachement du coupon n° 7 après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 8,30 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 12,44 F soit un net de 62,26 F.

Le paiement des coupons sera effectué sans frais aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habituels ainsi qu'aux caisses des comptables directs du Trésor (trésorerie générale, recette des finances et perceptions) auprès des bureaux de poste de la C.N.T., 3, rue de l'Arrivée, Paris (15e).

Il est rappelé que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la Caisse nationale des télécommunications.



(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES



SOCIETE NATIONALE DES SEMOULERIES, MEUNERIES, FABRIQUES DE PATES ALIMENTAIRES ET COUSCOUS
S.N. SEMPAC

DIRECTION DE LA PRODUCTION, 32, rue Sidi-Okba
BELLEVUE - EL-HARRACH - ALGER (ALGÉRIE)
Boîte Postale n° 136. — Téléphone : 76-06-46

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

FOURNITURE DE MATÉRIEL D'AGRÉAGE

La S.N. SEMPAC lance un avis d'appel d'offres national et international pour la fourniture de matériel d'agréage.

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer à compter du 5 janvier 1980 le cahier des charges contre la somme de 100 D.A (cent Dinars algériens) à la S.N. SEMPAC, Direction de la Production, 32, rue Sidi-Okba, BELLEVUE, EL-HARRACH, ALGER (Algérie).

Les offres, accompagnées des pièces réglementaires et des références, doivent parvenir sous double enveloppe et plis cachetés, portant la mention « Appel d'offres Matériel d'agréage Soumission A ne pas ouvrir », à la Direction Production, sise au 32, rue Sidi-Okba, BELLEVUE, EL-HARRACH, ALGER (Algérie).

La date de dépôt des offres est fixée au 5 février 1980, délai de rigueur.

ÉTRANGER

LA GRÈVE DE LA SIDÉRURGIE BRITANNIQUE

Conservateurs et travaillistes sont de plus en plus nombreux à presser Mme Thatcher d'intervenir

Les services officiels britanniques de médiation (ACAS) aboutiront-ils cette semaine dans leur ultime effort pour ouvrir la négociation entre les représentants des syndicats et ceux de l'industrie sidérurgique nationalisée ? La grève nationale de l'acier, qui approche de sa troisième semaine, prend maintenant la dimension d'un affrontement majeur entre le mouvement syndical — appuyé à Westminster par l'opposition travailliste — et le gouvernement. Aussi bien les Communes, rentrées ce lundi 14 janvier de leurs vacances de Noël, reprennent-elles leurs travaux dans un climat social très maussade.

Les travailleurs des eaux et des égoûts demandent en effet une augmentation de 40 %, et d'autres revendications salariales jugées excessives par le gouvernement se profilent à l'horizon immédiat. Enfin, les syndicats serrent les rangs avant le débat final sur la législation restrictive des pouvoirs syndicaux qu'ils considèrent comme une attaque préméditée. Mais, à la lumière des nombreux incidents créés par les piquets de grève « secondaires » dans la sidérurgie, beaucoup de conservateurs souhaitent au contraire un renforcement des mesures proposées qu'ils jugent trop modérées.

Du côté travailliste, M. Michael Foot a ouvert l'offensive contre la politique économique et industrielle du gouvernement en dénonçant la « criminelle négligence » d'un gouvernement qui, inspiré par un dogmatisme monétariste, veut « désindustrialiser » le secteur public. Mais Mme Thatcher n'envisage pas de reculer, encore moins de faire demi-tour. Acceptera-t-elle d'intervenir dans le conflit de l'acier, comme le lui recommandent non seulement les travaillistes mais un certain nombre d'éléments de son propre parti qui ne partagent pas son optimisme relatif sur le « bon sens » des travailleurs ?

De notre correspondant

Londres. — En apparence l'écart est faible entre les revendications salariales des ouvriers de la sidérurgie et les propositions de la *British Steel Corporation* (B.S.C.). Les syndicats demandent 8 % d'augmentation, plus un acompte de 6 % à valoir sur les accords de productivité à négocier à l'échelon des entreprises. La B.S.C. offre 8 % plus une somme forfaitaire de 4 %, mais pour une durée temporaire de treize semaines qui ne serait pas renouvelée si les accords de productivité ne sont pas négociés pendant cette période.

La B.S.C. ne veut pas se contenter de promesses : elle n'a pas confiance dans les syndicats qui avaient proposé la création de commissions paritaires chargées d'établir et de superviser les contrats de productivité. De leur côté, les syndicats doutent de la sincérité de la B.S.C.: l'entreprise nationalisée n'a-t-elle pas relevé de 2 % à 6 %, puis de 7 % à 8 % la limite — qualifiée d'« infranchissable » — de son offre d'augmentation. Les syndicats ne peuvent pas accepter les conditions posées par les dirigeants de la B.S.C., essentiellement leur accord et leur coopération pour l'application d'un programme de licenciements. Accepter, pour un syndicat, de sacrifier officiellement une partie de ses membres en vue d'obtenir une augmentation de salaire pour les « survivants » n'est pas une formule acceptable. La B.S.C. affirme pourtant que les limites de l'aide financière du gouvernement (450 millions de livres pour cette année, soit environ 4 milliards de francs) ne lui permettent pas d'offrir davantage.

Le gouvernement répète, pour sa part, qu'il est impossible de demander aux contribuables de financer une entreprise nationalisée perdant 1 million de livres par jour (9 millions de francs) et qui, pour produire une tonne d'acier, emploie deux fois plus d'ouvriers que ces concurrents du continent et quatre fois plus que les Japonais. En fait, dans l'esprit des dirigeants conservateurs, il est temps que les lois du marché soient acceptées par les travailleurs, même si c'est au prix d'une épreuve de force pénible que le gouvernement a, semble-t-il, de bonnes chances de remporter. Les milieux officiels s'accrochent en tout cas à l'espoir qu'à bref délai les ouvriers de la sidérurgie lâcheront les « meneurs » engagés dans un combat aussi coûteux que douteux.

La solidarité syndicale sous-estimée ?

Mais le gouvernement sous-estime peut-être la solidarité syndicale qui se manifeste déjà sous diverses formes, à commencer par le soutien des cheminots, des dockers et des camionneurs, et l'appui de plusieurs syndicats du continent. Apparemment, il spécule sur le fait que les stocks d'acier permettront aux entreprises clientes de la B.S.C. de tenir pendant au moins six semaines. Mais au cours de ces derniers jours la situation s'est détériorée.

Les piquets de grève secondaires se sont multipliés devant les dépôts des fournisseurs et clients de la B.S.C. La menace d'une extension de la grève aux entreprises du secteur privé (20 % de la production nationale) se concrétise. M. Sirs, président du syndicat, affirme qu'il a du mal à contenir ses troupes, qui parlent maintenant d'une augmentation de 20 % et non plus de 13 %. D'autre part, les mineurs du sud du pays de Galles envisagent de se mettre en grève si la B.S.C. ferme les aciéries de la région qu'ils approvisionnent en coke. Ils sont également mécontents que la B.S.C. achète à l'étranger un charbon moins cher. Enfin l'attribution de 14 % d'augmentation aux travailleurs municipaux, puis celle de 20 % accordée aux mineurs, sans considération de productivité, entretiennent la rancœur des militants.

En définitive, la prolongation et l'extension du conflit de l'acier créent de sérieux problèmes auxquels le gouvernement ne peut rester indifférent. Mais, jusqu'à nouvel ordre, Mme Thatcher entend tenir bon dans cette bataille qu'elle juge fondamentale pour la crédibilité et l'autorité de son gouvernement. Certains éléments conservateurs, soucieux de décrisper, estiment qu'il est injuste de faire payer aux ouvriers d'anciennes erreurs d'appréciation, notamment celles du gouvernement de M. Heath qui, en 1973, entérinait les prévisions optimistes erronées de la B.S.C. par un programme d'investissements prévoyant, entre 1973 et 1983, une augmentation de 36 millions de tonnes de la capacité de production de la B.S.C. Aujourd'hui, ce chiffre doit être réduit à 15 millions.

D'autres rappellent qu'il est imprudent d'anticiper une reprise de la demande d'acier, ajoutant qu'il serait coûteux, pour subvenir aux besoins de l'industrie nationale, d'avoir recours à des importations affectant la balance des paiements. Un certain nombre suggèrent que le gouvernement annule le paiement des intérêts (188 millions de livres cette année, soit 1,7 milliard de francs) des dettes contractées par la B.S.C., accompagnant une restructuration financière de l'entreprise nationalisée. Mais le gouvernement fait état des réactions négatives qu'une telle mesure provoquerait chez les concurrents américains et européens.

Politiquement, il est impossible à un gouvernement conservateur d'annuler les dettes de la B.S.C. pour financer une augmentation de salaire. Une restructuration financière ne pourra être envisagée, disent les officiels, qu'après une amélioration de la productivité, c'est-à-dire essentiellement l'application d'un rigoureux programme de fermetures d'usines et de licenciements. Néanmoins le *Sunday Times*, de tendance conservatrice, exprime dans son éditorial le point de vue des conservateurs « libéraux ». Estimant que l'espoir du premier ministre qu'une solution serait trouvée *« par des hommes raisonnables »* a été déçu, le journal estime que la question est maintenant de savoir si *« l'intervention doit avoir lieu avant ou après plusieurs semaines de dommages irréparables pour l'industrie britannique. Nous pensons que le plus tôt sera le mieux. Nous ne doutons pas que le gouvernement devra intervenir en tenant compte du fait que le conflit ne concerne pas seulement les salaires mais sa stratégie industrielle. Nous estimons qu'il est de son devoir d'intervenir maintenant »*.

HENRI PIERRE.

ETATS-UNIS

● *Les ventes américaines au détail* ont, en 1979, totalisé 884,4 milliards de dollars, en augmentation de 11 % par rapport à 1978 (1 % seulement compte tenu de l'inflation). Pour le seul mois de décembre 1979, ces ventes ont progressé de 1,1 % pour atteindre 77 milliards de dollars, après avoir augmenté de 0,7 % en novembre et baissé de 1,7 % en octobre. Dans le secteur automobile, les ventes ont enregistré une hausse de 1,7 % en décembre, après un déclin en octobre et novembre. — *(A.F.P.)*

ITALIE

● *La balance commerciale italienne* a enregistré, en novembre dernier, un déficit record de 1 500 milliards de lires (7,5 milliards de francs environ), indique l'ISTAT (Institut central des statistiques). Les importations ont augmenté de 16,2 % par rapport au mois précédent, tandis que les exportations ont baissé de 9,4 %. Pour les onze premiers mois de l'année, le déficit atteint 3 017 milliards de lires (15 milliards de francs), contre un excédent de 197 milliards (1 milliard de francs) pour la période correspondante de 1978.

TIERS-MONDE

Il faut ouvrir nos marchés aux pays en développement

déclare M. Claude Cheysson

Face au tiers-monde *« il faut aller au-delà du plan Marshall »*, a déclaré, le 13 janvier, au « Club de la presse » d'Europe 1, M. Claude Cheysson, commissaire européen pour les relations avec les pays en développement. *« Le plan Marshall, c'était,* a-t-il ajouté, *une aide financière. Si nous voulons aider des pays à se développer, il faut non seulement leur donner de l'argent, leur permettre des transferts de technologie, mais il faut leur ouvrir nos marchés. »*

« Il faut donc, a souligné M. Cheysson, *accepter d'intégrer leurs ambitions industrielles parmi nos propres projets de développement économique et industriel, ce que jamais les Américains n'ont envisagé dans le cadre du plan Marshall. L'Europe, pour le moment, a tenté de le faire avec quelques pays parce que l'expérience est très difficile et qu'on s'aperçoit, à mesure qu'elle se déroule, qu'il y a des difficultés supplémentaires, qu'on n'avait pas prévues. Aussi, si nous avions tenté de faire cela sur le tiers-monde entier, notre exercice n'aurait eu aucun intérêt, mais, là, il est assez démonstratif. »*

Cependant, pour le commissaire européen, *« il est abominable de constater que le tiers-monde, qui reçoit actuellement 23 à 24 milliards de dollars par an d'aide publique au développement, en dépense 55 milliards pour acheter des armements. Cela est absolument redoutable, mais cela implique une responsabilité au niveau mondial et, d'abord, au niveau des deux Super-Grands. C'est, pour eux, une responsabilité considérable que de ne pas tenter de jouer militairement des tensions inévitables entre des pays nouveaux. »*

M. Cheysson a aussi indiqué : *« Le tiers-monde représente à l'heure actuelle 39 % des exportations de la Communauté vers l'extérieur (18 % pour les pays pétroliers), contre seulement 28 % en 1972, soit trois fois plus que ce que nous envoyons vers les Etats-Unis. Ce sont les seuls marchés qui ont crû régulièrement depuis la crise pétrolière, et ils ont crû exactement dans les domaines qui nous intéressent le plus : produits manufacturés, produits transformés. Le tiers du matériel ferroviaire produit en France est exporté vers le tiers-monde, le tiers du matériel électrique, etc. Si nous fermons nos frontières à leurs importations, attendons-nous à payer la facture par ailleurs. »*

45 % des ventes du tiers-monde assurées par des multinationales

« Le tiers-monde, a ajouté M. Cheysson, *représente 8 % de la production industrielle du monde. Ce n'est pas encore très loin... Par ailleurs, il est exact que ses industries exportent chez nous : textiles, chaussures, un certain nombre d'autres produits de l'industrie du bois. En revanche, regardez tout ce que nous avons exporté chez eux en matière de biens d'équipement ! Regardez aussi ce que peut représenter, comme pouvoir d'achat supplémentaire, donc comme élargissement du marché, comme chance de croissance — alors que nous sommes tous à la recherche d'une croissance — le revenu supplémentaire distribué grâce à cette industrialisation (...).*

» Actuellement, 45 % des exportations des pays du tiers-monde sont réalisées par des multinationales implantées chez eux. A partir de là, nous devons amener ces pays à se responsabiliser et les aider, s'ils sont responsabilisés, à rendre les opérations des multinationales transparentes, à veiller que les opérations ne se fassent pas au détriment de leur propre développement. (...) Un point de départ de toute politique dans le tiers-monde — et pas seulement dans le tiers-monde — consiste à laisser à chaque pays le soin de choisir comment il veut se construire, dans quel cadre il veut travailler et avec qui. »

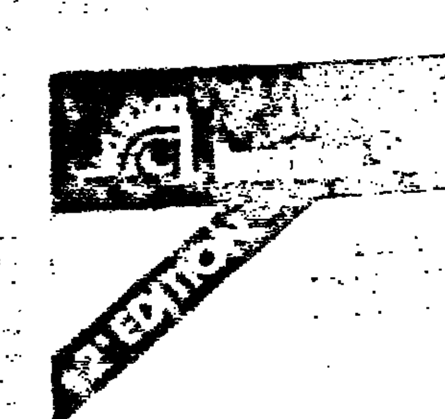
هكذا من الأصل

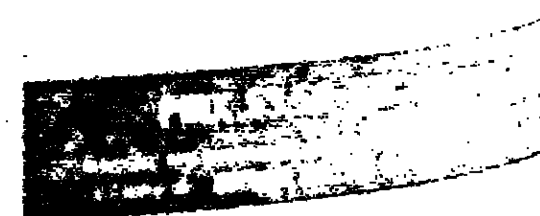
:RURGIE BRITANNIQUE

sont de plus en plus [illegible]
itcher d'interven[illegible]

TIERS-MONDE

Il faut ouvrir [illegible]
aux pays en [illegible]





LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-DEVISES

(Agefi.) — La différence entre le marché obligataire américain et sa contrepartie européenne n'a jamais été aussi grande qu'en ce début d'année. Alors que le marché euro-obligataire demeure paralysé, tout au moins en ce qui concerne le secteur libellé en dollars, New-York fait preuve d'un très fort dynamisme. Pas moins de 940 millions de dollars étaient proposés outre-Atlantique durant la semaine écoulée par le truchement de neuf emprunts, tandis que le marché primaire des euro-obligations en dollars restait fermé.

A deux exceptions près, toutes les émissions offertes aux Etats-Unis se sont placées sans difficulté. Le marché international des capitaux paraît, par contre, incapable pour l'instant d'absorber quoi que ce soit. Il est clair que, tout comme les emprunteurs, les investisseurs américains se montrent à nouveau dynamiques parce qu'ils ont enfin reconnu que la situation sur le front des taux d'intérêt est condamnée à persister pendant une assez longue période de temps. Les investisseurs internationaux s'abstiennent parce que, aux considérations sur le niveau du loyer de l'argent, s'ajoutent pour eux celles sur le dollar. devises qui, en général, n'est pas la leur. La ruée sur l'or et autres métaux précieux prouve en quelle estime les détenteurs d'euro-dollars tiennent la monnaie américaine.

C'est finalement le secteur libellé en deutschemarks qui continue à demeurer le seul actif de tout le marché euro-obligataire. Cependant, l'atmosphère s'y est assombrie. L'optimisme du début d'année a fait place à une certaine circonspection pour deux raisons. Tout d'abord, le volume d'émissions nouvelles paraît beaucoup trop élevé, plus de 1 milliard de deutschemarks a déjà été lancé depuis janvier et ce n'est pas fini ; ensuite, le marché domestique allemand s'est plutôt détérioré. Alors qu'on s'attendait à une détente, les taux d'intérêt à court terme sont restés très hauts outre-Rhin, c'est-à-dire aux environs de 8 % à 9 %. Rien ne semble indiquer que la Bundesbank veuille changer de politique en ce domaine.

Certains banquiers allemands estiment même que les taux à court terme n'ont pas encore atteint leur niveau le plus élevé. Comme toutefois le taux d'inflation en Allemagne n'augmente pas pour l'instant, toute détente du loyer de l'argent à court terme devrait entraîner une reprise immédiate.

LONDRES

HAUSSE DES MINES D'OR

Vive hausse des mines d'or en liaison avec la nouvelle avance du métal. Ailleurs, bonne tenue des industrielles en dépit de la tension sociale.

Or (ouverture) (dollars) 647 75 contre 623

VALEURS	CLOTURE 11 1	COURS 14 1
Beecham	124 ..	125 ..
British Petroleum	330 ...	334 ...
Courtaulds	76 ...	77 ...
*De Beers	9 5 8	10 ...
Imperial Chemical	366 ...	370 ..
Rio Tinto Zinc Cor.	355 ...	358 ..
Shell	320 ...	324 ...
Vickers	120 ...	124
War Loan 3 1/2 %	31 ..	31 3/8
*West Driefontein	72 1/2	75 3/4
*Western Holdings	54 1/2	58 ...

(*) En dollars U.S.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

SOCIETE DE PLACEMENTS INTERNATIONAUX. — Le dividende global de l'exercice 1978-1979 a été fixé à 4,50 F (identique au précédent).

THORN ELECTRICAL. — Le semestre clos le 30 septembre 1979 s'est soldé par un bénéfice avant impôt de 51,3 millions de livres contre 35,3 millions un an plus tôt. Le dividende intérimaire a été fixé à 4,05 pence contre 3,6 pence (avant augmentation de capital).

CONSUMER GAS CO. — Cette société, premier distributeur de gaz naturel au Canada, va racheter Hiram Walker-Gooderham and Worts Ltd., deuxième distillerie dans le monde, derrière Seagram. Cette « affaire » de 1,3 milliard de dollars constitue l'une des plus importantes opérations du genre dans l'histoire du Canada. L'actif net de Hiram représente 1,2 milliard de dollars.

CODETEL. — « En 1980, le dividende sera un peu supérieur au précédent » (12,50 F), a indiqué M. Jacques Caplain, nouveau président de la société.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1979)

	10 janv.	11 janv.
Valeurs françaises	101,3	102,4
Valeurs étrangères	101,7	103,1

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	103,7	104,2

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES
Base 100 : 29 décembre 1972

	4 janv.	11 janv.
Indice général	122,3	126,9
Assurances	230,6	236,4
Banq. et sociétés financ.	93,2	93,6
Sociétés foncières	134,7	136
Sociétés investiss. portef.	123,5	125,9
Agriculture	132,6	135,3
Aliment., brasseries, distill.	119,1	122,3
Autom., cycles et l. équip.	80,1	86,8
Bâtim., matér. constr., t.P.	143,3	146,8
Caoutchouc (ind. et comm.	61,7	62,7
Carrières salines, charbon.	115,4	117
Constr. mécan. et navales.	116,7	121,8
Hôtels, casinos, thermal.	164,8	168,5
Imprimeries, pap. cartons.	84,9	86,1
Magas., compt. d'exportat.	96,1	97,3
Matériel électrique	127,7	139,8
Métall., com. des pr. métal.	45,1	47,7
Mines métalliques	112,9	122,9
Pétroles et carburants	162,5	176,8
Prod. chimiq. et él.-mét.	161,4	166,9
Services publics et transp.	105,1	107,8
Textiles	111,6	113,6
Divers	140,5	142,1
Valeurs étrangères	141,9	146,1
Valeurs à rev. fixe ou ind.	172,4	174,3
Rentes perpétuelles	41,9	41,1
Rentes amort., fonds gar.	363,1	378,2
Sect. indust. publ. à r. fixe.	92,6	92,5
Sect. ind. publ. à rev. ind.	468,6	132,3
Secteur libre	101,8	101,1

INDICES GENERAUX DE BASE 100 EN 1949

Valeurs à rev. fixe ou ind.	302,2	305,4
Val. franç. à rev. variable	847,5	879,4
Valeurs étrangères	1 048,8	1 094,6

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
Base 100 : 29 décembre 1961

Indice général	99,8	104,2
Produits de base	92,7	97,7
Construction	132	135,7
Biens d'équipement	99,6	109
Biens de consom. durables.	84	88,1
Biens de cons. non durabl.	76,8	78,5
Biens de consom. aliment.	97,9	101,8
Services	143,5	147,2
Sociétés financières	107	108,4
Sociétés de la zone franc expl. principal. à l'étr.	192,2	197,5
Valeurs industrielles	92,1	97,4

BOURSES REGIONALES
Base 100 : 29 décembre 1972

Indice général	127,4	126,5

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	12/1	14/1
1 dollar (en yens)	236 80	236 60

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 12 1/4 %

BOURSE DE PARIS - 11 JANVIER - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	32 10	0 844
5 %	47 46	4 726
[illegible]	[illegible]	[illegible]

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Ch. France 3 %	280	287
A.G.F. (Sté Cent.)	750	780
Ass. Gr. Paris-Vie		
Concorde	360	360
Epargne France	315	310
Financ. Victoire	385	385
France I.A.R.D.	...	218
GAN (Sté Centr.)	718	712

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
S.P.E.G.	228	224
U.A.P.	558	560
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Electro-Banque	16 10	163
Euroball	147	143
Financière Sofal	347	345
Fr. Cr. et B. (Cie)		92 10
France-Bail	325	312
Hydro-Energie	23	22 85
Immobail B.I.P.	216	2 8
Immobanque	32	321
Immofice	262	262 50
Interbail	240	238
— (obl. conv.)	214	219
Laffitte-Bail	183	185

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Locabail Immob.	345	335
Loca-Expansion	135 80	136 10
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Un. Ind. Crédit	258	260
Cie Foncière	151	153 40
C.G.V.	245	245
Fonc. Ch.-d'Eau	810	778
(M.) S.O.F.I.P.	..	88
Fonc. Lyonnaise	950	935
Immob. Marseille	1656	1668
Louvre	224	321
SINVIM	153 10	155 10
Cogifi	205	205
Foncina	161	153
Gr. Fin. Constr.	179	179 20
Immindo	181	181

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Immoinvest	149	150
Cie Lyon. Imm.	127	128 50
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Comindus	435	441
(Li) Bév. R. Nord	134	133
Electro-Financ.	316	310 10
(M) Et. Particip.	..	10 10
Fin. Bretagne	80	79
Fin. Ind. Gaz Eaux	570	570
Fin. et Mar. Part.	82	82
France (La)	670	665
La Mure	58	58 50
Lebon et Cie	249	248
(NY) Lordex	125	124
Cie Marocaine	34 20	33

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Ernault-Somua	34 50	35
Forges Strasbourg	114	112 20
(Li) F.B.M. ch. fer	82	82
Frankel	600	595
Hoard-U.C.F.	36 40	39 30
Jaeger	245	245
Jaz	209 50	217 50
Luchaire	300	312
Manurhin	812	846
Métal Déployé	281	283

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Trans. et Indust.	199	110 10
(Li) Baignol-Far.	52	52 50
Blanzy-Ouest	240	243
La Brosse	126	125
Degremont	...	135
Duquesne-Purina	325	327
Ferrailles C.F.F.	249	248
Havas	470	489
Locatel	361	365
Lyon-Alemand	143	140

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Ecco	1 30	1010
Général Aliment.	935	930
Iéna Industrie	15 20	15 20
Métal. Minière	...	
Océanic	...	
Pronuptia	...	300
Sab. Mor. Corv.		
Total C.F.N.	110 40	110 40
Ufinex		
Voyer S.A.		4 35
Ocè v. Grinten	280	280
Rorento NV	225 30	225 7

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Unifrance	431 18	411 63
Unigestion	272 58	264 99
Uni-Hoche (Vern.)	303 92	290 14
Unijapon	314 70	300 43
Uni-Obl. (Vernes)	1833 52	1753 ..
Unipremi. (Vernes)	1865 51	1793 76
Unirente	1198 56	1159 15
Unisic (Vernes)	210 86	201 30
Valoram	205 13	198 83
Worms Investiss.	313 68	299 46

* Cours précédent

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
1527	4,5 % 1973.	1787	1838	1842	1836
4362	C.N.E. 3 %.	3950	3900	3878	3875
360	Afrique Occ.	370	370 80	370 50	373 50
490	Air Liquide	490	491	491	490
90	Als. Part. Ind	95	93 50	96 90	95 50
390	Als. Superm.	362	356	350	350
66	Alsthom-Atl.	63 70	63 7	63 70	63 50
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
1250	Elf-Aquitaine	1249	1260	1270	1264
240	— (certific.)	238	244	244	246
260	E. J. Lefebvre	267	266	266	265
810	Essilor	783	786	770	780
290	Esso S.A.F.	319 10	329	328	329
315	Eurafrance	319	324	324	329
960	Europe n° 1	959	955	951	985
460	Facom	460	461	460	453
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
72	Nouvel. Gal.	81	81 30	84	82 50
187	Olida-Caby	172 50	174 50	179	178
110	Opfi-Paribas	103	102	102	102
190	Paris-France	165	154	154	161
114	Pechelbronn	116 90	117	117	114 70
102	P.U.K.	96	98	97 70	96 20
125	— (obl.)	117	117	117	114 70
53	Penarroya	70 2	70	72 50	71
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
199	Thomson-Br.	283 20	284	285	282 50
230	— (obl.)	231	228	228	228
356	U.I.S.	368	365	365	366
176	U.C.B.	178	168 5	168 50	165 10
175	Un. F. Banq.	172	172	172	169 80
144	U.T.A.	147 5	145	145	142 10
12 50	Usinor	14 50	14 60	14 80	14 7
115	— (obl.)	102	103 1	103 10	101
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
215	Gen. Motors	2.6 50	215 50	218	214 70
33	Goldfields	37 9	37 85	38 55	38
57	Harmony	69 40	71 5	71 30	70 10
4 53	Hitachi	4 77	4 68	4 71	4 68
290	Hoechst Akti.	284 5	285 9	285 90	282
33	Imp. Chem.	33 30	33 30	33 3	33
85	Inco Limited	98 20	108 70	103 5	100 1
268	I.B.M.	285 5	275	278	275
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
99	Ericsson	94 5	98	98	97
230	Exxon Corp.	213 80	213 8	214 80	212
132	Ford Motor	128	132	132	134
189	Free State	182 50	194	194 80	194
200	Gen. Electr.	221	224	224	222
[illegible]	West Drief.	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
143	West Deep	143 6	148 80	149 ..	149 8
200	West Hold.	2 9 5	222 20	222 20	223
256	Xerox Corp.	256 40	260 50	258 80	259 80
5 20	Zambia Corp.	4 89	5 20	5 15	5 20

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; d : demandé ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 11/1	COURS des BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 018	4 030	3 920	4 130
Allemagne (100 DM)	234 270	234 450	227 ..	239
Belgique (100 F)	14 411	14 423	13 580	14 200
Pays-Bas (100 fl.)	212 200	212 46	204	215
Danemark (100 krd)	75 030	75 150	72 500	77 500
Norvège (100 k)	81 890	82 130	79	84
Grande-Bretagne (£ 1)	9 067	9 104	8 800	9 300
Italie (1 000 lires)	5 009	5 013	4 680	4 950
Suisse (100 fr.)	254 900	226 220	246	259
Suède (100 krs)	97 110	97 350	94 500	100
Autriche (100 sch.)	32 822	32 640	31 700	33 300
Espagne (100 pes.)	6 083	6 104	5 750	6 150
Portugal (100 esc.)	8 115	8 120	7 200	8 100
Canada ($ can. 1)	3 440	3 460	3 310	3 540
Japon (100 yens)	1 787	1 788	1 698	1 730

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 11/1
Or fin (kilo en barre)	77600	78300
Or fin (en lingot)	77510	77605
Pièce française (20 fr.)	868	871
Pièce française (10 fr.)	434 50	448
Pièce suisse (20 fr.)	577	565
Union latine (20 fr.)	560	551
Souverain	675 10	680
Pièce de 20 dollars	2380 40	2382
Pièce de 10 dollars	1381	1400
Pièce de 5 dollars	825 50	825 60
Pièce de 50 pesos	3137	3200
Pièce de 10 florins	558	557 50

SICAV

1re catégorie | 10180 12 | 9718 50

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 13-14 janvier 1980 a été tiré à 569 756 exemplaires.

A B C D E F G

En Italie

M. Malfatti abandonne le ministère des affaires étrangères

De notre correspondant

Rome. — Deux semaines après avoir pris la présidence du conseil européen, l'Italie est contrainte de changer de ministre des affaires étrangères. Le titulaire du poste, M. Franco Maria Malfatti, a présenté sa démission samedi 12 janvier pour raison de santé. Atteint d'une maladie cardiaque en novembre, il venait d'être victime d'une rechute, et ses médecins lui avaient conseillé de renoncer à cette charge, particulièrement lourde pendant le « semestre italien ».

Aux charges habituelles du président en exercice s'ajoutent en effet les responsabilités qui résultent d'une situation internationale particulièrement complexe. Le successeur de M. Malfatti devrait se rendre immédiatement à Bruxelles pour présider, le mardi 15 janvier, le premier conseil des ministres. Il exposera ensuite devant l'Assemblée de Strasbourg la politique étrangère des Neuf.

Agé de cinquante-trois ans, M. Malfatti présida la Commission des Communautés économiques européennes, de juin 1970 à mars 1972. Il détint plusieurs portefeuilles ministériels, avant celui des affaires étrangères : participations d'Etat, postes et télécommunications, instruction publique et finances.

Le remplacement du ministre des affaires étrangères pose un délicat problème au président du conseil, M. Cossiga. On lui avait suggéré le nom de M. Emilio Colombo, ancien président du Parlement européen, qui paraissait particulièrement désigné pour remplir une telle fonction en ce moment. Mais les gouvernements italiens sont toujours le fruit d'un laborieux équilibre entre les différents courants de la démocratie chrétienne. Pour opérer un remaniement, on préfère généralement déplacer un ministre en exercice plutôt que d'introduire un nouveau venu dans le cabinet. Dans cette hypothèse, trois autres noms étaient prononcés lundi matin : ceux de MM. Adolfo Sarti, ministre chargé des rapports avec le Parlement, Filippo Maria Pandolfi, titulaire du portefeuille du trésor, et celui du président du conseil lui-même.

ROBERT SOLÉ.

El Salvador

UNE MÉDIATION S'ESQUISSE POUR OBTENIR LA LIBÉRATION DES DEUX DIPLOMATES SÉQUESTRÉS PAR DES RÉVOLUTIONNAIRES

San Salvador (*A.F.P., Reuter.*). Les ambassadeurs du Venezuela et du Mexique au Salvador ont été choisis le samedi 12 janvier comme médiateurs entre la junte de gouvernement et les Ligues populaires du 28 février (L.P.-28, trotskistes) qui retiennent depuis le vendredi 11 les chefs des missions diplomatiques du Panama à San Salvador.

Les représentants de Caracas et de Mexico sont entrés en contact avec la junte salvadorienne de de gouverneemnt afin de chercher une solution rapide à la crise, ont assuré les L.P.-28.

Les deux diplomates détenus, MM. Alejandro Alvarado et David Pere, ont pu entrer en contact téléphonique avec M. Hector Dada, l'un des trois civils membres de la nouvelle junte gouvernementale.

Nulle tension n'est perceptible autour de l'ambassade du Panama, où aucune surveillance policière n'est apparente. Le correspondant de l'agence France-presse, qui a pénétré dans l'édifice rapporte que l'atmosphère lui a paru « *bon enfant* ». Un élément de détente supplémentaire a été apporté par la libération, le dimanche 13, de l'une des quatre personnes détenues à l'ambassade en compagnie des deux diplomates centre-américains.

Cependant les L.P.-28 maintiennent leur exigence de voir libérer plusieurs de leurs compagnons détenus. L'organisation révolutionnaire a même accru ses exigences : elle réclame, désormais, l'élargissement de quinze de ses membres. La police ne reconnaît en détenir que sept. Les autorités ont fait savoir qu'elles entendaient les faire passer rapidement en jugement, pour détention d'armes de guerre.

Le gouvernement de Panama a fait savoir à San Salvador qu'il était prêt à accueillir les occupants de son ambassade. Il a demandé à la junte d'accéder à leurs exigences, afin de sauver son représentant et les autres personnes détenues par les L.P.-28.

La grève à la S.N.C.F.

Les perturbations devraient s'aggraver jusqu'à mercredi matin

Le trafic ferroviaire, déjà réduit de manière importante en fin de semaine en raison des consignes de grève de la C.G.T. et de la C.F.D.T., devait être encore fortement perturbé ce lundi 14 et mardi 15 janvier. Ces deux organisations, en effet, ont lancé un mot d'ordre de grève à l'ensemble du personnel roulant jusqu'à lundi à 20 heures, mais avec une possibilité de reconduction des débrayages toutes les vingt-quatre heures.

Dès lundi matin, on apprenait que le mouvement était reconduit jusqu'à mardi soir dans plusieurs régions, notamment au dépôt de Rennes. De son côté, la Fédération générale des agents autonomes de conduite (F.G.A.A.C.) a appelé ses adhérents à cesser le travail de lundi à zéro heure jusqu'au mercredi 16 janvier à 6 heures du matin.

La F.G.A.A.C. réclame une amélioration des conditions de travail, tandis que les revendications de la C.G.T. et de la C.F.D.T. portent non seulement sur les salaires, le déroulement des carrières, la réduction de la durée du travail, mais encore sur le système de conduite des trains de marchandises par un seul agent, appliqué à partir de lundi sur la ligne Paris-Marseille.

Samedi 12 janvier, la journée avait été marquée par une manifestation de jeunes agriculteurs du Roussillon protestant contre cette grève qui empêchait l'acheminement de leurs productions. Une cinquantaine d'entre eux avaient allumé des feux sur la voie ferrée entre Perpignan et Cerbère (Pyrénées-Orientales), arrêtant pendant un quart d'heure les trains de voyageurs et de marchandises en provenance d'Espagne.

Ils ont expliqué que, du fait de la grève, les trains de légumes ne pouvaient être dirigés vers les zones de consommation de France alors qu'en raison des accords internationaux les trains de salades espagnoles pourraient transiter en France pour gagner l'Allemagne.

Lundi matin, le trafic des trains de voyageurs était réduit à un train sur quatre en moyenne sur les grandes lignes au départ des gares parisiennes. Sur les lignes de banlieue, les rames fonctionnaient seulement à 30 % au départ des gares de l'Est et d'Austerlitz, à 35 % à la gare de Lyon et à 40 % dans les autres gares parisiennes.

Lundi 14 janvier

GRANDES LIGNES AU DEPART DE PARIS

● PARIS-EST : 18 h. 52, Luxembourg ; 19 h. 51, Sarrebruck ; 22 h. 40, Vienne « Arlberg-Express » ; 23 h. 15, Strasbourg « Orient-Express » ; 23 h. 53, Trèves ; 0 h. 10, Linolau.

● PARIS-NORD : 17 h., Amiens ; 17 h. 13, « Nord-Express » ; 17 h. 25, Lille ; 17 h. 39, Laon ; 17 h. 47, Cologne ; 17 h. 50, Saint-Quentin ; 20 h. 31, Bruxelles ; 21 h. 25, « Night Ferry » ; 21 h. 40, Copenhague ; 23 h. 15, Varsovie ; 0 h. 15, Lille.

● PARIS-SAINT-LAZARE : 17 h. 43, Le Havre ; 18 h. 15, Cherbourg ; 19 h. 7, Dieppe.

● PARIS-MONTPARNASSE : 14 h. 35, Brest, Quimper ; 18 h. 26, Rennes ; 19 h. 19, Le Croisic ; 19 h. 30, Granville.

● PARIS-AUSTERLITZ : 18 h. 19, Limoges ; 19 h. 23, Tours, 21 h. 40, Béziers ; 22 h. 52, Clermont-Ferrand ; 22 h. 53, Toulouse (correspondance vers Aurillac, Capdenac et Avignon) ; 23 h. 56, Irun (correspondance vers La Rochelle et Tarbes).

● PARIS-LYON : 20 h. 39, « Rome-Express » ; 21 h. 46, Vintimille ; 22 h. 24, Marseille ; 23 h. 5, Genève (correspondances vers Evian, Saint-Gervais et Bourg-Saint-Maurice) ; 23 h. 56, Venise.

BANLIEUE DE PARIS

Un service réduit et renforcé aux heures de pointe sera assuré sur l'ensemble des lignes, à l'exception des sections suivantes : Esbly-Crécy, Bondy-Aulnay, Epône-Plaisir-Grignon, Brétigny-Dourdan, Brétigny-Etampes, Choisy-le-Roi-Massy-Palaiseau, qui ne seront pas desservies.

Mardi 15 janvier

Mêmes horaires prévus que pour le lundi 14 janvier, à l'exception du départ de Paris-Est, à 23 h. 53, pour Trèves, qui est supprimé.

En banlieue de Paris, le service sera assuré à 30 % ou 40 % de la normale selon les lignes, avec renforcement aux heures de pointe du matin et du soir. Les sections de Bondy à Aulnay, d'Esbly à Crécy et de Choisy-le-Roi à Massy-Palaiseau ne seront pas desservies.

JEAN RECANATI EST MORT

L'essayiste Jean Recanati est mort à Paris dans la nuit du 13 au 14 janvier. Il était âgé de cinquante-quatre ans.

[Né en 1925 à Paris, Jean Recanati a fait des études de lettres qu'il a closes par une licence. En 1944, il adhère au parti communiste et se lance dans le journalisme engagé. Après une période à *Front national*, il entre à *l'Humanité*, où il devient successivement rédacteur parlementaire, puis chef du service de politique intérieure et enfin rédacteur en chef adjoint. Il quitte discrètement le parti communiste en 1956 après l'affaire de Budapest. Se refusant à devenir journaliste dans la « presse bourgeoise », il travaille dès lors dans l'édition.

Il suit une psychanalyse qui va profondément marquer l'œuvre d'essayiste qu'il entreprend. En 1971, il publie chez Buchet-Chastel une Esquisse *pour la psychanalyse d'un libertin*, grosse étude qu'il consacre à son ami Roger Vailland. L'année dernière, il avait cerné les *Profils juifs de Marcel Proust* (Buchet-Chastel), œuvre critique dans laquelle il affichait une étonnante érudition proustienne.

Le mois prochain, paraîtra chez Mazarine une autobiographie littéraire intitulée *Un gentil stalinien*, dans laquelle Jean Recanati relatait son expérience communiste non sans la soumettre à l'éclairage de la psychanalyse.]

LA HAUSSE DES PRIX A FREINÉ LA CONSOMMATION DES PRODUITS PÉTROLIERS

La France a consommé, en 1979, 189,5 millions de tonnes d'équivalent pétrole. Cela représente, par rapport à 1978, une hausse de 2,7 % alors que la croissance économique du pays a été de l'ordre de 3,5 %. En un an, la consommation de pétrole pour besoins énergétiques a diminué de 0,5 % (108,2 millions de tonnes, contre 108,8) tandis qu'augmentaient la production d'électricité d'origine nucléaire (+ 30 %), la consommation de charbon (+ 4,6 %), et celle de gaz (+ 11,5 %).

Depuis 1973, soit en six ans, la croissance de la consommation énergétique a été de 8 % pour une progression du produit national de quelque 19 %. La consommation de pétrole a diminué de 7,5 % alors qu'augmentaient les parts du nucléaire (+ 17 %), du gaz (+ 55 %), et du charbon (+ 13 %).

En 1979, la consommation de carburant a crû moins vite que le parc automobile.

La diminution de la consommation pétrolière n'a d'ailleurs été sensible qu'au second semestre ; en décembre, il y a même eu une baisse de plusieurs points sur tous les produits. Ainsi se manifeste clairement l'effet des prix sur la consommation de produits énergétiques. Le produit dont la consommation a le plus baissé — le fuel domestique — est celui sur lequel la hausse des prix a été la plus forte (+ 55 % en 1979). Et si la consommation de gazole a augmenté de quelque 7 %, malgré un renchérissement de 29 %, c'est parce que le gazole reste moins cher que les carburants pour une utilisation identique (moteur diesel).

● *Deux employés du service informatique de la caisse régionale du Crédit agricole mutuel de l'Ile-de-France*, quai de la Rapée, à Paris (12e), MM. Jean-Michel Bénitès et Jean Engeldinger, ont été expulsés dimanche 13 janvier en début d'après-midi, de la cafétéria de l'établissement, où ils avaient entamé, le 7 janvier, une grève de la faim pour protester contre leur licenciement. Les deux hommes ont été transportés à l'extérieur des locaux de la société chargée du gardiennage de cette banque, l'entreprise O.G.S. (Organisation - Gestion - sélection), puis emmenés dans une camionnette.